

Jacqueline Peltre-Wurtz

# Alimentation et pauvreté en Équateur

## Manger est un combat





## **ALIMENTATION ET PAUVRETÉ EN ÉQUATEUR**

**KHARTALA sur Internet : <http://www.karthala.com>  
Païement sécurité**

**En couverture, les portraits des femmes sont classés dans même ordre que celui de leurs familles, numérotées de 01 à 12 dans le texte.**

**Photos de couverture : 1988-1989 J. Peltre-Wurtz**

**© IRD Éditions et KARTHALA, 2004  
ISBN (IRD) : 2-7099-1538-3  
ISBN (KARTHALA) : 2-84586-1563-5**

**Jacqueline Peltre-Wurtz**

# **Alimentation et pauvreté en Équateur**

**Manger est un combat**

Éditions KARTHALA  
22-24, boulevard Arago  
75013 PARIS

IRD  
213, rue La Fayette  
75010 PARIS

*En hommage et en remerciements à  
Teresa, Piedad, Emma, Eva, Mixmelí, Natividad,  
Graciela, María, Natalí, Luz, Victoria et Rosa  
qui m'ont ouvert la porte de leurs foyers,  
pour que je sois témoin du combat  
qu'elles mènent avec leur famille  
contre la faim et la pauvreté.*

## Avant-propos

Octobre 1988, à l'heure du déjeuner, dans une étroite cabane, à l'aplomb d'un des ravins de Quito comblés peu à peu par les ordures, Luz (famille 10) attend le retour de son fils Juan, 14 ans. Il cherche dans les rues quelques bouteilles vides qu'il échangera à l'épicerie voisine contre des pâtes en vrac. Luz a fait du feu entre trois pierres avec des morceaux de bois récupérés dans le quartier. L'eau chauffe. Gisela, Hugo, Franky et Edwin, 6, 5, 3 et 2 ans, sont accroupis sur la terre battue près de leur mère ; ils ont faim et pleurent parce que l'attente est longue. Enfin, Juan arrive. Dix minutes plus tard, les enfants mangent. Mais Luz, son compagnon et les deux fils aînés ne prendront qu'un repas dans la soirée. « Il faut faire manger les plus jeunes à midi, dit Luz, leur estomac est trop petit pour attendre le soir. »

Mai 1989, Cristina, la fille de Victoria (famille 11), est née dix jours plus tôt. La cabane familiale, où dort le bébé, est construite avec des pieux plantés serrés et des cartons bouchant les trous, le tout supportant un cadre de bois maintenant une grande bâche de plastique en guise de toit. Le vent froid souffle en rafales. Victoria a « envahi » ces lieux, à 3 000 mètres d'altitude au nord-ouest de Quito, avec de nombreux autres citoyens sans abri. L'habitat spontané est précaire dans tous les sens du terme, à tel point que je n'ose déshabiller le bébé pour la pesée nécessaire à mes enquêtes. Deux kilos... en lui laissant des vêtements pour qu'elle ne prenne pas froid. Les yeux de Cristina sont enfoncés, son visage émacié. « Elle vivra, espère Victoria, mes quatre autres enfants lui ressemblaient, ils sont tous là. » Mais la petite est morte six mois plus tard, toujours trop faible et ne résistant pas aux bronchites à répétition.

Après la mort du bébé, des amis convaincront Victoria de quitter « sa » maison, trop éloignée de son travail de lavandière à la pièce. L'espace familial qu'elle avait conquis par la ruse et le travail est perdu, le départ déchirant. Victoria redeviendra locataire d'une pièce, dans la courée d'un quartier où elle trouvera du travail.

« Que feriez-vous à ma place ? questionne Piedad (famille 02). On n'y arrive pas, je ne peux pas acheter les remèdes que je dois prendre

régulièrement, tout passe dans la nourriture. Mon compagnon ne prend jamais de repos, moi non plus. Ma fille aînée, Jenny, qui a 16 ans, va au collège, trois heures chaque soir. Ne pourrait-elle pas travailler dans la journée ? Des voisins seraient d'accord pour l'embaucher comme domestique. Mais alors Jenny aura-t-elle le courage de continuer à étudier le soir ? »

« Quel plaisir j'ai eu à parler avec ce professeur qui encadrait les jeunes venus donner des cours d'alphabétisation dans notre quartier », me confie César. Compagnon de Piedad, il travaille dans une teinturerie. Je viens de discuter longuement de politique avec lui, pour le plaisir, un dimanche pluvieux de juin 1989. César ajoute : « Et cet homme a une licence de lettres ! » Le bonheur d'être reconnu comme un individu à qui on parle d'égal à égal est palpable. Avec ce professeur et moi, César, l'homme pauvre, s'est évadé de sa prison pendant quelques heures.

Deux ans plus tard, Marco, 12 ans, le fils aîné de Victoria, croyant voir le bout des misères de sa famille, s'exclamera : « Maman, bientôt nous jetterons nos habits de pauvres ! »

Rendre compte de la maîtrise de la sécurité alimentaire en Équateur, au cœur de l'Amérique andine, conduit inéluctablement à prendre aussi à bras-le-corps un des plus graves fléaux de l'humanité, celui de la pauvreté. Les enjeux dépassent alors largement l'analyse portant sur la valeur nutritionnelle de la nourriture des Équatoriens au regard d'une alimentation de qualité, indispensable à la vie. Mais pourquoi manger est-il la préoccupation lancinante d'une partie des habitants de ce pays ? La difficulté provient-elle d'une inégalité des niveaux de vie telle que les pauvres ne peuvent pas se nourrir normalement ? Faut-il y ajouter une incapacité du pays à mettre à la disposition de ses habitants une quantité suffisante d'aliments ? Pourtant, l'Équateur apparaît comme un pays béni des dieux : avec ses Andes au climat tempéré et ses régions chaudes, abondamment arrosées en Amazonie, humides ou sèches sur la côte pacifique, la production alimentaire devrait combler les besoins de la population. Ce n'est qu'après avoir répondu à ces questions que l'on présentera ceux qui combattent au quotidien pour se nourrir et pour survivre.

Ce livre comprend donc deux parties. La première concerne la question alimentaire en Équateur, avec deux volets : la mesure de la capacité du pays à nourrir sa population et la définition du concept de pauvreté. Dans un premier chapitre sont présentées les potentialités agricoles et l'histoire de l'Équateur qui rend compte de la situation alimentaire actuelle du pays, par rapport à une alimentation optimum mise en évidence par les nutritionnistes et par rapport aux grands modèles mondiaux. On y montre la place des grandes régions de l'Équateur dans l'approvisionnement national et celle, capitale, des États-Unis dans les importations de blé. Le deuxième chapitre est consacré à la pauvreté, qui bloque l'accès à une nourriture satisfaisante, en Équateur, comme dans de nombreux pays. Elle



plonge ses racines dans l'organisation des sociétés. Elle est ancienne, mais le progrès qui touche l'ensemble de la planète a accentué les inégalités économiques, à un point tel que, depuis vingt ans, ce fléau, occulté au début de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, est revenu sur le devant de la scène internationale. On portera l'attention sur les dimensions sociales, politiques et économiques de la pauvreté, puis sur les diverses techniques utilisées pour la mesurer, à l'échelle mondiale, à celles de l'Amérique latine et de l'Équateur.

Dans la seconde partie du livre, c'est à l'échelle locale que sont analysées l'alimentation et les activités développées par douze familles pauvres de Quito pour survivre et conquérir une dignité qui leur est si souvent refusée. Ces familles ont été suivies pendant dix-huit mois en 1988-1989. Elles forment les cellules de base qui résistent le mieux à la misère, j'en ai été le témoin en les retrouvant, toujours unies dans l'adversité en 1992, puis en 2000 lors de passages plus rapides dans la capitale. La méthode d'enquête utilisée est fondée sur des relations d'amitié nouées personnellement avec ces familles, qui ont alors pris conscience de l'importance de leur témoignage. Ces conditions garantissent la qualité des informations réunies ici et ce livre représente l'aboutissement d'un travail collectif. Après avoir décrit le lieu de l'étude et la démarche scientifique, dans un troisième chapitre, on a mesuré, dans le suivant, le résultat du combat de ces familles contre la sous-alimentation et les déséquilibres alimentaires. Dans un cinquième chapitre, on découvre, en observant les comportements familiaux face au travail, à l'habitat, à la santé, à l'instruction des enfants notamment, que toutes ces personnes cherchent à faire oublier la pauvreté qui les lamine. Elles veulent être reconnues pour leur participation à la vie de la cité et montrer qu'elles ont les mêmes droits et la même culture que les autres citoyens. C'est un combat dont elles ne voient pas la fin et que je qualifierai d'exemplaire. Les femmes sont en première ligne, elles portent leurs familles à bout de bras. Ce livre leur rend hommage.

Au-delà du souci de mesurer la nourriture consommée, les revenus ou les dépenses familiales, j'ai donc cherché à répondre à une interrogation vitale que se posent ceux qui approchent les personnes confrontées à la pauvreté. Geneviève de Gaulle-Anthonioz, responsable pendant de longues années du mouvement Aide à toute détresse (ATD) Quart-monde, savait, par expérience, que cette même question aurait pu être posée aux personnes déportées dans les camps de concentration, pendant la seconde guerre mondiale, puisqu'elle écrit : « D'où vient cette force des pauvres de recommencer tous les jours ? Mais c'est vrai, lorsque retentissait, à trois heures et demie, l'horrible sirène de Ravensbrück, où puisions-nous le courage de vivre une nouvelle aube ? » (2001). Cette force, ce courage ne seraient-ils pas sous-tendus par le besoin impérieux de conquérir une dignité perdue ?

On ne peut rester sourd aux appels d'une « nouvelle internationale » de la souffrance et de la faim, dit en substance le philosophe Jacques Derrida. C'est ce que j'ai ressenti au cours de ces enquêtes. Car il s'agit d'analyser les modes de vie de personnes mal nourries et démunies qui ne veulent pas reproduire leur groupe social, contrairement aux membres d'une société ordinaire. Tout comme en médecine, le chercheur en sciences sociales se doit alors de comprendre, mais aussi de servir, car son avis, son aide, son amitié sont ardemment sollicités par ceux qu'il interroge et qui tentent d'échapper aux souffrances imposées par la pauvreté. France Quéré met en lumière cette tension de la science médicale qui « ne peut, par charité, accepter ce que, par science, elle ne cesse d'approfondir. Elle est donc à la fois la raison qui rend compte de ce qu'elle observe et la passion qui se scandalise de la normalité reconnue aux maladies » (1991 : 15-16).

Ce double objectif, comprendre et servir, m'a guidée, tandis que je vérifiais la validité de la méthode équatorienne de mesure de la pauvreté, fondée sur l'accès de chacun à une ration alimentaire optimum, et que j'appréhendais la vie économique, sociale et affective de douze familles, celle qui donne sens à ces mesures. Ce livre a pour ambition de fournir des informations scientifiques, en particulier pour la mise en place de mesures d'éradication de la pauvreté. On se doute que de telles mesures ne peuvent que bouleverser la société équatorienne, ce qui rend difficile leur déploiement. Mais celle-ci peut-elle ne rien faire, quand « la nouvelle internationale », évoquée par Jacques Derrida, inquiète les nantis, ceux qui appartiennent à une classe sociale, ont du pouvoir et un statut, selon les distinctions de Max Weber ?

Les travaux de nombreux chercheurs et les statistiques de plusieurs organismes ont enrichi cet ouvrage. Pour la première partie, on citera notamment l'ouvrage de base sur l'économie alimentaire mondiale de Louis Malassis et Martine Padilla (1986) et la banque de données de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). On n'oublie pas l'excellente synthèse géographique de l'Équateur de Jean-Paul Deler (1991), la géographie agraire de ce pays de Charles Huttel, Claude Zebrowski et Pierre Gondard (2000) et les recensements agricoles de l'INEC (Institut national pour la statistique et le recensement, 1987), complétés par les analyses du recensement de 1990 de la population équatorienne réalisées par Carlos Larrea *et al.* (1996). À ces travaux s'ajoutent ceux de la nutritionniste Wilma Freire (1984 et 1985). Pour cerner le concept de pauvreté, on a eu recours à l'étude fondamentale de Jean Labbens (1978) et aux travaux de Serge Paugam (1994 et 1997). La seconde partie du livre est fondée presque exclusivement sur des enquêtes personnelles, mais l'étude de René Vallejo et Iván Laspina (1995) sur la pauvreté à Quito, les relevés de prix de l'INEC et les normes alimentaires du Conade (Conseil national du développement) en constituent le cadre indispensable.

PREMIÈRE PARTIE

**LA QUESTION ALIMENTAIRE  
EN ÉQUATEUR**



# Introduction

Manger est la première préoccupation des hommes. Chaque pays doit donc être capable d'offrir à sa population, sur le long terme, une quantité suffisante d'aliments variés, produits sur son sol ou achetés auprès de pays producteurs, grâce aux revenus issus de ses exportations.

Cet objectif implique que chaque habitant dispose pour vivre d'une ration énergétique optimum quotidienne, qui varie en fonction de l'âge, du sexe, du poids des adultes, de l'activité et de situations particulières, telles que la grossesse ou la lactation (FAO/OMS/UNU, 1986). Cette ration garantit à la fois contre la sous-alimentation et les risques de dénutrition et contre la suralimentation et les maladies qui lui sont liées. D'un pays à l'autre, des différences de structure démographique et de taux de fécondité notamment expliquent que la ration optimum moyenne par personne ne soit pas exactement la même ; elle avoisine néanmoins 2 300 kilocalories par jour<sup>1</sup>.

Riche de potentialités agricoles très diverses, puisque traversé par les Andes du nord au sud, baigné par l'océan Pacifique à l'ouest et ouvert sur l'Amazonie à l'est, l'Équateur devrait pouvoir nourrir une population peu dense (48 habitants au km<sup>2</sup> en 2000), en lui donnant accès à la ration énergétique optimum de 2 300 kilocalories quotidiennes par habitant, sans même qu'il soit question d'importations. Or la FAO estime qu'en moyenne chaque Équatorien ne disposait que d'environ 2 200 kilocalories pour se nourrir chaque jour entre 1965 et 1985 (ces statistiques n'existaient pas auparavant). Après cette date, l'Équateur pouvait enfin offrir une moyenne de 2 300 kilocalories quotidiennes à chacun de ses habitants<sup>2</sup>, puis 2 400 vers 1993 et 2 500 vers 1995 (FAO, 1998 : 167)<sup>3</sup>.

Disposer depuis une quinzaine d'années d'une ration énergétique moyenne journalière optimum par habitant est capital, mais ne dit rien des conditions dans lesquelles la nourriture est obtenue et, surtout, distribuée.

---

1. Pour la FAO, la moyenne mondiale de la ration optimum est de 2 400 kcal (Solagral, 1996 : 48) ; elle est de 2 200 kcal pour la Banque mondiale, quand la personne a une faible activité physique (1993a : 80).

2. Il faut sûrement plus de 2 300 kcal disponibles chaque jour par habitant, s'il est recommandé d'en consommer 2 300. Même si la FAO tient compte des pertes au stockage dans ses calculs de disponibilités, il reste en effet à tenir compte du gaspillage, plus important dans les pays riches que dans les pays en voie de développement, il est vrai.

3. 1964-1966 : 2 163 kcal ; 1969-1971 : 2 155 ; 1974-1976 : 2 198 ; 1979-1981 : 2 269 ; 1982-1984 : 2 248 ; 1984-1986 : 2 291 ; 1987-1989 : 2 389 ; 1989-1991 : 2 387 ; 1992-1994 : 2 468 ; 1994-1996 : 2 533 (FAO, 1998 : 167).

On peut ainsi se demander si la production d'aliments sur le territoire national permet de rémunérer convenablement les paysans et si les éventuelles importations de nourriture ne mettent pas en péril les producteurs nationaux : on verra que le développement rural est très inégal entre les trois grandes régions de l'Équateur et que les importations de blé des États-Unis provoquent des dérives graves. On peut encore s'interroger sur les conditions d'accès à la nourriture : quand on observe, en 1990, que plus de la moitié de la population équatorienne est située sous un seuil de pauvreté<sup>4</sup> fondé essentiellement sur la capacité de chacun à accéder à une ration alimentaire de base, on doit admettre que seule une minorité consomme alors la ration optimum ou davantage (Larrea *et al.*, 1996 ; León, 1997).

Enfin, même quand elle est effective, la consommation de la ration énergétique optimum ne nourrit pas nécessairement l'être humain de façon convenable. Les aliments, regroupés le plus souvent en céréales, graisses végétales, sucres, racines-tubercules, légumineuses, fruits, légumes verts, lait, œufs et viandes-poissons apportent, en quantités variables, de l'eau et des éléments nutritifs spécifiques (protéines, glucides, lipides, vitamines et sels minéraux). Ainsi, une même quantité d'énergie issue du lait, du sucre ou du riz, par exemple, ne contient pas les mêmes éléments nutritifs et ne coûte pas non plus le même prix. Or l'absence d'un des éléments nutritifs indispensables à la santé, ou plus généralement un déséquilibre entre les éléments de la ration alimentaire, conduit à la malnutrition<sup>5</sup>. Ce risque est grave. Cependant, les nutritionnistes ne proposent pas de modèle alimentaire mondial optimum alors qu'ils recommandent une ration énergétique optimum à chaque catégorie de population. Sachant l'extraordinaire variété des habitudes alimentaires des sociétés humaines, qui n'engendre pas forcément une malnutrition, ils préfèrent, en effet, ne proposer le même modèle alimentaire qu'aux populations d'un seul pays ou même d'une seule région de ce pays. Les habitudes alimentaires obéissent cependant à certaines règles : ainsi, à une époque où la nourriture circule aisément à travers le monde, on constate que, non seulement la quantité d'énergie

---

4. Ce seuil de pauvreté mesure le nombre de foyers dont la « consommation se situe au-dessous du coût d'un panier de biens et de services pouvant satisfaire les besoins de base » (León, 1997 : 99). Ce panier est égal au coût du panier alimentaire de base multiplié par deux. On reviendra sur ces calculs. En 1990, on dénombrerait selon ce critère 54,7 % d'Équatoriens pauvres (Larrea *et al.*, 1996 : 14).

5. « La dénutrition couvre l'ensemble des accidents que la sous-alimentation d'une faim inassouvie détermine. La malnutrition, déficience moins complète, correspond à un vice spécifique de l'alimentation, à peu près correcte par ailleurs » (Cépède *et al.*, 1983 : 61). La dénutrition est donc liée à la sous-alimentation ; on s'en garantit en consommant une ration énergétique optimum. La malnutrition, dans son sens strict, est liée à un déséquilibre alimentaire (carences en protéines, minéraux, vitamines, notamment) ; on s'en garantit en partie en adoptant un modèle alimentaire équilibré.

alimentaire disponible par individu rend compte globalement du niveau de vie des populations mais que les grands modèles alimentaires dominants y concourent également. Louis Malassis et Martine Padilla ont montré (1986 : 77) que les modèles alimentaires peuvent se réduire à trois : celui des pays développés avec une moyenne de 3 500 kilocalories quotidiennes mises à la disposition de chacun, celui des pays intermédiaires<sup>6</sup> avec une moyenne de 3 000 kilocalories et celui des pays en développement avec une moyenne de 2 300 kilocalories, la proportion des grands groupes d'aliments variant largement d'un modèle à l'autre.

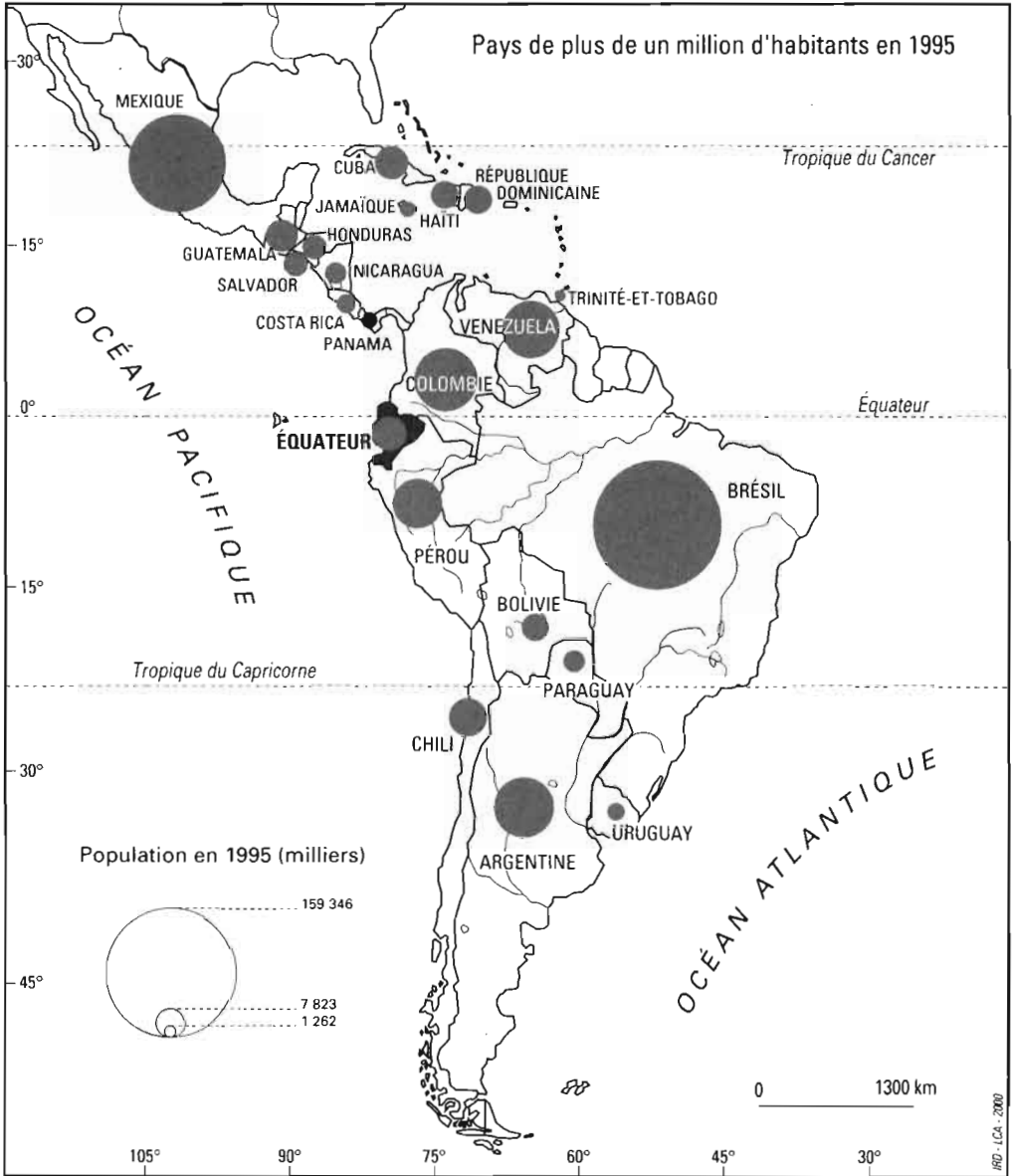
Les habitants des pays pauvres, qui disposent d'une énergie alimentaire réduite, consomment presque exclusivement des aliments peu coûteux à la calorie, les aliments les plus chers, généralement les fruits, les légumes verts et les produits d'origine animale leur demeurant souvent inaccessibles. Les déséquilibres nutritifs provoqués par de telles contraintes économiques sont causes d'une malnutrition qui affaiblit et fragilise les individus face aux infections et rend compte du retard de croissance staturale et pondérale chez l'enfant et l'adolescent, même quand la ration énergétique est suffisante. Il est nécessaire cependant que cette dernière condition soit remplie pour que le concept d'équilibre alimentaire ait un sens. On ne peut pas en effet équilibrer une alimentation qui serait énergétiquement insuffisante.

À l'échelle nationale, la sécurité de l'approvisionnement alimentaire n'est alors effective qu'à deux conditions : 1) l'optimum énergétique nécessaire à la croissance et à la vie doit être accessible à tous les habitants, dans un contexte de développement agricole harmonieux et hors d'éventuelles pressions politiques des pays exportateurs les plus puissants ; 2) ces bonnes conditions économiques, politiques et sociales doivent concerner chaque grand groupe d'aliments, à consommer en fonction des recommandations des nutritionnistes nationaux. En Équateur, un modèle proche de celui des pays intermédiaires est recommandé pour composer le panier alimentaire national de base. Il contient une proportion moindre de céréales-racines-tubercules et de légumineuses que celui des pays en développement et plus de tous les autres groupes d'aliments.

---

6. « Le modèle intermédiaire est proche du modèle des pays méditerranéens, du Japon et de quelques pays d'Amérique latine » (Malassis et Padilla, 1986 : 76). On notera que les modèles alimentaires des pays développés et intermédiaires conduisent à une suralimentation, néfaste elle aussi à la santé.

Carte 1  
 Situation de l'Amérique latine





## **Des disponibilités alimentaires suffisantes sinon équilibrées**

### **Un pays très varié, marqué par de profondes inégalités sociales**

L'Équateur est l'un des États de petite taille de l'immense sous-continent latino-américain qui s'étend du nord du Mexique au cap Horn (carte 1). Sa surface représente un peu plus du centième de l'ensemble et sa population, un peu plus des deux centièmes des Latino-Américains<sup>1</sup>, soit un pays de 281 000 km<sup>2</sup> (la moitié de la France) où vivent 9,6 millions d'habitants en 1990 (tableau 1 et carte 2) et 12,6 millions en 2000. Situé sur la ligne équatoriale, en bordure du Pacifique, le pays est partagé en trois bandes méridiennes par les Andes, dont le sommet principal dépasse 6 000 mètres : à l'ouest, du Pacifique aux Andes, s'étend la Costa ; au centre se dresse la Sierra ; à l'est se déploient l'Oriente et ses multiples vallées amazoniennes.

En 1990, 72 % des Équatoriens vivent au cœur du pays, dans un triangle central de près de 85 000 km<sup>2</sup> (30 % du pays), entre Guayaquil, le grand port côtier (1,5 million d'habitants), Quito, la capitale (1,1 million d'habitants), dans la Sierra septentrionale, et Cuenca, la troisième ville du pays (près de 200 000 habitants), dans la Sierra méridionale. Dans cette région clé, l'Équateur s'est développé entre ses deux grands voisins andins, la Colombie au nord et le Pérou au sud, qui lui enlevèrent la plus grande part de sa région amazonienne<sup>2</sup>.

Pendant la période précolombienne, l'Équateur était un carrefour où se mélangeaient les civilisations méso-américaines, amazoniennes et andines. Non loin de sa frontière méridionale actuelle, les Espagnols débarquèrent en 1531 ; ils mirent fin à la domination inca et colonisèrent les Andes en y faisant venir aussi des esclaves noirs. Libéré de l'emprise

---

1. En 2000, l'Amérique latine regroupe 519 millions d'habitants (base de données FAO).

2. Jusqu'au 26 octobre 1998, l'Équateur ne reconnaissait pas la dernière amputation de territoire imposée par la signature du protocole de Rio de Janeiro de 1942, laissant au Pérou la partie la plus orientale de l'Amazonie équatorienne. Lors de cet accord de paix, signé à Brasilia, l'Équateur a renoncé à sa revendication et le Pérou lui a concédé un droit de propriété sur l'enclave de Tiwinza. Une révision du tracé de la frontière séparant les deux pays permet de fixer plus précisément la taille du territoire équatorien à 263 000 km<sup>2</sup>.

espagnole en 1822 pour être intégré à la Fédération de la Grande Colombie, le pays devint indépendant en 1830. Il est désormais marqué par le métissage<sup>3</sup>.

*Des potentialités agricoles multiples, une mise en valeur contrastée<sup>4</sup>*

L'Équateur présente des paysages très divers, liés à de fortes variations altitudinales et pluviométriques : du nord au sud de la Costa, les précipitations annuelles diminuent de plus de 3 000 mm à 100 mm, à cause de la confluence entre le courant froid de Humboldt issu du sud et les eaux tièdes venues de l'équateur, au large des côtes ; dans la Sierra, les précipitations s'abaissent de 2 000 mm sur les hauteurs à moins de 500 mm au fond des bassins d'altitude du sillon andin, séparant les cordillères occidentale et orientale ; enfin, dans l'Oriente, elles passent de plus de 3 000 mm sur le bas versant oriental des Andes à 1 300 mm dans la plaine amazonienne. Dans ces paysages si divers vit une population dont la densité, en 1990, varie de 3 habitants au km<sup>2</sup> dans l'Oriente, à 83 dans le triangle Guayaquil-Quito-Cuenca, avec des pointes de plus de 110 dans certaines provinces du cœur du pays (tableau 1). Toutes les conditions sont donc réunies pour que l'occupation humaine se traduise par une très grande variété des paysages agraires.

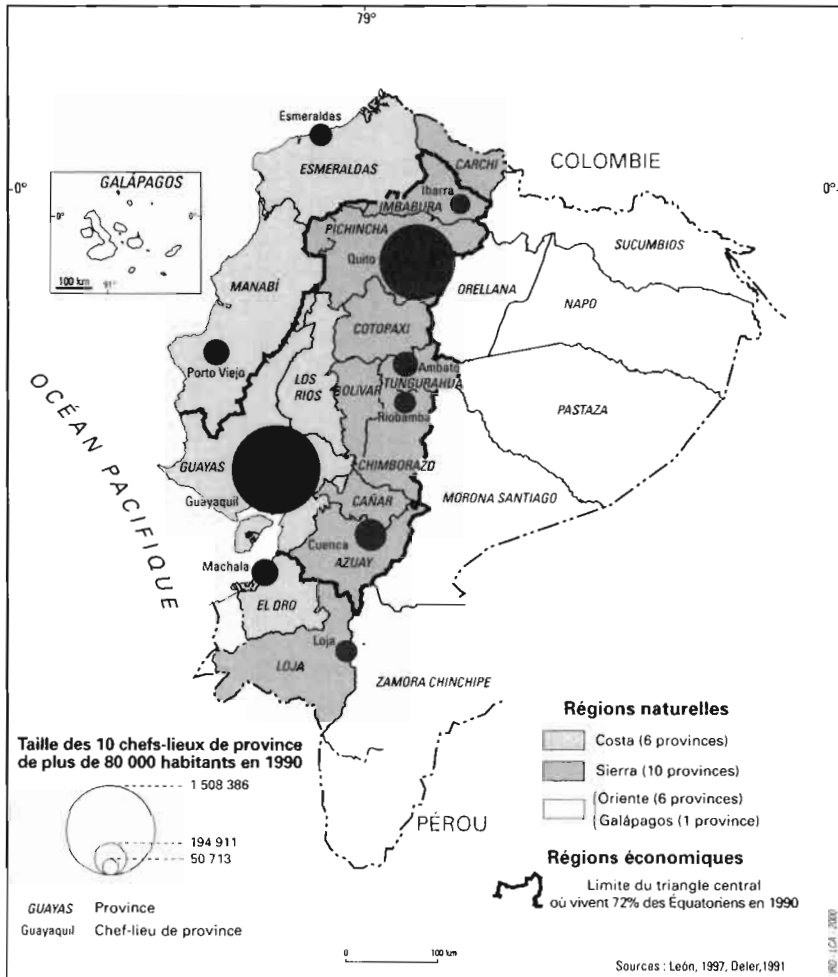
Jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les neuf dixièmes des Équatoriens vivaient dans la Sierra (Gourou, 1976 : 239). Au XIX<sup>e</sup> siècle, les habitants du Manabí (Costa) puis ceux de la Sierra colonisèrent l'arrière-pays de Guayaquil, propice aux cultures d'exportation, sous l'impulsion des marchands de cette ville. Le centre des Andes et les provinces côtières de Los Ríos et du Guayas constituèrent désormais le cœur du pays.

Le développement agricole de la Costa permit à l'Équateur de devenir le premier exportateur de cacao du monde au début du XX<sup>e</sup> siècle, puis le premier exportateur de bananes au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. À la fin des années 1980, la Costa produit le quart de la valeur des exportations du pays en bananes (aux mains des grandes compagnies), en café et cacao (produits par de petits planteurs) et le dixième de la valeur des exportations en crevettes. Par ailleurs, avec le développement du riz depuis trente ans et l'introduction du palmier à huile depuis quarante ans, principalement dans cette région, le pays a largement amélioré sa production en céréales et il est devenu autosuffisant en matières grasses. L'agriculture de la Costa, incluant aussi l'élevage extensif de bovins, est très dynamique sur le plan des techniques et des prati-

3. L'ensemble du sous-continent latino-américain est le seul marqué par une colonisation aussi totale et profonde qui, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, a réduit les populations amérindiennes non massacrées au travail forcé, pendant plusieurs siècles. La population est donc métissée, ce qui n'empêche pas que la stratification sociale soit fondée en partie sur la couleur de la peau.

4. Les informations présentées dans les paragraphes suivants sont essentiellement issues des travaux de Jean-Paul Deler (1991 : 264-277).

Carte 2  
Les grandes régions de l'Équateur



ques commerciales. Elle est cependant coûteuse en devises dans la mesure où elle importe tous ses intrants. Les rapports sociaux évoluent peu, même si la très grande propriété diminue au profit de propriétés de taille moyenne.

Dans la partie la plus anciennement peuplée du cœur équatorien, celle de la Sierra actuellement bien urbanisée, se succèdent, du nord au sud, de hauts bassins (entre 2 000 et 3 500 m) allongés et séparés par des cols, entre les deux cordillères andines dont les sommets ne sont jamais écartés de plus de 50 kilomètres. Au-dessus de 3 500 mètres, à l'est et à l'ouest, dominent des prairies froides et humides au pied de volcans souvent enneigés. Au-dessous, le paysage est humanisé par les cultures et l'élevage. Sur les hauts versants, et parfois jusqu'à 4 000 mètres, sont cultivées les pommes de terre, l'orge, les fèves et paissent les troupeaux de

**Tableau 1**  
**Répartition de la population équatorienne**

Régions	Surface		1982			1990		
	en km <sup>2</sup> (a)	% surf.	Den- sité	Popu- lation (a)	% pop	Den- sité	Popu- lation (b)	% pop
<b>Triangle central</b>	<b>84 633</b>	<b>30,1</b>	<b>74,4</b>	<b>6 300 792</b>	<b>70,4</b>	<b>82,6</b>	<b>6 988 077</b>	<b>72,4</b>
<i>Provinces de la Sierra</i>	56 924	20,2	62,0	3 527 192	39,4	68,1	3 874 809	40,2
Ibarra (Imbabura)	8 956		30,2	270 227		29,6	265 499	
Quito (Pichincha)	16 037		90,2	1 447 220		109,5	1 756 020	
Latacunga (Cotopaxi)	5 804		49,6	287 868		47,6	276 304	
Ambato (Tungurahua)	3 281		104,8	343 941		110,3	361 901	
Guaranda (Bolívar)	3 336		51,3	171 277		46,5	155 085	
Riobamba (Chimborazo)	7 014		51,8	363 079		52,0	364 633	
Azogues (Cañar)	4 180		44,4	185 743		45,3	189 347	
Cuenca (Azuay)	8 316		55,1	457 837		60,8	506 020	
<i>Provinces de la Costa</i>	27 709	9,9	100,1	2 773 600	31,0	109,8	3 042 647	31,5
Babahoyo (Los Ríos)	7 868		71,3	561 072		67,1	527 559	
Guayaquil (Guayas)	19 841		111,5	2 212 528		126,8	2 515 088	
<i>Zones non délimitées</i>							70 621	0,7
<b>Périphérie</b>	<b>43 432</b>	<b>15,4</b>	<b>47,5</b>	<b>2 064 841</b>	<b>23,1</b>	<b>45,4</b>	<b>1 970 667</b>	<b>20,4</b>
<i>Provinces de la Sierra</i>	15 606	5,5		580 644	6,5		526 180	5,4
Tulcán (Carchi)	4 094		37,1	151 890		34,6	141 482	
Loja	11 512		37,2	428 754		33,4	384 698	
<i>Provinces de la Costa</i>	27 826	9,9		1 484 197	16,6		1 444 487	15,0
Portoviejo (Manabí)	19 698		55,5	1 092 909		52,4	1 031 927	
Machala (El Oro)	8 128		48,1	391 288		50,8	412 560	
<b>Marges</b>	<b>153 276</b>	<b>54,5</b>	<b>3,8</b>	<b>579 367</b>	<b>6,5</b>	<b>4,5</b>	<b>688 697</b>	<b>7,2</b>
<i>Province de la Costa</i>	15 000	5,3		302 636	3,4		306 585	3,2
Esmeraldas	15 000		20,2	302 636		20,4	306 585	
Prov. Oriente	130 270	46,3	2,1	270 620	3,0	2,9	372 533	3,9
Prov. Galápagos	8 006	2,9	0,8	6 111	0,1	1,2	9 579	0,1
<b>Total</b>	<b>281 341</b>	<b>100,0</b>	<b>31,8</b>	<b>8 945 000</b>	<b>100,0</b>	<b>34,3</b>	<b>9 647 441</b>	<b>100,0</b>

Sources : (a) Collin Delavaud, 1982 : 38 ; (b) fichier de base de Léon, 1997, reprenant les résultats du recensement de la population équatorienne de 1990.

Le nom des provinces est indiqué entre parenthèses quand il ne correspond pas à celui du chef-lieu. Les provinces de l'Orient (cinq en 1990, six quelques années plus tard) sont Sucumbíos, Orellana, Napo, Pastaza, Morona Santiago et Zamora Chinchipe ; elles ont pour chefs-lieux : Lago Agrio, El Coca, Tena, Puyo, Macas et Zamora. La province des Galápagos a pour chef-lieu Puerto Baquerizo Moreno.

Les zones non délimitées se situent aux confins de la Sierra et de la Costa.

La répartition de la population équatorienne entre un triangle central, sa périphérie et ses marges est empruntée à Deler (1991 : 264-277).

bovins. Ici coexistent des communautés paysannes, réparties en hameaux, et des haciendas d'élevage ou de culture mécanisée de la pomme de terre. Sur la partie basse des versants, entre 2 300 et 3 200 mètres, sont développés les cultures de maïs et de haricot et, autour des villes, la fruticulture et le maraîchage. Au fond des bassins, là où il fait plus chaud et plus sec, sont installées les haciendas d'élevage, avec des vaches nourries par les herbages de prairies artificielles irriguées, mais aussi des fermes orientées, comme sur les bas versants, vers la culture fruitière et le maraîchage. Dans la Sierra, on a redistribué moins de 10 % des terres, le plus souvent de médiocre qualité, au cours des réformes agraires. La terre manque et les communautés indiennes sont obligées de conquérir les hauts versants, mal adaptés aux cultures. Le contraste est énorme entre les petits paysans des hauts, moyens et bas versants, cultivant difficilement sur de petites parcelles des produits alimentaires vendus à bas prix, et les propriétaires des haciendas de pommes de terre et d'orge ou celles de produits laitiers, maraîchers et fruitiers sur les bas versants et dans les fonds de bassins, utilisant des techniques modernes pour une production alimentaire plus rentable.

Autour du triangle Guayaquil-Quito-Cuenca s'ordonnent les provinces périphériques, d'abord celles du nord de la Sierra et des alentours de Guayaquil (Costa et Sierra réunies), regroupant, en 1990, 20 % de la population sur 15 % du pays. L'économie des provinces de Carchi, au nord de la Sierra, et d'El Oro, au sud de la Costa, profite de l'axe routier international qui traverse les Andes, venant de Colombie au nord, pour rejoindre au sud la plaine côtière du pays et pénétrer ensuite au Pérou. En revanche, dans les provinces du Manabí, au centre de la Costa, et de Loja, dans les Andes méridionales, les paysans voient leur situation se détériorer parce qu'ils vivent éloignés des grandes voies de circulation.

En 1990, moins d'un dixième de la population vit dans les zones périphériques les plus marginales, qui s'étendent sur plus de la moitié du territoire. Ces zones englobent Esmeraldas, la province forestière du nord de la Costa, les cinq provinces de l'Oriente et celle des Galápagos<sup>5</sup>. Très isolées, vivant de la pêche, de la chasse, de la cueillette et de la culture itinérante, ces provinces sont sorties de leur enclavement, d'abord avec l'ouverture, en 1950, de la route de Quito vers Esmeraldas, qui a permis le développement d'une agriculture d'exportation dans le nord de la Costa, ensuite avec l'immigration paysanne, responsable de la colonisation agricole de l'Oriente et surtout, à partir de 1967, avec, dans cette même région, la découverte du pétrole dont les bénéfices ont transformé

---

5. En Oriente a été créée ultérieurement une sixième province, celle d'Orellana. L'archipel des Galápagos, situé à plus de 1 000 km du continent, appartient à l'Équateur depuis 1832. Depuis 1959, un parc naturel occupe 95 % de l'archipel. Il a été classé « patrimoine naturel de l'humanité » par l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture).

l'économie nationale. Quant aux îles Galápagos, leur pouvoir d'attraction touristique est désormais mondial et le niveau de vie de leur population est plus élevé que celui des continentaux.

### *Un développement freiné par des structures sociales rigides*

Le pays s'est transformé de façon spectaculaire dans la décennie 1970 (taux de progression annuelle du PIB de 10 % jusqu'en 1985), grâce à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, dont le prix a quadruplé en 1974. Le boom pétrolier et un massif endettement extérieur ont alors soutenu un développement industriel de substitution aux importations, le lancement de grands travaux publics et la multiplication des activités de service et d'administration publique. Si la modernisation rapide du pays (ouverture de routes, édification de barrages, construction de multiples grands immeubles dans les villes) a entraîné une vague de migrations vers les pôles urbains<sup>6</sup> et entre les régions, elle n'a pas modifié la structure sociale : la pauvreté est demeurée massive et, en milieu rural, les Indiens ont été maintenus à l'écart des mutations économiques. Par ailleurs, « la surévaluation du taux de change en termes réels [...] s'est accompagnée d'une stagnation de l'agriculture » (de Janvry *et al.*, 1991 : 13). La baisse des exportations de pétrole, puis la chute de son prix et l'obligation de rembourser les dettes contractées au cours de la décennie précédente ont marqué les années 1980. Des mesures d'ajustement structurel ont été prises en 1984 par un gouvernement néo-conservateur, porté par une coalition d'exportateurs agricoles qui avait moins bénéficié du boom pétrolier que d'autres catégories sociales. Mais les coupes dans les dépenses courantes et la libéralisation des taux de change n'ont pas été maintenues à cause de l'opposition des catégories urbaines moyennes et riches, soutenues par les couches populaires, urbaines et rurales, dont les niveaux de vie se sont rapidement dégradés, dans la mesure où l'austérité entraînait sous-emploi et chômage. Seules les classes rurales aisées minoritaires profitèrent des mesures de stabilisation. Et en septembre 2000, malgré l'opposition des classes populaires, le dollar a remplacé la monnaie nationale.

Tout comme les autres pays du sous-continent latino-américain, l'Équateur est donc marqué par de fortes inégalités sociales, liées essentiellement aux structures agraires héritées de la période coloniale, qui n'ont jamais pu être complètement effacées par les divers essais de réforme agricole,

---

6. En 1990, 58,2 % des Équatoriens vivent dans des villes de plus de 5 000 habitants (Larrea *et al.*, 1996 : 10, 34). En général, les Latino-Américains sont davantage urbanisés que les Équatoriens puisque près des trois quarts d'entre eux vivent en ville. Ce taux est proche de celui des pays développés, même si l'urbanisation est généralement marquée par l'hyperdéveloppement de la capitale, située souvent en bord de mer (Brunel, 1995 : 254). En revanche, deux villes dominent l'Équateur : la capitale coloniale située au cœur de la Sierra et le port de Guayaquil sur l'océan Pacifique.

dont on reparlera plus loin. Dans les zones rurales, une petite minorité de propriétaires concentre entre ses mains l'essentiel des terres cultivables, souvent exploitées de façon extensive, tandis que la majorité des paysans cultive intensément de minuscules propriétés, insuffisantes pour survivre. Sylvie Brunel (1995 : 258) rappelle que le sous-continent latino-américain est la seule région du monde où les 20 % les plus pauvres de la population ne disposent que de 4 % du revenu national et où l'écart entre riches et pauvres n'a cessé de s'accroître depuis 1960, et particulièrement depuis 1980 avec « la crise de la dette qui a eu pour conséquence une stagnation du revenu par habitant pendant dix ans ».

Globalement, les Équatoriens ne font pas partie des citoyens les plus aisés du sous-continent latino-américain, comme le montre le graphique 1. Dans ce graphique sont écartés les 11 pays de moins d'un million d'habitants regroupant ensemble moins de 3 millions de personnes et sont retenus les 22 pays de plus d'un million d'habitants où vivent 482 millions de personnes en 1995. Si l'on met à part Haïti, qui s'inscrit dans le groupe des pays les plus pauvres de la planète, dont les disponibilités alimentaires ne dépassent pas 1 827 kilocalories par personne et par jour, en moyenne, et où le produit intérieur brut réel par habitant en parité de pouvoir d'achat (PIB/PPA)<sup>7</sup> n'est que de 917 dollars en 1995, les 21 autres pays d'Amérique latine présentés dans le graphique 1 disposent au moins de la ration alimentaire optimum de 2 300 kilocalories par personne et par jour, en moyenne (sauf la Bolivie et le Guatemala, dont les disponibilités sont un peu plus faibles : 2 161 et 2 250 kcal), et leur PIB/PPA réel par habitant oscille entre 1 837 et 6 116 dollars en 1995 (FAO, 1998 et PNUD, 1998).

Neuf pays d'Amérique latine sont peuplés de plus de 10 millions d'habitants. Le mieux classé d'entre eux par rapport à l'indicateur de développement humain<sup>8</sup> (IDH) est le Chili, au 31<sup>e</sup> rang mondial sur 174 pays observés par le PNUD (en 1995<sup>9</sup>), suivi de l'Argentine (36<sup>e</sup> rang), du Venezuela (46<sup>e</sup>), du Mexique (49<sup>e</sup>), de la Colombie (53<sup>e</sup>), du Brésil (62<sup>e</sup>) et enfin de l'Équateur (73<sup>e</sup>), devançant Cuba (85<sup>e</sup>) et le Pérou (86<sup>e</sup>).

Au 73<sup>e</sup> rang, l'Équateur appartient à une sorte de « classe moyenne mondiale » (tableau 2). Son PIB/PPA par habitant est sept fois supérieur à celui du pays le plus mal classé selon son IDH (la Sierra Leone) et cinq

---

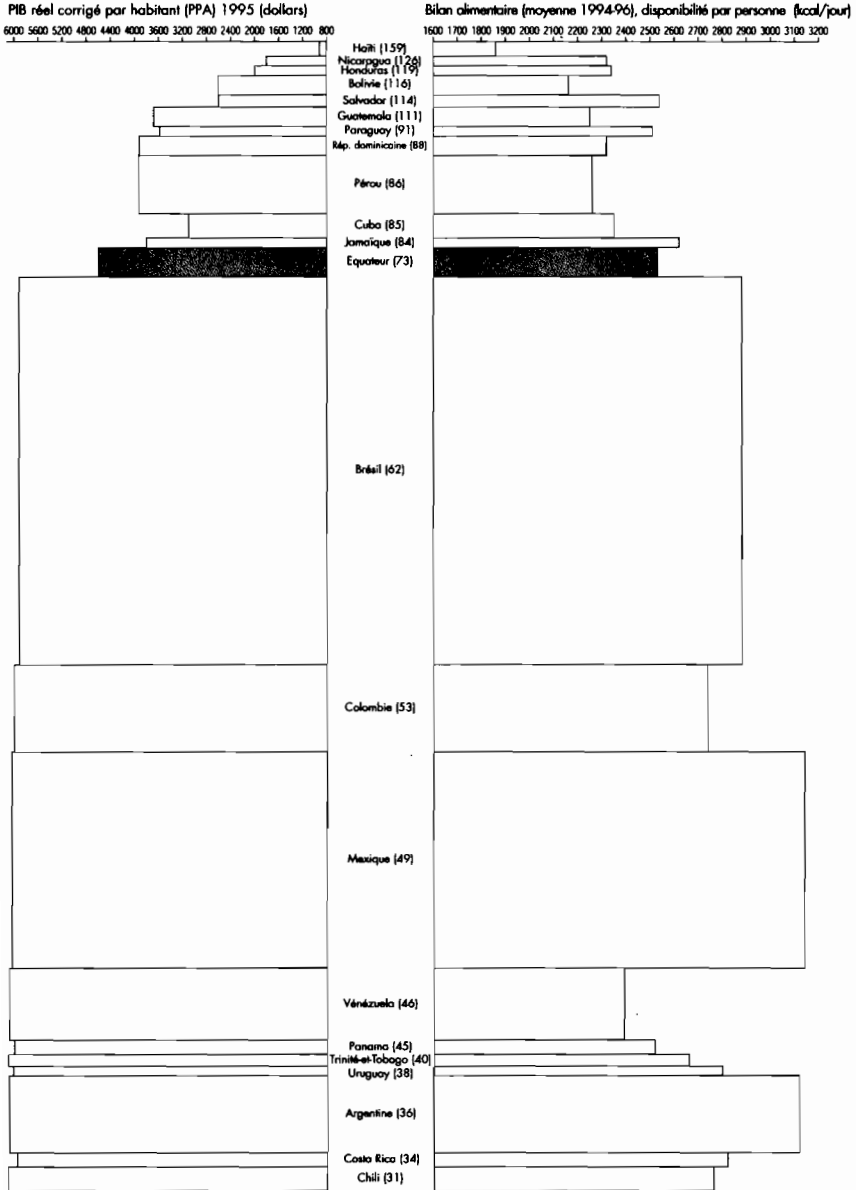
7. Le PIB/PPA se calcule en utilisant un même ensemble de prix moyens mondiaux.

8. Le PNUD utilise l'IDH pour classer tous les pays du monde selon un critère simple : « Permettre aux êtres humains de jouir d'une longue vie, d'être en bonne santé et d'exercer leur créativité » (PNUD, 1992a : 13). Trois informations sont regroupées pour calculer cet indice : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, enfin le PIB/PPA par habitant.

9. Un certain nombre de pays n'ont pas été observés par le PNUD : il s'agit de pays très peu peuplés ou de pays dont la population est plus nombreuse, mais qui sont en conflit, notamment l'Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine, le Liberia, le Rwanda, la Somalie et la Yougoslavie. L'absence de ces six pays est gênante dans la mesure où ils regroupent plus de 37 millions d'habitants, en 1995.

### Graphique 1

## Classement mondial par rapport à l'IDH (indicateur de développement humain) des pays d'Amérique latine de plus d'un million d'habitants en 1995



Base du rectangle représentant un pays, proportionnelle au nombre d'habitants en 1995 : 10 millions d'habitants

Le rang de chaque pays par rapport à l'IDH est écrit à côté de son nom. C'est un classement par rapport aux 174 pays observés par le PNUD

Sources : IDH et PIB réel corrigé par habitant (PPA) 1995 : PNUD, 1998. Bilan alimentaire (moyenne 1994-96) : FAO, 1998. Population 1995 : Base de données FAO.



**Tableau 2**  
**Place de l'Équateur parmi les 174 pays observés par le PNUD**  
**(données 1995)**

<b>Quelques pays pris en exemple et classés selon leur IDH</b>	<b>Espérance de vie à la naissance (en années)</b>	<b>Taux brut de scolarisation, tous niveaux confondus</b>	<b>PIB réel par habitant (PPA), en dollars des États-Unis</b>
Canada (1 <sup>er</sup> )	79,1	100	21 916
France (2 <sup>e</sup> )	78,7	89	21 176
Corée du Sud (30 <sup>e</sup> )	71,7	83	11 594
<b>Équateur (73<sup>e</sup>)</b>	<b>69,5</b>	<b>71</b>	<b>4 602</b>
Vietnam (122 <sup>e</sup> )	66,4	55	1 236
Burkina Faso (172 <sup>e</sup> )	46,3	19	784
Sierra Leone (dernier)	34,7	30	625

Source : PNUD, 1998 : 149-151.

fois inférieur à celui du Canada, classé premier ; l'espérance de vie des Équatoriens est de 69,5 ans (79,1 ans pour les Canadiens et 34,7 ans pour les Sierra-Léonais) et son taux brut de scolarisation est de 71 % (100 % pour le Canada, 30 % pour la Sierra Leone).

Ainsi, même si l'Équateur appartient toujours au groupe des pays en développement, Jean-Paul Deler peut affirmer que « le pays a des atouts avec son espace relativement bien structuré, ses ressources et ses capacités de production agricole propices à une réelle indépendance alimentaire, et un taux de croissance démographique en baisse sensible » (1991 : 277).

### **Les normes alimentaires équatoriennes et les grands modèles mondiaux**

Pour rendre compte des conditions alimentaires de l'Équateur, on comparera les recommandations du Conade<sup>10</sup> aux trois grands modèles alimentaires mondiaux, observés par Malassis et Padilla (1986 : 77), après avoir relevé que les disponibilités alimentaires mondiales actuelles permettent potentiellement à tous les habitants de la planète d'avoir accès à une ration énergétique optimum.

10. Le Conade a utilisé les recommandations de l'ININMS (Institut de recherches nutritionnelles et médico-sociales) et de la FAO. « Ces recommandations concernent "l'homme type" des pays en voie de développement, c'est-à-dire un homme de 29 à 39 ans, pesant 65 kg, sain et apte à un travail de 8 heures par jour, exigeant une activité modérée » (Freire et Polanco, 1984 : 30).

Dans les années 1975-1977, chaque être humain disposait en moyenne de 2 557 kilocalories par jour, donc un peu plus que la ration optimum de 2 300 kilocalories (Malassis et Padilla, 1986 : 37, 39) ; vingt ans plus tard, en 1994-1996 (FAO, 1998), chacun dispose de 2 715 kilocalories (dans le même temps, la ration journalière disponible par Équatorien est passée de 2 198 à 2 533 kcal). La situation s'est donc améliorée.

On soulignera l'importance capitale des céréales dans le monde. En 1975-1977, elles fournissaient la moitié de l'énergie (1 270 kcal sur 2 557) et 45 % des protéines<sup>11</sup> (31 g sur 68) consommées par les hommes (tableau 3). Les productions mondiales de blé, de maïs et de riz, comparables en volume, représentaient 80 % de la production totale de céréales<sup>12</sup>. Celles-ci sont donc présentes dans l'alimentation de toutes les populations du monde, sauf chez quelques sociétés paysannes qui se nourrissent de bananes plantains, de tubercules et de racines produits localement, ou encore chez certains peuples isolés d'éleveurs, de pêcheurs ou de chasseurs. Comme les céréales font partie des aliments qui se conservent bien, elles constituent la base du commerce des produits vivriers et ce sont elles qu'on choisit pour apporter une aide d'urgence aux populations victimes de catastrophes naturelles ou de conflits.

Les autres productions végétales fournissent le tiers de l'énergie et le cinquième des protéines consommées par les hommes (tableau 3). Un rôle

---

11. Les protéines sont les nutriments clés de l'équilibre alimentaire, les constituants des cellules. Elles permettent la formation des anticorps et participent ainsi à la lutte contre les infections. La qualité nutritionnelle d'une protéine est liée à la présence de huit acides aminés essentiels, qu'elle doit contenir dans des proportions précises. Si l'un de ces acides aminés « a un taux inférieur au besoin, la valeur nutritionnelle de la protéine est pénalisée proportionnellement au déficit de l'acide aminé ». Celui-ci est alors nommé acide aminé facteur-limitant. Les protéines animales ne renferment généralement qu'un seul facteur limitant dont le déficit n'excède pas 30 %, alors que les protéines végétales sont fréquemment polydéficientes de plus de 50 % par rapport au besoin. « Pour améliorer l'utilisation [...] des protéines, il suffit de combler la ou les déficiences [...] en associant des protéines dont la nature des facteurs-limitants primaires est différente » (Adrian, 1984 : 61-62). C'est ce qu'on appelle la supplémentation. Ainsi, l'association des céréales et des légumineuses est bien connue, elle améliore la valeur biologique des protéines (Herberg *et al.*, 1985 : 19). Cependant, il faut se résigner « alors à un certain gaspillage » des acides aminés, « qui devra être compensé par une consommation un peu plus élevée en protéines » (Adrian, 1984 : 64) et donc en calories. On ajoutera que des minéraux comme le fer, ou des vitamines comme le carotène, source de la vitamine A, sont beaucoup moins abondants dans les végétaux que dans la nourriture d'origine animale. Un végétarien « doit absorber le double d'aliments pour satisfaire ses besoins en fer et près de six fois plus pour sa ration de carotène » (FAO, 1987 : 34).

12. Dans les années 1985-1990, la production mondiale de céréales, en augmentation annuelle à peu près constante (5 % de 1985 à 1995), avoisine 1,8 milliard de tonnes. La production de chaque grande céréale – blé, riz paddy et maïs, dont la valeur calorique est voisine (environ 350 kcal pour 100 grammes, une fois transformée en farine) – tourne autour de 500 millions de tonnes, un peu plus pour le blé, un peu moins pour le maïs. Chaque année, pendant cette même période, une moyenne de 224 millions de tonnes de céréales a été commercialisée, dont 99 millions de tonnes de blé, 68 millions de tonnes de maïs et 13 millions de tonnes de riz décortiqué. Entre 1985 et 1990, près des trois quarts

**Tableau 3**  
**Disponibilités alimentaires mondiales moyennes**  
**par personne et par jour (1975-1977)**  
**Valeur nutritionnelle en pourcentage des apports énergétiques totaux**  
**pour chaque groupe d'aliments**

Groupes d'aliments	Énergie		Protéines		Lipides	Glucides
	kcal*		g	%	%	%
Céréales	1 270		31,0	10	4	86
Racines et tubercules	162		2,3	5	2	93
Sucre et miel	229		0,1			100
Légumineuses	77		4,8	25	6	69
Fruits et légumes verts	100		2,9	12	6	82
Boissons, alcools, épices	81		0,9			
Noix et oléagineux	49		2,5	20	61	19
Huiles et graisses végétales	158		0,0		100	
Huiles et graisses animales	66		0,1		100	
Lait	116		6,9	24	50	26
Viandes, abats, œufs	224		13,1	23	75	2
Poissons et fruits de mer	25		3,7	59	32	9
Aliments d'origine végétale	83 % 2 126		65 % 44,5	8	12	80
Aliments d'origine animale	17 % 431		35 % 23,8	22	70	8
Total	100 % 2 557		100 % 68,3			

Source : Malassis et Padilla (1986 : 37, 39).

\* Il s'agit de kilocalories finales, directement consommées par les hommes, qui s'opposent aux kilocalories initiales, dont une partie nourrit les animaux. La FAO (1982 : 85) estime qu'il faut 7 kcal végétales pour fabriquer 1 kcal animale.

bien spécifique est joué par les légumineuses, dont les trois quarts sont produites dans les pays en développement (Malassis et Padilla, 1986 : 91). Cuisinées avec des céréales, elles offrent des protéines de qualité. Ces combinaisons ou suppléments, si efficaces pour améliorer la qualité des protéines végétales, ne sont pas aussi fréquemment utilisées qu'on l'imaginerait. En effet, si, comme celui des céréales, le coût à la calorie des légumineuses est faible (tableau 4), leur cuisson, très longue, augmente leur prix. Ce coût est d'autant plus élevé que les légumineuses ne peuvent être cuites qu'en petites quantités puisqu'une bonne supplémentation repose sur la préparation d'une partie de celles-ci pour quatre parties de céréales et que ces aliments se conservent mal, une fois cuits. À Quito, ce phénomène est renforcé du fait que les légumineuses ont un coût à la calorie plus élevé qu'ailleurs (3,8 au lieu de 1,5) par rapport à la denrée la moins chère de valeur 1 (tableaux 4 et 18). On remarquera que si

---

des exportations de céréales sont effectuées chaque année par cinq pays : les États-Unis (88 millions de tonnes), la France (28 millions), le Canada (23 millions), l'Australie (18 millions) et l'Argentine (12 millions) (FAO, base de données).

la part calorique des fruits et légumes verts est faible, ces aliments sont néanmoins importants pour les vitamines et les minéraux spécifiques qu'ils apportent à l'organisme. On notera enfin le rôle joué par les sucres et les graisses végétales. Ces deux groupes d'aliments ont un coût énergétique peu élevé (tableau 4), mais ils ne contiennent pas de protéines (tableau 3). Les graisses jouent pourtant un rôle capital, parce qu'elles véhiculent les vitamines liposolubles A, E et K et trois acides gras essentiels qui, comme les huit acides aminés essentiels dont sont formées les protéines, ne peuvent être élaborés par l'organisme humain.

Restent les produits animaux qui, en moyenne, fournissent 17 % de l'énergie consommée dans le monde et 35 % des protéines (tableau 3). Malassis et Padilla (1986 : 94) notent que le cheptel élevé dans le tiers-monde joue un rôle plus faible que celui des pays industrialisés dans la consommation alimentaire, bien qu'il représente les deux tiers de l'effectif mondial. En effet, les animaux, moins bien nourris, y sont utilisés pour le portage et la traction ; ils constituent aussi une sorte de caisse d'épargne où l'on puise en cas de besoin.

Les disponibilités alimentaires mondiales se répartissent entre les pays, qui peuvent être regroupés selon leur capacité à se référer à l'un des trois modèles présentés dans le tableau 4. Globalement, du modèle 1 (celui des pays en développement) au modèle 3 (celui des pays occidentaux), on note un accroissement de la consommation d'énergie parallèle à l'augmentation du niveau de vie des populations. Les trois modèles sont donc fondés sur de fortes inégalités d'accès à la nourriture à travers le monde. On a ainsi calculé qu'en 1994-1996 (FAO, 1998) 13 % seulement des habitants de la planète appartiennent à des pays qui disposent en moyenne de 3 500 kilocalories par habitant et par jour, 20 % à des pays qui disposent en moyenne de 3 000 kilocalories et 67 % à des pays qui disposent en moyenne de près de 2 500 kilocalories<sup>13</sup> (et non de 2 300 kcal comme Malassis et Padilla le calculaient en 1986 pour le modèle des pays en développement, à partir de données plus anciennes). Bien que les conditions alimentaires se soient améliorées en vingt ans, il reste encore, dans ce dernier groupe, 12 % des habitants de la planète qui, en 1994-1996, appartiennent à des pays ne disposant pas de la ration optimum journalière moyenne par habitant, c'est-à-dire 2 300 kilocalories.

La consommation des différents groupes d'aliments n'augmente pas de façon égale, loin de là, quand on passe du premier au deuxième, puis au troisième modèle. Elle augmente pour les sucres et les graisses qui sont des aliments énergétiquement peu coûteux (tableau 4). Elle augmente aussi pour les produits d'origine animale, dont la kilocalorie coûte six à

13. Sur 178 pays observés par la FAO : a) 21 pays relèvent du modèle 3, leurs disponibilités alimentaires moyennes par personne et par jour vont de 3 291 à 3 781 kcal ; b) 43 pays relèvent du modèle 2, leurs disponibilités vont de 2 855 à 3 277 kcal ; c) 114 pays relèvent du modèle 1, leurs disponibilités vont de 1 637 à 2 848 kcal.

Tableau 4  
**Recommandations alimentaires pour l'homme type équatorien\***  
**et grands modèles alimentaires mondiaux**  
**(en kilocalories par personne et par jour)**

Groupes d'aliments	Pays en développement modèle 1	Pays intermédiaires modèle 2	Pays occidentaux modèle 3	Coût de la kcal	Courbes de consommation
Divers	46	300	315		croissante
Céréales, tubercules	1 495	1 200 <b>1 080</b>	875	1 à 2	décroissante
Sucre	161 <b>248</b>	360	525	1	croissante
Légumineuses	115 <b>107</b>	60	35	1,5	décroissante
Fruits, légumes verts	138 <b>192</b>	240 <b>192</b>	175	12	en cloche
Graisses	184	360 <b>416</b>	525	2	croissante
Lait	46 <b>135</b>	180	350	6	croissante
Œufs, viande, poisson	115 <b>122</b>	300	700	12	croissante
Total	2 300 <b>2 300</b>	3 000	3 500		

Sources : Freire, Polanco (1984 : 29) pour les recommandations en grammes du Conade destinées à l'homme type équatorien, recommandations qu'on exprime ici en kilocalories ; Malassis, Padilla (1986 : 77) pour les modèles alimentaires mondiaux ; Klatzmann (1983 : 77) pour le coût moyen de la kilocalorie dans le monde.

\* gras surligné

douze fois plus que celle issue des sucres ou des céréales. En revanche, la consommation des céréales, des tubercules et des légumineuses, au coût énergétique réduit, diminue ; enfin, c'est dans le modèle 2 que la consommation de fruits et de légumes verts est la plus élevée. Ainsi, le coût de l'énergie consommée explique en partie les choix alimentaires, notamment pour les produits d'origine animale : un Occidental boit sept fois plus de lait et mange six fois plus d'œufs, de viande et de poisson qu'un habitant du tiers-monde. Mais le goût intervient aussi puisque, à coût énergétique voisin, la consommation de sucres et de graisses augmente, du modèle 1 au modèle 3, alors que celle des céréales, des tubercules et des légumineuses diminue.

La ration énergétique optimum de l'homme type équatorien correspond à celle du modèle des pays en développement, tandis que les recommandations du Conade pour ce même homme type se rapprochent du modèle des pays intermédiaires pour la plupart des groupes d'aliments. Elles ne le dépassent que pour les céréales-tubercules et les graisses, se rapprochant ainsi du modèle des pays occidentaux (tableau 4).

Le Conade (Freire et Polanco, 1984 : 31) recommande que « 50 % des protéines soient d'origine animale et 50 % d'origine végétale, ou qu'en substitution la diète compte une quantité constante de légumineuses et de céréales dont la combinaison permet d'obtenir une protéine de bonne

**Tableau 5**  
**Recommandations alimentaires du Conade**  
**pour l'homme type équatorien**  
**Ration énergétique et principaux nutriments**

Groupes d'aliments	Ration g	Énergie kcal	Ajustement aux 2 300 kcal théoriques recommandées			
			Énergie kcal	Protéines g	Glucides g	Lipides g
Céréales	250	871	900	23	188	6
Tubercules	250	174	180	4	40	0
Sucre	60	240	248	0	62	0
Légumineuses	30	104	107	7	20	1
Fruits	200	95	98	1	21	2
Légumes verts	150	91	94	6	19	1
Graisses végétales	45	402	416	0	0	46
Lait	200	130	135	7	11	7
Œufs	21	29	30	2	0	2
Viande et poisson	80	89	92	11	0	5
Total réel		2 225				
Aliments d'origine végétale			2 043	41	350	56
Aliments d'origine animale			257	20	11	14
Total ajusté			2 300	61	361	70
Total théorique		2 300		62		
Pourcentage de nutriments				12 %	74 %	14 %

Sources : 1) ration en g : Freire et Polanco (1984 : 29) ; 2) tables alimentaires : Freire et Callay (1986), Instituto Nacional de Nutrición (1965), Olascoaga (1983), Peeters (1977), Williams (1987).

La valeur calorique de la ration alimentaire est calculée à partir du poids des aliments recommandés pour l'homme type équatorien habitant Quito (annexe 1A).

valeur biologique ». Le tableau 5 et l'annexe 1A<sup>14</sup> montrent que, sur les 62 grammes de protéines conseillées, 20 (soit le tiers et non la moitié) sont d'origine animale ; c'est suffisant puisque 30 grammes de protéines sont

14. À partir du même modèle alimentaire, le Conade adapte ses recommandations aux habitants de chaque région d'Équateur, en proposant des aliments parfois différents en nature et en quantité pour chaque groupe de produits. Ici, le panier alimentaire recommandé à l'homme type équatorien habitant Quito sert de base au calcul de la valeur nutritive des dix groupes d'aliments. Il fournit 2 225 kcal, valeur très proche des 2 300 kcal que doit théoriquement fournir ce panier (tableau 5). Cet écart est lié aux légères différences de valeurs nutritives proposées par les diverses tables alimentaires utilisées. Pour ne pas obscurcir le raisonnement, on a ajusté les résultats obtenus à Quito à la valeur calorique théorique du panier recommandé par le Conade, soit 2 300 kcal. Pour mesurer la valeur nutritive des 40 aliments qui composent le panier alimentaire des Quiténiens, on a utilisé, plus de 9 fois sur 10, les tables alimentaires de l'Institut national de nutrition de l'Équateur (1965), celles de Freire et Callay du Conade (1986) et, quand c'était nécessaire, pour le calcul de la part de déchets contenus dans certains aliments, celles de Williams (1987).

issus des céréales et des légumineuses, qui se complètent quand elles sont consommées ensemble.

## **L'approvisionnement alimentaire en Équateur**

Les Équatoriens disposent globalement d'une ration énergétique de 2 532 kilocalories quotidiennes par personne en 1994-1996 (FAO, 1998)<sup>15</sup>, quand le Conade en recommande 2 300 pour l'homme type. La ration énergétique est donc globalement satisfaisante ; en revanche, elle ne permet pas une diète équilibrée, car la valeur énergétique de certains groupes d'aliments, produits sur le territoire national ou importés, est inférieure à celle recommandée par le Conade (tableau 6). Le bilan des disponibilités alimentaires de l'Équateur apparaît donc contrasté.

### *L'évolution des disponibilités alimentaires*

Quatre groupes d'aliments ne posent plus ou ne posent pas de problèmes d'approvisionnement (tableaux 7 et 8) :

- les graisses végétales étaient disponibles en quantités très insuffisantes en 1964-1966 (182 kcal par personne et par jour). La production s'est développée jusqu'à dépasser, au début des années 1990, les recommandations du Conade (416 kcal) et la progression se poursuit ;

- le sucre était déjà abondant en 1964-1966 : 294 kilocalories disponibles par personne et par jour, alors que 248 kilocalories suffisent. Les disponibilités ont encore augmenté, jusqu'à se stabiliser autour de 360 kilocalories en 1985 ;

- les fruits sont toujours surabondants, mais les disponibilités fléchissent : 98 kilocalories suffisent par personne et par jour ; 398 kilocalories étaient disponibles en 1964-1966, il ne reste plus que 240 kilocalories disponibles en 1994-1996, ce qui est encore largement suffisant. Cependant, il faut noter que cette situation est liée à l'abondance de la

---

15. Que valent les statistiques fournies par la FAO ? Les statistiques concernant la production agricole, les surfaces cultivées et le dénombrement du cheptel de l'Équateur sont issues du SEAN (Système statistique agricole national), une division de l'INEC. Selon Fredy Lopez, géographe au MAG (ministère de l'Agriculture et de l'Élevage), en 1983, toutes les provinces de l'Équateur ont été divisées, avec le plus grand soin, en zones agro-écologiques présentant un même système de cultures et/ou d'élevage. Ces zones ont été divisées en unités de sondage de 2 km<sup>2</sup>. Chaque année, le SEAN recense les activités de culture et d'élevage dans un certain nombre de ces unités. À partir de ces informations, l'INEC fournit ses statistiques agricoles annuelles aux usagers et donc à la FAO. Les statistiques antérieures à 1983 n'ont donc pas la même fiabilité que celles publiées après cette date.

**Tableau 6**  
**Recommandations pour l'homme type équatorien**  
**et disponibilités alimentaires journalières par Équatorien**  
**en 1964-1966, 1974-1976, 1984-1986 et 1994-1996**

Groupes d'aliments	Recommandations du Conade			Disponibilités alimentaires par habitant en kcal			
	pour l'homme type équatorien			1964-66	1974-76	1984-86	1994-96
	% kcal	g	kcal ajusté				
Divers végétaux					1		1
Céréales	39	250	900	598	598	732	821
Tubercules	8	250	180	172	180	104	77
Sucre	11	60	248	294	398	363	360
Légumineuses	5	30	107	122	67	32	39
Fruits	4	200	98	398	322	310	240
Légumes verts	4	150	94	52	21	20	17
Stimulants				6	4	5	7
Épices				1	1	1	1
Boissons alcoolisées				19	37	34	24
Graisses végétales	18	45	416	182	232	348	517
Graisses animales				57	54	58	66
Lait et dérivés	6	200	135	154	156	133	175
Œufs	1	21	30	6	10	16	14
Viande				90	99	113	159
Poisson et fruits de mer				12	18	22	14
<i>Total (viande, poisson, fr. mer)</i>	<i>4</i>	<i>80</i>	<i>92</i>	<i>102</i>	<i>117</i>	<i>135</i>	<i>173</i>
Aliments d'origine végétale	89		2 043	1 844	1 861	1 949	2 104
Aliments d'origine animale	11		257	319	337	342	428
Total	100		2 300	2 163	2 198	2 291	2 532

Sources : Polanco et Freire (1984 : 29) pour les recommandations ; FAO (1998 : 167-169) pour les disponibilités.

production bananière : ainsi, en 1994-1996, 85 % de l'énergie fournie par les fruits provient de la banane douce et de la banane plantain (tableau 7) ;

– les poissons et les viandes s'offraient en quantités satisfaisantes aux consommateurs, dès 1964-1966 (102 kcal disponibles par personne et par jour pour 92 kcal recommandées). Ces disponibilités ont progressé pour atteindre, en 1994-1996, 173 kilocalories par personne et par jour.

Les préoccupations demeurent quant à la production d'un groupe d'aliments : le lait est disponible en quantités tout juste suffisantes. Le Conade recommande 135 kilocalories de lait chaque jour par habitant, ce qui correspond à peu près aux disponibilités de ce produit mais ne laisse aucune marge à la moindre baisse de production.



Cinq groupes d'aliments posent des problèmes plus ou moins graves d'approvisionnement :

– les œufs : les disponibilités augmentent légèrement au cours des décennies. En 1994-1996, elles restent néanmoins encore inférieures de moitié aux recommandations (14 kcal disponibles par personne et par jour, alors qu'il en faudrait 30) ;

– les céréales : les disponibilités progressent de 598 kilocalories par personne et par jour en 1964-1966 à 821 en 1994-1996. Elles restent cependant encore inférieures aux recommandations du Conade (900 kcal), qui se situent à mi-chemin entre les disponibilités des pays intermédiaires et celles des pays occidentaux ; ces recommandations ne doivent pas être interprétées comme une volonté de se rapprocher du modèle des pays occidentaux, mais au contraire de s'en éloigner. Les Équatoriens mangent en effet davantage de céréales qu'en 1964-1966, c'est un atout dans la mesure où ces aliments sont relativement peu coûteux à la calorie, tout en fournissant une quantité importante de protéines à l'organisme ;

– les légumes verts, les tubercules et les légumineuses présentent la même trajectoire. Pour ces trois grands groupes d'aliments, les disponibilités par personne et par jour diminuent depuis 1964-1966. À cette date, les disponibilités alimentaires de ces trois groupes étaient à peine supérieures (pour les légumineuses : 122 kcal au lieu de 107), légèrement inférieures (pour les tubercules : 172 kcal au lieu de 180), ou très inférieures (pour les légumes verts : 52 kcal au lieu de 94) aux recommandations. En 1994-1996, les disponibilités en tubercules représentent moins de la moitié de ce qu'elles étaient trente ans plus tôt, et les disponibilités en légumineuses et en légumes verts en représentent moins du tiers. La situation a donc empiré.

### *Les sources d'approvisionnement*

On a utilisé avec profit l'ouvrage de Charles Huttel, Claude Zebrowski et Pierre Gondard (2000) et les statistiques de l'INEC pour analyser les modalités de la production alimentaire de l'Équateur.

Les importations sont limitées : en 1994-1996, elles ne représentent que 15 %<sup>16</sup> des 2 533 kilocalories disponibles par habitant et par jour

---

16. La répartition de l'énergie alimentaire disponible par habitant en fonction de son origine est calculée pour chaque aliment, à partir de la FAO (1998 : 167-169), de la façon suivante : le poids des importations, multiplié par l'énergie disponible par personne et par jour, divisé ensuite par le poids des disponibilités intérieures, permet d'obtenir la quantité d'énergie importée par personne et par jour ; le reste de l'énergie disponible par personne et par jour est issu de la production nationale, moins les exportations, plus les stocks (rares et assimilés ici à la production nationale consommée sur place). Ce calcul est approximatif dans la mesure où : 1) quelques rares stocks proviennent peut-être d'importations, en totalité ou en partie et 2) la différence de poids entre les disponibilités intérieures et celles réservées à l'alimentation humaine est ici répartie également entre les importations, la pro-

**Tableau 7**  
**Disponibilités alimentaires journalières de l'Équatorien moyen**  
**en 1994-1996 (en kcal)**  
**Localisation de la production alimentaire nationale et importations**

Aliments classés par groupes	Disponibilités alimentaires	Consommation d'aliments produits en Équateur				Importés
		sur la Costa	dans la Sierra	en Oriente	non localisés	
<i>Céréales</i>	822	525	74		5	218
Riz	536	525	10			1
Blé	211		12			199
Maïs tendre	44		42			2
Orge	16		10			6
Divers	15				5	10
<i>Tubercules</i>	77	4	67	4	2	
Pomme de terre	63		63			
Manioc	12	4	4	4		
Divers	2				2	
<i>Sucre</i>	360	238	66		2	54
Sucre de canne	353	238	66			49
Divers	7				2	5
<i>Légumineuses</i>	39	1	30	1		7
Haricot sec	21	1	19	1		
Divers	18		11			7
<i>Fruits</i>	240	157	36	16	28	3
Banane douce	105	92	11	1		1
Banane plantain	99	62	22	15		
Divers	36	3	3		28	2
<i>Légumes verts</i>	17	2	1		14	
<i>Bois, alcool, stim., épices</i>	32	5	9		12	6
<i>Graisses végétales et noix</i>	518	209	162	60	23	64
Huile de palme	398	175	161	60		2
Huile de soja	96	34	1			61
Divers	24				23	1
<i>Graisses animales</i>	66	1	5	1	53	6
Graisse animale crue	59				53	6
Beurre	7	1	5	1		
<i>Lait, dériv. (sauf beurre)</i>	175	36	125	12		2
<i>Œufs</i>	14	10	4			
<i>Viandes et poissons</i>	173	83	63	8	16	3
Bovin	73	31	35	7		
Poulet	44	31	13			
Porc	26	10	15	1		
Diverses viandes	16				16	
Poisson, fr. de mer	14	11				3
<b>Alim. d'origine végétale</b>	<b>2 105</b>	<b>1 141</b>	<b>445</b>	<b>81</b>	<b>86</b>	<b>352</b>
<b>Alim. d'origine animale</b>	<b>428</b>	<b>130</b>	<b>197</b>	<b>21</b>	<b>69</b>	<b>11</b>
<b>Total</b>	<b>2 533</b>	<b>1 271</b>	<b>642</b>	<b>102</b>	<b>155</b>	<b>363</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>50</b>	<b>25</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>15</b>

Sources : FAO (1998 : 167-169). Le calcul de la valeur calorique des aliments en fonction de leur origine a été effectué : 1) pour les importations et la production globale, à partir des sources FAO (1998) ; 2) pour la localisation de la production en général, à partir de celle observée par l'INEC en 1987 (1988) ; on enregistre donc probablement un léger décalage avec la localisation qui prévaut en 1994-1996 ; 3) pour les poulets et les œufs, à partir d'une information orale de Bernard Castelli (économiste de l'IRD).

(tableau 7) et seraient encore plus faibles si 55 % de cette énergie alimentaire n'était pas constituée de blé récolté aux États-Unis. Le reste est produit sur place : plus de la moitié de l'énergie disponible vient de la Costa (le tableau 7 indique 50 %, mais on estime que la part de cette région est plus élevée de 3 % environ, car les 156 kcal d'aliments produits en Équateur, et non localisés de façon précise, se partagent probablement à égalité entre la Costa et la Sierra<sup>17</sup>), plus du quart de l'énergie est produite dans la Sierra (pour les raisons précédemment invoquées). Reste environ 4 % de l'énergie alimentaire disponible produite en Oriente. Pour bien situer les enjeux, on rappellera que la Costa regroupe la moitié des Équatoriens sur le quart du pays, la Sierra près de l'autre moitié des habitants sur le deuxième quart du pays, tandis qu'en Oriente se dispersent 4 % des citoyens sur un territoire représentant la moitié de l'Équateur (tableau 1 et carte 2).

La Costa joue donc un rôle prépondérant dans la maîtrise de l'approvisionnement alimentaire du pays et, on l'a déjà noté, dans les exportations agricoles. Le rôle de la Sierra est indispensable puisque, grâce à son milieu naturel si différent de celui de la Costa, il est possible d'élargir la palette des productions alimentaires nationales. Ce rôle reste pourtant secondaire : ainsi, de 1965 à 2000, si l'élevage bovin, en particulier celui consacré au lait, s'y développe avec succès, on observe peu de véritables progrès agricoles en vue d'une meilleure alimentation nationale. Quelques plantes ont cependant une production qui augmente plus vite que la population (carottes, haricots verts, fèves vertes, petits pois, pommes, mandarines) mais, pour la plupart, leur culture démarrait tout juste en 1965. Pour les autres plantes, la production progresse au même rythme que celui de la population (oranges), baisse légèrement (pommes de terre, tomates, manioc), gravement (haricots secs, laitues, oignons, avocats) ou très gravement (blé, orge, fèves sèches, pois secs et choux).

Les choix politiques récents et surtout l'histoire du système foncier expliquent ces échecs ou cette stagnation, même s'il ne faut pas oublier les difficultés spécifiques rencontrées dans la Sierra pour mécaniser les travaux agricoles sur des champs souvent escarpés. Ils rendent compte aussi des meilleures performances obtenues sur la Costa. On évoquera donc cet aspect primordial de la production alimentaire nationale avant

---

duction non exportée et les stocks ; or, selon les aliments, les disponibilités intérieures utilisées pour nourrir les animaux, pour les semences, ou perdues peuvent être issues en totalité ou en partie variable de la production nationale ou des importations. Une présentation de l'origine de l'énergie alimentaire disponible pour chaque Équatorien en 1994-1996 est cependant si utile que le tableau en a été dressé, malgré ces inévitables inexactitudes.

17. On estime que les 156 kcal par personne et par jour, produites en Équateur, et non localisées avec précision, se partagent entre la Costa (environ 47 kcal d'origine végétale et 25 d'origine animale) et la Sierra (environ 40 kcal d'origine végétale et 44 d'origine animale).



Tableau 8 (suite)

Aliments classés par groupes	Production					Importation					Exportation				
	1965	1975	1985	1995	2000	65	75	85	95	00	1965	1975	1985	1995	2000
<i>Légumes</i>	415	256	328	335	408										
Tomate	54	37	65	64	66										
Oignon, échal. fr.	116	39	55	76	99										2
Chou	87	43	26	9	7								6		
Haricot vert	3	5	29	18	25										
Carotte	6	11	8	33	30										
Fève verte	3	8	6	18	21										
Petits pois	2	3	7	13	17										
Laitue	13	11	11	11	10										
Poivron	3	3	6	7	13										
Melon	2	7	17	11	20								5	1	
Courge	98	58	48	40	41										
Pastèque	9	14	35	21	37										
Divers	19	17	15	14	22										
Fruits, lég. v. div.						1	2	3	26	50	1	10	2	44	133
<i>Stimul. et épices</i>	116	152	253	236	234	1	1		4	1	87	99	134	143	70
Café vert	66	76	121	148	133				2	1	48	61	72	78	20
Fève de cacao	50	75	131	86	100						39	37	62	64	49
Thé		1	1	2	1							1		1	1
Divers						1	1		2						
<i>Graisses végétal.</i>	305	183	590	1 185	1 560	10	9	54	34	80		3	24	35	
Palmier à huile*	227	95	458	1 025	1 400				1	2			19	13	
Graine de soja*		12	63	91	102	9	9	48	31	76			1	6	
Divers	78	76	69	69	58	1		6	2	2		3	4	16	
<i>Lait et dérivés</i>	565	810	1 295	1 947	2 027	11	8	46	12	5			5	8	
Lait	555	792	1 279	1 935	2 015	11	8	46	12	5			5	8	
Fromage	7	13	12	7	7										
Beurre	3	5	4	5	5										
<i>Œufs de poule</i>	10	19	43	60	57				1	1				6	
<i>Viandes</i>	90	131	210	356	447			1	2	2			1	5	
Bovin	45	67	89	149	174								1		
Volaille	7	13	44	105	148									5	
Porc	28	39	65	89	108										
Divers	10	12	12	13	17			1	2	2					
<i>Poisson**</i>	54	216	1 087	612	655				21	inc.	10	54	247	228	inc.
<i>Crustacé**</i>	7	10	40	113	52					inc.	3	4	20	87	inc.

Source : base de données FAO.

\* Les importations et exportations se rapportent à des quantités de riz et non de paddy, de sucre et non de canne à sucre, d'huile de palme ou de soja et non de fruits du palmier ou de graines de soja.

\*\* Les importations et exportations de poissons et de crustacés pour l'année 2000 n'étaient pas encore publiées par la FAO en août 2003.

d'analyser la répartition spatiale des cultures et de l'élevage et la place des importations.

### Les choix politiques récents et le poids de la colonisation

Pour Freire et Polanco (1984 : 8, 9), « le développement du secteur agricole de ces dernières années obéit principalement au développement de l'élevage extensif et des cultures commerciales modernes, c'est-à-dire à ce qui est destiné à servir [...] de matières premières à l'industrie et à l'exportation ». Le soutien de l'État concerne donc les plantations de banane, café et cacao, les exploitations de maïs dur, nécessaires « à l'expansion des industries avicole et porcine », les élevages bovin, porcine et avicole, celui des crevettes et la pêche en mer. Freire et Polanco signalent aussi un appui spécifique de l'État au développement de deux aliments de base, le riz et la palme africaine : leur spectaculaire essor a permis d'accroître fortement l'énergie alimentaire disponible pour chaque Équatorien. On verra plus loin pourquoi cet appui n'a profité qu'à ces deux plantes, consommées largement dans le pays, mais produites hors de la Sierra. Enfin, ces auteurs (1984 : 12, 16) notent l'essor de certaines cultures, celui des tomates et des carottes par exemple, « fortement stimulé par la demande urbaine, particulièrement celle des strates de population caractérisées par des moyens et hauts revenus ». Si l'on met à part la volonté de développer la culture du riz et de la palme, cette demande urbaine spécifique et la politique agricole de ces trente-cinq dernières années n'ont pas « servi à améliorer la diète des strates populaires ». Cette politique comporte une autre conséquence : elle ne favorise que des productions de la Costa, sauf l'élevage bovin et porcine, et marginalement la culture des carottes et des tomates, qui concernent aussi la Sierra.

L'histoire de la mise en valeur de l'Équateur explique encore plus largement les difficultés propres à la Sierra. En 1830, au moment de l'indépendance, plus des quatre cinquièmes des Équatoriens vivaient dans la Sierra. Cette région est donc anciennement peuplée et profondément humanisée, et sa longue histoire pèse lourdement sur ses actuelles structures foncières, qui bloquent le développement des cultures vivrières de base.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, les conquérants espagnols se sont emparés des terres cultivables de la Sierra, en s'installant près des communautés indiennes pour en utiliser la main-d'œuvre. La Costa et l'Oriente, très peu peuplés, demeuraient répulsifs. Spoliés, certains Indiens essayèrent d'échapper au travail forcé, en s'exilant dans les zones les plus hautes et les plus froides de la Sierra, dont les sols trop pentus et pauvres sont difficilement cultivables. D'autres Indiens furent contraints de travailler dans les haciendas créées par les conquérants ; seul restait à ces vaincus le droit de cultiver un lopin de terre pour leur propre compte. Au système de l'hacienda s'ajouta très vite celui de la paroisse, dans lequel les Indiens dépendaient alors de

notables blancs ou métis, installés dans des bourgs, commerçants et collecteurs de produits agricoles, détenteurs d'exploitations agricoles de taille moyenne (Rudel, 1992 : 106).

Sur la Costa, le paysage n'a commencé à s'humaniser de façon bien visible qu'à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Arrivant de la Sierra, à la recherche de travail, les nouveaux habitants devenaient souvent ouvriers agricoles dans de grandes plantations de type capitaliste. Des rapports de classe étaient mis en place, certes, mais la spoliation foncière et culturelle en était absente. Les émigrants pauvres s'adaptaient à une société très différente de celle de la Sierra, société dirigée par les commerçants autochtones, installés dans le port de Guayaquil (qui avait pris son essor après la proclamation de l'indépendance de l'Équateur en 1830), et par des étrangers plaçant leurs capitaux dans les nouvelles cultures d'exportation, et plus généralement dans les affaires. Quant à l'Oriente, il appartenait encore, en 1950, à des communautés indiennes vivant de chasse, de cueillette et de pêche ; cette région de 130 000 km<sup>2</sup> n'était habitée, à cette date, que par 70 000 personnes, soit 0,5 habitant par km<sup>2</sup>, tandis que 1,754 million d'Équatoriens vivaient dans la Sierra, 1,404 million sur la Costa et 2 000 aux Galápagos.

En 1954 (tableau 9), on observe de fortes inégalités entre exploitations, aussi bien dans la Sierra que sur la Costa. Dans la Sierra, 82 % des petits paysans (212 200 d'exploitations de moins de 5 ha) mettent en valeur 11 % (341 700 ha) des terres agricoles, le reste dépendant des plus riches ; sur la Costa, 47 % des petits paysans mettent en valeur 3 % des terres. Par ailleurs, les très grandes exploitations de la Sierra (400 haciendas de plus de 1 000 ha), qui concentrent 41,2 % des terres, ne sont guère plus nombreuses que celles de la Costa, où les 300 plantations de plus de 1 000 hectares occupent 33,5 % des terres agricoles (Fauroux, 1988 : 116). Cependant, les petites exploitations de la Sierra ont une taille moyenne plus réduite que celles de la Costa (1,6 ha au lieu de 2,3).

En 1964, une junte militaire au pouvoir à Quito lance une première réforme agraire pour donner aux Indiens un titre de propriété sur les lopins de terre qu'ils cultivaient pour leur propre compte dans les haciendas. Encore fallait-il posséder le capital nécessaire pour acheter ces lopins de terre ! D'autres réformes, en 1970 et 1973, tentent encore de rendre moins scandaleuse l'exploitation des Indiens et moins inégale la répartition des terres dans les zones très densément peuplées. Dans la Sierra, sans être négligeables, les résultats des réformes agraires ne sont pas à la hauteur des espérances.

Actuellement, la moitié des surfaces des grandes propriétés sont en partie laissées à l'abandon, en partie transformées en pâturages (Luis Macas, cité par Rudel, 1992 : 137), ce qui explique aussi la régression des surfaces consacrées aux aliments de base. Au fil des générations, les petites exploitations des Indiens, situées sur les zones les moins fertiles,

**Tableau 9**  
**Évolution de la répartition des terres agricoles de l'Équateur**  
**entre les exploitants de 1954 à 1982**

Régions naturelles	Nombre d'exploitations (milliers) de :			Surface (milliers ha) des exploitations de :			Surface (ha) moyenne des exploitations de :		
	moins de 5 ha	plus de 5 ha	total	moins de 5 ha	plus de 5 ha	total	moins de 5 ha	plus de 5 ha	total
	Année 1954			Année 1954			Année 1954		
Sierra	212,2	47,4	259,6	341,7	2 678,7	3 020,4	1,6	56,5	11,6
Costa	39,6	45,0	84,6	90,5	2 888,8	2 979,3	2,3	64,2	35,2
Oriente	sans information			sans information			sans information		
Total	251,8	92,4	344,2	432,2	5 567,5	5 999,7	1,7	60,3	17,4
	Année 1982			Année 1982			Année 1982		
Sierra	298,9	88,9	387,8	393,8	2 672,5	3 066,3	1,3	30,1	7,9
Costa	130,5	96,6	227,1	236,7	3 608,7	3 845,4	1,8	37,4	16,9
Oriente	4,3	19,7	24,0	7,3	738,0	745,3	1,7	37,5	31,0
Total	433,7	205,2	638,9	637,8	7 019,2	7 657,0	1,5	34,2	12,0

Sources : année 1954 : recensement agricole, in Fauroux (1988 : 116, 126) ; année 1982 : enquêtes Bernard, in Huttel, Zebrowski et Gondard (2000 : 37, 40).

ont été partagées entre les héritiers et permettent encore moins qu'hier de nourrir les familles (dans la Sierra, le nombre d'exploitants a été multiplié par 1,5 entre 1954 et 1982). Pourtant, ce sont elles qui portent le plus souvent les cultures de base. Les petits paysans n'ont pas les moyens économiques suffisants pour bonifier leurs terres, pour négocier les prix auprès des collecteurs, la réforme agraire n'ayant pas non plus réussi à mettre en place des coopératives efficaces. Nombre d'hommes partent alors temporairement vers les villes pour compléter les revenus familiaux, laissant le travail agricole aux femmes et aux enfants. Il n'existe plus de nouvelles terres à mettre en valeur (dans la Sierra, la superficie agricole de 3 millions d'hectares n'a pratiquement pas changé entre 1954 et 1987<sup>18</sup>). Si on a assisté, entre 1954 et 1982, à une très légère réduction des inégalités foncières (77 % des petits exploitants mettent en valeur 13 % des terres en 1982), on remarque surtout une forte diminution de la taille moyenne des exploitations, passant de 11,6 à 7,9 hectares (tableau 9).

18. En 1987, l'INEC (1988) recense 2,919 millions d'hectares de terres agricoles dans la Sierra, 3,8 millions sur la Costa et 1,002 million dans l'Oriente.



En revanche, sur la Costa, la densité agricole plus faible et les rapports sociaux plus neufs ont facilité la réforme agraire. S'il subsistait toujours 300 exploitations de plus de 1 000 hectares en 1974, elles ne mettaient plus en valeur que le cinquième de la superficie agricole de la région, au lieu du tiers en 1954 (Fauroux, 1988 : 116). Mais, surtout, il restait des terres à défricher et près de 900 000 hectares ont été mis en pâturage ou en culture entre 1954 et 1982 (tableau 9). C'est ainsi que l'État a pu soutenir ici, sur des terres nouvellement mises en culture, le développement de deux plantes alimentaires de base, le riz et le palmier à huile, et que le nombre d'exploitants a été multiplié par 2,7. Aussi, bien que la période 1954-1982 soit marquée par une expansion de l'agriculture et une réduction des inégalités, la taille moyenne des exploitations costéniennes a été divisée par deux, passant de 35,2 à 16,9 hectares et le pourcentage de petits exploitants a augmenté de 47 à 57,5 % (39 600 sur 84 600 en 1954, 130 500 sur 227 100 en 1982). On observe aussi que, depuis 1982, les surfaces agricoles n'augmentent plus, puisque l'INEC y recense toujours 3,8 millions d'hectares en 1987.

De cette époque, toute récente, celle des années 1970, date la colonisation de l'Oriente par des Équatoriens venus principalement de la Sierra. En 1982, près de 750 000 hectares y sont consacrés à l'agriculture, 1 million en 1987 ; le processus de colonisation se développe donc toujours. Mais il répète, aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles, les erreurs du XVI<sup>e</sup> siècle, et les communautés indiennes de l'Oriente ont maintenant rejoint celles de la Sierra pour dénoncer la spoliation, orchestrée par l'État, des immenses territoires qui leur appartiennent, au profit d'une mise en valeur agricole et industrielle (le pétrole) qui ne tient pas compte de leurs droits.

Ces difficultés se développent alors qu'on observe, depuis 1992, un certain désengagement de l'État, comme le préconisent les institutions internationales. L'aide technique personnalisée aux petits producteurs et surtout le soutien financier pour l'achat de machines, d'outils, de semences ou d'engrais ont été abandonnés. Seuls subsistent un petit nombre de techniciens agricoles qui appuient l'action d'organisations paysannes et assurent des séances de formation aux agriculteurs.

### La Costa, première région productrice d'aliments d'origine végétale

Le riz, le palmier à huile, le soja, la canne à sucre et les bananes douces et plantains de la Costa fournissent, à eux seuls, au moins 44 % de l'énergie alimentaire disponible en Équateur en 1994-1996 (tableau 7). On passera sur les autres aliments cultivés dans la région de façon secondaire et sur les grands produits d'exportation, consommés en petites quantités dans le pays, comme le café, le cacao, le poisson de mer et les crustacés. On traitera à part la production de viande, de lait et d'œufs, légèrement plus importante dans la Sierra que sur la Costa.

Le riz, récolté (en 1987) à 98 % sur la Costa, est la première source d'énergie alimentaire des Équatoriens : 536 kilocalories par jour et par personne disponibles en 1994-1996, devant les 398 kilocalories d'huile de palme et les 353 kilocalories de sucre de canne (tableau 7). À cette date, le riz fournit près de 60 % de l'énergie issue des céréales à consommer chaque jour par habitant, selon les recommandations du Conade. Très limitées en 1930, les surfaces rizicoles augmentent ensuite régulièrement. Mais il faut attendre 1970, après un léger fléchissement observé durant les deux décennies précédentes, pour que la production rizicole redémarre vigoureusement, avec le PNA (Programme national du riz), permettant de multiplier la production par cinq en trente ans (tableau 8). Grâce au riz, l'Équateur a les moyens de vaincre la sous-alimentation et de limiter les conséquences de la chute de la production de blé dans la Sierra<sup>19</sup>, parallèle à l'accroissement des importations de cette même céréale, au cours des trente-cinq dernières années. Sauf dans le Guayas (carte 2), où la monoculture est fréquente, le riz ne représente qu'une partie de l'activité de chaque exploitation agricole. En 1991, les statistiques du PNA indiquent que 65 % des riziculteurs exploitent moins de 5 hectares en riz, 3 % seulement plus de 100 hectares en riz. Le riz irrigué, avec deux et parfois trois récoltes par an, est cultivé dans les zones les plus basses, le riz pluvial dans les zones plus élevées. La principale difficulté à résoudre actuellement concerne la maîtrise de l'eau, pour irriguer, mais aussi pour limiter les inondations, lors des années très pluvieuses. La commercialisation du riz fournit des bénéfices élevés aux propriétaires d'usines à décortiquer puisqu'ils achètent cette céréale aux producteurs en période de bas prix et la revendent aux consommateurs à prix plus ou moins constant tout au long de l'année.

On évoquera rapidement le maïs, autre céréale cultivée sur la Costa. C'est une plante originaire d'Amérique centrale. Sur les 578 000 tonnes produites en Équateur en 1994-1996, 65 000 sont consacrées à l'alimentation humaine, une fois réservées les semences et calculées les pertes (FAO, 1998 : 168). Il s'agit alors en presque totalité de maïs tendre cultivé dans la Sierra ; il en sera question plus loin. Seul le maïs dur intéresse la Costa, qui fournit 80 % de la production nationale, la Sierra fournit 15 % de cette production et l'Orient 5 % en 1987. Le maïs dur nourrit les animaux et très secondairement les hommes. Cette plante s'intègre largement aux systèmes de production, les exploitations de moins de 10 hectares comprenant des parcelles de maïs étant majoritaires. Après une phase de progression entre 1976 et 1986, la culture du maïs dur a été concurrencée par celle du soja, dont le prix était plus intéressant. Actuelle-

---

19. En 1965, l'Équateur produisait 52 kilos de riz et 12 de blé par habitant ; en 1995, 113 kilos de riz et 1,7 de blé ; en 2000, 107 de riz et 1,3 de blé. Entre-temps, la population a largement doublé : 5,144 millions d'habitants en 1965, 6,957 en 1975, 9,099 en 1985, 11,460 en 1995 et 12,646 en 2000 (d'après le tableau 7 et la base de données FAO).

ment, ces deux cultures sont également rentables. Les 82 000 tonnes exportées en 2000 ne concernent que le maïs dur (tableau 8).

La deuxième source d'énergie alimentaire du pays est fournie par le palmier à huile, d'origine africaine, introduit en Équateur depuis quarante ans. Son développement a rendu le pays autosuffisant en graisses végétales. Partant de 227 000 tonnes de palme en fruits frais récoltées en 1965, la production atteint 1,4 million de tonnes en 2000, à tel point que des exportations d'huile de palme sont enregistrées à partir des années 1990. Cette production représente, en 1994-1996, près des quatre cinquièmes des graisses végétales disponibles pour les Équatoriens, soit 398 kilocalories par jour et par habitant, alors que, pour le Conade, 416 kilocalories représentent une quantité suffisante. La Costa réalise 44 % de la production en 1987, les vallées chaudes de la Sierra ouvertes sur le Pacifique 41 % et l'Orient 15 %. En moyenne, une exploitation de palme africaine mesure une centaine d'hectares, mais l'éventail est très vaste : 1 % des exploitations mesurent plus de 1 000 hectares et concernent 30 % des surfaces cultivées en palmiers, alors que les exploitations de moins de 50 hectares (57 % du nombre total) représentent 13 % des plantations.

Autre source importante de graisses végétales, le soja venu de Chine et introduit en Équateur au début des années 1970. En 1994-1996, la production nationale ne fournit encore que 35 des 96 kilocalories d'huile de soja disponibles par habitant et par jour, la plus grande part étant importée du Brésil et d'Argentine. Il n'empêche qu'en vingt-cinq ans, de 1975 à 2000, la production est passée de 12 000 à 102 000 tonnes récoltées (en 1987) à 98 % sur la Costa. Les deux tiers des producteurs de soja ont des exploitations de moins de 20 hectares, représentant 23 % des surfaces cultivées. La production de graines est vendue à une douzaine d'huileries nationales.

La canne à sucre, originaire de Nouvelle-Guinée, a été introduite ici au début du XVI<sup>e</sup> siècle, lors de la conquête espagnole, dans les fonds relativement chauds des vallées interandines, pour se développer beaucoup plus largement sur la Costa, à partir du XX<sup>e</sup> siècle. C'est la troisième source d'énergie alimentaire des Équatoriens. En 1987, 78 % de la production de canne est issue de la Costa ; le reste est essentiellement produit dans les vallées costéniennes de la Sierra. Sur la Costa, quelques grandes plantations industrielles de plus de 10 000 hectares, en monoculture, disposent chacune d'une usine de traitement de la canne, les plantations plus petites leur vendant leur récolte à traiter. Dans la Sierra, les plantations de canne ne dépassent pas 100 hectares et les récoltes sont vendues à des usines de traitement ou sont transformées en alcool ou en sucre non raffiné. Les disponibilités en sucre sont largement suffisantes pour les besoins alimentaires des Équatoriens, au moins depuis 1965 (tableau 6) ; on note cependant une chute de près du quart de la production

entre 1965 et 2000<sup>20</sup>, une diminution des exportations et l'apparition d'importations à partir de 1995 (tableau 8).

La banane douce et la banane plantain offrent, à elles deux, 204 kilocalories par jour à chaque Équatorien. Ce sont des cultures traditionnelles des régions chaudes de l'Équateur.

La première est devenue une plante d'exportation<sup>21</sup> à partir des années 1920. Sa production atteint un premier pic de 3,304 millions de tonnes en 1965, qui donne à l'Équateur la place de premier exportateur mondial (tableau 8). Après une période de fléchissement, une reprise de la croissance s'amorce vers 1990 pour atteindre une production de 6,477 millions de tonnes en 2000. Un petit tiers de la production de bananes douces est consommée en Équateur. En 1987, la Costa produit 88 % (92 kcal quotidiennes par personne sur 105) des bananes équatoriennes consommées en Équateur, les provinces de la Sierra fournissant 10 % de la production et celles de l'Oriente 1 % (tableau 7). Les plantations de 20 à 60 hectares, qui représentent 24 % des exploitations et 36 % des superficies, sont les plus nombreuses. Cependant, plus de 60 % des exportations proviennent d'exploitations de plus de 200 hectares. Les grandes compagnies possèdent des bananeraies dont elles commercialisent la production prioritairement, elles achètent aussi les bananes de plus petits planteurs, sous contrats. Quatre grandes compagnies commercialisent les quatre cinquièmes de la production bananière. Les petits planteurs indépendants ont donc du mal à exporter leurs bananes, dès que la demande extérieure diminue.

La banane plantain, ou banane à cuire, classée parmi les fruits, serait davantage à sa place parmi les racines et tubercules, comme le manioc ou la pomme de terre car, dans les repas, elle est consommée comme un féculent. Quoiqu'il en soit, c'est encore sur la Costa qu'elle est la plus cultivée (63 % de la production en 1987) ; 22 % de la production est issue de la Sierra et 15 % vient de l'Oriente. La légère remontée de la production enregistrée entre 1985 et 1995 ne s'est pas poursuivie, même si les exportations se développent à partir de 1995 (tableau 8).

### L'élevage, une richesse partagée entre la Costa et la Sierra

En Équateur, si les disponibilités en poissons et fruits de mer sont réduites (14 kcal par jour et par personne, dont 11 produites sur la Costa en 1994-1996), celles en viande bovine nationale représentent cinq fois plus d'énergie : 73 kilocalories par jour et par personne. À cela s'ajoutent

20. On n'oublie pas cependant que les statistiques antérieures à 1983 manquent de fiabilité.

21. En 1989, en valeur, les exportations équatoriennes se répartissent ainsi : 41 % viennent du pétrole et de ses dérivés, 16 % de la banane, 10 % de la crevette, 7 % du café, 3 % du cacao et 23 % de produits divers (Rudel, 1992 : 112).

44 kilocalories de poulet, 26 kilocalories de porc et 16 kilocalories d'animaux divers (moutons surtout et chèvres, venus d'Europe, avec les conquérants espagnols, tout comme les porcs, chevaux, mulets et bovins). Ainsi, 159 kilocalories issues de viande produite sur place sont disponibles par jour et par personne en 1994-1996, soit, en ajoutant les 14 kilocalories de poissons et fruits de mer, près de deux fois plus d'énergie que ne le recommande le Conade (tableaux 6 et 7).

La nourriture animale provient plus souvent de la Sierra (197 kcal quotidiennes par personne en 1994-1996) que de la Costa (130 kcal), rarement d'ailleurs : 21 kilocalories viennent de l'Orient, 11 kilocalories ont été importées, le reste n'a pas été localisé par l'INEC mais provient probablement en grande partie de la Sierra (tableau 7). Cependant, la Costa fournit 70 % des poulets et des œufs<sup>22</sup>. Le développement de cet élevage industriel est lié à la production régionale de maïs dur et de poisson (transformé en farine) constituant la base de l'alimentation des volailles. Les œufs font toutefois partie des aliments qui manquent en Équateur.

L'élevage bovin concerne un peu plus la Sierra que la Costa : près de la moitié (48 %) des bovins paissent dans les Andes, 43 % sont élevés sur la Costa et 9 % en Orient, en 1987. Sur la Costa, il s'agit d'un élevage extensif. Dans la Sierra, l'élevage bovin prend une forme particulière avec le développement d'haciendas spécialisées dans l'élevage laitier, au cœur des bassins d'altitude et particulièrement autour de Quito, sur les meilleures terres. La production de lait, issue à 72 % de la Sierra et à 21 et 7 % de la Costa et de l'Orient (en 1987), est juste suffisante pour les besoins de la population, son augmentation n'est guère supérieure à celle de la population. Est-ce une politique concertée des patrons des haciendas pour ne pas risquer la surproduction et pour tenir les prix ? On notera aussi que l'entreprise Nestlé cherche à accroître la production laitière de la Sierra en élargissant sa zone de ramassage du lait. Les autres animaux sont en très grande partie ou en totalité entre les mains des éleveurs de la Sierra, qui possèdent 57 % des porcs, 73 % des chèvres et 99 % des moutons.

#### Les productions alimentaires végétales peu performantes de la Sierra

Les tubercules, légumes verts, légumineuses et céréales (non compris le riz), qui complètent la ration alimentaire des Équatoriens, sont cultivés dans la Sierra. Les principaux tubercules sont la pomme de terre, originaire des Andes (63 kcal disponibles par jour et par personne en 1994-1996), et le manioc, originaire d'Amazonie (12 kcal).

Les pommes de terre viennent exclusivement de la Sierra. La progression de leur production n'a pas suivi celle de la croissance démographique

---

22. Informations fournies par Bernard Castelli.

équatorienne, de sorte que chaque individu ne dispose plus que de 46,9 kilos de pommes de terre par an en 2000, au lieu de 77 en 1965. Ce tubercule constitue pourtant une des bases de l'alimentation des petits paysans des Andes et leur principale culture commerciale. La plus grande part de la production est issue d'exploitations de 5 à 50 hectares. Celles-ci, généralement situées sur les versants, sont cultivées de façon traditionnelle et se caractérisent par de faibles rendements. Quelques exploitations plus modernes se spécialisent dans ce tubercule et certaines haciendas laitières ont introduit la pomme de terre pour régénérer les pâturages, notamment dans la province de Carchi (carte 2), où les rendements sont alors plus élevés.

La pomme de terre reste cependant une production aléatoire, dans la mesure où elle se conserve mal. Les paysans (surtout les petits) ne peuvent alors se protéger des variations des prix du marché équatorien ou colombien (car les exportations vers ce pays peuvent être importantes) : ils ne savent jamais si la récolte leur rapportera des bénéfices substantiels ou si elle occasionnera des pertes importantes, aléas qui ne favorisent pas les investissements indispensables à une amélioration des rendements.

Contrairement aux pommes de terre, le manioc n'est pas une plante spécifique des Andes puisque sa culture se répartit, en 1987, à peu près également entre les trois grandes régions naturelles du pays : la Costa, l'Orient et les zones de la Sierra marquées par une altitude inférieure à 1 600 mètres et une pluviométrie supérieure à 500 mm par an. Dans les petites exploitations de moins de 10 hectares, le manioc est autoconsommé ; en revanche, dans les grandes exploitations costéniennes de 10 à 100 hectares, il est souvent cultivé de façon industrielle, pour une vente destinée essentiellement aux hommes et secondairement aux animaux.

La production des tubercules fournit, en 1994-1996, moins de la moitié de l'énergie consommée en 1964-1966 et moins de la moitié aussi de celle recommandée par le Conade, dans ce groupe d'aliments (tableau 6). Elle a cependant augmenté depuis 1995 (tableau 8).

Une bonne part des légumes verts (choux, oignons, laitues notamment) a été introduite dans les Andes par les Espagnols. Entre 1965 et 1995, la production globale de ce groupe d'aliments a régressé encore plus que celle des tubercules : en 1994-1996, chaque Équatorien dispose d'un tiers de l'énergie qui était disponible en 1964-1966 et d'un petit cinquième de ce qui devrait être consommé en légumes verts, selon le Conade (tableau 6). On notera cependant l'essor de quatre légumes : les carottes, les haricots verts, les fèves vertes et les petits pois, dont la production a démarré en 1965. À partir de 1995 s'ajoute l'essor des brocolis et des asperges, mais ces cultures sont destinées à l'exportation. La situation générale s'améliore un peu en 2000. En 1987, les légumes verts sont cultivés très majoritairement dans la Sierra. Une exception notable concerne les tomates (originares d'Amérique), dont 59 % viennent de la

Costa. Ail, petits pois, choux, oignons, tomates sont le plus souvent cultivés en plein champ ; laitues, haricots verts, carottes viennent plutôt dans des jardins entretenus près des habitations.

Le Conade ne recommande que 107 kilocalories quotidiennes de légumineuses par habitant, pour compenser notamment, par supplémentation avec les céréales, les protéines animales dont le coût énergétique est beaucoup trop élevé pour une large part de la population (tableau 4). Pourtant, depuis trente-cinq ans, l'Équateur est de moins en moins capable de fournir l'énergie nécessaire en légumineuses : en 1994-1996, chaque personne ne dispose que d'un peu plus du tiers de celle recommandée par le Conade et d'un peu moins du tiers de l'énergie apportée par ces aliments en 1964-1966 (tableau 6). En 2000, la production de légumineuses est inférieure de plus de moitié à celle de 1965. Haricots secs, fèves sèches et pois secs fournissent la plus grande part de l'énergie apportée par les légumineuses ; les lentilles et les lupins restent très secondaires. En 1987, toutes ces plantes sont cultivées en totalité dans la Sierra ; seule une toute petite partie des haricots secs (8 %) vient de la Costa et de l'Orient. Les légumineuses sont principalement cultivées dans des jardins situés près des maisons familiales ou parfois dans les champs ouverts de zones relativement sèches, soit seules (pois secs, lentilles), soit en association avec le maïs (cas fréquemment observé pour les haricots secs). La production de haricots secs reste stable (tableau 8) ; celle de toutes les autres légumineuses a très fortement régressé, au point de contraindre le pays à importer des pois secs, des lentilles et des lupins qui ont pratiquement disparu des exploitations.

Pour les céréales de la Sierra, on observe les mêmes difficultés. Ainsi, lorsque la production de maïs dur, cultivé à 80 % sur la Costa en 1987, quadruple de 1970 à 1992, celle du maïs tendre, cultivé à 99 % dans la Sierra en 1987, est pratiquement divisée par quatre de 1970 à 1980 (tableau 10), pour reprendre ensuite et presque retrouver, douze ans plus tard, le niveau de 1970 ; mais entre-temps, la population équatorienne qui consomme ce maïs tendre a doublé (5,970 millions d'habitants en 1970, 10,741 millions en 1992). Le maïs tendre est une plante exigeante en eau, tout au long de son cycle végétatif, et nécessite des sols riches. Dans les parties basses de la zone d'altitude 2 000-3 000 mètres qui lui convient, il est concurrencé par des cultures plus rentables ; aussi les paysans sont parfois contraints de cultiver le maïs tendre jusqu'à 3 200 mètres, à des altitudes extrêmes. Les exploitations sont petites : moins de 5 hectares pour les deux tiers d'entre elles et les rendements faibles : le plus souvent moins de 500 kilos à l'hectare. À la récolte, les prix du maïs tendre peuvent baisser de moitié et les petits paysans concernés n'ont pas les moyens de stocker leur production à l'abri des charançons, en attendant que les prix remontent. En corollaire, on enregistre un mouvement d'importation de cette céréale depuis 1985 (tableau 8).

**Tableau 10**  
**Production de maïs dur et de maïs tendre en Équateur**  
**(en milliers de tonnes) de 1970 à 1992**

	1970	1974	1980	1987	1992
Maïs tendre (MAG 1970, 1974, 1980)	168	76	45	134	152
– en grains (INEC 1987, SEAN 1992)				88	111
– en épis (INEC 1987, SEAN 1992)				46	41
Maïs dur (MAG, INEC, SEAN)	102	186	196	297	408
Total	270	262	241	431	560
Maïs dur et tendre (FAO)	256	256	242	431	528

*Sources* : MAG, in Freire et Polanco (1984 : 10) ; INEC (1988 : t. I 66-68) ; SEAN, in Huttel, Zebrowski et Gondard (2000 : 156) ; FAO : banque de données.

On notera que le chiffre de production totale de maïs fourni par le MAG, l'INEC et le SEAN (un des services de l'INEC) est parfois un peu éloigné de celui fourni par la FAO.

Le même phénomène se reproduit pour l'orge. Importée en Équateur par les Espagnols et cultivée uniquement dans la Sierra, jusqu'à des altitudes de 3 800 mètres, cette plante est utilisée pour fabriquer de la bière et une partie du grain moulu est autoconsommée. Alors qu'en 1965 la production atteignait 93 000 tonnes, l'Équateur en fournit moins du tiers en 2000. En 1993, 70 % des producteurs d'orge ont des exploitations de moins de 10 hectares, sur lesquelles sont récoltés 30 % des tonnages.

Originaire du Moyen-Orient et introduit par les colonisateurs espagnols dans la Sierra, le blé est la céréale qui cause le plus de difficultés. Cette plante est particulièrement exigeante, aussi bien en ce qui concerne les sols que la température de l'air, l'apport en eau et la durée de l'ensoleillement. Les revenus journaliers tirés de cette culture sont inférieurs au salaire minimum<sup>23</sup>, de sorte que les paysans limitent le plus possible les coûts de production et que très peu d'entre eux achètent des semences sélectionnées. Ces faibles revenus expliquent aussi que le blé soit produit sur des terres de moindre qualité, afin de réserver les meilleures à l'orge, le maïs ou les pommes de terre dont les bénéfices, pourtant faibles par rapport au capital investi, sont tout de même supérieurs (Urriola et Cuví, 1986 : 61). Les coûts de stockage et de transport au moulin sont tels que les petits paysans ne soutiennent pas la concurrence avec les grands. Alors qu'en 1974, 27 % du blé provenait d'exploitations de moins de 5 hectares (Chiriboga, 1985 : 48), en 1982, seul 8 % du blé est fourni par des exploi-

23. Ainsi, en février 1985, le prix de la tonne de blé équatorien était fixé à 26 086 sucres (Urriola et Cuví, 1986 : 62). Ce n'était pas trop pour le producteur, puisque d'un revenu brut de 26 608 sucres à l'hectare (1,02 tonne de blé par ha, en moyenne, en 1985) il fallait enlever 927 sucres au moins pour les coûts de production (Bueno, 1985, n° 5 : 2), le reste étant réparti en 60 journées de travail nécessaires pour cultiver cet hectare de blé, soit un revenu de 428 sucres par jour, inférieur au salaire minimum de l'époque.



tations de moins de 10 hectares, dont les chefs forment pourtant 85 % de la population des producteurs de blé ; à cette date, 60 % du blé provient d'exploitations de plus de 100 hectares (Urriola et Cuví, 1986 : 56). Depuis trente-cinq ans, la chute de la production de blé, aussi spectaculaire que celle de l'orge (tableau 8), a lieu en même temps que se développe la consommation de cet aliment, sous forme de pain, qui n'exige pas de cuisson domestique, ou sous forme de pâtes, dont la cuisson est deux fois plus rapide que celle du riz. En 1965, entre la production et les importations de blé, les Équatoriens disposaient de 21 kilos de blé par personne ; en 2000, tout en étant largement deux fois plus nombreux, ils disposent de 34,1 kilos de blé chacun. Mais tandis que 56 % du blé consommé en Équateur était moissonné sur son sol en 1965, cette culture ne fournit plus que 3,9 % du blé consommé en 2000. Aussi, bien que les zones cultivables en blé soient estimées à 135 000 hectares dans les Andes, on constate que cette plante n'en couvre en fait que 76 000 en 1970 et 41 000 en 1992, tandis que les rendements moyens passent de 1 à 0,6 tonne à l'hectare dans le même temps.

#### Les importations : le blé des Équatoriens produit aux États-Unis

Seules les importations de blé sont importantes. Les autres, exprimées en énergie disponible par jour et par Équatorien (tableau 8), portent presque toujours sur de petites quantités d'aliments variés, limitées à moins de 10 kilocalories pour plus d'une vingtaine d'aliments. En 1995, les importations d'huile de soja et celles de sucre de canne sont plus élevées, mais elles ne dépassent pas 61 kilocalories par jour et par habitant pour les premières et 49 kilocalories pour les secondes. Pour le soja, les risques de dépendance économique sont nuls, puisque l'Équateur produit plus de graisses végétales qu'il n'est nécessaire pour les besoins de base de ses habitants (tableaux 6, 7 et 8). Le cas du sucre est plus complexe : sa production, bien que plus réduite qu'en 1965, est toujours suffisante pour les besoins de base des Équatoriens (tableau 8). Reste la question du blé (Peltre-Wurtz, 1988).

Dans les années 1960, les importations de blé avoisinaient 52 000 tonnes et la production nationale 62 000 tonnes (graphique 2). L'année 1972 constitue un tournant : 122 000 tonnes de blé sont achetées aux États-Unis. À partir de cette date, les importations ne cesseront plus d'augmenter, même si l'on enregistre quelques baisses ponctuelles en 1977, 1985 et 1993. En 2000, elles atteignent 414 000 tonnes, soit huit fois celles de 1965. Dans le même temps, on le sait, la production a diminué pour s'abaisser sous les 40 000 tonnes annuelles au début des années 1980 et sous les 20 000 tonnes après 1990. Ces deux mouvements inverses sont spectaculaires et ne s'observent que pour cet aliment.

L'essor de la consommation de blé a été favorisé par l'urbanisation et la modification des habitudes alimentaires. « En 1950, à peine 28,5 % des Équatoriens vivaient en ville, quarante ans plus tard, ce pourcentage de population urbaine a pratiquement doublé » (León, 1997 : 28). Or, dans les villes, la consommation de pain est encore plus appréciée qu'à la campagne, notamment pour les repas pris hors de la maison, parce que, vendu prêt à consommer, il peut se conserver quelques heures sans dommage. La demande de pain tire donc vers le haut la consommation de blé, 65 % de cette céréale lui étant consacrée<sup>24</sup>.

L'essor des importations, quant à lui, s'explique de deux façons :

- d'abord les céréales se conservent bien. Leur transport par bateau, sur de longues distances, est donc aisé. Quand le blé manque en Équateur, il peut être facilement importé, contrairement à d'autres aliments de base, tels que les tubercules, les légumineuses, les légumes verts et les œufs, produits en quantité insuffisante sur le sol équatorien pour nourrir convenablement les habitants (selon les normes du Conade), mais qui se conservent mal ;

- ensuite, le blé importé des États-Unis coûte moins cher que celui produit sur place, pour plusieurs raisons : d'abord les rendements à la récolte y sont deux fois plus élevés et les rendements à la mouture atteignent 77 % au lieu de 68 % ; ensuite des subventions à l'exportation, votées par les États-Unis dès 1954 (loi PL 480) pour soutenir une production nationale excédentaire, abaissent le prix du blé américain par rapport au cours mondial<sup>25</sup> ; enfin, les termes de l'échange sont favorables aux États-Unis.

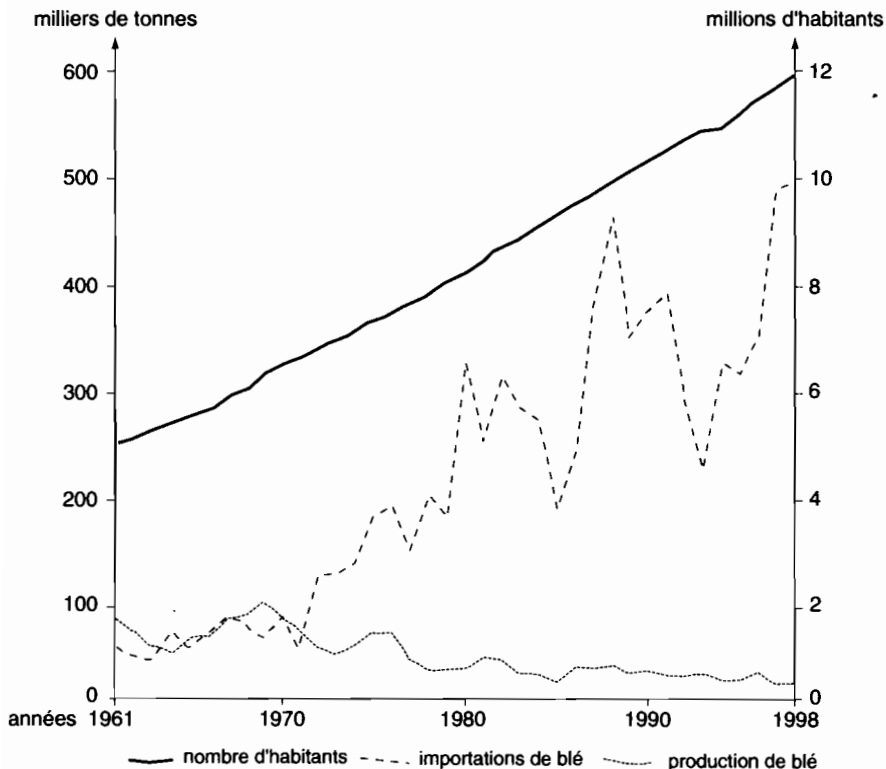
Sur le long terme, la détérioration inexorable du cours de la monnaie équatorienne par rapport au dollar (le sucre valait mille fois moins en 2000 qu'en 1980<sup>26</sup>) aurait dû encourager l'État équatorien à élaborer une politique régionale de développement du blé pour réduire ses importations. Attend-il qu'une partie de la population équatorienne renonce à une denrée trop coûteuse ? C'est déjà ce à quoi sont contraintes, en 2000, les familles pauvres de Quito que j'ai suivies depuis 1988 et qui se souviennent des temps plus faciles où manger un peu de pain était encore à leur portée.

24. 65 % de la farine de blé est destinée à la production de pain, 20 % à celle des pâtes, 4 % à celle des gâteaux secs et 11 % à divers autres aliments (Naranjo, 1984).

25. En 1984, le National Growers Council estimait que chaque tonne de blé exportée des États-Unis, au cours mondial de 160 dollars la tonne, avait bénéficié d'une subvention moyenne de 21,30 dollars (Chalmin et Gombeaud, 1985 : 85).

26. Le dollar était échangé contre 27 sucres en 1980, contre 25 000 le 12 septembre 2000, jour où la monnaie nationale fut remplacée par le dollar. Même si sept personnes sur dix se déclarent mécontentes de la disparition du sucre, le gouvernement équatorien a fait ce choix pour tenter de sauver son économie moribonde. C'est une camisole de force, les billets étant émis par les États-Unis. L'Équateur devrait apprendre à ne pas dépenser plus qu'il ne gagne, disent les experts !

Graphique 2  
Le blé en Équateur de 1961 à 1998  
Production et importations



Si, depuis une quinzaine d'années, la quantité d'énergie disponible pour nourrir tous les habitants de l'Équateur est optimum, la production de certains groupes d'aliments est donc insuffisante pour que la diète soit équilibrée. En 1995, il manque encore un peu de céréales, malgré le développement de la riziculture et l'accroissement des importations de blé, il manque aussi largement de tubercules, l'énergie fournie par ces deux groupes d'aliments étant peu ou pas trop coûteuse pour le consommateur. Il manque d'œufs et davantage encore de légumineuses et de légumes verts, qui fournissent, en revanche, les uns et les autres une énergie onéreuse. Les inégalités foncières, plus insupportables dans la Sierra qu'ailleurs, et si peu gommées par les réformes foncières, sont à la racine de ces problèmes, les meilleures terres de la Sierra étant souvent orientées vers l'élevage. Ces difficultés perdurent d'autant que l'État ne fournit plus d'appui technique et financier aux petits producteurs depuis dix ans.



## La pauvreté, principal obstacle à une alimentation satisfaisante

Depuis quinze ans, les disponibilités alimentaires de l'Équateur sont telles que ses habitants devraient pouvoir accéder non seulement à une ration énergétique optimum, mais aussi aux aliments coûteux à la calorie. Ces derniers sont produits en quantités convenables sur le territoire national, mis à part les œufs, les légumineuses et les légumes verts, on l'a montré. Dans ce pays, la sous-alimentation et la trop faible consommation d'aliments énergétiquement coûteux ne sont donc pas tant liées à l'offre qu'à une demande insuffisante du fait de revenus précaires. L'incapacité économique à accéder à une nourriture satisfaisante, cette source de vie la plus élémentaire, est la façon la plus simple de définir la pauvreté (Sen, 1981). Aussi la sécurité de l'approvisionnement alimentaire ne sera-t-elle effective qu'après disparition de la pauvreté. Pour l'Équateur, l'entreprise relève du défi, car ce fléau est un phénomène de masse, qui va s'amplifiant depuis vingt-cinq ans. Les statistiques du Conade précisent, en effet, que si la pauvreté ne touchait « que » 47 % des Équatoriens en 1975, elle concerne 57 % d'entre eux en 1987, cinq ans après les débuts de la crise de la dette, 65 % en 1992, 67 % en 1995 et 70 % en 1998 (Bonnet, 1998 : VI)<sup>1</sup>. Et la Banque mondiale estime que le nombre de pauvres a doublé entre 1995 et 2001 (Gestión Economía, 2001).

L'Équateur n'est pas seul confronté à ce défi. C'est un phénomène que les institutions internationales et les États ont redécouvert dans les vingt dernières années du XX<sup>e</sup> siècle. Ce chapitre porte d'abord sur les dimensions sociales et politiques de la pauvreté dans le contexte mondial actuel. Les méthodes de mesure mises en place y sont ensuite analysées et critiquées. Ces mesures sont indispensables pour éclairer les décisions visant à améliorer les conditions de vie des populations et contenir la pauvreté, voire pour décider des profonds changements politiques indispensables à son éradication. En Équateur, les mesures de la pauvreté semblent de

---

1. L'étude de Carlos Larrea *et al.* (1996), dont il sera question plus loin, évalue à 54,7 le pourcentage d'Équatoriens pauvres, en 1990. Il s'agit d'Équatoriens dont les besoins de base (l'alimentation au premier chef) ne sont pas satisfaits. On relève un écart entre les résultats de cette étude et ceux du Conade, cités par Nicole Bonnet, écart qui ne remet pas en cause cependant la gravité du phénomène.

bonne qualité ; elles n'ont pourtant pas abouti à la mise en place d'une assistance aux pauvres très probante.

### **La pauvreté à la fin du XX<sup>e</sup> siècle**

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la question de la pauvreté restait dans l'ombre, bien que toujours présente dans les pays du tiers-monde, en Équateur notamment. C'était la période des indépendances pour bon nombre de ces pays, et tous avaient la conviction que les politiques de coopération et de développement favoriseraient la croissance des économies nationales, jusqu'à rattraper les pays industrialisés et abolir la pauvreté. Claire Brisset (1992 : 571) note qu'« entre 1960 et 1980, la misère, l'analphabétisme, la mortalité infantile avaient régressé significativement dans la plupart des pays du Sud. Le revenu moyen, dans l'ensemble des pays en développement avait même progressé de 2,9 % par an et la consommation des habitants s'était accrue ». L'État-providence, généralisé à cette époque dans les pays industrialisés, prenait donc forme lentement dans ces pays, au fur et à mesure que se développait l'activité économique.

Tout change à la fin des années 1970, quand, dans un contexte économique difficile (augmentation des prix des produits pétroliers pour tous les consommateurs et endettement pour nombre de pays du tiers-monde), démarre la troisième révolution industrielle<sup>2</sup> : celle des technologies de l'information qui, en transformant les conditions de transport des biens matériels et immatériels, rend le marché mondial omniprésent.

Dans les pays industrialisés, cette phase de mutation engendre alors un ralentissement de la croissance et une montée du chômage, même si le taux annuel d'augmentation des PIB tourne autour de 3 %. Dans les pays en développement, le choc est plus violent. Certes, le taux de croissance moyen des PIB de ces pays est encore de 4,3 % et le revenu moyen annuel distribué aux populations en augmentation : 811 dollars (dollars réels de 1980) par personne et par an distribués entre 1980 et 1989, au lieu de

---

2. La troisième révolution industrielle est décrite notamment par Daniel Cohen (1997) et Erik Izraelewicz (1997). La première prend naissance en Angleterre, il y a deux siècles ; elle est liée à l'invention de la machine à vapeur et par conséquent à celle des transports ferroviaires et maritimes fonctionnant au charbon. La deuxième, apparue aux États-Unis au début du XX<sup>e</sup> siècle, est celle de la voiture et de l'avion fonctionnant au pétrole ; cette révolution réduit encore les distances et favorise le commerce et les investissements internationaux. La troisième révolution, qui repose sur les nouvelles techniques de l'information et de la communication, « fait de la matière grise la première des matières premières » (Izraelewicz, 1997 : 29). Ces technologies permettent de gérer efficacement des entreprises éclatées aux quatre coins de la planète : le marché devient mondial. Les rapports sociaux, fondés désormais sur la qualification du travailleur, engendrent de nouvelles inégalités sociales.

381 dollars entre 1960 et 1965 (Banque mondiale, 1990 : 11). Mais les conséquences de cette révolution sont diamétralement opposées selon les régions du monde en développement. La croissance de la plupart des pays d'Asie, entamée depuis trente ans déjà, se poursuit, à quelques notables exceptions près. En revanche, l'Amérique latine et surtout l'Afrique sont fortement touchées par la crise : leur dette grossit ; les termes de l'échange se détériorent, les revenus tirés des matières premières chutent, alors qu'elles constituent 90 % des exportations d'Afrique et 65 % de celles d'Amérique latine (PNUD, 1992a : 5) ; les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI (Fonds monétaire international) pour assainir la situation économique ne portent pas les fruits escomptés et on enregistre, dans ces pays, une baisse globale du PIB par habitant entre 1980 et 1989<sup>3</sup>. Pour ces deux grandes régions du monde, c'est une « décennie perdue ».

La croissance globale des années 1980 s'accompagne donc de profondes disparités entre les pays industrialisés et les autres, entre les sous-continentaux, mais aussi à l'intérieur de chaque pays. Le PNUD (1992a : 1) précise qu'« en 1960, les 20 % les plus riches de la planète disposaient de revenus trente fois supérieurs à ceux des 20 % les plus pauvres. En 1990, les revenus des 20 % les plus riches étaient soixante fois plus élevés. Et encore, cette comparaison repose sur la répartition globale des revenus entre pays riches et pays pauvres. Si l'on tient également compte des disparités internes aux revenus nationaux, les 20 % les plus riches de la population mondiale ont au moins 150 fois plus de moyens que les 20 % les plus pauvres ». Pour Daniel Cohen (1997 : 74), la dernière révolution industrielle est « à l'origine de la formidable explosion d'inégalités qui s'observe aujourd'hui », les nouvelles techniques de production exigeant des travailleurs qualifiés, les autres étant rejetés.

Cette révolution a fait reculer la pauvreté dans les régions du monde qui accèdent à l'économie de marché, elle l'a suscitée dans les vieux pays industrialisés et l'a amplifiée dans les pays laissés à l'écart. La pauvreté concerne désormais tous ceux (pays et individus) qui n'ont pas tiré leur épingle du jeu des récents bouleversements technologiques. La simple force de travail permet de moins en moins de s'intégrer à la nouvelle et florissante économie mondiale, même si les bas prix de la main-d'œuvre encore peu spécialisée du tiers-monde attirent les chefs d'entreprise et même si les emplois de proximité dans les services aux personnes ou aux collectivités sont accessibles à des travailleurs n'ayant pas tous des forma-

---

3. Durant la période 1980-1989, notamment dans les régions à fort accroissement démographique comme l'Afrique noire, le calcul de la croissance du PIB réel par habitant amplifie les différences de croissance économique : s'il y a croissance du PIB par habitant de 6,7 % en Asie de l'Est, de 3,2 % en Asie du Sud, de 0,8 % au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, dans les pays d'Europe de l'Ouest à revenu intermédiaire et en Europe de l'Est, on note une régression de ce PIB par habitant de 0,6 % en Amérique latine et aux Caraïbes et même de 2,2 % en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 1990 : 11).

tions très approfondies. Trois atouts sont en effet nécessaires pour s'intégrer avec profit à la nouvelle économie mondiale : les réseaux, les connaissances et le savoir-faire de haut niveau (Izraelewicz, 1997 : 67).

Les grandes organisations internationales et les États sont interpellés pour enrayer la pauvreté qui devient une question d'ordre public. Trois types de politiques sont possibles : la réglementation du marché mondial (mise en œuvre d'un système monétaire international stable, contrôle des marchés, taxation des transactions), la prise en charge du développement du capital social (essentiellement les structures de santé, de scolarité et de sécurité des personnes), enfin la mise en place d'une redistribution des richesses adaptée aux inégalités contemporaines.

### **Le concept de pauvreté**

Bien que riche de potentialités naturelles et économiques, l'Équateur, mal intégré au marché mondial, n'a pas su dominer une pauvreté qui le mine, à l'instar de bien des pays du tiers-monde. Comment définir cette pauvreté ? Répondre à la question permet de mieux démêler ce qui dépend des représentations des sociétés et ce qui relève de leur organisation.

#### *Une question de représentations*

Georg Simmel (1971 : 176-177) note que les groupes de pauvres, identifiés comme tels, ne sont pas unifiés par une interaction entre leurs membres, mais par l'attitude collective que la société adopte à leur égard, en leur reconnaissant un statut social spécifique : celui de groupes qui ont ou auraient normalement droit à l'assistance.

Cela ne signifie pas que les pauvres n'existent pas, précise Serge Paugam, cela implique qu'il faut prendre ses distances par rapport aux représentations schématiques et sommaires dont on se sert pour les usages courants de la vie. [Mais il peut être] fécond d'étudier la pauvreté comme condition socialement reconnue et les pauvres comme un ensemble de personnes dont le statut social est défini, pour une part, par des institutions spécialisées de l'action sociale qui les désigne comme tels, [car la pauvreté constitue] une propriété de la structure sociale des sociétés modernes dans la mesure où celles-ci considèrent ce phénomène de façon uniquement négative et désirent le combattre ou, tout au moins, apporter assistance à ceux qui le méritent ou plutôt à ceux pour lesquels elles pensent que l'assistance est légitime (1994 : 18, 19).



Une autre analyse de Serge Paugam (1997 : 9-10) s'applique en partie à la réalité observée en Équateur. Cet auteur caractérise ainsi trois principaux types de rapport social à la pauvreté en Europe :

- un premier type est qualifié de pauvreté marginale. La pauvreté est combattue, les pauvres peu nombreux sont peu visibles, mais fortement stigmatisés, « le débat social n'est pas fondé autour de ce groupe social [...]. Ces sociétés se caractérisent par un faible chômage [...]. Il y a une généralisation du système de protection sociale et un revenu minimum pour les plus démunis ». Ce rapport social se retrouve en Suisse et dans les pays scandinaves ;

- la pauvreté disqualifiante constitue un deuxième type de rapport social à la pauvreté. On constate « une prise collective du phénomène [...] de nouvelle pauvreté [...] et d'exclusion, qui nourrit une angoisse très grande dans la population ». On trouve ce type de rapport dans les pays où le taux de chômage est élevé, les liens sociaux affaiblis, et l'on note, en complément, « un développement quasi sans précédent de l'assistance aux pauvres ». La France et la Grande-Bretagne ont développé ce type de rapport social à la pauvreté, en dépit de leurs différences ;

- la pauvreté intégrée caractérise le type de rapport social à la pauvreté des sociétés méditerranéennes. Il ressemble à celui qui peut être observé en Équateur. « Le débat social [...] n'est pas organisé autour de l'existence spécifique d'une catégorie de pauvres, mais autour de la question du sous-développement économique [et] social [...] et [du] faible niveau de culture de ces populations. » Les pauvres forment un groupe social étendu, non étiqueté comme pauvre et sont donc faiblement stigmatisés. Ces sociétés se caractérisent par une faible couverture sociale et l'absence de revenu minimum garanti. Pour survivre, on fait appel à l'économie informelle, mais aussi aux proches (la famille et les réseaux d'aide privée) et le système clientéliste est dominant. « Bénéficier d'une assistance, pour un pauvre, c'est en quelque sorte une forme de reconnaissance d'une intégration sociale dans un modèle clientéliste. »

Une société ne mesure donc pas la pauvreté de façon objective, quoi qu'elle dise, mais sa représentation de la pauvreté – et cette mesure est révélatrice de ses rapports internes, sociaux, économiques et politiques.

### *Une question de classe, de pouvoir et de statut – et non de subsistance*

Au devoir d'assistance envers les pauvres qui conduit la société à mesurer la pauvreté « ne correspond, fait exceptionnel et paradoxal, aucun droit du citoyen », note Giovanna Procacci (1993 : 229). Ce paradoxe marque profondément la pauvreté. Jean Labbens y répond (1978 : 98, 103) :

On n'est point pauvre parce qu'on n'a pas ou peu d'argent ; on est démuné de ressources ou de revenus, parce que, faute de santé, d'occupation rémunératrice, d'instruction, de relations, de capital négociable ou transmissible, on ne peut faire valoir des droits sur autrui, sur le travail des autres. On échappe donc à la pauvreté dès qu'on est capable de commander [...]. C'est donc en termes de stratification et de mobilité sociale, et non en termes de subsistance, qu'il faut étudier la pauvreté.

Il ajoute : « Pour être pauvre, il faut manquer tout à la fois de fortune et d'occupation rémunératrice (classe), de force sociale (pouvoir), d'audience et de respectabilité (statut). »

L'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 traduit la prise de conscience du caractère politique de la pauvreté. Il affirme que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille ». La pauvreté devient ainsi une violation des droits de l'homme et cet article permet, à terme, des recours en justice. Joseph Wresinski, fondateur du mouvement Aide à toute détresse (ATD) Quart-monde, créé en France après la deuxième guerre mondiale, est le premier, non seulement à refuser les mesures d'assistance, mais aussi à introduire « les plus pauvres comme partenaires de la réflexion ». Il revendique donc « des droits et des responsabilités pour tous et avec tous », et inscrit ainsi la lutte contre la pauvreté dans une « quête de démocratie » (de Gaulle-Anthonioz, 1995 : 5). Présentée ainsi, la question des revenus n'est plus dominante : est pauvre quiconque n'est plus capable d'assumer ses responsabilités et de faire valoir ses droits<sup>4</sup>.

La conquête de la citoyenneté est précisément analysée par Jean Labbens (1978 : 184-186), qui utilise notamment les travaux de P. Vercauteren (1970) pour montrer que s'opposent ici les prolétaires et les sous-prolétaires. Les premiers, même très mal rémunérés, peuvent organiser leur avenir, car leur salaire est régulier, leur cadre spatial et social souvent diversifié entre leur lieu de travail et leur habitat et parce qu'ils ont pu nouer des liens avec leur employeur. En revanche, les seconds ont des revenus si intermittents qu'ils sont incapables d'organiser leur avenir ; leur horizon spatial et social est limité à leur logement, s'ils y ont accès, et leurs liens avec d'éventuels employeurs sont ténus ou inexistants.

La conséquence en est que le prolétaire peut acquérir une conscience de classe, se percevoir tel qu'il est dans un monde qu'il connaît et reconnaît, se projeter dans l'avenir et s'organiser de manière à transformer sa condition ; le sous-prolétariat ne peut se définir que par sa dépendance [...]. On ne pense pas échapper à la pauvreté par la lutte, ni par l'avènement d'un

---

4. Il est intéressant de noter que l'approche de Joseph Wresinski, par la pratique quotidienne, se retrouve, théorisée, dans les travaux d'Amartya Sen portant sur le développement, la justice et la liberté (2000).

monde régi par de nouvelles valeurs et de nouveaux rapports sociaux, mais, au contraire, en reconnaissant, en acceptant la dépendance et l'impuissance.

Les masses des pays en développement mal intégrées au marché mondial, celles de l'Équateur en particulier, n'ont pas connu la situation des ouvriers des pays développés au XIX<sup>e</sup> siècle, qui sortirent lentement de la pauvreté par un mouvement revendicatif de grande envergure. Le plus souvent, elles ne sont pas liées au secteur industriel et vivent d'une économie informelle qui rend difficiles la prise de conscience de la force du grand nombre, la mise en commun de projets et les luttes syndicales. Pour obtenir les biens nécessaires à leur survie (nourriture, logement, emploi, soins), les pauvres utilisent alors le clientélisme. Ils sont ou deviennent dépendants, ils obtiennent un bien, mais ils ne peuvent exiger le droit à ce bien puisque son octroi dépend du bon vouloir d'autrui et non de leur propre pouvoir. Bruno Lautier le montre :

[En Amérique latine] le clientélisme est la stratégie la plus répandue pour désamorcer le danger du paupérisme [...] ; le clientélisme ne fonctionne que [...] sur la base de la distribution ponctuelle et non de l'investissement à long terme, de la relation individuelle d'allégeance et non du projet collectif, réengendrant ainsi à la fois la précarité et la pauvreté (1995 : 397).

Dans le tiers-monde et dans la France des années 1970, quand Jean Labbens (1978 : 125-126) publie son livre, les mécanismes qui provoquent des situations de pauvreté peuvent être analysés en terme de reproduction : « [...] pour la quasi-totalité des ménages, la misère n'est pas un accident, mais un destin, une prédestination [...], un héritage. » La reproduction de la pauvreté a permis à Oscar Lewis (1963 : 29-33) de développer l'idée d'une culture de la pauvreté, c'est-à-dire d'une adaptation des pauvres à leur situation, dans une société fondée sur l'inégalité.

Jean Labbens s'oppose à cette idée, en rappelant qu'il ne faut pas confondre culture et adaptation forcée à une situation. Pour se faire comprendre, il oppose le nomade qui vit sous sa tente, en est satisfait et résistera au changement, au pauvre qui vit dans un taudis, parce qu'il y est contraint par la misère et qui s'en échapperait si c'était en son pouvoir. « Pour parler d'un véritable phénomène culturel, il [faut] que le comportement se structure avec un système original et cohérent de valeurs, capable de résister au changement » (1978 : 164). Or un pauvre n'est pas fier de son genre de vie, il en a honte. C'est ce qui le différencie aussi du prolétaire. Bruno Lautier et Pierre Salama le rappellent en évoquant ceux qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, en Occident, « luttèrent pour leurs salaires (quand ils étaient salariés) ou pour obtenir du travail, dénonçaient la vie chère, formaient des sociétés de secours mutuel, etc. [...], ils ne se définissaient pas comme pauvres, car ils savaient bien que le vrai pauvre est honteux ; et ils ne l'étaient pas » (1995 : 254).

L'humiliation quotidienne et l'absence d'une culture de la pauvreté n'empêchent pas les déshérités d'acquérir une expérience qui leur permet de s'adapter remarquablement à des formes de vie exécrées. Les enquêtes que j'ai réalisées à Quito aident ainsi à appréhender la souffrance des pauvres et à vérifier que ces personnes possèdent une connaissance inégalée de leur milieu qui leur donne la capacité d'utiliser leurs faibles ressources très efficacement. Ce n'est donc pas seulement la démocratie que l'on favorise en recueillant l'expérience des pauvres, mais, à un niveau plus pratique, c'est l'assistance aux pauvres qui devient plus efficace si la société utilise leur savoir, ou mieux, si les pauvres deviennent des partenaires.

*La sortie de la pauvreté : une question de capacités, de justice et de liberté*

Dès que certaines conditions de vie (un travail stable, une maison à soi, une scolarisation réussie, par exemple) enracinent leurs bénéficiaires dans un monde (un territoire) qu'ils parviennent à dominer un tant soit peu, ils ne sont plus vraiment des pauvres. Le monde matériel de ces personnes n'a pas beaucoup changé, mais elles ne sont plus honteuses, car émerge un autre monde à construire, celui du citoyen qui commence à pouvoir peser sur son avenir. Dans la vraie vie, cependant, la frontière est ténue entre ceux qui ont, croient ou espèrent avoir ce pouvoir, et les pauvres conscients de ne compter pour rien.

Une société peut donc faire reculer la pauvreté par des mesures d'assistance qui sont une forme de gestion sécuritaire. Elle ne peut l'éradiquer que si ceux qu'elle nomme pauvres acquièrent du pouvoir à l'issue de conflits réglés par une avancée de leurs droits, faisant émerger ainsi des formes de démocratie. Cette dernière revivifie les liens sociaux des sociétés inégalitaires et casse une représentation erronée de la société en deux groupes, les pauvres et les non-pauvres, alors que tous participent au même champ social. La clé d'un développement humain durable dépend donc de la capacité des pauvres à peser sur la société pour imposer plus de justice et de liberté (Sen, 1985 et 2000).

Ce long détour était nécessaire avant d'aborder les indispensables mesures de la pauvreté. Celles-ci ne s'intéressent pas à l'essentiel, le manque de démocratie, mais le plus souvent à ses conséquences : le manque de moyens de subsistance ou la précarité des conditions de vie. Elles sont cependant un outil indispensable pour ceux qui veulent lutter contre ce fléau.

## Les mesures de la pauvreté

### *Les seuils de pauvreté relative et absolue*

Il s'agit de mesurer les moyens de subsistance (Ravallion, 1992). On passera rapidement sur la méthode du seuil de pauvreté relative aux normes de consommation d'une société particulière. Elle est surtout utilisée dans les pays riches. Pour les États-Unis, par exemple, depuis 1965, ce seuil est égal à 46 % du revenu médian de sa population ; quant à l'Union européenne, elle a adopté un seuil voisin, égal à 50 % des dépenses moyennes nationales de consommation (Solagral, 1997 : 44-45). Cette méthode mesure davantage les inégalités à l'intérieur d'une société que la pauvreté elle-même.

Avec la méthode du seuil de pauvreté absolue, il s'agit de définir « un niveau absolu de besoins minimaux dont le point central est le minimum alimentaire » (Solagral, 1997 : 45). Cette méthode semble bien adaptée aux pays du tiers-monde, dont une partie de la population vit dans la crainte quotidienne de manquer de nourriture. On calcule « le nombre de calories nécessaires à la survie, qu'on convertit en une série de biens d'alimentation liés aux coutumes alimentaires de l'ensemble de la population » (Salama, Valier, 1994 : 26) d'une ville, d'une région ou d'un pays. Le coût de ce panier alimentaire définit le seuil d'indigence. On divise ce seuil par le coefficient d'Engel (part des dépenses consacrées à l'alimentation) du groupe social « de plus faible revenu que ses achats alimentaires situent au-dessus des besoins nutritionnels » (Boltvinik, 1996 : 282), pour tenir compte des dépenses de logement, de santé, de scolarité, de transport et d'entretien. La somme obtenue définit le seuil de pauvreté. L'évaluation du coût des besoins non alimentaires est fondée sur le postulat que la population de plus faible revenu qui satisfait ses besoins nutritionnels comble également ses besoins en santé, logement, scolarité, etc. Il suffirait donc d'appliquer le coefficient d'Engel de cette population (égal dans ce cas à 0,5) pour calculer le niveau minimum de revenu nécessaire pour vivre décemment. Pourtant, le coefficient de 0,5 n'est pas toujours retenu<sup>5</sup>.

Par ailleurs, le contenu du panier alimentaire est très mal défini. D'abord, son « coût exclut le prix du combustible et toutes les autres dépenses liées à la préparation et à la consommation des aliments » (Boltvinik, 1996 : 282). Et surtout, ce contenu varie largement en fonction du type de ration retenu : ou bien il s'agit d'une simple ration énergétique de survie à bas prix, qui groupe des aliments choisis pour leur faible coût à

5. Certains pays évaluent la part des dépenses alimentaires de l'ensemble de la population nationale et proposent un coefficient d'Engel égal, par exemple, à 0,55 au Guatemala et à 0,25 en Colombie (information orale de Joseph Laure, IRD). Quant aux États-Unis, leur seuil de pauvreté absolue est fondé, depuis 1965, sur l'estimation du minimum alimentaire, multiplié par 3 et non par 2 (Solagral, 1997 : 45).

la calorie (tableau 4), c'est-à-dire des sucres, des féculents, des céréales, des légumineuses ou des corps gras ; ou bien il s'agit d'une ration équilibrée dont le prix est élevé parce qu'elle comprend les aliments de base précédemment cités et des aliments plus coûteux, tout aussi indispensables : légumes verts, fruits, viande, poisson, lait et œufs, cette ration étant ajustée à l'optimum énergétique.

On ne s'étonnera pas alors qu'on aboutisse à une comptabilité très différente des pauvres, en fonction des méthodes de mesure mises en place pour calculer ces seuils, même lorsque la pauvreté semble avoir un sens voisin pour tous. On montrera ainsi les écarts énormes qui existent entre le seuil équatorien proposé par le Conade et le seuil mondial calculé par la Banque mondiale.

#### Le seuil équatorien de pauvreté

Les autorités du Conade<sup>6</sup> ont mis au point, pour les diverses villes et régions de l'Équateur, un seuil de pauvreté, fondé sur une analyse des besoins nutritionnels des individus en fonction de leur âge et de leur état (grossesse et lactation), etc. Les besoins ont été répartis entre divers aliments indispensables, choisis en fonction des habitudes locales, de façon à proposer une ration alimentaire type équilibrée pour chaque individu. Les prix des aliments, relevés régulièrement sur l'ensemble du pays, par les équipes de l'INEC, permettent de calculer, région par région, et même ville par ville pour les plus grandes, le coût du panier alimentaire, adapté aux besoins de chacun, puis, après avoir multiplié ce coût par deux (pour y intégrer un coefficient d'Engel égal à 0,5), de classer les Équatoriens par rapport au seuil d'indigence et par rapport au seuil de pauvreté.

Comment se caractérisent les familles situées sous le seuil équatorien de pauvreté du point de vue de leur alimentation ? On prendra pour exemple les douze familles quiténiennes, que j'ai rencontrées en 1988-1989, chacune au cours de deux périodes différentes, ce qui permet d'observer 24 budgets mensuels (tableau 11). Ces budgets les classent toutes sous le seuil de pauvreté et même, pour les trois quarts d'entre elles, sous le seuil d'indigence. Si dans 13 cas sur 24, ces familles sont sous-alimentées modérément, gravement ou très gravement, dans près de la moitié des cas (11 sur 24), elles consomment une ration énergétique suffisante. Réussir un tel tour de force avec des revenus aussi bas ne s'explique que par une consommation presque exclusive d'aliments peu coûteux à la calorie. De ce fait, si le combat contre la sous-alimentation est à moitié gagné, le mauvais équilibre alimentaire est général : le tableau 11 et le graphique 3B montrent que toutes les familles,

6. Wilma B. Freire (1985 : 150), du Conade, présente les recommandations nutritionnelles nationales, mises au point à partir des travaux de la FAO/OMS (1973), ceux de la National Academy of Science (1980) et ceux de M. Oleas (1983) de l'ININMS (annexe 1B).

dans tous les cas, restreignent de plus de 50 % leur consommation, au moins dans l'un des groupes d'aliments énergétiquement coûteux : légumineuses, légumes verts, fruits ou produits d'origine animale. La méthode mise au point par le Conade pour mesurer la pauvreté en Équateur apparaît efficace sur ce petit échantillon. Toutes les familles situées sous le seuil équatorien de pauvreté sont marquées par une ration alimentaire mal équilibrée et plus de la moitié d'entre elles sont sous-alimentées. Il faudrait bien sûr vérifier ce résultat sur un échantillon plus vaste et contrôler aussi que toutes les familles situées au-dessus du seuil de pauvreté ont bien accès à une alimentation convenable.

**Tableau 11**  
**Mesure de la sous-alimentation et du mauvais équilibre**  
**de la diète alimentaire de 12 familles quiténiennes**  
**situées sous le seuil équatorien de pauvreté en 1988-1989**

12 familles touchées par 2 enquêtes de soit 24 cas étudiés	Ration énergétique globale nb de cas	Consommation inférieure de 50 % à la ration recommandée pour les aliments énergétiquement coûteux :			
		légumi- neuses* nb de cas	fruits (sauf banane plantain**) nb de cas	légumes verts nb de cas	aliments d'origine animale nb de cas
Par rapport à la ration recommandée (RR)					
<b>Ration consommée suffisante :</b> entre 90 et 109 % de la RR	11 (78 pers.)	5	5	7	8
<i>modérément insuffisante :</i> entre 80 et 89 % de la RR	5 (29 pers.)	2	4	3	4
<i>gravement insuffisante :</i> entre 50 et 79 % de la RR	6 (34 pers.)	5	3	4	6
<i>très gravem. insuffis. :</i> moins de 50 % de la RR	2 (17 pers.)	2	2	2	1
Nombre total de cas	24 (158 pers.)	14	14	16	19

\* À Quito, l'énergie fournie par les légumineuses coûte 3,8 fois celle issue du sucre (tableau 18), alors que généralement, selon Klatzmann, elle ne coûte que 1,5 fois celle du sucre (tableau 4). Pour cette raison, les légumineuses sont classées ici parmi les aliments coûteux.

\*\* Dans mes enquêtes, la banane plantain n'a pas été classée parmi les fruits, mais parmi les féculents, car elle est consommée comme la pomme de terre ou le manioc ; de plus, c'est une denrée énergétiquement peu coûteuse.

### Le seuil mondial de pauvreté

En 1990, la Banque mondiale estime ce seuil à 1 dollar PPA par personne et par jour. Ce revenu doit permettre de dépenser ce qui est nécessaire « pour se procurer un niveau minimum de nutrition et autres nécessités de la vie et [...] pour [...] participer à la vie quotidienne de la société » (Banque mondiale, 1990 : 30-31). Selon ce critère, la Banque évalue alors à 1 133 millions le nombre de pauvres dans le monde, soit 29,7 % de la population ; la même évaluation concerne 1 151 millions de personnes en 1999, soit 19,3 % de la population mondiale. Si l'on admet la validité du seuil qui passe de 1,1 à 1,8 dollar PPA, la pauvreté recule en neuf ans, dans la plupart des régions du monde, sauf en Asie de l'Est et en Afrique subsaharienne (tableau 12).

Denis Cogneau *et al.* (1996 : 5), qui font un bilan de la pauvreté dans les pays en développement, affirment que les chiffres fournis par la Banque mondiale, bien qu'approximatifs, sont « sans doute les plus fiables, ou à tout le moins les plus cohérents » parce que « dans la pratique, les seuls chiffres disponibles de manière générale dans bon nombre de pays concernent le revenu et, dans une moindre mesure, sa distribution ». La Banque mondiale a dû, par ailleurs, « prendre en compte les différences de pouvoir d'achat d'une même monnaie dans différents pays [et] faire des hypothèses et extrapolations parfois aventureuses ».

Que représente un niveau de vie minimum pour la Banque mondiale ? Permet-il d'accéder à un bon équilibre alimentaire ou tout au moins à une ration énergétique suffisante pour survivre ? On peut réaliser un test rapide sur les douze familles québécoises pour lesquelles ont été mesurés budget

Tableau 12  
La pauvreté dans le monde, selon la Banque mondiale

Régions	1990 (a)		1999 (b)	
	Nombre de pauvres en millions	% par rapport à la population	Nombre de pauvres en millions	% par rapport à la population
Ensemble du monde	1 133	29,7	1 151	19,3
Asie du Sud	562	49,0	490	36,7
Asie de l'Est et Pacifique*	169	11,3	260	14,1
Afrique subsaharienne	216	47,8	300	46,7
Moyen-Orient, Afr. du Nord	73	33,1	7	2,4
Europe de l'E., Asie cent.*	5	7,1	17	3,6
Amérique latine et Caraïbes	108	25,5	77	15,1

Source : Banque mondiale (a : 1992 : 32 ; b : 2001 : 27 et 2002 : 1). Le seuil de pauvreté correspond à un revenu journalier par habitant de 1,1 dollar PPA en 1990, de 1,8 dollar au PPA de 1993 pour 1999.

\* En 1999, le Pacifique est regroupé avec l'Asie de l'Est et l'Asie centrale avec l'Europe de l'Est.



**Tableau 13**  
**Application du seuil mondial de pauvreté de la Banque mondiale**  
**aux membres des 12 familles quiténiennes, 1988-1989**

Ration énergétique familiale	Nombre de cas <sup>(a)</sup>	Revenus individuels quotidiens		
		0,8 à 1,1 dollar	1,1 à 2 dollars	plus de 2 dollars
– suffisante	11		3	8
– modérément insuffisante	5		3	2
– gravement insuffisante	6		4	2
– très gravement insuffisante	2	1	1	
Nombre total de cas	24	1	11	12

Source : Banque mondiale (1992 : 32). Seuil évalué à 370 dollars PPA par an et par personne en 1985, soit 1,01 dollar par jour ; à 420 dollars par an en 1990, soit 1,15 dollar par jour.

(a) Informations issues du tableau 11.

et alimentation, au cours de deux périodes non consécutives, en 1988-1989. Il suffit d'utiliser les « Pen Tables »<sup>7</sup>. Dans 1 seul cas sur 24 (tableau 13), les membres de ces familles ont des revenus inférieurs ou égaux à 1,1 dollar par jour. Ainsi, la Banque mondiale considère que, parmi ces familles situées sous le seuil équatorien de pauvreté, seule l'une d'elle, lors d'un des deux passages de mes enquêtes, appartient à la catégorie des pauvres, alors qu'aucune des familles écartées ne peut accéder à une ration équilibrée et que plus de la moitié d'entre elles sont sous-alimentées. À Quito, tout au moins, le seuil mondial de pauvreté ne permet donc pas de repérer ceux qui ont une ration alimentaire déséquilibrée, ni les sous-alimentés, ni même les personnes en danger de mort pour cause de pauvreté. En effet, ce seuil a notamment écarté de la catégorie des pauvres l'une des familles, affichant des revenus de 1,4 dollar quotidien par personne, alors qu'en son sein, venait de naître une petite fille au poids si faible, nourrie par une mère si épuisée, dans une maison si mal

7. Chaque année, dans les « Pen Tables », sont calculés notamment le taux de change entre sucre et dollar et le rapport de prix à la consommation en Équateur sur les prix des États-Unis, divisé par le taux de change (1988 : 301,6 et 35,52 ; 1989 : 526,3 et 33,85 ; 1990 : 767,8 et 33,04). On aurait eu besoin de taux mensuels pour les mesures faites sur dix mois en 1988 et sur six mois en 1989. Par défaut, on a divisé par douze la variation des taux annuels, comme si la variation mensuelle était régulière, ce qui n'est probablement pas le cas. On a calculé les taux annuels sur le premier mois de l'année, plutôt que sur le sixième ou le dernier, pour obtenir les revenus en dollars les plus faibles possibles. Pourtant, même dans ce cas de figure, la Banque mondiale ne retient qu'un cas de pauvreté parmi les 24 qui ont été repérés comme tels, selon la méthode du Conade (dans les autres cas, la Banque mondiale n'en retient aucun). Pour passer des revenus familiaux aux revenus individuels, on a utilisé l'échelle d'Oxford : le premier adulte vaut 1, le second 0,7, chaque enfant de moins de 15 ans vaut 0,5 (Peltre-Wurtz, 2001).

protégée des vents froids, qu'elle est morte à six mois de bronchites à répétition et de malnutrition.

Comment expliquer des distorsions aussi grandes entre le seuil équatorien et le seuil mondial de pauvreté ? Une analyse de la méthode de mesure montre que la Banque mondiale a pris pour base de ses calculs les seuils de pauvreté de cinq pays à faible revenu et de deux pays à revenu intermédiaire<sup>8</sup>. Les paniers alimentaires de ces pays tiennent-ils compte non seulement de la ration énergétique recommandée par la FAO/OMS/UNU, mais aussi, comme le fait le Conade en Équateur, de proportions précises de calories coûteuses issues de produits animaux, de fruits et de légumes verts, afin d'obtenir une ration équilibrée<sup>9</sup> ? Martin Ravallion, l'un des experts responsables de la mise au point du seuil mondial de pauvreté, répond sur ce point (1997 : 2) : « On peut chercher la combinaison d'aliments qui minimise le coût de la satisfaction des besoins en énergie nutritive à des niveaux de prix donnés. » Il n'est donc pas question d'équilibre alimentaire, mais de ration énergétique obtenue au prix le plus bas, puisque « le coût minimum du nombre stipulé de calories peut être nettement inférieur au montant que les pauvres dépensent généralement pour obtenir ces calories ». Avec cette méthode, il n'est pas surprenant que les familles dont l'alimentation comporte trop peu d'aliments énergétiquement coûteux et même que la plupart des familles sous-alimentées étudiées à Quito ne soient pas considérées comme pauvres par la Banque mondiale.

On admettra que le test est effectué sur un échantillon trop restreint pour être représentatif. Cependant, avec une ration alimentaire réduite à un apport énergétique optimum dont le coût est calculé au plus juste, la Banque mondiale ne peut retenir que des personnes sous-alimentées parmi le milliard d'individus vivant avec un dollar ou moins d'un dollar par jour. Avec d'autres méthodes, la FAO estime à 800 millions le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en 2002 (Kempf, 2002 : 2).

---

8. Ces pays et leur PNB par habitant en 1988 (taux de change courants) sont les suivants : Tanzanie 160 dollars, Bangladesh 170, Inde 340, Kenya 370, Indonésie 440, Égypte 660 et Maroc 830 (Banque mondiale, 1990 : 31 et 200).

9. Dans la ration alimentaire recommandée à l'homme type équatorien habitant Quito, 77 % de l'énergie (regroupant des aliments peu onéreux à la kilocalorie) représente 44 % du coût de la ration et 23 % (essentiellement des fruits, des légumes verts, des légumineuses et des produits d'origine animale) représente 56 % du coût de la ration (annexe 1A). Ainsi, une ration qui ne fournit que l'énergie nécessaire pour vivre coûte près de deux fois moins cher qu'une ration qui apporte, en plus, tous les nutriments indispensables à une bonne santé.

*Les besoins essentiels non satisfaits*

L'approche est différente de celle des seuils de pauvreté fondés sur la mesure des revenus (parfois sur celle de la consommation). On s'intéresse ici aux conditions de vie. Il s'agit de :

- a) définir les besoins essentiels et leurs composantes ; b) sélectionner les variables et les indicateurs qui expriment le degré de satisfaction de chaque besoin et composante ; c) fixer un niveau minimum pour chaque indicateur, au-dessous duquel on considère que la famille (ou la personne) ne satisfait pas le besoin en question ; d) classer comme pauvre la famille (ou la personne) avec un ou plusieurs besoins non satisfaits (Boltvinik, 1991 : 423).

Les indicateurs de carence concernent l'habitat et les services qui y sont rattachés (entassement des personnes, précarité et vétusté des matériaux utilisés, absence d'électricité, d'eau courante, de service sanitaire, etc.), l'assistance scolaire des mineurs, le niveau scolaire des adultes et leur activité économique, mais aussi la santé, le mobilier, les vêtements et bien sûr l'alimentation. En fait, les derniers éléments cités sont généralement absents des indicateurs de carence, car la liste est le plus souvent établie à partir d'informations déjà obtenues lors de recensements démographiques, afin de limiter les travaux d'enquêtes spécifiques. Cette méthode d'approche de la pauvreté prend donc davantage en compte les conditions de vie imposées à des groupes entiers de population (absence d'eau, d'école, de dispensaire). Néanmoins, elle présente des inconvénients : a) par rapport au nombre d'indicateurs : plus leur nombre est élevé, plus on trouve de pauvres ; b) par rapport au milieu : faut-il avoir, par exemple, les mêmes exigences pour l'évacuation des déchets des citadins et des ruraux ? Si ces exigences sont identiques, des pans entiers de populations rurales seront considérés comme pauvres ; si elles divergent, on ne pourra pas utiliser ce critère ; c) par rapport aux variables individuelles de la pauvreté : faut-il considérer que la faiblesse d'un équipement scolaire ou l'absence d'un dispensaire proche de l'habitat rend obligatoirement pauvre ? La possession d'un patrimoine et (ou) de revenus substantiels permet pourtant de compenser ces deux carences ; d) par rapport aux possibilités de comparaison de la pauvreté entre pays : elles sont réduites puisqu'il faut relever exactement les mêmes indicateurs de carence dans tous les pays concernés, il est plus facile de réaliser des comparaisons de revenus ; e) par rapport au degré de gravité de la pauvreté : s'il est possible pour chaque indicateur de carence d'introduire quelques degrés de gravité, « on n'a pas de moyen de définir le degré de pauvreté ni à l'échelle d'un ménage, ni à celle de la société, alors que la méthode du seuil de pauvreté le permet » (Boltvinik, 1996 : 290).

Néanmoins, avec cette méthode, une analyse de la pauvreté en Amérique latine a été réalisée par le PNUD avec notamment le concours

du Cepal (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes) (PNUD, 1992b : 385-386) : il en résulte que ne sont pas satisfaits les besoins essentiels de 50 % des habitants en 1986 et ceux de 48 % d'entre eux en 1990 (tableau 14). Parmi les indicateurs de carence, l'entassement des personnes dans leur logement revient le plus souvent, allant généralement de pair avec l'absence de services sanitaires de base. En revanche, et c'est la chance des habitants de ce sous-continent, la non-scolarisation des enfants est rarement relevée, 91 % de la population recevant une instruction primaire en Amérique latine en 1985 (Banque mondiale, 1990 : 46).

### *La mesure intégrée de la pauvreté*

Seuil de pauvreté, besoins essentiels non satisfaits sont deux méthodes de mesure de la pauvreté qui, pour l'Amérique latine, donnent apparemment des résultats proches. Le PNUD estime en effet que 43,5 % de la population vit sous le seuil de pauvreté en 1986 et 46,6 % en 1990 (tableau 14). On notera que ces pourcentages sont supérieurs à ceux estimés par la Banque mondiale (tableau 12), ce qui soulève encore une fois le problème de la difficulté rencontrée, ne serait-ce que pour les organisations internationales, à mettre au point une méthode commune de mesure du seuil de pauvreté absolue.

L'identification des pauvres selon les deux méthodes ne se recouvre qu'en partie. Trois groupes apparaissent (tableau 14) :

- les pauvres identifiés par les deux méthodes forment 32 % de la population d'Amérique latine en 1986 et 32,8 % en 1990 ;
- ceux qui sont seulement identifiés par la méthode du seuil de pauvreté représentent 11,5 % des Latino-Américains en 1986 et 13,8 % en 1990 ;
- ceux qui ne sont identifiés que par la méthode des besoins essentiels non satisfaits forment 18 % de la population en 1986 et 15,2 % en 1990.

La mesure intégrée de la pauvreté considère que la somme de ces trois catégories de personnes donne une bonne idée du nombre de pauvres. Dans ces conditions, ce n'est pas une moitié ou seulement une petite moitié de la population latino-américaine qui souffre de la pauvreté, comme le montre chacune des méthodes de mesure, mais 61,5 % de la population en 1986 et 61,8 % en 1990 (247 millions de personnes en 1986 et 270 millions en 1990). Si, sur quatre ans (les statistiques de 1990 sont une projection), on espérait une petite amélioration dans la satisfaction des besoins essentiels, ce léger mieux devait être effacé par un accroissement parallèle des difficultés économiques des individus.

Julio Boltvinik, qui a participé aux travaux du PNUD, critique en partie la méthode de la mesure intégrée de la pauvreté parce qu'elle se présente comme « une intégration mécanique [des deux premières méthodes de mesure], l'existence éventuelle de redondances n'étant même pas

**Tableau 14**  
**Mesure intégrée de la pauvreté en Amérique latine en 1986 et 1990**

	Mesure 1986 Population (en milliers)			Projection 1990 Population (en milliers)		
	sous le seuil de pauvreté	au-dessus du	total	sous le seuil de pauvreté	au-dessus du	total
Nombre de personnes ayant des :						
- BE (a) non satisfaits	128 791	72 445	201 236	143 394	66 451	209 845
- BE satisfaits	46 333	154 902	201 235	60 331	167 002	227 333
total	175 124	227 347	402 471	203 725	233 453	437 178
% de personnes ayant des :						
- BE non satisfaits	32,0	18,0	50,0	32,8	15,2	48,0
- BE satisfaits	11,5	38,5	50,0	13,8	38,2	52,0
total	43,5	56,5	100,0	46,6	53,4	100,0

Source : PNUD (1992b : 381).

(a) BE : Besoins essentiels.

analysée » (1996 : 289) ; il propose cependant des améliorations, car cette méthode lui semble la plus apte « à questionner en profondeur le modèle de développement adopté » (1996 : 293).

### **L'amorce d'une caractérisation des pauvres : l'exemple latino-américain**

Si les travaux de Jean Labbens sont essentiels pour montrer que la pauvreté est liée à l'organisation d'une société donnée et ceux de Serge Paugam pour souligner que les caractéristiques de ce fléau dépendent des représentations de cette société, il semble néanmoins judicieux de connaître les aspects de la pauvreté qui ont de l'importance pour la société qui a décidé de la mesurer.

Manquant d'informations sur les caractéristiques de la pauvreté en Équateur, on reprendra ici les principaux résultats de l'enquête du PNUD (1992b) qui concernent la pauvreté en Amérique latine.

Les familles pauvres observées sont caractérisées par :

- un taux de fécondité et un taux de mortalité infantile plus élevés que celui des autres familles ;

– une taille supérieure (5,3 personnes par famille pauvre au lieu de 4,1 personnes pour les autres familles), parce que les enfants de moins de 12 ans y sont deux fois plus nombreux. Le nombre des plus de 12 ans est voisin chez les pauvres et chez les autres, mais les inactifs et les sans-emploi des familles pauvres sont un peu plus nombreux. Pour le PNUD, la démographie n'explique qu'« une petite partie des différences de revenu par personne entre les deux groupes [...]. C'est le revenu moyen des personnes occupées qui explique entre 60 et 97 % des différences de revenu par personne dans [...] les [...] pays étudiés » (1992b : 391).

L'analyse du sexe, de l'âge, des activités et du niveau d'instruction des chefs de famille précise encore un peu les contours de cette pauvreté :

– elle n'est pas toujours liée à la féminisation du statut du chef de famille, parce que ce statut peut être conféré à une femme ayant un revenu plus élevé que celui de son compagnon ou ayant un compagnon immigré à la ville ou à l'étranger, dont les revenus sont régulièrement envoyés au foyer. En revanche, dans les cas de grande pauvreté (familles sous le seuil d'indigence), la probabilité s'accroît de rencontrer une femme chef de famille ;

– le cycle de vie d'une famille présente des périodes de difficultés économiques très variables. Le PNUD distingue deux modèles. En ville, la pauvreté diminue au fur et à mesure qu'augmentent les revenus du chef de famille qui prend de l'âge, même si parallèlement la taille de sa famille s'accroît ; puis les revenus de la famille cessent d'augmenter ou diminuent quand son chef approche de la soixantaine, en même temps que la taille de la famille se réduit à nouveau. Le modèle rural est inverse, la plus grande pauvreté est plus souvent relevée chez les chefs de famille d'âge intermédiaire, pendant la période où la famille est la plus nombreuse, comme si ces chefs ne pouvaient avoir accès à des champs supplémentaires à cultiver pendant les vingt années où les enfants sont à leur charge ;

– les activités professionnelles auxquelles participent les chefs de famille pauvres sont bien ciblées : en milieu urbain, ils sont plus nombreux que les autres dans l'agriculture et la construction, aussi nombreux que les autres dans l'industrie et moins nombreux dans les activités commerciales, les services et les transports ; en milieu rural, ils travaillent plus souvent que les autres dans l'agriculture et apparaissent peu dans les activités commerciales et les services ;

– l'indice de pauvreté diminue rapidement en même temps que s'élève le niveau d'instruction du chef de famille.

Enfin, la pauvreté est encore plus grande en milieu rural que dans les villes, 53 % des ruraux contre 30 % des citadins vivent sous le seuil de pauvreté en 1986 en Amérique latine (PNUD, 1992b : 382).

## La répartition de la pauvreté en Équateur

Carlos Larrea et ses collègues sont les premiers à présenter une répartition nationale de la pauvreté en 1990 entre les villes et la campagne et, plus généralement, entre les grandes régions de l'Équateur. Ce groupe d'auteurs expose ainsi son travail (1996 : 8) :

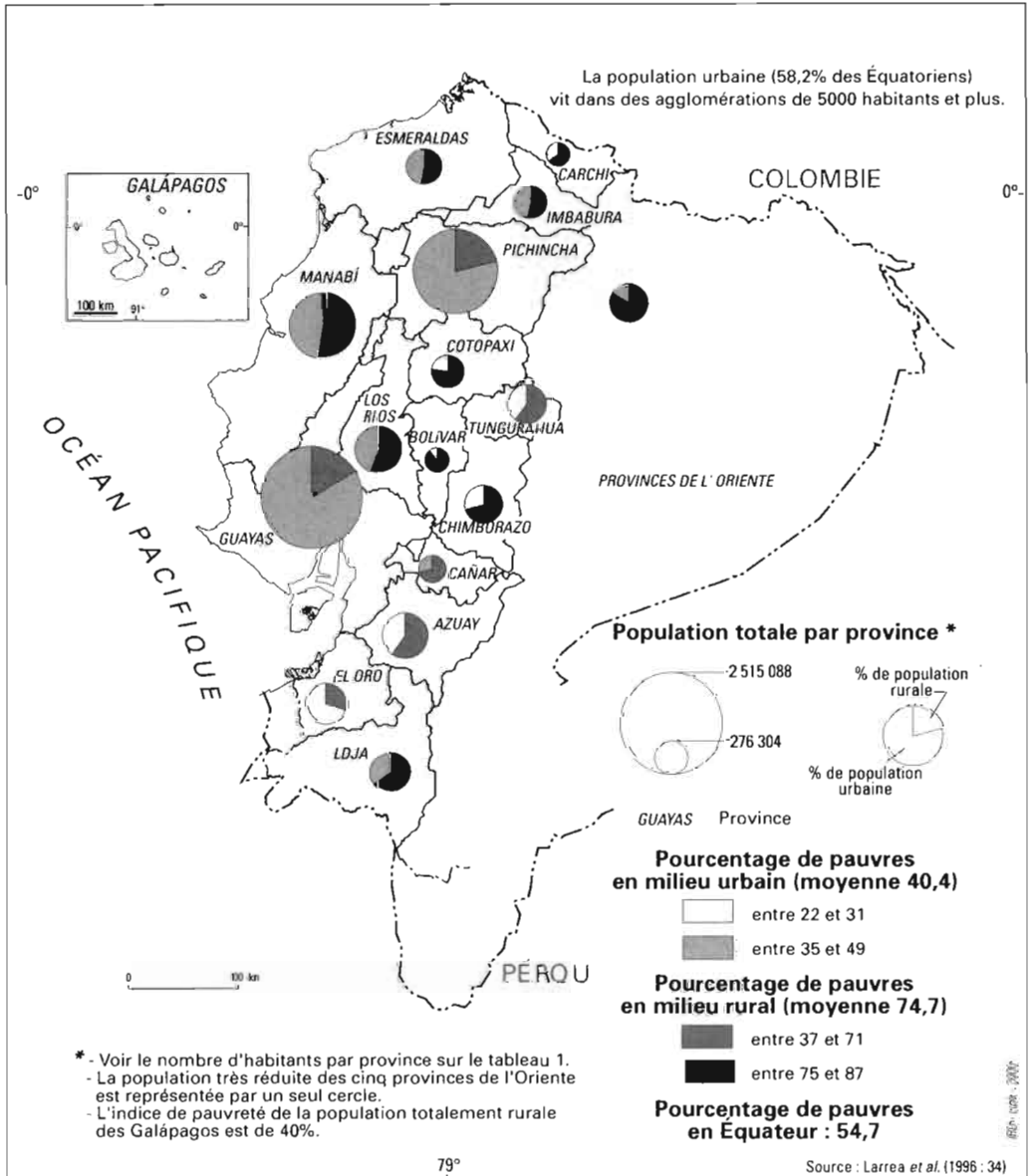
On a utilisé une méthode indirecte, à partir de l'estimation de la consommation par individu et de sa comparaison avec le coût du panier de base de biens et de services [...]. Pour point de départ, on a pris l'enquête des conditions de vie de 1994 [...]. Cette enquête nationale constitue l'outil le plus détaillé, le plus méticuleux et le plus sûr de son genre en Équateur [...]. On a construit un modèle mathématique qui permet de projeter la consommation familiale par personne de [cette] enquête [...] sur le recensement de 1990, déterminant de cette manière, pour chaque foyer du pays, enregistré lors du recensement, son niveau de consommation le plus probable [...]. Finalement, on a déterminé le pourcentage de familles pauvres ou indigentes pour les différentes aires géographiques [...] [de l'Équateur].

De façon indirecte, cette étude mesure donc les revenus de toutes les familles équatoriennes, pour l'année 1990. Elle classe ensuite celles-ci par rapport au seuil équatorien de pauvreté, qui, comme je l'ai vérifié auprès de quelques familles, doit permettre de repérer toutes les familles sous-alimentées et (ou) ne pouvant accéder aux aliments énergétiquement coûteux, indispensables pourtant à une diète équilibrée. Larrea *et al.* calculent que 54,7 % des Équatoriens vivent sous le seuil de pauvreté et que 15,3 % d'entre eux se situent sous le seuil d'indigence, à cette date.

La pauvreté concerne bien davantage les ruraux que les citadins, comme l'a montré l'étude du PNUD pour l'Amérique latine. En Équateur, elle frappe 74,7 % des personnes vivant en milieu rural (dans des agglomérations de moins de 5 000 habitants) et 40,4 % des citadins (tableau 15). Cet écart, observé dans toutes les provinces (carte 3), peut cependant être modéré, comme dans la province du Guayas, quand la pauvreté urbaine est moyenne (48,8 %) et la pauvreté rurale forte (69,2 %), ou très important, comme dans les provinces de Bolívar et du Chimborazo, quand la pauvreté urbaine est faible (23,1 et 23,8 %) et la pauvreté rurale très forte (75,5 et 80,6 %). À l'échelle des provinces, la pauvreté urbaine oscille entre 22,2 et 48,8 % et la pauvreté rurale entre 57,5 et 91,4 % (sauf pour les ruraux des îles Galápagos, ouverts sur le tourisme international, et pour lesquels le taux de pauvreté s'abaisse à 39,6 %). On ne peut que rapprocher les taux accablants de pauvreté rurale des très grandes inégalités observées dans la répartition des terres et des faibles possibilités d'emploi existant en milieu rural pour les petits exploitants et les sans-terre. Ces derniers se résolvent difficilement à partir vers les grandes villes pour s'adonner à des activités

informelles permettant de survivre : Quito et surtout Guayaquil, les deux pôles urbains, de plus de un million d'habitants chacun, semblent attirer davantage les pauvres que les villes secondaires, car leurs taux de pauvreté sont plus élevés que ceux des autres villes.

Carte 3  
**La pauvreté en milieux urbain et rural équatoriens (1990)**





Dans la répartition nationale de la pauvreté (carte 3), on retrouve l'opposition entre le triangle central de l'Équateur (situé entre Guayaquil, Quito et Cuenca), économiquement dynamique, et les provinces périphériques et marginales, globalement moins développées et moins peuplées (carte 2). Au cœur du triangle, dans les provinces polarisées par les plus grandes villes du pays qui viennent d'être citées, plus Ambato la capitale du Tungurahua, la pauvreté est globalement la moins criante. Aux habitants de ces quatre provinces (53,2 % de la population équatorienne) s'ajoutent ceux de deux provinces des zones périphériques et marginales du pays (4,4 % des Équatoriens) : El Oro, au sud-ouest, dont la capitale, Machala, est la cinquième plus grande ville du pays, et les Galápagos. Dans ces six provinces, relativement protégées de la pauvreté, puisqu'elle ne touche pas tout à fait la moitié de leurs habitants, la pauvreté rurale est moyenne ou forte (entre 39 et 69 %), la pauvreté urbaine faible pour les centres secondaires et moyenne pour les deux plus grandes villes du pays.

À l'autre bout de la chaîne de la pauvreté se situent les provinces de l'Oriente : elles ne regroupent que 3,9 % de la population équatorienne, mais ici, près de quatre personnes sur cinq sont pauvres. Un tout petit nombre d'habitants (16 %) vivent dans des villes et les ruraux ne sont visiblement pas concernés par les retombées économiques de l'exploitation du pétrole.

Entre ces deux extrêmes, la pauvreté frappe fortement les provinces de la Sierra et de la Costa qui ne font pas partie du triangle central équatorien et qui regroupent 38,5 % de la population équatorienne. La pauvreté concerne près des deux tiers des habitants de ces provinces. Partout, la pauvreté rurale est très forte (plus de 70 % et souvent plus de 75 % des habitants des campagnes sont étranglés par ce fléau). Quant aux citadins de ces provinces, ils sont moyennement touchés par la pauvreté ; on note même que la population des villes des trois provinces peu urbanisées de la Sierra (Cotopaxi, Chimborazo et Bolívar) est relativement protégée. Cette protection a déjà été observée dans deux autres provinces du cœur du triangle de la Sierra, faiblement urbanisées (Tungurahua et Azuay). Dans ces cinq provinces, tout se passe comme si une frontière étanche empêchait la pauvreté qui sévit dans les campagnes d'atteindre violemment les citadins.

Le droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, affirmé dans l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, est donc refusé à plus de la moitié des Équatoriens en 1990. Ces personnes, parce qu'elles sont pauvres, ne peuvent accéder à une alimentation convenable, alors que les disponibilités alimentaires de l'Équateur sont énergétiquement suffisantes et que la plupart des aliments coûteux à la calorie sont produits en quantité convenable. C'est l'organisation même de la société équatorienne et, au-delà, celle de la société internationale qui est à l'origine de ce mal.

**Tableau 15**  
**Personnes situées sous le seuil équatorien de pauvreté en 1990 (en %)**

Régions et provinces	Population totale en 1990	Taux de pauvreté générale	Taux de pauvreté urbaine	Taux de pauvreté urbaine TPU	Taux de pauvreté rurale TPR
<b>57,6 % de la population équatorienne est moyennement touchée par la pauvreté (niveau 2)</b>					
<i>Triangle central équatorien, plus El Oro et les îles Galápagos (1)</i>					
– provinces très urbanisées (TPU de niveaux 1 et 2 ; TPR de niveau 3)					
Pichincha	1 756 020	45,1	79,1	38,7	69,6
Guayas	2 515 088	52,1	83,6	48,8	69,2
El Oro	412 560	38,3	70,1	30,1	57,5
– provinces moyennement urbanisées (TPU de niveau 1 ; TPR de niveau 3)					
Tungurahua	361 901	51,6	40,0	25,3	69,1
Azuay	506 020	47,7	40,2	22,2	64,9
– province non urbanisée (TPR de niveau 2)					
Galápagos	9 579	39,6	0,0		39,6
<b>38,5 % de population équatorienne est fortement touchée par la pauvreté (niveau 3)</b>					
<i>Triangle central équatorien (1)</i>					
– province moyennement urbanisée (TPU de niveau 2 ; TPR de niveau 4)					
Imbabura	265 499	58,6	46,2	35,3	78,5
– province et zones peu urbanisées (TPU de niveau 2 ; TPR de niveau 3)					
Cañar	189 347	63,4	29,0	44,5	71,1
Zones non délimitées*	70 621	67,6	21,8	52,9	71,7
– provinces peu urbanisées (TPU de niveau 1 ; TPR de niveau 4)					
Cotopaxi	276 304	69,2	22,3	31,3	80,0
Bolívar	155 085	70,2	10,4	23,1	75,5
Chimborazo	364 633	64,0	29,2	23,8	80,6
<i>Zones périphériques et marginales, moins El Oro et les îles Galápagos (1)</i>					
– provinces moyennement urbanisées (TPU de niveau 2 ; TPR de niveau 4)					
Carchi	141 482	63,6	34,7	35,6	78,5
Esmeraldas	306 585	58,2	46,5	37,3	76,4
Manabí	1 031 927	57,1	47,4	35,6	76,5
Los Ríos	527 559	60,3	44,1	41,5	75,2
Loja	384 698	67,4	35,0	36,0	84,2
<b>3,9 % de la population équatorienne est très fortement touchée par la pauvreté (niveau 4)</b>					
<i>Zones périphériques et marginales, moins El Oro et les îles Galápagos (1)</i>					
– provinces peu urbanisées (TPU de niveau 2 ; TPR de niveau 4)					
Prov. de l'Oriente**	372 533	78,9	16,0	35,8	87,1
Total général	9 647 441	54,7	58,2	40,4	74,7

(1) Voir, dans le tableau 1 et sur la carte 2, la régionalisation de l'Équateur proposée par Jean-Paul Deler (1991), opposant un triangle central dynamique et très peuplé, à des régions périphériques et marginales.

\* Zones non délimitées situées sur les marges de la Sierra et de la Costa.

\*\* Pour les besoins de la carte 3, on a réuni les informations concernant les provinces de l'Oriente, très peu peuplées. Il faut noter cependant que le taux de pauvreté rurale atteint 91,5 % dans la province de Sucumbios.

Indice de pauvreté :

– niveau 1 : populations faiblement touchées par la pauvreté : de 22 à 31 % d'entre elles sous le seuil ;  
– niveau 2 : populations moyennement touchées par la pauvreté : de 35 à 52 % d'entre elles sous le seuil ;

– niveau 3 : populations fortement touchées par la pauvreté : de 57 à 71 % d'entre elles sous le seuil ;  
– niveau 4 : populations très fortement touchées par la pauvreté : de 75 à 87 % d'entre elles sous le seuil.

Provinces :

– peu urbanisées : de 10 à 29 % de citadins (vivant dans des agglomérations de 5 000 habitants et plus) ;

– moyennement urbanisées : de 34 à 47 % de citadins ;

– très urbanisées : de 70 à 83 % de citadins.

TPU : taux de pauvreté urbaine ; TPR : taux de pauvreté rurale

Source : Larrea *et al.* (1996 : 33-34).

Dans la partie suivante, l'analyse se focalisera sur le combat mené par les pauvres, ceux que j'ai rencontrés à Quito. Ils vivent au sein de familles qui doivent trouver en elles la force de survivre, puisque leur sort semble oublié des responsables politiques.



SECONDE PARTIE

**DES PROUESSES QUOTIDIENNES  
POUR SURVIVRE EN FAMILLE  
À QUITO**



# Introduction

Comme partout dans le monde, c'est presque toujours en famille que sont vécues la pauvreté et la quête de nourriture. La famille est une unité essentielle qui rassemble des êtres faibles, enfants, vieillards et malades, et d'autres plus forts : adultes de santé plus ou moins bonne, qui protègent les plus vulnérables et travaillent pour obtenir des revenus et/ou pour produire, transformer, économiser ce qui profitera à tous. Hors de cette petite forteresse sociale, fondée sur les liens du sang et sur l'affection, les faibles ne survivent pas à l'inhumanité de la pauvreté et, pour les plus forts, la solitude est une épreuve dont il est difficile de sortir gagnant. C'est donc dans ce cadre qu'a été effectuée une enquête sur la pauvreté.

Passée en 1988 entre le Cedime (Centre de recherche sur les mouvements sociaux de l'Équateur) et l'Orstom, devenu IRD (Institut de recherche pour le développement), une convention a circonscrit le champ de l'étude au milieu urbain pour compléter d'autres travaux déjà réalisés en milieu rural par le Cedime. En raison des limites imposées par des moyens matériels réduits, il a été décidé de choisir pour cadre une seule ville particulièrement marquée par la pauvreté. Quito et Guayaquil, les deux grandes villes du pays, apparaissaient davantage concernées par ce fléau que les petites ou moyennes villes. Le choix s'est porté sur la capitale pour des raisons d'organisation matérielle. Plus tard, les travaux de Larrea *et al.* (1996) ont montré que la situation de Guayaquil, avec 51,4 % des habitants vivant sous le seuil de pauvreté en 1990, était largement plus préoccupante que celle de Quito qui en rassemblait 38,8 %, à la même date. En revanche, les autres villes étaient effectivement davantage protégées de la pauvreté, avec des taux oscillant entre 21 et 34 %, sauf Lago Agrio, la capitale provinciale de Sucumbíos (13 000 habitants en 1990), en Oriente, dont le taux de 47,3 % de pauvres avoisinait celui de Guayaquil. Le choix de Quito s'est donc avéré intéressant, la ville rassemblant l'un des plus forts pourcentages de pauvres du pays vivant en milieu urbain.

Après une présentation de la ville de Quito, de la méthode de travail et des familles pauvres touchées par l'enquête, on observera l'alimentation de ces familles, pour montrer ce qui est commun à toutes et particulier à certaines d'entre elles, en fonction de précarités plus ou moins graves et d'opportunités diverses, ces dernières étant toujours largement mises à profit. On rendra compte ensuite des activités des adultes pour souligner le sens de l'organisation et des relations sociales, la ténacité, le courage et la technicité de ceux qui réussissent à se faire une place dans le secteur informel, les emplois salariés étant très rares ; le travail ne fournit pourtant

pas un revenu suffisant pour vivre normalement. On évoquera les autres besoins des familles : l'habitat, essentiel pour se protéger du froid et de la pluie, mais aussi pour se construire intérieurement, les soins médicaux si souvent inaccessibles, et enfin, la scolarisation des enfants, car c'est sur une génération suivante instruite que se reporte souvent l'espoir de sortir de la pauvreté. Où en sont ces familles, douze ans plus tard, en 2000 ? Malgré tout, elles sont toujours là, unies. Le bilan de leurs années de misère clôturera cette partie.



## À la rencontre de douze familles quiténiennes

### La ville de Quito

#### *Situation et histoire de la ville*

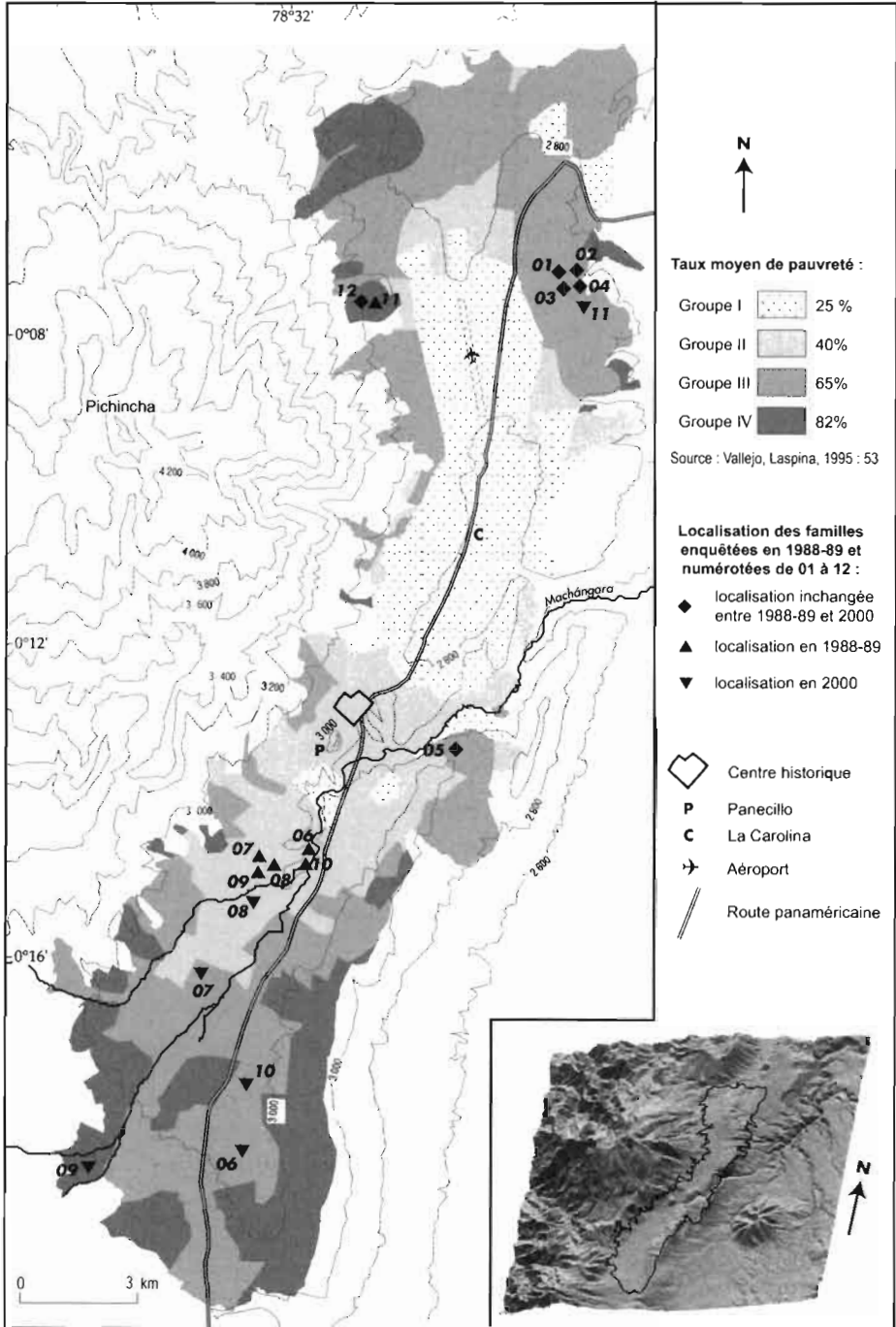
Quito a été fondé en 1534 par les Espagnols, à la place de la capitale des Indiens shyris, brûlée par ses habitants, avant qu'elle ne tombe aux mains des conquérants (carte 4). La ville coloniale, perchée à 2 850 mètres d'altitude, fut construite au nord de la butte du Panecillo qui culmine à 3 014 mètres, sur le flanc oriental du puissant volcan du Pichincha, situé dans la cordillère occidentale des Andes et dont le sommet atteint 4 784 mètres. La ligne équatoriale passe à 23 kilomètres plus au nord. Quito grandira lentement jusqu'au <sup>xx</sup>e siècle : 1 500 habitants un peu avant 1600, 48 000 en 1748, 90 000 en 1909. Puis le mouvement s'accélère : la ville rassemble 211 000 habitants en 1950, 600 000 en 1974, 850 000 en 1982 (Collin Delavaud, 1982 : 64), 1 093 000<sup>1</sup> en 1990 et 1 530 000 en 1998 (Carrion et Vallejo, 2000 : 605).

Si la forme de la petite ville coloniale<sup>2</sup> (environ 100 ha) était peu dépendante du site naturel, en revanche l'extension de Quito au <sup>xx</sup>e siècle n'a pu se réaliser que vers le nord et vers le sud, le long d'une haute vallée ouverte entre le flanc du Pichincha, à l'ouest, et une étroite chaîne secondaire culminant à 3 078 mètres, à l'est. Ainsi, la capitale (19 000 ha dans ses limites administratives actuelles) s'étend sur 34 kilomètres du nord au sud et sur 4 à 8 kilomètres d'est en ouest, le centre historique restant à égale distance des limites nord et sud de la ville. De ce gradin élevé, Quito domine la vallée interandine, qui s'ouvre à l'est, en contrebas, à 2 500 mètres d'altitude, et qui sépare les cordillères occidentale et orien-

1. Le nombre de 1 093 230 habitants correspond, selon le recensement de 1990, à la population vivant dans les limites administratives de la ville, divisée en quatre zones, puis en seize paroisses (Vallejo et Laspina, 1995 : 73). Les 212 zones de recensement de la ville de Quito forment une aire légèrement différente de l'aire administrative ; elles rassemblent, cette même année, 1 100 639 habitants (Larrea *et al.*, 1996 : 60), soit 7 409 habitants de plus. Les projections démographiques de Carrion et Vallejo pour la ville de Quito en 1998 s'entendent à l'intérieur des limites administratives.

2. San Francisco de Quito (nom originel de la capitale) a été déclaré patrimoine culturel de l'humanité par l'Unesco en 1972.

Carte 4  
La pauvreté à Quito en 1990



tale des Andes. La vallée interandine reçoit notamment les eaux des multiples torrents qui ravinent les pentes du Pichincha et qui traversent Quito dans sa largeur, et même dans une partie de sa longueur : c'est le cas du Machángara, par exemple.

Quito est une ville montagnarde, construite à la latitude de l'équateur. La température moyenne annuelle est de 13,4° C. C'est l'ensoleillement, très important, surtout en juin, juillet, août et septembre, qui apporte de la chaleur à la ville pendant la journée<sup>3</sup>. Les précipitations (entre 1 000 et 1 200 mm par an) et les vents, parfois violents, obligent les habitants à se préserver de l'humidité et du froid. Par ailleurs, les fortes pluies sur de courtes périodes gonflent les torrents qui encadrent la ville à l'est et à l'ouest et « provoquent des phénomènes de ruissellement et de solifluxion destructeurs pour la voirie et l'espace bâti », rendant « problématique le fonctionnement du réseau municipal des égouts » (Couret, 1994 : 16). Si l'électricité fonctionne à peu près dans toute la ville en 1988-1989, en revanche, tous les quartiers n'ont pas accès à l'eau courante : au nord, nombreux sont ceux approvisionnés alors par des camions-citernes ou simplement par de rares fontaines publiques. Pour obtenir l'eau courante, les quartiers du nord-est ont attendu jusqu'en 1990 la mise en place du système d'alimentation partant de la capture de Papallacta, à 50 kilomètres à l'est de la ville. Quant aux quartiers du nord-ouest, qui grimpent sur les pentes du Pichincha, ceux situés entre 2 710 et 2 948 mètres d'altitude n'ont eu droit à l'eau courante, issue des torrents dévalant le volcan, qu'en 1991 (Metzger et Bermúdez, 1996 : 60).

Sur le plan économique, l'extension de la ville correspond à une ouverture de ses fonctions autrefois strictement administrative et culturelle. En 1940 déjà, la ville mesure 12 kilomètres de long : au sud du Panecillo, se sont implantés des industries et bâtis des quartiers ouvriers ; autour du centre historique, qui garde ses fonctions d'administration nationale et municipale, le commerce s'est développé et, au nord, se sont construits des quartiers résidentiels réservés aux classes aisées (Couret, 1994 : 26). À partir de 1970, bien que situé au cœur des montagnes, Quito devient le second centre industriel de l'Équateur après Guayaquil : la ville se prolonge encore au sud, le long de la route panaméricaine et accueille de nouvelles entreprises et leurs ouvriers et employés ; les industries s'implantent aussi plus au nord, près de l'aéroport et au nord-est de celui-ci. Enfin, l'enrichissement d'une minorité, lié à la découverte du pétrole en Amazonie, transforme Quito en une place commerciale et financière florissante et favorise une nouvelle urbanisation, de qualité, jusqu'à l'aéroport : des immeubles commerciaux, bancaires et résidentiels sortent de terre et côtoient de riches villas, autour du grand parc verdoyant de La Carolina.

---

3. 2 040 heures d'ensoleillement par an (Metzger et Bermúdez, 1996 : 98).

### *La pauvreté à Quito*

En 1995, René Vallejo et Iván Laspina publient un ouvrage sur la pauvreté à Quito en 1990. Ils évaluent, eux aussi, le taux de pauvreté des Quiténiens, à partir du seuil de revenus nécessaires pour se nourrir correctement et pour maîtriser les autres dépenses indispensables à la vie. Ce taux est légèrement supérieur à celui établi par Larrea *et al.* : 42,5 % au lieu de 38,8 %, en partie parce que la mesure concerne une population située à l'intérieur des limites administratives urbaines, différentes de celles des zones du recensement de 1990<sup>4</sup>.

Ces auteurs proposent également une mesure intégrée de la pauvreté (tableau 16), comme le PNUD (1992b) l'avait présentée pour l'Amérique latine de 1986 et 1990 (tableau 14). La pauvreté, identifiée à partir des besoins essentiels non satisfaits, concerne 36,4 % des Quiténiens<sup>5</sup>. Seuls 25,8 % des habitants sont pauvres à la fois par manque de revenus et parce que leurs besoins essentiels ne sont pas satisfaits. Si l'on ajoute les 16,7 % de personnes dites pauvres uniquement par manque de revenus et les 10,6 % d'individus dont les besoins essentiels ne sont pas satisfaits, tout en ayant des revenus corrects, on obtient un total de 53,1 % de pauvres à Quito. On se souviendra néanmoins que Julio Boltvinik (1996 : 289) était réservé sur la démarche qui consiste à intégrer mécaniquement les résultats des deux méthodes de mesure.

L'étude a permis à René Vallejo et Iván Laspina de classer les quartiers de Quito en quatre groupes, en fonction de leur qualité de vie, mais aussi du niveau d'instruction des chefs de famille, des activités des habitants et du niveau de vie des familles (carte 4). Les deux auteurs décrivent ces quatre groupes de quartiers (1995 : 50-55), tels qu'ils apparaissent en 1990 :

– les quartiers offrant les plus mauvaises conditions de vie (groupe 4) se situent sur les zones pentues du Pichincha, au nord-ouest et au sud-ouest de la ville, et sur les reliefs de l'est, un peu au nord, mais surtout au sud de Quito. Les habitations ressemblent le plus souvent à des cabanes. Dans ces zones, les conditions naturelles rendent difficile l'aménagement

4. Le taux de pauvreté de 42,5 % calculé par Vallejo et Laspina porte sur 1 093 230 habitants (1995 : 73). Le taux de pauvreté de 38,8 %, calculé par Larrea *et al.*, porte sur 1 100 639 habitants (1996 : 60).

5. L'étude a mesuré la qualité des services de base offerts aux familles (les besoins alimentaires ne font donc pas partie des variables mesurées). Ces mesures concernent les variables liées à l'eau, à l'élimination des déchets et au choix de l'énergie utilisée pour cuire les aliments (Vallejo et Laspina, 1995 : 25-27) :

- point d'eau dans la maison, dans le quartier, hors du quartier, absent ;
- eau apportée par le réseau municipal, par camions, puisée dans un puits ou à la rivière ;
- eaux usagées évacuées par les égouts, dans un puits, non évacuées ;
- utilisation de cabinets personnels, de latrines, pas de lieu d'aisance ;
- ordures enlevées par camions, incinérées ou enterrées, laissées sur un terrain vague ;
- utilisation de bois, charbon, pétrole, essence, gaz, électricité.

**Tableau 16**  
**Mesure intégrée de la pauvreté**  
**dans le district métropolitain de Quito en 1990**

	Revenus sous le seuil de pauvreté	Revenus au-dessus du seuil de pauvreté	Total
Nombre de personnes ayant des :			
– besoins essentiels non satisfaits	282 700	115 480	398 180
– besoins essentiels satisfaits	182 340	512 700	695 040
Total	465 040	628 180	1 093 220
% de personnes ayant des :			
– besoins essentiels non satisfaits	25,8	10,6	36,4
– besoins essentiels satisfaits	16,7	46,9	63,6
Total	42,5	57,5	100,0

Source : Vallejo et Laspina (1995 : 33).

de l'espace urbanisé. Aussi ces quartiers ne disposent pas d'eau potable, ni d'égouts, ni de services de ramassage des ordures. Les routes qui y aboutissent sont de mauvaise qualité, de même que l'éclairage public. La propriété de la terre est plus ou moins légale et la délinquance importante. Les habitants participent, dans leur majorité, à une économie de type informel, comme artisans ou petits commerçants ; le taux de chômage est élevé, ce qui s'explique en partie par le bas niveau d'instruction des chefs de famille. On compte 54 034 habitants dans ces quartiers, soit 4,9 % des Quiténiens : 81,8 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté et les besoins essentiels de 83 % de cette population ne sont pas satisfaits ;

– les quartiers offrant des conditions de vie peu satisfaisantes (groupe 3) sont plus anciens que les précédents : ils se sont développés au sud de la ville, à l'est et à l'ouest de l'aéroport, enfin à l'extrême-nord de Quito. Il s'agit souvent de quartiers marqués par de puissantes revendications collectives qui ont conduit les hommes politiques à s'intéresser à cette nouvelle clientèle. Les maisons sont petites, construites en parpaings ou en briques de qualité moyenne. Les niveaux de vie sont bas, le chômage important. Les services de base tels que l'adduction d'eau, l'arrivée des égouts et le ramassage des ordures sont de mauvaise qualité. Ces quartiers regroupent 209 489 habitants, soit près du cinquième (19,2 %) des citadins : 64,8 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté et les besoins essentiels de 61,8 % de la population ne sont pas satisfaits ;

– les quartiers offrant des conditions de vie moyennes (groupe 2) sont généralement anciens, situés au centre-sud de la ville, dans le cœur historique et au nord de l'aéroport. Des propriétaires et des locataires se côtoient dans un habitat très varié, allant du taudis aux immeubles ou aux maisons modestes ou, parfois, de bonne facture. Ces quartiers diffèrent encore des précédents par l'assez bonne qualité des services publics. Les niveaux de vie et d'instruction des habitants sont très variables. Sur les

497 017 personnes qui résident dans ces quartiers, soit près de la moitié (45,5 %) des Quiténiens, 40,4 % vivent sous le seuil de pauvreté et les besoins essentiels de 31,7 % de la population ne sont pas satisfaits ;

– les quartiers offrant de bonnes conditions de vie (groupe 1) se situent au nord de la vieille ville, jusqu'à l'aéroport ; s'y ajoutent quelques îlots au sud et à l'extrême-nord de Quito. On trouve des maisons pour chaque famille et des immeubles d'habitation, construits avec des matériaux de bonne qualité. Les services publics sont satisfaisants. Les chefs de famille ont souvent un haut niveau d'instruction et les revenus de leurs ménages sont élevés : les actifs participent à la bureaucratie de l'État ou sont employés dans des entreprises privées de type formel. Cependant, ces quartiers, qui regroupent 332 690 habitants, soit 30,4 % des citoyens, comptent encore 25 % de familles vivant sous le seuil de pauvreté.

### **La méthode de travail**

En 1988-1989, pendant dix-huit mois, j'ai suivi douze familles, apparemment pauvres, rencontrées au cours de deux périodes de deux à trois semaines chacune, la première période (A) étant distante de quelques mois de la seconde période (B). Ces douze familles, devenues amies, m'ont ouvert leur porte pour que je rende compte de leur combat contre la pauvreté. Lors de deux autres séjours effectués en Équateur, j'ai revu onze d'entre elles en septembre 1992 et de nouveau onze de ces familles en juillet 2000 (la famille manquante n'était pas la même à chaque fois et des voisins ont su me renseigner sur le devenir de chacune).

Douze familles, c'est peu ; mais les moyens matériels mis à ma disposition ne m'ont permis d'aborder la question de l'alimentation et de la pauvreté que sur un petit échantillon. J'ai travaillé seule, avec la collaboration d'un médecin pour effectuer un bilan de santé de toutes les personnes touchées par l'étude, lors de la période B (premier semestre 1989).

Faute d'études socioéconomiques quantitatives préalables sur Quito pour étudier quelques familles pauvres représentatives à l'intérieur d'un échantillon de grande taille, bien caractérisé, ce sont presque toujours des travailleurs sociaux qui m'ont mise en relation avec ces familles, de tailles variées, issues de milieux urbain ou rural, et vivant dans des quartiers de Quito dont la qualité de vie est plus ou moins bonne. Même les plus misérables de ces familles étaient donc en contact, volontairement ou non, avec une structure publique ou privée ou avec des voisins, susceptibles de leur porter assistance. Ce procédé écarte donc les familles les plus désocialisées : ce biais n'est pas mésestimé. En 1988-1989, deux familles,

numérotées 11 et 12, habitent sur les pentes du Pichincha, au nord-ouest de Quito, à Atucucho, un quartier de niveau 4, selon la classification de Vallejo et Laspina (1995) ; cinq familles vivent dans des quartiers de niveau 3 : les familles 01, 02, 03 et 04 au Comité del Pueblo, au nord-est de la ville et la famille 05 à Las Monjas, à l'est ; enfin, cinq familles résident dans deux quartiers mitoyens, de niveau 2, au sud de la ville : les familles 06 et 10 à El Calzado et les familles 07, 08 et 09 à Quito Sur (carte 4 et annexe 2) (Peltre-Wurtz et Gallegos, 1989).

Mon premier objectif était double. Vérifier :

- que les familles considérées comme pauvres par les travailleurs sociaux et par moi-même étaient situées sous le seuil de pauvreté équatorien, tel qu'il est calculé par le Conade ;

- que les familles situées sous ce seuil étaient effectivement mal nourries, en n'ayant pas pleinement accès à certains aliments coûteux, pourtant indispensables à la vie, ou plus grave, en étant sous-alimentées.

Je n'amorçais l'enquête alimentaire, la plus difficile à réaliser, qu'après plusieurs rencontres amicales, quand la compagne ou l'épouse du chef de famille (10 cas) ou quand la femme, chef de famille (2 cas), acceptait la charge importante que représentent deux séries d'une douzaine d'entretiens et de mesures (une série pour la période A, une autre pour la période B). Il fallait que ces femmes soient convaincues de l'intérêt de leurs témoignages, mais, aussi qu'elles éprouvent le besoin de parler de leurs soucis quotidiens et d'échanger des expériences et des idées avec une personne issue d'un autre milieu que le leur. Cette acceptation signait une bonne santé psychologique. Les hommes, chefs de famille, ont aussi participé aux entretiens, mais, sauf exception (une compagne malade), de façon secondaire. Les entretiens portaient sur l'alimentation, sur les ressources et les dépenses de la famille, sur l'habitat, la santé, l'éducation des enfants, le travail, l'histoire des parents, l'avenir...

L'enquête alimentaire débutait avec l'inventaire de toute la nourriture en possession de la famille (épreuve difficile à vivre pour les femmes, mises en quelque sorte à nu devant une étrangère) ; elle se terminait de la même façon, pour établir un bilan précis des aliments (poids et évaluation des prix) conservés par la famille avant et après l'enquête. Un jour sur deux étaient relevés les achats de nourriture<sup>6</sup>, la consommation des produits de cueillette, d'élevage et de culture, les salaires versés sous forme de nourriture, les repas et les collations pris à l'extérieur, enfin les dons et les subventions alimentaires. La nourriture était pesée, le prix noté quand les

---

6. Pour l'ensemble de l'échantillon, sur 1 717 kcal consommées en moyenne par jour et par personne, 85 % proviennent d'achats de produits alimentaires, 2 % d'achats de plats préparés et 13 % de cadeaux, de subventions, de salaires en nature, de cueillettes ou de productions alimentaires familiales. On a toujours évalué le prix de la nourriture non achetée pour considérer qu'il s'agissait de revenus supplémentaires pour la famille, revenus dépensés ensuite en nourriture.

aliments étaient achetés, ou évalué dans le cas contraire, enfin lorsque ces aliments étaient déjà consommés, leur prix était noté ou estimé et leur poids évalué. Sur la base de ces relevés, un bilan alimentaire mensuel était établi avec l'aide de chaque famille, la consommation mensuelle de celle-ci ne se déduisant pas automatiquement de celle observée sur deux ou trois semaines<sup>7</sup>. Quelques mois plus tard, au cours d'une deuxième série d'entretiens, une enquête alimentaire aussi précise que la première permettait de suivre l'évolution de chaque famille. Des relations amicales étaient naturellement entretenues hors des périodes A et B, elles se poursuivent toujours.

Après dépouillement des enquêtes budgétaires, on a pu vérifier (graphique 3A, annexe 2) que les douze familles sont toutes situées sous le seuil de pauvreté<sup>8</sup>, à deux reprises (en période A et en période B). Dans 17 cas sur 24, elles se situent même sous le seuil d'indigence. La famille 08 est située à deux reprises entre le seuil d'indigence et de pauvreté. Les familles 02, 03, 06, 07 et 09 sont situées une fois sous le seuil d'indigence, une autre fois au-dessus, enfin les familles 01, 04, 05, 10, 11 et 12 se situent sous le seuil d'indigence, lors des deux séries d'entretiens. L'échantillon concerne donc bien des pauvres et même des très pauvres.

La malnutrition chronique, qui frappe les plus faibles, a été observée chez les moins de 20 ans, pour lesquels des normes internationales de bonne nutrition sont établies (annexe 2A). Cette malnutrition, révélée par un indice taille par rapport à l'âge inférieur aux normes<sup>9</sup>, concerne 24 des 56 enfants et adolescents participant aux enquêtes, au premier semestre de 1989 (période B), soit près de la moitié d'entre eux. On note aussi que la grande majorité de ceux qui sont dans les normes (27 sur 32) se situe cependant dans la partie inférieure de la courbe (tableau 17). Par ailleurs, Lenin Gallegos Herrera, le médecin de l'équipe qui a réalisé un *check-up* médical pour 78 des 81 personnes, membres de ces douze familles en

---

7. Ainsi, la consommation alimentaire d'une famille, observée sur quinze jours, était multipliée par deux pour obtenir un premier bilan alimentaire mensuel, soumis à la mère de famille et parfois modifié en fonction de ses remarques. Par exemple, quand telle famille ne mange du poulet qu'une fois par mois, il ne faut pas multiplier par deux la consommation du poulet, observée une fois en quinze jours d'enquête ; à l'inverse, il faut ajouter ce poulet à l'alimentation mensuelle de la famille, s'il a été mangé hors de la période d'enquête, etc.

8. On rappelle que sont situées sous le seuil de pauvreté les familles dont les revenus sont inférieurs au double de ceux nécessaires pour accéder à la ration alimentaire recommandée par le Conade ; sont situées sous le seuil d'indigence les familles dont les revenus sont inférieurs à ceux nécessaires pour accéder à cette ration.

9. L'indice poids par rapport à l'âge, ou indice de malnutrition globale, a l'inconvénient de ne pas permettre de distinguer la malnutrition aiguë de la malnutrition chronique. L'indice poids par rapport à la taille met en évidence la malnutrition aiguë qui sévit en situation de famine, de guerre, etc. ; cette forme de malnutrition donne à l'individu un visage et un corps émaciés et peut provoquer des états de marasme. Dans le genre d'études menées ici, la mesure de la malnutrition chronique est la plus intéressante.



### Graphique 3

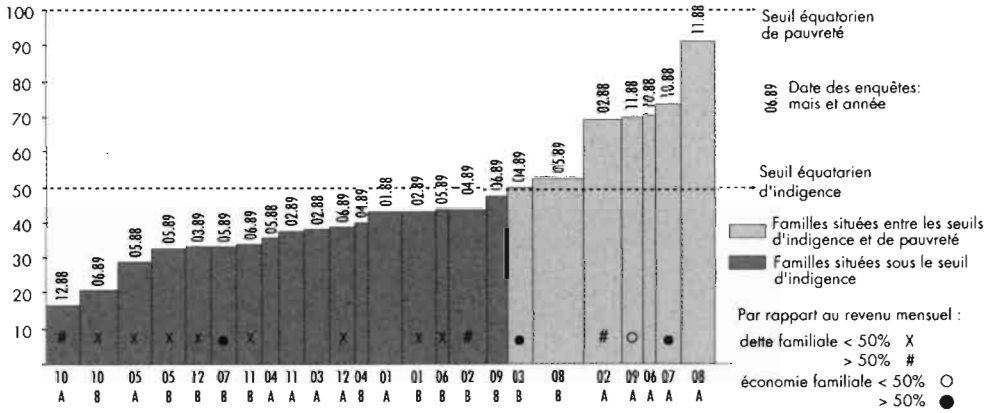
## Résultats des enquêtes sur la pauvreté menées à Quito en 1988-1989

### auprès de 12 familles rencontrées chacune à deux reprises

### (périodes A et B)

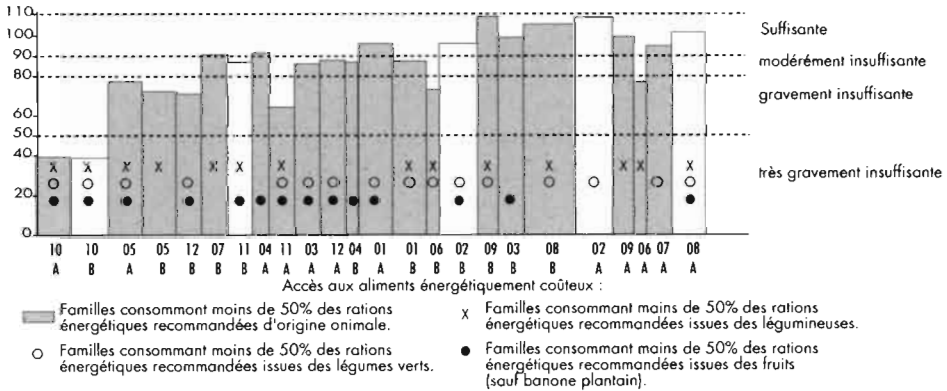
(familles numérotées de 01 à 12 et classées par rapport au seuil équatorien de pauvreté absolue; base des rectangles proportionnelle à la taille de la famille).

#### A - Taux de pauvreté par rapport au seuil équatorien de pauvreté absolue (égal à 100)

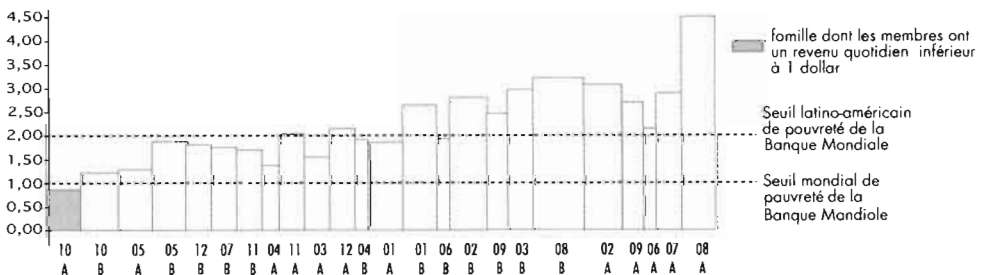


#### B - Taux de sous-alimentation par rapport à la consommation énergétique recommandée (égale à 100)

Consommation énergétique :



#### C - Revenu individuel quotidien en dollars des États-Unis



**Tableau 17**  
**Prévalence de la malnutrition chronique chez les 56 enfants**  
**et adolescents de 12 familles pauvres de Quito**  
**(avril à juin 1989, période B)**

Âge	malnutrition chronique	normaux, se situant dans la		Total
		partie inférieure de la courbe	partie supérieure	
- 14 à 19 ans	3	7	0	10
- 6 à 14 ans	9	10	1	20
- 0 à 6 ans	12	10	4	26
total	24	27	5	56

période B, relève, parmi les 46 enfants de moins de 14 ans observés, 30 cas de malnutrition globale (poids trop faible par rapport à l'âge) et 29 cas de parasitose.

Ces bilans de santé mettent l'accent sur l'importance d'une malnutrition, directement liée aux difficultés économiques rencontrées pour se nourrir correctement.

Familles sous le seuil de pauvreté équatorien, familles malnutries, que recouvrent ces catégories dans la réalité quotidienne ? Quelles sont, en 1988-1989, les conditions de vie de ces petites cellules sociales suivies pendant une douzaine d'années ?

### **Douze familles confrontées à la pauvreté**

On présentera ici les douze familles dans l'ordre chronologique des enquêtes, afin que l'évocation des combats les plus représentatifs menés contre la pauvreté par l'une ou l'autre d'entre elles ne masque pas la personnalité, l'unicité de chacune. On pourra se reporter au graphique 3 qui, lors des deux passages de l'enquête, classe les douze familles par rapport au seuil de pauvreté et par rapport aux risques de dénutrition et de malnutrition, aux tableaux 25, 26, 27, 28 et 29 qui permettent de comparer leur travail et leur habitat, de mesurer la mortalité infantile et de situer le niveau d'instruction des adultes et la scolarisation des enfants ; on notera enfin que les annexes 2A, 2B et 2C résument les caractéristiques démographiques, alimentaires, sanitaires, scolaires et budgétaires de ces familles.

Les familles 01, 02, 03, 04 habitent au Comité del Pueblo sur des terrains achetés à une coopérative dans les années 1970. Toutes possèdent un titre de propriété, elles ont accédé à l'électricité, elles récupèrent l'eau de pluie et l'achètent aussi à des camions-citernes qui passent dans le

quartier ; enfin, pour cuire les aliments, elles utilisent des bouteilles de gaz ou du pétrole, et du bois en complément.

Jorge (64 ans), né au nord de la Sierra, sa compagne Teresa (34 ans), née à Quito, et leurs cinq filles, âgées de 2 à 13 ans, forment la famille 01, chez qui vient se nourrir régulièrement Julio, né d'une précédente union de Jorge. Cette famille est indigente. Jorge, qui n'est pas allé à l'école, est vigile dans une banque et perçoit le salaire minimum équatorien ; avec sa femme, qui a reçu une instruction primaire complète, il s'occupe d'un jardin et d'un petit élevage (dont des coqs entraînés au combat) ; les deux filles aînées sont vendeuses au marché le samedi (jour de vacances scolaires) ; l'année suivante, en 1989, elles cesseront ce travail tandis que leur mère déchargera des camions sur le marché pour un salaire payé en nature. Jorge et Teresa n'ont plus à payer la construction de leur petite maison. Leur principal souci concerne désormais l'écolage de leurs filles, mais ils vivent toujours sur la corde raide puisque la ration alimentaire familiale est à peine suffisante, les risques de malnutrition élevés et qu'une des filles est cardiaque. Tous deux expriment avec passion leur désir de voir leurs enfants bien intégrées à la société par le biais de bons diplômés et leur volonté de donner à chacune une solide éducation morale. Pourtant, en 1989, Dayana, la fille aînée, refusera de poursuivre sa scolarité.

La famille 02 (évoquée dans l'introduction) est plus nombreuse. César (52 ans), né dans la Sierra centrale, et sa compagne Piedad (43 ans), née à Quito, élèvent sept enfants âgés de 2 à 16 ans, les deux aînées étant issues d'une précédente union de Piedad. César et Piedad ne sont pas allés à l'école. Le premier occupe un emploi d'ouvrier et un autre de gardien de nuit dans une teinturerie, si bien qu'il ne rentre à la maison que le dimanche. La seconde a beaucoup souffert. Malade chronique, Piedad travaille de façon épisodique : lors du second passage de l'enquête, en 1989, elle fait des lessives deux heures par jour et la fille aînée, Jenny, est devenue employée de maison. Dans cette famille aussi, payer la scolarité des enfants est un gros souci, d'autant qu'un des enfants est handicapé et que Piedad a besoin régulièrement de médicaments. César, bien qu'écrasé par le travail, rêve d'agrandir sa maison : des tiges métalliques sortent du toit en terrasse pour un futur étage, dont la construction démarrera douze ans plus tard ! Aidé de sa femme, c'est lui qui gère un budget familial, un peu moins serré néanmoins que celui de la famille précédente. Fait rare, c'est avec lui, un homme, et non avec sa femme, que j'ai contrôlé la justesse des enquêtes budgétaires du foyer.

Milton, 28 ans, et Emma, 27 ans en 1988, tous deux nés dans des provinces du nord de la Sierra, ont quatre enfants, âgés de 1 à 6 ans. L'un et l'autre suivent des cours gratuitement (le soir dans un établissement, ou à la radio) pour compléter une instruction limitée à deux années scolaires (Emma, employée de maison dès 8 ans, loin de sa famille, n'a appris à lire qu'à 15 ans, en suivant des cours le soir). Cet investissement intellectuel

traduit une ouverture d'esprit peu commune. Ils ont acheté à un frère la moitié de son terrain, sur lequel, Milton, artisan-maçon, a construit leur maison et une citerne. Emma complète les revenus familiaux en élevant des porcs, en jardinant et en lavant du linge à la pièce. Le niveau de vie de la famille 03 est proche de celui de la famille précédente, tournant autour du seuil d'indigence.

La famille 04 ne regroupe que des femmes : Eva (47 ans), sa fille et sa petite-nièce Gisela adolescentes, enfin, sa mère (77 ans) ; toutes sont nées dans la Sierra centrale. Eva, qui a fréquenté l'école quatre ans, est employée de maison chez un médecin du quartier, six jours sur sept, neuf heures par jour, sans être déclarée. Elle fait un peu de couture pour gagner quelques sous de plus et toutes les femmes cultivent le petit jardin devant la maison. Le frère d'Eva, paysan, envoie chaque mois une pension pour sa petite-fille Gisela, et l'ensemble des frères et sœurs d'Eva participe au paiement de la pension de leur mère. La crainte de tomber malade et de ne plus pouvoir travailler hante Eva. Encore une famille indigente, dont la nourriture, à peine suffisante, manque, ici, de fruits et de produits animaux. Les deux pièces de la maison (cuisine et chambre) sont méticuleusement entretenues. Les jeunes filles vont au collège et obtiendront l'une et l'autre le baccalauréat en 1988 et 1989.

La famille 05 est installée sur la colline de Las Monjas, au centre-est de Quito. Alberto (56 ans) et Mixmelí, sa compagne (40 ans), élèvent six enfants, âgés de 3 à 18 ans. Début 1988, leur maison (photo 1), construite sur un replat creusé dans une pente forte, a été détruite à moitié par une coulée de boue (on retrouvera la gazinière et la bouteille de gaz au bas de la pente). L'électricité est sous-louée à un voisin et l'accès à l'eau, partagé avec plusieurs familles, leur revient chaque mardi. Pendant les quelques heures hebdomadaires où l'eau du quartier coule dans sa cour, toute la famille se lave en grand, Mixmelí remplit des bidons et des seaux et fait la lessive aidée de ses deux filles aînées (photo 6). Alberto et Mixmelí sont allés trois ans à l'école. Lui est menuisier, artisan après avoir été licencié de son entreprise à l'issue d'une grève, quatre ans plus tôt. Elle lessive à la pièce dans plusieurs familles. Tous deux s'occupent d'un petit jardin près de la maison. Enfin, l'unique fils vend des journaux pendant toutes les vacances scolaires ; sa mort accidentelle, neuf ans plus tard, laminera ses parents. Cette famille est l'une des plus indigentes de l'étude. Tant de problèmes sont en suspens : le terrain payé dont on n'a pas les titres de propriété et qui est si mal situé, la scolarisation des enfants si précaire, les clients d'Alberto si rares. L'anxiété est perceptible. Et dans le même temps, comme dans de nombreuses familles, flotte un souffle de tendresse entre parents et enfants qui apaise l'inquiétude.

Au centre-sud de la ville, dans le quartier d'El Calzado, plusieurs familles de chiffonniers ont bâti leurs cabanes sur le terrain d'un collègue en construction, après avoir été promues gardiennes du chantier. Elles y

vivront jusqu'en 1992. Les familles 06 et 10 font partie de cette population. Fin 1988, la famille 06 est formée par un jeune couple de 19 et 25 ans, Luis et Natividad, et par leur fille âgée de quelques mois. Le premier sait lire et écrire, l'autre pas. Luis est « né » chiffonnier, à Quito. Natividad, enfant adoptée, traitée en domestique, a vécu son enfance dans les Andes centrales. Contrairement à Luis, si bien dans sa peau, Natividad se défend mal dans la vie. Les coups, elle connaît ! Luis travaille cinq jours par semaine sur une décharge de la ville et vend sur place ses trouvailles aux collecteurs. Il est bien nourri sur son lieu de travail, aime les jeux et donne très peu de ses gains à Natividad, qui se nourrit en partie d'aliments récupérés dans les poubelles du quartier. Bébé sur le dos, elle ramasse aussi des cartons, sacs plastique, bouteilles vides et autres objets métalliques pour les vendre à des collecteurs (photo 10). La cabane familiale a servi à ranger les outils des ouvriers du collège. On n'y trouve qu'un lit étroit, trois parpaings servant de siège, un feu entre deux pierres, aucune réserve alimentaire (si ce n'est un reste de bouillon cube et quelques piments), une bougie pour s'éclairer le soir, du savon, quelques vêtements et un fût de 200 litres près de la porte pour conserver l'eau amenée sur le chantier. Le niveau de vie du ménage est voisin du seuil d'indigence.

Nés dans le sud de la Sierra, Manuel (32 ans) et Graciela (26 ans) vivent dans le quartier de Quito Sur, jouxtant celui d'El Calzado. Ils ont quatre enfants âgés de 2 mois à 6 ans. La famille 07 loue deux pièces avec toilettes et douche. Elle a accès à l'électricité, à l'eau courante et cuisine au gaz. Le couple a reçu une instruction primaire complète et Manuel a même débuté des études secondaires. Il manœuvre de grosses machines sur un chantier de travaux publics de la Costa et rentre chez lui une semaine par mois. Licencié par manque de travail, au début de 1989, il apprendra le métier de menuisier, à Quito, en un temps record. Bien qu'amortie par des économies, la chute brutale des revenus de Manuel fait passer la famille d'une situation proche du seuil de pauvreté à l'indigence... pour peu de temps, Manuel ayant été réembauché par son entreprise. Graciela, mère au foyer, rêve d'études supérieures pour ses enfants !

Encore une famille très nombreuse : six enfants de 2 à 12 ans pour Agustín (34 ans) et María (29 ans), nés dans la Sierra centrale et n'ayant pas fréquenté l'école. Fin 1988, la famille 08 réside aussi à Quito Sur, dans une maison mobile faite de planches, de plaques d'agglomérés et de tôles, qu'Agustín, artisan-maçon, déplace au gré de ses chantiers. L'accès à l'eau et à l'électricité est donc très variable, selon les terrains où se pose la famille. Les semaines de travail (photo 11) alternent avec les journées occupées à rechercher des chantiers et à obtenir le paiement du travail achevé. Le budget familial, très irrégulier, est donc difficile à établir ; si les comptes sont justes, la famille se situe entre les seuils d'indigence et de pauvreté. Quand un chantier démarre, Agustín fait venir des parents et amis de sa région natale et un appoint de céréales. Tout le monde vit dans la maison familiale et María

cuisine pour plus de dix personnes sur sa gazinière. C'était le cas, lors du deuxième passage de l'enquête, en 1989. Agustín déborde de vitalité, mais ouvriers, épouse et enfants doivent filer doux ! Les deux aînés de 12 et 10 ans travaillent : l'un est apprenti bijoutier, l'autre garde un bébé. Les enfants ne suivent des cours que le soir à mi-temps. L'école n'est pas le souci primordial des parents. Mais leur opinion évoluera.

Toujours dans le même quartier vivent Hermeís (29 ans), Natalí (27 ans) et leurs trois enfants, âgés de quelques mois à 4 ans. La famille 09 loue deux pièces non contiguës ouvrant sur une cour dotée d'une fontaine. Elle a accès à l'électricité, cuisine au gaz et utilise des toilettes collectives. Les époux sont nés dans le Chota, au nord de la Sierra, et leurs ancêtres étaient des esclaves venus d'Afrique. Hermeís est allé trois ans à l'école, il est balayeur dans un ministère et complète ses revenus avec un emploi de vendeur dans un magasin de chaussures, emploi qu'il perdra lors du second passage de l'enquête, en 1989. Natalí, dont les études primaires sont complètes, gagne plus du tiers des revenus du foyer en vendant des fruits et légumes sur un marché du nord de la ville, accompagnée par ses trois enfants. Elle est éreintée par ce labeur, bien nécessaire pourtant pour élever sa famille à peine au-dessus du seuil d'indigence au premier passage de l'enquête, fin 1988, niveau qui s'abaissera sous ce seuil lorsque Hermeís perdra son second emploi.

La famille 10 habite tout près de la famille 06, sur le chantier du futur collège d'El Calzado. C'est la plus misérable de l'étude. La faim qui tenaille les enfants a été évoquée dans les premières lignes de ce texte. Fin 1988, José (40 ans) et Luz (31 ans) élèvent leurs six enfants, âgés de 2 à 14 ans. Un septième naîtra, début 1989 (photo 9). José vient de la Sierra centrale, Luz aussi. Née sur la Costa, le pays de son père, Luz a en effet suivi sa mère, toute petite, quand celle-ci est retournée vivre dans son Cotopaxi natal. La grande pauvreté est leur lot depuis toujours. José n'est pas allé à l'école, Luz l'a fréquentée deux ans. Ils se sont unis devant leur communauté villageoise quand Luz avait 15 ans. Arrivés à Quito il y a douze ans, ils sont devenus chiffonniers et les deux fils aînés, âgés de 9 et 14 ans, travaillent aussi. José ne fouille pas dans une grande décharge, loin de chez lui, comme Luis (famille 06). Avec sa femme et ses deux fils, il fait la tournée des poubelles du quartier et prospecte le ravin du Machángara, au bord duquel se construit le collège. Des camions y déchargent, en effet, les ordures de la ville tous les jours. Pour compléter leurs maigres revenus, José et son fils aîné sont porteurs, et Luz lave du linge à la pièce dans le quartier. Comme chez Luis et Natividad, la famille cuisine au bois et utilise l'eau amenée sur le chantier, elle sous-loue néanmoins l'électricité à un voisin pour l'unique ampoule de la cabane de planches et de tôles. Luz, sur qui repose la famille, envoie les enfants à l'école, mais cette activité coûte bien trop cher pour qu'elle dure au-delà de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

Les deux dernières familles habitent Atucucho, sur les pentes du Pichincha, à 3 000 mètres d'altitude. Le quartier est tout nouveau. Malgré l'interdiction des pouvoirs publics, il fut « envahi » et construit en une nuit par une coopérative de gens, pauvres ou modestes pour la plupart.

Victoria (32 ans) est née à Quito, elle a reçu une instruction primaire complète. Comme les autres habitants d'Atucucho, en une nuit, elle a monté sa cahute avec de jeunes arbres abattus sur place (photo 2). Début 1989, elle est entourée de quatre enfants, âgés de 2 à 9 ans. Sa mère, installée à Santa Anita, au pied du Pichincha, est à sa charge. En échange, celle-ci garde les enfants en semaine pendant que Victoria lave le linge de familles résidant au centre de Quito. Le week-end, dans sa maison d'Atucucho, Victoria prépare des plats vendus aux habitants du quartier. Une petite fille naîtra quelques mois plus tard. On a relaté le sort tragique de l'enfant au début de cette étude. La famille 11, indigente, vit à la bougie et cuisine au bois, dans une cabane très mal isolée du froid et du vent. Elle supporte la vie des pionniers, en particulier les bidons d'eau à monter, à pied, depuis la fontaine située en contrebas (photo 4) et, cinq jours par semaine, les allers-retours, toujours à pied, jusqu'à Santa Anita, pour retrouver la grand-mère, fréquenter l'école, ou emprunter le bus qui conduit au travail. Abandonnée par sa mère, sans moyen de faire garder les enfants pour aller travailler, Victoria devra quitter « sa maison » quelques mois plus tard.

En 1989, la dernière famille de l'étude habite non loin de chez Victoria. Si les conditions d'accès à l'eau sont identiques pour tous, la maison de la famille 12, bien que sommaire, protège mieux du froid que celle de Victoria, et les conditions de vie y sont moins rudes : le toit est en tôle, un plancher de bois protège la pièce principale de la terre nue et des épaisseurs de toile de jute, de cartons et de journaux bouchent les interstices des murs de bois. Par ailleurs la famille sous-loue l'électricité à un voisin et cuisine au gaz (photo 5). Félix (39 ans) et Rosa (35 ans) sont nés dans la Sierra centrale ; il n'a fréquenté l'école que deux années, elle a débuté des études secondaires. Ils élèvent quatre enfants, âgés de quelques mois à 9 ans. Rosa ne se remet pas de la mort accidentelle de son fils aîné, âgé de 13 ans, survenue au cours de sa dernière grossesse. Affaiblie, elle s'est arrêtée de travailler et allaite son bébé. Félix descend chaque jour à Quito vendre des glaces, dans les rues et les jardins publics, pour le compte d'une entreprise alimentaire. Bien que très aidée par la mère et les frères et sœurs de Rosa, cette famille est indigente, elle aussi.

On mesurera dans le chapitre suivant la capacité des familles à s'alimenter correctement.





## LE TRAVAIL



Photo 10 : novembre 1988 à El Calzado, Luz (famille 10), enceinte, Natividad (famille 06) et une voisine, portant chacune un bébé sur le dos, trient les cartons et les plastiques entassés sur le chantier d'un collège en construction, avant la venue des collecteurs. Au fond, on aperçoit la maison de Luz.

Photo 11 : janvier 1989, à Quito Sur, Agustín (famille 08), maçon, en chemisette blanche et pantalon sombre, sur l'un de ses chantiers, avec sa main-d'œuvre parente et amie venue de Guaranda, sa province natale, le temps de participer à la construction d'une maison.



Photo 12 : juillet 2000 dans la rue principale du Comité del Pueblo. Emma (famille 03) vend du porc, 25 000 sucres (soit un dollar) la livre. Le porc a été acheté par son conjoint dans la région de Quito. Emma pense que sa famille est sortie de la pauvreté.

## LE CADRE DE VIE DES ENFANTS



Photo 7 : décembre 1988 à El Calzado, dans le coin cuisine de la maison de la famille 10. Gisela, Hugo et Edwin sont assis près du foyer, Franky se tient dans l'embrasure de la porte. Leur mère va préparer le repas dans une grande marmite, en faisant un feu avec des morceaux de bois récupérés dans le quartier.

Photo 8 : juin 1989 à Atucucho, Victoria (famille 11) entourée de Paulina, Maribel et Cristina, trois de ses cinq enfants. Victoria est assise sur une réserve de bois. Au fond, son jardin est fermé par une barrière en bois.



Photo 9 : février 1989, Gisela et Hugo (famille 10) souriant à leur frère Pedro, né au début de l'année. Les murs de la maison, construits avec des planches, sont calfeutrés à l'intérieur avec des emballages cartonnés de produits alimentaires.

LA VIE QUOTIDIENNE : CORVÉE D'EAU, REPAS ET LESSIVE



Photo 4 : juin 1989, une fontaine publique, à quinze minutes à pied, en contrebas d'Atucucho, sur les pentes du Pichincha. La queue est longue et permanente... et remonter les seaux et bidons pleins d'eau jusqu'à sa maison prend deux fois plus de temps qu'à l'aller.



Photo 5 : juin 1989, Rosa (famille 12), dans sa cuisine à Atucucho. Les murs faits de planches sont calfeutrés à l'intérieur avec des cartons d'emballage et des sacs de jute. Le sol est en terre battue, mais la chambre voisine possède un plancher. Rosa cuisine le plus souvent au gaz.



Photo 6 : un mardi de juin 1988, sous un toit en partie détruit par une coulée de boue, Mixmeli (famille 05) et sa fille aînée font la lessive, le jour où elles ont accès à l'eau. Les bidons de plastique, en arrière-plan, servent de réserve pour le restant de la semaine.

## L'HABITAT DES PLUS PAUVRES

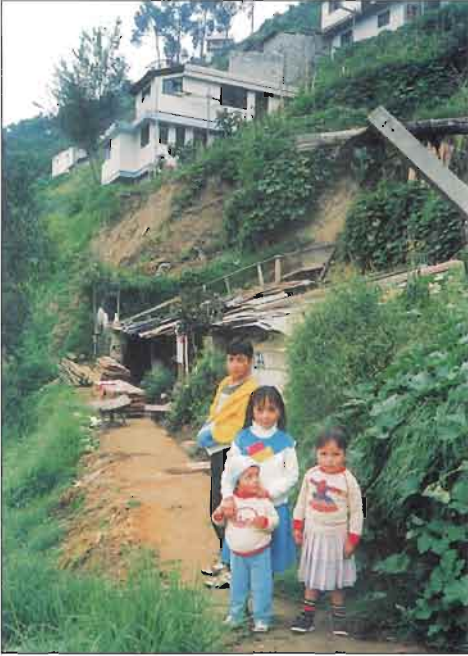


Photo 1 : mai 1988 à Las Monjas, sur les collines à l'est de Quito. Diego, Paulina, Verónica, Karina (famille 05) devant leur maison basse, à moitié engloutie par une coulée de boue survenue deux mois plus tôt.

Des planches stockées sur le chemin devant la maison seront utilisées par le chef de famille, menuisier.

Photo 2 : juillet 1989, l'invasion d'Atucucho, sur les pentes du Pichincha dominant Quito. Victoria (famille 11) installe son commerce de plats cuisinés et de boissons pour le week-end, devant sa maison : sol de terre battue, murs faits de pieux, bâti de bois recouvert d'une bâche en plastique pour le toit.



Photo 3 : juillet 2000 au Beaterio, au sud de Quito. Natividad (famille 06) et son fils Gabriel devant leur maison. Les murs sont un assemblage de parpaings, de planches et de tôles rouillées ; des plaques de tôle font office de toit ; le sol est en terre battue.

## Quand se nourrir est un défi

### Une sous-alimentation réduite, des déséquilibres alimentaires généralisés

Le Conade situe sur le seuil de pauvreté ceux qui se nourrissent convenablement<sup>1</sup> avec la moitié de leurs revenus et qui utilisent l'autre moitié pour se loger, se soigner, s'instruire, se vêtir, etc. En moyenne, chaque personne de l'échantillon enquêté (77 personnes en période A et 81 en période B, soit un total de 158) vit avec 45 % des revenus dont elle aurait besoin pour atteindre ce seuil. Elle se situe donc non seulement sous le seuil de pauvreté, mais aussi sous celui d'indigence. On s'attend donc à ce que son alimentation soit très gravement insuffisante. Ce n'est pas le cas, on l'a déjà montré (tableau 11).

L'alimentation effective de chaque famille, par deux fois (en période A et en période B), a donc été comparée à celle qui devrait être la sienne, selon les normes du Conade (annexe 2). Il résulte de cette comparaison que, malgré son indigence, chaque individu consomme en moyenne 85 % de l'énergie alimentaire recommandée (tableau 18). C'est un exploit. Plus précisément, le tableau 11 et le graphique 3B indiquent que, dans l'échantillon étudié, près de la moitié des individus (78 personnes) sont suffisamment nourris, un peu moins du cinquième (29 personnes) consomment une ration énergétique légèrement insuffisante (entre 80 et 89 % de la ration optimum), un peu plus du cinquième (34 personnes) consomment une ration gravement insuffisante (entre 50 et 79 % de la ration optimum), enfin, un peu plus du dixième (17 personnes) ont une ration très gravement insuffisante (moins de 50 % de la ration optimum).

---

1. Le Conade propose des normes alimentaires précises pour les catégories suivantes : enfants de moins de un an, préscolaires, scolaires, adolescents et adultes, avec des normes particulières pour les femmes enceintes et allaitantes. Comme l'échantillon est réduit, sur les conseils d'Éric Bénédicte et de Joseph Laure, nutritionnistes de l'IRD, d'une part, le groupe des enfants de moins de un an a été subdivisé en deux (enfants de plus ou moins six mois) avec des normes plus précises pour chacun des deux sous-groupes et, d'autre part, la ration calorifique quotidienne moyenne de 2 341 kcal, recommandée aux adultes par le Conade, a été adaptée à chaque individu, en fonction de son sexe, de son âge et de son poids, en suivant les normes de l'OMS et en admettant que l'activité de chacun est modérée (annexe 2).

Cependant, pour obtenir un tel résultat (encore bien imparfait), les familles interrogées ont mobilisé, en moyenne, 70 % de leurs revenus et non la moitié, comme le prévoit le Conade pour ceux qui se situent sur le seuil de pauvreté : la nourriture est donc le besoin le plus essentiel à satisfaire avant l'habitat, l'instruction des enfants ou les soins médicaux (tableau 24). Sous la contrainte, les pauvres interrogés remettent souvent à plus tard la satisfaction de ces autres besoins, en prenant des risques parfois mortels<sup>2</sup>. La large part du budget consacrée à la nourriture n'explique pas seule cette prouesse. On notera aussi (tableau 18) que les prix des aliments, observés chaque mois par l'INEC pour le Conade, sont souvent plus élevés que ceux observés au cours de mes enquêtes, il est donc possible que les familles interrogées sachent repérer les meilleurs prix pour acheter davantage, l'INEC établissant une moyenne des prix observés sur les marchés, les épiceries et les grands magasins de la ville. Il est probable aussi que, dans chaque grand groupe d'aliments, la qualité des produits achetés par ces familles soit moindre avec plus de déchets et moins d'éléments nutritifs (voir le tableau 19, dans lequel est comparé le poids en protéines pour 100 kilocalories des divers groupes d'aliments consommés par les familles interrogées à celui recommandé par le Conade). Mais surtout un savoir-faire généralisé guide les pauvres pour choisir les aliments les moins coûteux à la calorie.

Pour mettre en valeur ce savoir-faire, en période de forte inflation, les prix ont été convertis en minutes de travail fournies par un salarié gagnant le salaire minimum<sup>3</sup>, afin que les achats de nourriture puissent être comparés sur les dix-huit mois qu'a duré cette enquête<sup>4</sup> (Laure, 1991). On notera, à titre indicatif, qu'en moyenne, de janvier 1988 à juin 1989, une heure et demie (exactement 88,91 minutes, annexe 1A) de travail payé au salaire minimum permet d'acheter les 2 300 kilocalories de nourriture quotidienne, indispensable à l'homme type équatorien résidant à Quito

---

2. C'est le cas du petit Enrique (famille 06, annexe 2A), décédé à 2 ans en 1993, « de maux de ventre », sans avoir été soigné par un médecin. Pour la maman, payer un médecin était impensable, alors que la famille ne mangeait pas à sa faim. Pour évoquer ce malheur, plusieurs années après, elle parlait d'une voix sourde, le visage et le corps paralysés par l'émotion.

3. Le salaire minimum équatorien (salaire mensuel auquel sont intégrées les primes diverses versées à certaines périodes de l'année) est de 20 300 sucres de janvier à juin 1988, de 26 000 sucres de juillet à septembre 1988, de 30 800 sucres d'octobre 1988 à avril 1989, de 37 800 sucres de mai à juin 1989. Un salaire mensuel est basé sur 20 jours de 8 heures de travail effectivement réalisé, soit 160 heures par mois.

4. On notera cependant que, si le coût en sucres de la ration alimentaire de l'homme type équatorien habitant Quito passe de 144,57 sucres en janvier 1988 à 386,11 en juin 1989, soit une augmentation de 167 % en 18 mois, ce qui est très gênant pour comparer la situation des familles, son coût en minutes de travail payé au salaire minimum n'est pas stable pour autant : il passe de 71,21 à 101,68 min de travail, soit une augmentation de près de 43 %. Cette augmentation est moins importante donc moins gênante pour effectuer des comparaisons. Elle signifie cependant que le pouvoir d'achat des personnes payées au salaire minimum a baissé (annexes 1C et 1D).

(normes du Conade). Trois heures de travail quotidien sont donc suffisantes pour placer cet homme type au-dessus du seuil de pauvreté, puisque le prix de la nourriture doit correspondre à la moitié de ses revenus. Les 160 heures mensuelles habituelles de ce travailleur lui permettent de vivre au-dessus du seuil de pauvreté. En revanche, s'il prend en charge une personne inactive, la famille passe alors sous le seuil équatorien de pauvreté<sup>5</sup>. Le salaire minimum concerne peu de personnes interrogées dans cette étude, c'est cependant un élément de mesure intéressant, car tous les revenus du travail suivent, de loin, les augmentations du salaire minimum, relativement fréquentes en période d'inflation.

Le tableau 18 indique qu'en moyenne chaque personne de l'échantillon devrait consommer chaque jour 2 019 kilocalories<sup>6</sup> pour la valeur de 87,1 minutes de travail payé au salaire minimum (prix relevés par l'INEC) ; en fait, chaque personne a consommé, en moyenne, 1 717 kilocalories (85 % des recommandations) pour la valeur de 51,2 minutes de travail payé au salaire minimum, soit 59 % des dépenses prévues par le Conade pour se nourrir convenablement, ce qui représente, rappelons-le cependant, 70 % des revenus moyens de chacun.

Le dépouillement des enquêtes montre que tout se passe comme si une connaissance précise de la valeur énergétique des aliments et de la qualité de leurs principaux nutriments avait été acquise à l'usage (les calories et les protéines, pour n'évoquer que les noms scientifiques les plus connus, ne font pas partie du vocabulaire des personnes interrogées). Les mères de famille rencontrées à Quito détiennent ce savoir : elles achètent, en effet, ce qui est le moins coûteux à la calorie consommée, tout en tenant compte de la composition protidique des aliments et, très probablement aussi, des minéraux et des vitamines spécifiques. Elles savent donc que la lutte contre la sous-alimentation et les risques de dénutrition passe avant celle à mener contre le mauvais équilibre alimentaire et les risques de malnutrition.

---

5. Une étude de l'INEM (Instituto Nacional de Empleo) et de l'OIT (Organización Internacional del Trabajo) (1990 : 57) montre que, dans les villes de plus de 5 000 habitants où vivent 58 % des Équatoriens, les personnes qui occupent un emploi, en novembre 1988, ont à leur charge en moyenne 2,7 personnes. Pour faire vivre ces personnes sur le seuil de pauvreté, chaque actif recevant un salaire minimum aurait dû travailler 3 h x 2,7 pers. x 30 jours, soit 243 heures par mois au lieu des 160 prévues par la loi, ou bien l'État aurait dû faire passer le salaire minimum de l'époque de 30 800 sucres à 46 777 sucres. En novembre 1988, la grande majorité de ces travailleurs citadins obtenait des revenus mensuels beaucoup plus faibles : 51 % percevaient moins de 30 000 sucres, 32 % de 30 000 à 50 000 sucres et 17 % seulement, plus de 50 000 sucres.

6. Le Conade recommande 2 300 kcal quotidiennes pour l'homme type équatorien. La ration énergétique moyenne recommandée ici est plus faible, car l'échantillon comprend un grand nombre de jeunes enfants dont les rations recommandées sont faibles. En particulier, le lait maternel n'est pas comptabilisé ni dans les normes, ni pendant l'enquête (annexe 2).

**Tableau 18**  
**Alimentation quotidienne individuelle moyenne**  
**de 158 personnes pauvres, 1988-1989**  
**en relation avec les recommandations du Conade**

Aliments	Consommation quotidienne par personne						Recommandat. Conade		
	Coût 100 kcal (min travail)	Poids protéines dans 100 kcal (g)	Poids ration avant préparation (g)	Nb kcal dans ration consommée	Coût ration consommée (min)	% kcal consommées/recommandat.	Coût* 100 kcal (min de travail)	Nb kcal recommandées	Coût ration recommandée (min)
<b>Aliments recommandés peu coûteux</b>									
100 kcal consommées coûtent moins de 4 min de travail payé au salaire minimum équatorien									
Banane plantain	1,1	0,8	128	132	1,5	574	1,7	23	0,4
Sucre	1,1	0,0	60	238	2,6	146	1,1	163	1,8
Graisses végétales	1,4	0,0	22	197	2,8	64	1,4	310	4,2
Céréales : riz	1,7	2,1	92	345	5,8	224	2,1	154	3,2
divers	2,3	2,5	64	228	5,2	45	3,3	509	16,5
pain**	3,9	3,0	37	112	4,3	89	3,9	126	5,0
Tubercules, racines***	3,2	2,2	249	178	5,7	121	4,9	147	7,2
<b>Total</b>				1 430	27,9	100	1 432		38,3
<b>Aliments recommandés coûteux</b>									
100 kcal consommées coûtent plus de 4 min de travail payé au salaire minimum équatorien									
Légumineuses****	2,9	7,0	14	43	1,3	40	3,8	109	4,1
Fruits (sauf banane plantain)	7,4	1,7	88	35	2,6	53	10,8	67	7,2
Légumes verts	8,1	3,9	133	54	4,3	52	11,2	103	11,6
Prod. animaux : lait, dérivés	5,8	5,4	105	78	4,6	}	4,8	215	10,3
œufs	11,3	7,6	6	8	0,9	41}	9,6	34	3,3
viande, poiss., graisses	3,2	10,6	31	40	5,3	}	20,3	59	12,3
<b>Total</b>				258	19,0	44		587	48,8
<b>Aliments non recommandés coûteux</b>									
100 kcal consommées coûtent plus de 4 min de travail payé au salaire minimum équatorien									
Sucreries, boissons sucrées	10,3	0,0	31	11	1,1				
Boissons alcoolisées	13,0	0,5	17	10	1,3				
Sel, stim., épice, tisane	25,8	4,2	18	8	1,9				
<b>Total</b>				29	4,3				
<b>Total général</b>	3,0			1 717	51,2	85	4,3	2 019	87,1
% dépenses effectuées par rapport à celles recommandées						59			

\* L'INEC relève les prix au poids pour le Conade ; on a calculé ce prix pour 100 kcal de chaque aliment, notamment à partir des tables alimentaires de l'Institut national de nutrition de l'Équateur. Voir en annexe 1A la liste des aliments recommandés à Quito.

\*\* Seul le coût de la cuisson du pain est intégré au prix d'achat des aliments, ce qui explique qu'il soit l'aliment le plus cher parmi les moins coûteux.

\*\*\* Parmi les tubercules et racines consommés dominent les pommes de terre (159 kilocalories sur 178).

\*\*\*\* Les légumineuses sont classées parmi les aliments coûteux, bien que leur prix d'achat soit de 2,9 min de travail pour 100 kcal d'après mes enquêtes et de 3,8 d'après l'INEC, parce que leur cuisson particulièrement longue (une ou deux heures) les transforme en aliments onéreux (80 min de cuisson au gaz coûtent 1 min de travail payé au salaire minimum).



Ainsi, dans leur ensemble, les aliments qui coûtent moins de 4 minutes de travail<sup>7</sup> pour 100 kilocalories (banane plantain, sucre, graisses végétales, céréales, tubercules et racines) sont consommés (1 430 kcal) dans les quantités conseillées (1 432 kcal) (tableau 18). Parmi ces aliments, le riz est très largement surconsommé au regard de ce qui est préconisé : compte tenu de son prix, on observe, alors, que c'est celui qui fournit le plus de protéines (tableau 19, annexe 1E). La banane plantain, moins chère que le riz, mais beaucoup moins riche en protéines, est, elle aussi, consommée très au-delà des recommandations. C'était notamment le cas lors d'une période d'envolée des prix des céréales : les pauvres ne peuvent se permettre d'avoir des habitudes alimentaires quand les prix augmentent. On se nourrit encore de sucre, plus qu'il n'est conseillé, notamment en trompant sa faim, le matin, avec des tisanes sucrées peu coûteuses, qui ne contiennent aucune protéine. Quant aux graisses végétales, porteuses de vitamines liposolubles et d'acides gras spécifiques indispensables, elles sont insuffisamment utilisées dans l'alimentation, en dépit de leur faible coût à la kilocalorie, ce qui semble étonnant. Les quelques minutes de travail (4,3) réservées à l'achat d'aliments non recommandés pourraient être consacrées à celui de graisses végétales. Mais l'absorption de stimulants divers (café, bière, épices, sucreries, etc.), jugée non indispensable par le Conade, répond peut-être à des besoins psychiques (s'accrocher à la vie ou l'oublier) ou physiologiques encore plus impérieux que ceux recensés par les nutritionnistes. Parmi ces aliments, les boissons alcoolisées, généralement de la bière, consommées par cinq des dix hommes chefs de famille (les deux autres chefs étant des femmes), lors d'une rentrée d'argent, causent des dommages aux familles. En 1988-1989, les quantités de boissons alcoolisées, recensées bien difficilement avec l'aide des conjointes, n'étaient pas très importantes, pourtant leur consommation entraînait rapidement l'ivresse chez ces hommes mal nourris. Des scènes de violence traumatisaient alors femmes et enfants. Douze ans plus tard, en 2000, il semble que deux de ces hommes soient devenus alcooliques.

Si, sous la contrainte, les pauvres de l'échantillon achètent les aliments qui les préservent du mieux possible de la sous-alimentation, c'est au détriment d'un bon équilibre alimentaire, qui suppose notamment la consommation de quantités précises de protéines. Wilma Freire et Nancy Polanco recommandent, pour le Conade (1984 : 31), que la moitié des protéines proviennent de nourriture animale ou que soit pratiquée une supplémentation associant céréales et légumineuses. Il faut alors, rappelons-le, se résigner à un certain gaspillage des acides aminés contenus dans les protéines végétales en consommant plus de protéines qu'il n'est prévu dans les normes. Or, non seulement chaque membre de l'échantillon

---

7. Il est sous-entendu qu'il s'agit de travail payé au salaire minimum.

ne consomme, en moyenne, que 23 % de protéines animales dans sa ration alimentaire journalière (8,3 g sur 35,7 g), mais encore la totalité des protéines consommées ne représente que 79 % du poids recommandé (35,7 g au lieu de 45,1 g), ce qui interdit toute supplémentation compensatoire associant céréales et légumineuses (tableau 19). En comparaison, si la ration énergétique recommandée par le Conade n'est pas tout à fait constituée d'une moitié de protéines animales (20,7 g au lieu de la moitié de 45,1 g), elle offre, en revanche, plus de protéines végétales qu'il n'est recommandé (37,4 g au lieu de la moitié de 45,1 g) et permet ainsi une bonne supplémentation, si des céréales et des légumineuses sont associées dans un même plat.

Les aliments recommandés et coûteux à la calorie ne représentent qu'une petite partie de la ration alimentaire, ici 587 kilocalories sur 2 019 (tableau 18). Tous contiennent des vitamines et des minéraux spécifiques indispensables à la vie et ceux dont l'origine est animale contiennent en plus des protéines d'excellente qualité. Ils sont cependant si chers qu'en moyenne chaque membre de l'échantillon ne consomme que 44 % de l'énergie recommandée issue de ces aliments (258 kcal au lieu de 587). On observera que, pour l'INEC, le groupe des viandes et des poissons coûte vingt fois plus cher que le sucre pour 100 kilocalories. Il ne coûte que treize fois plus cher pour les personnes interrogées parce qu'elles ne consomment pas de viande de première qualité. Quant aux fruits et légumes verts, 100 kilocalories de ces deux groupes d'aliments coûtent onze fois plus cher que le sucre pour l'INEC, et huit fois plus cher pour les personnes interrogées, qui évitent aussi de consommer les fruits et légumes verts les plus coûteux. Les légumineuses sont moins coûteuses à l'achat, mais la longueur de leur cuisson renchérit le prix de leur consommation.

De façon générale, le graphique 3B et le tableau 11 montrent que l'insuffisance en énergie coûteuse est générale dans les douze familles, étudiées à deux reprises (soit 24 cas). Dans 19 cas sur 24 (74 % des individus), les familles consomment moins de 50 % de l'énergie recommandée d'origine animale (et pourtant, au sens propre, les gens rêvent de viande !)<sup>8</sup>. On retrouve le même handicap pour les végétaux les plus coûteux : dans 16 cas sur 24 pour les légumes verts (74 % de personnes concernées), dans 14 cas pour les légumineuses (soit 60 % des personnes

---

8. Parmi les 5 cas de familles consommant entre 50 et 128 % de la ration recommandée en aliments d'origine animale, 4 sont exceptionnels et ne rendent pas compte d'habitudes alimentaires : la famille 02, en périodes A et B, a obtenu des dons de lait en poudre d'un centre médical pour ses deux plus jeunes enfants ; en période B, une naissance a conduit les familles 10 et 11 à acheter un peu de lait pour les bébés, quelques œufs et un peu de viande pour les mères anémiées, avec des revenus supplémentaires très temporaires pour la famille 10, avec l'aide matérielle de l'enquêtrice, qui ne pouvait rester insensible au risque mortel qui pesait sur la famille 11. Ce risque était bien réel, puisque six mois plus tard, Cristina, le bébé de cette famille, mourait de bronchites à répétition et de malnutrition.

**Tableau 19**  
**Consommation quotidienne individuelle moyenne**  
**de protéines de 158 personnes pauvres**  
**en relation avec les recommandations du Conade**

Aliments	Consommation moyenne quotidienne Poids de protéines (g)		Recommandations quotidiennes Poids de protéines (g)	
	dans 100 kcal	dans une ration de 1 717 kcal	dans 100 kcal	dans une ration de 2 019 kcal
<i>Aliments d'origine végétale</i>				
<i>peu coûteux<sup>1</sup> :</i>				
Sucre	0,0	0,0	0,0	0,0
Graisses végétales	0,0	0,0	0,0	0,0
Céréales	2,4	16,4	2,5	20,0
Tubercules, racines	2,2	3,9	2,4	3,5
Banane plantain	0,8	1,1	0,8	0,2
<i>Aliments d'origine végétale coûteux<sup>2</sup> :</i>				
Légumineuses	7,0	3,0	6,3	6,9
Fruits (sauf banane plantain)	1,7	0,6	1,3	0,9
Légumes verts	3,9	2,1	5,7	5,9
Divers aliments d'origine végétale		0,3		
<b>Total des aliments d'origine végétale</b>		<b>27,4</b>		<b>37,4</b>
<b>Aliments d'origine animale (coûteux)</b>	6,6	<b>8,3</b>	6,7	<b>20,7</b>
<b>Total général</b>		<b>35,7</b>		<b>58,1</b>
<b>Total recommandé</b>		<b>45,1</b>		<b>45,1</b>

1. 100 kcal coûtent moins de 4 min de travail payé au salaire minimum équatorien

2. 100 kcal coûtent plus de 4 min de travail payé au salaire minimum équatorien

de l'échantillon) et dans 14 cas pour les fruits (non compris les bananes plantains), soit 59 % des personnes interrogées<sup>9</sup>. Ainsi, aucune famille ne consomme une ration alimentaire équilibrée, toutes souffrent du manque d'accès à une ou plusieurs sources d'énergie alimentaire coûteuse, même celles qui sont toutes proches du seuil de pauvreté.

On rappellera donc que la mesure équatorienne du seuil de pauvreté est particulièrement performante : toutes les familles situées sous ce seuil, dans le cadre de cette étude, présentent une incapacité économique à consommer, en quantités suffisantes, les aliments nécessaires à un bon équilibre alimentaire et plus de la moitié des personnes interrogées sont sous-alimentées plus ou moins gravement<sup>10</sup>.

9. En moyenne, chaque individu consomme 41 % de l'énergie recommandée d'origine animale, et respectivement 40 %, 52 % et 53 % de celle qui devrait être fournie par les légumineuses, les légumes verts et les fruits.

10. À condition, rappelons-le, de vérifier plus largement cette performance pour s'assurer que ce seuil ne retient que des personnes sous-alimentées et (ou) souffrant d'un mauvais équilibre alimentaire et, inversement, qu'il ne laisse pas échapper de familles mal nourries par manque de revenus.

La pauvreté n'accable pas toutes ces familles avec la même gravité. Les graphiques 3A et 3B montrent que lorsque les revenus se situent entre les seuils d'indigence et de pauvreté, les familles ne souffrent pas de sous-alimentation, à une exception près<sup>11</sup> ; c'est rarement le cas pour celles situées sous le seuil d'indigence. On peut ainsi classer les douze familles en trois groupes : celui de la famille 10, qui vit dans la grande misère ; celui des six familles 01, 04, 05, 06, 11 et 12, situées onze fois sur douze sous le seuil d'indigence ; enfin celui des cinq familles 02, 03, 07, 08 et 09, dont les revenus se situent six fois sur dix entre les seuils d'indigence et de pauvreté. Sur les 24 bilans alimentaires mensuels établis (deux bilans pour chacune des douze familles), on en a choisi trois, représentatifs de la situation de ces trois groupes de familles (tableau 20).

Tableau 20  
Caractéristiques de trois cas types de pauvreté  
observés en 1988-1989 à Quito

Types de pauvreté	Famille indigente en détresse Famille 10 période A décembre 1988	Famille indigente Famille 05 période A mai 1988	Famille pauvre Famille 03 période B avril 1989
Exemples			
Date des enquêtes			
Indice de pauvreté*	17	29	50
% énergie alimentaire consommée/normes	39	77	99
% énergie peu coûteuse recomb./normes**	48	100	109
% énergie coûteuse recommandée/normes	19	19	75
% protéines totales consommées/normes	42	58	107
% protéines animales consommées/normes	10	9	12
% dépenses alimentaires/normes	23	48	63
% dépenses alimentaires/ensemble revenus	70	84	63

Source : annexe 2A.

\* Il s'agit du pourcentage de revenus obtenus par la famille par rapport à ceux qui permettent de se situer sur le seuil de pauvreté.

\*\* Cette énergie est issue des céréales, des tubercules, des bananes plantains, des sucres et des graisses végétales.

11. En période A, la famille 06 avait un revenu qui aurait dû lui permettre de ne pas être sous-alimentée, mais le chef de famille (19 ans) achetait, à midi, des plats tout préparés sur son lieu de travail dont le coût est toujours plus élevé que lorsqu'ils sont préparés à la maison ; il achetait aussi des cigarettes, jouait à des jeux de hasard, comportement incompatible avec ses revenus, s'il voulait nourrir suffisamment sa femme et son enfant.

### **Une famille indigente en détresse : sa ration énergétique est très gravement insuffisante**

On s'en souvient, la famille 10 et celles d'autres chiffonniers font office de gardiens du chantier d'un collègue en construction, à El Calzado, quartier d'une zone caractérisée par un taux de pauvreté moyen de 40 %, ce qui n'est pas excessif pour Quito (carte 4). La fonction précaire de gardien leur a donné le droit de construire des cabanes au bord du Machángara et d'accéder à une bouche d'eau gratuite. José et Luz, responsables de la famille 10, ont six enfants, âgés de 2 à 14 ans, en décembre 1988, lors du premier passage (A) de l'enquête, ils ont sept enfants au second passage (B), en juin 1989. Au cours de ces deux mois, la famille vit avec un cinquième (17 et 21 %) des revenus nécessaires pour atteindre le seuil de pauvreté et, dans les deux cas, son alimentation est très gravement insuffisante, puisque 39 % seulement de l'énergie recommandée est effectivement consommée (tableau 20, annexes 2A et 2B).

Comment s'organise Luz pour nourrir sa famille, au cours de la période A ? C'est elle seule, la mère des enfants, qui porte cette responsabilité, comme dans tous les foyers interrogés. En décembre 1988, elle a dépensé 70 % des revenus mensuels de la famille pour la nourriture. Le tableau 21 présente, calculé pour une seule journée, tout ce qui a été consommé par la famille 10 pendant ce mois. Luz a pratiquement tout acheté. Elle a cependant cueilli de la camomille sur les pentes du Machángara pour les tisanes du matin ; elle a reçu, en cadeau, de voisins moins pauvres qu'elle, la moitié des mangues, le quart des bananes douces et le dixième du pain consommé par la famille ; enfin, constatant l'état de détresse de la famille, j'ai donné le fromage cuit qui représente la seule source de protéines animales de la famille pour l'ensemble du mois. Ces cadeaux ne représentent que 306 des 6 605 kilocalories consommées chaque jour par la famille, à qui le Conade recommande 16 744 kilocalories. Si Luz essaie d'acheter au moindre prix, elle est cependant obligée de payer au prix fort des plats de riz ou de fèves (en moyenne, 391 kcal par jour) préparés à la mi-journée pour les élèves de l'école que fréquentent Hugo et Gisela (5 et 6 ans).

Il n'est pas question d'acheter en gros, puisque Luz doit attendre chaque soir les gains des personnes actives de la famille (elle-même, son compagnon, leurs fils Juan et Heriberto<sup>12</sup> de 14 et 9 ans) pour s'approvisionner à l'épicerie et parfois, très rarement, au marché, le lendemain matin. Les prix pratiqués sont ceux observés par l'INEC, à moins de 20 % près. Les carottes et surtout les pommes de terre coûtent beaucoup moins cher, mais leur qualité est peut-être inférieure. Le pain coûte beaucoup plus cher, ce qui est grave, ce poste de dépenses étant important : il vient juste après celui des pommes de terre et du riz (tableau 21).

12. Heriberto suit un enseignement, donné par un jeune bénévole, 4 heures par semaine.

Si les quatre actifs de la famille pouvaient espérer un revenu horaire égal au salaire minimum, 151 minutes de labeur chaque jour permettraient de nourrir la famille, de façon très gravement insuffisante, cependant ; mais, compte tenu de la faible rentabilité de leur tâche, ils fournissent bien davantage pour atteindre ce triste objectif.

Le seul vrai repas de la famille est celui du soir, fait de provisions achetées avec les revenus de la journée (photo 7). Le lendemain matin, les restes de la veille sont liquidés et, s'il ne reste rien, le petit déjeuner se réduit à une tisane très sucrée, accompagnée parfois de pain. Luz se lamente alors de voir son fils aîné partir travailler, comme homme de peine, l'estomac presque vide, elle sait que c'est dangereux. Quant à Gisela, l'aînée des petits, âgée de 6 ans, elle souffre de maux de tête à l'école qui, selon Lenin Gallegos Herrera, le médecin de l'équipe, sont causés par la sous-alimentation. Seuls les plus jeunes enfants, âgés de 2, 3, 4 et 6 ans, mangent au milieu de la journée : « Leurs estomacs sont trop petits pour attendre le soir », rappelle Luz. Souvent, ce repas de la mi-journée, vite expédié, est consommé froid par les enfants : il comprend alors une banane douce pour chacun et un peu de pain ; il arrive aussi qu'on saute ce repas parce qu'il n'y a rien à manger.

En décembre 1988, la première source d'énergie alimentaire de cette famille est fournie par les céréales (2 268 kcal par jour en moyenne pour 8 personnes), essentiellement du riz, puis viennent les pommes de terre (1 870 kcal), le sucre (857 kcal), les graisses végétales et animales (707 kcal), enfin les bananes plantains (175 kcal). Tous ces aliments, en dehors du pain, coûtent moins de 2,4 minutes de travail (payé au salaire minimum) pour 100 kilocalories. À part les choux et les carottes, tout le reste coûte plus cher. Aussi, en dehors du fromage cuit reçu en cadeau (227 kcal), les légumineuses, les fruits, les légumes verts et divers ne fournissent que 501 kilocalories, soit 7,5 % de l'énergie consommée. Il est évident qu'une telle alimentation est déséquilibrée : durant ce mois, la famille 10 n'a consommé que 42 % du poids recommandé en protéines (tableau 21).

Le dîner, cuit au bois, est donc le repas essentiel de la famille. C'est le moment où elle se repose, une fois la nuit tombée à 18 heures. Luz prend le temps de préparer un vrai repas chaud qui comprend une bouillie ou une soupe, à base de riz, de farine de blé, de flocons d'avoine, de vermicelle ou de pommes de terre, avec fréquemment le mélange de deux de ces ingrédients. À cette base, Luz ajoute des légumes verts (en particulier du chou, des oignons et des carottes, en très petites quantités), un peu de graisse animale ou végétale, de l'achiote<sup>13</sup> et du sel<sup>14</sup>.

13. L'achiote est une graine rouge, utilisée comme colorant alimentaire.

14. On notera que chacune des 158 personnes interrogées consomme en moyenne 12 g de sel par jour. Dans les trois familles citées en exemple, la moyenne est de 13 g de sel par personne et par jour dans la famille 10, 16 g dans la famille 05 et 11 g dans la famille 03. En France, chaque habitant consomme en moyenne 11 g de sel par jour et par personne.

**Tableau 21**  
**Exemple de sous-alimentation et de déficit en protéines très graves,**  
**dans l'alimentation journalière moyenne de la famille 10**  
**en décembre 1988 (période A). Un couple dont une femme enceinte**  
**et six enfants âgés de 2 à 14 ans**

Aliments	Poids avant préparation g	Énergie kcal	Poids protéines g	Poids protéines dans 100 kcal g	Prix 100 kcal consom. min trav. salaire min.	Prix ration cons. min trav. salaire min.	% énergie cons/ énerg. recommandée % prix 100 kcal cons./prix 100 kcal/INEC	
<b>Aliments d'origine végétale</b>		<b>6 128</b>	<b>122,8</b>		<b>19</b>	<b>117,1</b>	<b>44</b>	
<u>Divers (non recomm.)</u>								
sel	111	3	0,1			4,0		
achiote (condiment)	105	0	0,0	0,0		1,3		
aji no moto (condiment)	1	3	0,1	2,9	39,7	1,0		
citronnelle	1					1,1		
camomille	3					0,5		
<u>Céréales</u>								
riz	646	2 268	56,9		2,6	59,7	<b>36</b>	
flocon d'avoine	201	755	15,7	2,1	2,4	18,3	61	116
maïs canguil	65	249	7,8	3,2	2,3	5,8	39	112
farine de blé	61	198	5,3	2,6	1,9	3,7		
pâtes	65	236	6,3	2,7	2,1	4,9	20	89
vermicelle	36	122	3,7	3,0	2,0	2,5		
pain	97	337	6,8	2,0	2,2	7,4	29	81
<u>Tubercules</u>								
potato	121	371	11,3	3,0	4,6	17,1	36	139
<u>Banane plantain</u>	2 683	1 870	44,0		1,2	22,1	<b>156</b>	
Banane à cuire verte	2 683	1 870	44,0	2,4	1,2	22,1	156	27
<u>Sucre et dérivés</u>								
sucre	161	175	1,4		1,2	2,0	90	
sucre non raffiné	161	175	1,4	0,8	1,2	2,0	90	85
<u>Légumineuses</u>	228	857	0,4		0,9	7,9	<b>63</b>	
fève sèche	130	519	0,0	0,0	0,9	4,9	38	100
farine de fève	98	338	0,4	0,1	0,9	3,0		
<u>Fruits (sauf banane pl.)</u>	46	160	11,3		2,9	4,5	<b>16</b>	
mangue	14	48	3,4	7,1	4,8	2,3		
banane douce	32	112	7,9	7,1	2,0	2,2		
<u>Légumes verts</u>	212	128	1,5		3,7	4,7	<b>22</b>	
blette	35	12	0,1	0,8	14,5	1,8		
oignon blanc	177	116	1,4	1,3	2,5	2,9	99	83
chou vert	859	210	7,2		2,9	6,1	<b>26</b>	
coriandre	53	10	0,6	5,9	8,8	0,9		
carotte	30	10	0,3	3,0	9,8	0,9	25	96
<u>Graisses végétales</u>	462	87	4,0	4,6	2,2	1,9		
graisse hydrofugée	16	5	0,4	7,9	4,8	0,2		
Aliments d'origine animale	298	98	1,9	2,0	2,3	2,2	248	47
Lait et dérivés	52	457	0,0		1,3	6,1	<b>18</b>	
fromage cuit	52	457	0,0	0,0	1,3	6,1	55	111
<u>Œufs</u>								
Graisses (non recomm.)	179	227	37,5		14,2	32,1	<b>11</b>	
Viande et poisson	179	227	37,5	16,5	14,2	32,1		
<b>Total consommé</b>	0						<b>0</b>	
<b>Recommandations</b>	32	250	0,5	0,2	0,9	2,2	<b>0</b>	
<b>% consommé/ recommand.</b>	0						<b>0</b>	
<b>Total consommé</b>		<b>6 605</b>	<b>160,8</b>		<b>2,3</b>	<b>151,4</b>	<b>39</b>	
<b>Recommandations</b>		<b>16 744</b>	<b>385,0</b>		<b>4,0</b>	<b>660,7</b>		
<b>% consommé/ recommand.</b>		<b>39</b>	<b>42</b>			<b>23</b>		

La valeur énergétique des aliments est calculée une fois qu'ils ont été préparés pour être consommés, c'est-à-dire, pour la plupart d'entre eux, une fois débarrassés de leurs déchets. La comparaison entre l'énergie consommée et l'énergie recommandée d'une part, entre les prix pour 100 kcal relevés dans nos enquêtes ou par l'INEC d'autre part, ne concerne que les aliments sélectionnés par le Conade pour faire partie du panier alimentaire recommandé aux habitants de Quito.

Le dénuement de cette famille est tel que les habitudes alimentaires des ruraux de la province du Cotopaxi, au sud de Quito, où José est né et où Luz a passé son enfance, ne transparaissent que dans l'importance des achats de pommes de terre. Luz n'a d'ailleurs connu que la misère, avec ses neuf frères et sœurs, sa mère et des beaux-pères successifs. Elle a toujours eu faim, ne mangeait jamais de viande, ni d'œufs dans son enfance, elle goûtait seulement un peu de lait quand elle gardait des vaches. Sa nourriture se limitait à du maïs, de l'orge et des pommes de terre. Elle a découvert le pain, les pâtes et le riz en arrivant à Quito, à 19 ans, avec son compagnon et son fils aîné.

Lors de mon deuxième passage, en juin 1989, l'insuffisance alimentaire est toujours aussi grave, mais Luz a profité d'un mois durant lequel José et Juan ont pu travailler quelques jours, comme hommes de peine, pour acheter un peu de viande (Lenin Gallegos Herrera, le médecin, observe que Luz est probablement anémiée), du lait de vache pour le bébé de 5 mois et des œufs. On note d'ailleurs que Luz n'a utilisé que 54 % des revenus de la famille pour la nourriture au lieu de 70 % six mois plus tôt (annexe 2B). Cette timide embellie passagère est renforcée par une initiative récente de l'État, particulièrement appréciée de toutes les familles pauvres rencontrées à Quito : une collation, comprenant le plus souvent du lait sucré, du cacao et du pain, désormais distribuée gratuitement dans toutes les écoles publiques. Cet apport alimentaire est une mesure politique concrète qui améliore sensiblement la ration alimentaire des enfants pauvres.

### **Six familles indigentes : leur ration énergétique est insuffisante**

Ces six familles, interrogées à deux reprises, ont une ration alimentaire gravement insuffisante six fois sur douze, légèrement insuffisante quatre fois sur douze et suffisante deux fois sur douze seulement. Toutes ont un revenu qui les situe sous le seuil d'indigence, lors des deux entretiens, à une exception près (annexe 2B).

Deux de ces familles ont des revenus réguliers et résident au Comité del Pueblo : celle de Jorge (famille 01), vigile d'une banque, dont le salaire est mensualisé et celle d'Eva (famille 04), employée de maison, dont les gages sont dérisoires mais constants. Les autres familles ont un revenu qui varie d'un jour à l'autre : celle de Luis (famille 06, voisine de la famille 10), qui vit de la vente des objets trouvés dans les poubelles et les décharges ; celle de Victoria (famille 11), lavandière chez plusieurs employeurs en semaine et restauratrice le dimanche devant sa cabane d'Atucucho, sur les pentes du Pichincha (photo 2) ; enfin, celle de Félix



(famille 12), qui perçoit des revenus journaliers en rapport avec le nombre de glaces vendues dans les rues et les jardins de Quito.

En mai 1988, en période A, la famille 05, choisie en exemple, est dirigée par Alberto, menuisier, et sa compagne, Mixmelí, lavandière, qui élèvent six enfants. Ils résident à Las Monjas, à l'est de la ville (taux de pauvreté moyen du quartier, voisin de 65 %). On se rappelle que leur maison (photo 1) a été détruite à moitié par une coulée de boue, deux mois plus tôt (il reste deux pièces).

La famille est indigente puisqu'elle vit avec 29 % des revenus nécessaires pour atteindre le seuil de pauvreté (annexe 2B). Ce taux est légèrement inférieur à celui observé, lors de la deuxième enquête réalisée en mai 1989. Cependant (tableau 22), en mai 1988, cette famille parvient à consommer 77 % de la ration énergétique recommandée (72 %, un an plus tard) et 58 % du poids de protéines recommandé (64 %, un an plus tard), en dépensant 84 % de ses revenus (58 %, en mai 1989). On remarquera l'obésité<sup>15</sup> de Mixmelí, malgré ces mauvais indicateurs alimentaires (annexe 2A).

L'accès aux aliments d'origine animale, énergétiquement coûteux, est limité au cinquième de ce qui est recommandé (21 %, tableau 22) ; ces pourcentages sont voisins pour les fruits et les légumes verts et, durant ce mois, la famille n'a pas consommé de légumineuses. En revanche, les groupes d'aliments peu coûteux sont consommés plus ou moins dans les quantités recommandées. La situation de la famille 05 est moins désespérée que celle de la famille 10, puisqu'elle dépense 48 % de ce qui est recommandé par le Conade pour se nourrir alors que l'autre famille n'en dépense que 23 % (tableaux 21 et 22), soit l'équivalent de 6 heures de travail payé au salaire minimum, à répartir journalièrement entre les deux adultes, dont les gains horaires sont cependant inférieurs à ce salaire. La plupart des prix des aliments consommés par cette famille sont ceux observés par le Conade, à moins de 20 % près. Seuls quatre produits (flocons d'avoine, carottes, oranges, tomates) achetés au marché de la Marín, au centre-ville, coûtent beaucoup plus cher. La famille cultive un jardin près de la maison, mais ce mois-ci, on n'y récolte que de la verveine<sup>16</sup>. Une toute petite part de la nourriture (370 des 13 977 kcal

---

15. En 2000, les jambes de Mixmelí ont beaucoup enflé ; alors âgée de 52 ans, elle marche difficilement et ne peut plus travailler.

16. L'année suivante, en mai, la famille récoltera du maïs et des zambos tendres (variété de Calebasse blanche), ce qui explique que des légumes verts, énergétiquement coûteux, aient été surconsommés par rapport aux recommandations, en période B. On retrouve le même phénomène : dans la famille 11 qui récolte du maïs tendre dans son jardin en juin 1989 (période B) (photo 9) ; dans la famille 09 qui achète aux grossistes, à bas prix, des oranges et autres fruits qu'elle revend sur les marchés et dont elle consomme une partie (période A) ; ou bien encore dans la famille 01, où Teresa porte des légumes au marché et reçoit des avocats pour salaire (période B). Ce sont les seuls cas de surconsommation observés dans des groupes d'aliments énergétiquement coûteux (annexe 2B).

**Tableau 22**  
**Exemple de sous-alimentation et de déficit en protéines graves**  
**dans l'alimentation journalière moyenne de la famille 05 en mai 1988**  
**(période A). Un couple et six enfants âgés de 3 à 18 ans**

Aliments	Poids avant préparation g	Énergie kcal	Poids protéines g	Poids protéines dans 100 kcal g	Prix 100 kcal consom. min trav. salaire min.	Prix ration consom. min trav. salaire min.	% énergie cons./énerg. recommandée	% prix 100 kcal cons./ prix 100 kcal INEC
<b>Aliments d'origine végétale</b>		<b>13 441</b>	<b>199,0</b>		<b>2,2</b>	<b>297,5</b>	<b>87</b>	
<u>Divers</u> (non recomm.)	206	55	2,0			28,7		
<i>sel</i>	131	0	0,0	0,0		1,0		
<i>achiotte (condiment)</i>	2	8	0,2	4,9	4,3	0,3		
<i>aji no moto (condiment)</i>	5					8,1		
<i>cumin</i>	4	14	0,7	4,9	22,8	3,1		
<i>verveine</i>	20					3,1		
<i>café soluble</i>	6	19	1,0	4,9	53,7	10,6		
<i>bière</i>	38	14	0,1	0,8	17,7	2,5		
<u>Céréales</u>	1 883	6 630	158,1		1,9	127,3	93	
<i>riz</i>	925	3 469	72,1	2,1	1,3	45,6	248	89
<i>flocon d'avoine</i>	36	137	4,3	3,2	4,4	6,1	19	258
<i>farine de blé raffinée</i>	142	537	14,5	2,7	1,4	7,7		
<i>vermicelle</i>	235	814	16,5	2,0	2,0	16,6	63	90
<i>pain</i>	545	1 673	50,7	3,0	3,1	51,3	146	94
<u>Tubercules</u>	1 541	1 074	25,3		2,2	23,9	75	
<i>potomme de terre</i>	1 541	1 074	25,3	2,4	2,2	23,9	75	39
<u>Bananes plantain</u>	393	379	2,9		1,8	6,7	188	
<i>banane à cuire mûre</i>	393	379	2,9	0,8	1,8	6,7	188	
<u>Sucre et dérivés</u>	807	2 003	0,0		1,5	29,2	138	
<i>sucre</i>	475	1 900	0,0	0,0	1,0	19,8	130	98
<i>boisson sucrée</i>	332	103	0,0	0,0	9,2	9,4		
<u>Légumineuses</u>	0						0	
<u>Fruits</u> (sauf banane pl.)	453	203	4,4		7,8	15,9	34	
<i>avocat</i>	128	104	1,2	1,1	3,2	3,4	69	59
<i>citron vert</i>	50	6	0,3	4,6	42,2	2,4	27	79
<i>orange</i>	165	44	0,8	1,9	12,4	5,4	89	165
<i>tomate d'arbre</i>	110	49	2,1	4,4	9,7	4,7		
<u>Légumes verts</u>	580	171	5,9		14,1	24,1	18	
<i>piment</i>	3	1	0,1	5,0	33,1	0,3		
<i>céleri en branches</i>	41	11	0,9	8,7	10,6	1,1		
<i>oignon blanc</i>	78	25	0,7	3,0	18,7	4,7	55	120
<i>oignon violet</i>	64	26	0,6	2,3	11,8	3,1	45	96
<i>chou vert</i>	142	27	1,2	4,6	9,5	2,5		
<i>coriandre</i>	6	2	0,1	7,9	36,5	0,7		
<i>poivron</i>	10	2	0,1	3,4	54,8	1,3		
<i>betterave</i>	80	27	1,1	3,9	12,3	3,4		
<i>tomate</i>	24	6	0,2	3,7	63,7	3,6	17	311
<i>carotte</i>	132	44	0,9	2,0	7,7	3,4	94	140
<u>Graisses végétales</u>	340	2 926	0,4		1,4	41,7	104	
<i>huile</i>	71	641	0,0	0,0	1,3	8,2	34	92
<i>margarine</i>	71	536	0,4	0,1	2,0	10,5		
<i>graisse hydrofugée</i>	198	1 749	0,0	0,0	1,3	23,0	189	98
<b>Aliments d'origine animale</b>		<b>536</b>	<b>35,7</b>		<b>11,2</b>	<b>60,1</b>	<b>21</b>	
<u>Lait et dérivés</u>	318	206	10,5		5,5	11,2	12	
<i>lait de vache</i>	318	206	10,5	5,1	5,5	11,2	12	100
<u>Œufs</u>	27	38	2,9	7,6	14,2	5,4	13	100
<u>Viande et poisson</u>	267	292	22,3		14,9	43,5	54	
<i>côte de bœuf (demi-gras)</i>	138	213	16,3	7,7	12,2	26,0		
<i>bœuf avec 3/4 d'os</i>	129	79	6,0	7,7	22,2	17,5		
<b>Total consommé</b>	<b>13 977</b>	<b>234,7</b>	<b>2,6</b>		<b>357,6</b>	<b>77</b>		
<b>Recommandations</b>	<b>18 117</b>	<b>401,0</b>	<b>4,1</b>		<b>750,2</b>			
<b>% consommé/recomm.</b>	<b>77</b>	<b>58</b>	<b>48</b>					

consommées chaque jour) provient de salaires payés en nature par les clients et les employeurs occasionnels d'Alberto et de Mixmelí. Tout le reste est acheté au marché du centre-ville par Mixmelí, au retour de son travail, ou à l'épicerie proche par les deux filles aînées sur qui repose la charge de la préparation des repas (ces jeunes filles ne résistent pas à l'achat de boissons sucrées, bien trop coûteuses pour des indigents !).

Un monde sépare cette famille (et celles de ce groupe, hormis la famille 11 en période B) de la famille 10 : on peut y faire trois vrais repas par jour (cuits au gaz le plus souvent) au lieu d'un. Chez Alberto et Mixmelí, le petit déjeuner comprend du pain, du café soluble (un luxe, compte tenu du prix !) sucré et du lait ou une tisane pour la plus jeune enfant. Le repas principal est celui de midi, pris par la famille avant que les trois aînés ne partent au collège. Selon les jours, il comprend du riz, des pommes de terre, des pâtes, une bouillie de farine ou de flocons d'avoine. S'y ajoutent parfois des œufs ou de la viande, des bananes plantains frites ou quelques légumes crus ou des fruits. On retrouve, comme dans la famille 10, l'habitude de mélanger dans un seul plat, des pommes de terre et du vermicelle par exemple, auxquels on ajoute des oignons. Les restes du déjeuner sont utilisés pour le repas du soir.

Pour Mixmelí, née dans l'une des vallées de la province de Bolívar, ouvertes sur la Costa, la nourriture de la ferme de ses parents était beaucoup plus variée que celle qu'elle offre à sa famille, surtout depuis que son compagnon, natif de Quito, a perdu son emploi. Elle est intarissable pour évoquer les plats de son enfance à base de maïs, de blé, de pommes de terre, de bananes plantains, de manioc, sans compter le lait, la viande de porc et les fruits et légumes verts de toutes sortes. Elle avoue tristement qu'elle continue à préparer le sancocho, son plat préféré, mais elle achète maintenant des os au lieu de viande, des carottes et des lentilles au lieu de haricots. La comparaison entre le passé et le présent est amère.

### **Cinq familles pauvres et parfois indigentes : leur ration énergétique est suffisante**

Ces cinq familles se situent, au moins lors d'une des deux séries d'entretiens, entre les seuils d'indigence et de pauvreté. Leur ration énergétique est suffisante dans huit cas sur dix, sinon presque suffisante (annexe 2B).

On sait que la famille 02 habite le Comité del Pueblo. César, le chef de famille, cumule deux emplois, mais c'est insuffisant pour ne pas appartenir au groupe des pauvres, car sa compagne doit régulièrement se faire soigner et la famille compte sept enfants. Les familles 07, 08 et 09 habitent à Quito Sur. Manuel, le chef de la famille 07, et son épouse ont quatre

enfants, Manuel a un bon emploi qu'il perdra entre les deux passages de l'enquête. Agustín et María ont six enfants, le chef de la famille 08 est maçon, ses revenus sont très variables. Enfin, dans la famille 09, Hermeís est balayeur et sa compagne vendeuse de fruits et légumes sur les marchés, ils sont entourés de leurs trois enfants.

La famille 03, prise en exemple, réside dans le quartier du Comité del Pueblo, dont le taux de pauvreté est voisin de 65 %. Lors de la deuxième série d'entretiens (période B), qui a eu lieu en avril 1989, les quatre enfants de Milton et de sa compagne Emma ont entre 2 et 7 ans. Milton est maçon, c'est à lui de trouver des chantiers, mais il est apprécié et ses revenus ne sont pas trop irréguliers. Sa compagne apporte un salaire d'appoint en lavant du linge et en élevant des porcs. Ils habitent leur propre maison en parpaings et toit de tôle, comprenant deux pièces bordées par une petite cour bétonnée, où une citerne a été aménagée pour stocker l'eau de pluie ou celle achetée aux camions-citernes qui approvisionnent plus ou moins régulièrement le quartier. La famille s'éclaire à l'électricité et utilise une bouteille de gaz pour cuire la nourriture. Ses revenus représentent 50 % de ceux nécessaires pour atteindre le seuil de pauvreté (38 %, un an plus tôt, lors des précédents entretiens).

En avril 1989, la famille 03 consomme 99 % de l'énergie alimentaire conseillée (tableau 23), en y consacrant 63 % de l'ensemble de ses revenus et 63 % de ce que le Conade recommande de dépenser pour la nourriture. On note donc (tableau 20) que si la part des dépenses consacrées à l'alimentation est toujours supérieure à 50 % des revenus, comme pour les familles indigentes 10 et 05 prises en exemple, en revanche, en se rapprochant du seuil de pauvreté, la famille 03 peut se permettre de consacrer des sommes plus importantes à la nourriture. Elle consomme 107 % des protéines recommandées (tableaux 20 et 23), de sorte que même si les protéines animales sont insuffisantes, la consommation abondante de protéines d'origine végétale doit permettre de réaliser une bonne supplémentation grâce aux légumineuses et aux céréales présentes en quantité satisfaisante. Cependant, la famille 03 ne mange pas suffisamment de fruits et de légumes verts.

Emma se charge de l'alimentation familiale. Toute la nourriture est achetée, sauf une petite partie correspondant à 3 % de l'énergie consommée. Il s'agit d'un peu de coriandre cultivée dans un coin, d'anis et de cacao reçus en cadeaux d'amis et surtout de pain (171 kcal/jour) et de lait (181 kcal/jour) pour les deux enfants scolarisés, distribués gratuitement depuis quelques mois dans toutes les écoles publiques. Les légumes, les fruits, la farine et les œufs sont achetés au marché hebdomadaire du quartier, le sucre, les pâtes, le pain et le lait dans une épicerie proche.

Le tableau 23 présente, répartie sur une journée, la ration alimentaire moyenne de la famille pour le mois de mai 1989, durant lequel ont été

**Tableau 23**  
**Exemple d'alimentation suffisante, mais mal équilibrée**  
**dans l'alimentation journalière moyenne de la famille 03 en avril 1989**  
**(période B). Un couple et quatre enfants âgés de 2 à 7 ans**

Aliments	Poids avant préparation g	Énergie kcal	Poids protéines g	Poids protéines dans 100 kcal g	Prix 100 kcal consom. min trav. salaire min.	Prix ration cons. min trav. salaire min.	% énergie cons/ énerg. recommandée	% prix 100 kcal cons./ prix 100 kcal INEC
<b>Aliments d'origine végétale</b>		<b>11 901</b>	<b>258,7</b>		<b>3,2</b>	<b>384,9</b>	<b>111</b>	
<u>Divers</u> (non recomm.)	543	205	2,7			47,9		
<i>sel</i>	66	0	0,0	0,0		1,5		
<i>achiotte</i> (condiment)	2	7	0,2	4,9	16,1	1,1		
<i>cumin</i>	1	5	0,3	4,9	42,5	2,2		
<i>anis</i>	1					2,6		
<i>verveine</i>	4					0,4		
<i>citronnelle</i>	4					0,4		
<i>café moulu</i>	2	5	0,3	4,9	14,5	0,7		
<i>cacao en poudre</i>	7	19	0,5	2,7	11,1	2,1		
<i>bière</i>	456	169	1,4	0,8	21,9	36,9		
<b>Céréales</b>	1 576	5 591	131,8		3,2	177,1	111	
<i>riz</i>	908	3 406	70,8	2,1	2,9	99,7	345	91
<i>farine d'orge</i>	65	222	6,1	2,8	2,6	5,8		
<i>farine de maïs</i>	65	237	4,3	1,8	3,0	7,1		
<i>farine de blé</i>	129	470	12,5	2,7	2,4	11,1	49	58
<i>pain</i>	409	1 256	38,1	3,0	4,3	53,4	155	82
<b>Tubercules</b> (manioc)	569	573	3,1	0,5	3,1	17,7	66	53
<b>Bananes plantain</b> (vertes)	683	739	6,0	0,8	1,2	8,9	547	
<b>Sucre et dérivés</b>	556	2 178	0,3		1,3	29,0	212	
<i>sucré</i>	469	1 876	0,0	0,0	1,4	25,8	182	96
<i>sucré non raffiné</i>	85	295	0,3	0,1	0,9	2,7		
<i>bonbon</i>	2	7	0,0	0,0	7,5	0,5		
<b>Légumineuses</b>	370	1 276	82,1		2,6	33,7	180	
<i>pois sec</i>	149	513	33,6	6,6	2,6	13,3	146	66
<i>haricot sec</i>	156	541	32,7	6,1	2,5	13,3	152	48
<i>farine de fève</i>	65	222	15,8	7,1	3,2	7,1		
<b>Fruits</b> (sauf banane pl.)	479	111	4,3		20,0	22,2	28	
<i>citron jaune</i>	285	25	0,5	2,1	35,7	8,9		
<i>tomate d'arbre</i>	194	86	3,8	4,4	15,4	13,3		
<b>Légumes verts</b>	1 401	600	28,4		6,4	38,6	87	
<i>blette</i>	7	1	0,1	5,9	14,3	0,2		
<i>ail</i>	14	19	0,7	4,0	11,9	2,2		
<i>oignon blanc</i>	97	31	0,9	3,0	7,2	2,2	94	74
<i>chou vert</i>	258	48	2,2	4,6	9,2	4,4		
<i>coriandre</i>	13	4	0,3	7,9	5,3	0,2		
<i>épinard</i>	7	1	0,0	8,3	30,8	0,2		
<i>haricot frais</i>	194	308	20,2	6,5	4,3	13,4	187	48
<i>tomate</i>	65	15	0,6	3,7	29,6	4,4	62	57
<i>carotte</i>	15	5	0,1	2,0	6,2	0,3	14	107
<i>calebasse fraîche</i>	731	168	3,3	1,9	6,6	11,1		
<b>Graisses végétales</b>	71	628	0,0		1,6	9,8	34	
<i>graisse hydrofugée</i>	71	628	0,0		1,6	9,8	34	94
<b>Aliments d'origine animale</b>		<b>442</b>	<b>31,9</b>		<b>10,0</b>	<b>44,1</b>	<b>26</b>	
<b>Lait et dérivés</b>	329	214	10,8		5,8	12,3	19	
<i>lait de vache</i>	329	214	10,8	5,1	5,8	12,3	19	99
<b>Œufs</b>	0						0	
<b>Viande et poisson</b>	160	228	21,1		13,9	31,8	62	
<i>poisson frais</i>	30	15	3,2	20,8	13,5	2,0	42	20
<i>porc (sans os)</i>	65	114	10,3	9,1	14,4	16,5		
<i>côte de bœuf (demi-gras)</i>	65	99	7,6	7,7	13,4	13,3		
<b>Total consommé</b>		<b>12 343</b>	<b>290,6</b>		<b>3,5</b>	<b>429,0</b>	<b>99</b>	
<b>Recommandations</b>		<b>12 429</b>	<b>271,0</b>		<b>5,5</b>	<b>685,6</b>		
<b>% consommé/recomm.</b>		<b>99</b>	<b>107</b>			<b>63</b>		

consommés 39 aliments différents, alors que la famille 05 en consommait 37 et la famille 10, 28. Cette observation peut être généralisée à l'ensemble des 24 bilans alimentaires mensuels : la plus grande variété d'aliments consommés est un bon indicateur de l'amélioration de la quantité et de la qualité de la nourriture familiale. Enfin, pour la famille 03, comme pour les familles 05 et 10, les céréales (surtout le riz, puis le pain) restent les principales sources de calories avec le sucre. Viennent ensuite, pour cette famille, les légumineuses, qui, à Quito, coûtent relativement cher.

La famille 03 prend trois repas par jour. Au petit déjeuner, Emma prépare des galettes de blé. Pour le déjeuner, des plats de riz ou de manioc cuits dans une eau salée à laquelle est ajouté un peu d'ail et d'oignons alternent avec des bouillies d'eau sucrée faites de farine de blé, de maïs ou d'orge. Parfois Emma prépare des bananes plantains frites, mais la famille consomme très peu de graisses. S'y ajoute, plus rarement, un peu de viande ou de poisson. Au dîner, la famille consomme souvent une soupe au vermicelle ou une bouillie comme celle du déjeuner.

Le couple est installé dans le quartier depuis quelques années. Si Milton semble avoir eu une enfance sans histoire, Emma, on s'en souvient, a été placée comme domestique par ses parents trop pauvres, dès l'âge de huit ans, dans une famille partie vivre en Amazonie. Elle ne reviendra dans la Sierra qu'à quinze ans et ne semble pas avoir d'habitudes alimentaires liées aux régions où elle a précédemment vécu.

## La force de recommencer tous les jours

### Du travail pour survivre... la fierté des professionnels

La classification des familles par rapport à l'accès à la nourriture rend compte de leurs niveaux de vie, puisque 70 % des revenus lui sont en moyenne consacrés. Le travail fournit le plus clair des ressources familiales, il est le plus souvent payé en espèces, mais aussi en nourriture ou sous des formes diverses (tableau 24). Les dons de parents, d'amis, d'institutions diverses et, depuis 1989, les subventions de l'État sous forme de goûters distribués dans les écoles publiques, complètent les revenus du travail. Les rentes liées à une location de champ ou d'habitation ne concernent que les familles 01 et 02, elles sont négligeables puisqu'elles représentent moins de 0,5 % des revenus de l'ensemble des familles étudiées (annexe 2C).

Avant d'analyser les revenus mensuels des familles, on notera que les éventuelles économies qui donneraient une certaine sécurité face à

Tableau 24  
Moyenne mensuelle (en pourcentage) des revenus  
et des dépenses de 12 familles pauvres, 1988-1989

Total des revenus	100	Dépenses*	103
Revenus du travail	88	Nourriture	70
- en espèces	77	Habitat, eau, énergie**	10
- en nourriture	7	Santé	2,5
- sous d'autres formes	4	Instruction des enfants	2,5
Dons et subventions	12	Entretien de la famille	11
- en espèces	4	Frais liés au travail	2
- en nourriture	7	Transport au travail	2
- sous d'autres formes	1	Divers	3

Note : chaque famille regroupe en moyenne 6,6 personnes et peut compter sur un revenu mensuel moyen égal à une fois et demie un salaire minimum (annexe 2C).

\* En moyenne, chaque famille s'est endettée de 3 % de son revenu à la fin du mois au cours duquel a eu lieu l'enquête.

\*\* 7 familles sur 12 possèdent une maison ou un abri et ne dépendent rien pour l'habitat. La valeur locative de leur maison ou de leur abri est indiquée en annexe 2C.

l'imprévu ou qui permettraient d'envisager des investissements sont extrêmement rares (graphique 3A, annexe 2C). Seules trois familles sont concernées : la famille 03 a pu faire des économies entre la première et la deuxième série d'entretiens et envisage d'acheter un terrain plus grand pour bâtir sa maison ; au cours de la deuxième enquête, la famille 07 a dépensé, en partie, les économies effectuées depuis plusieurs mois, lors d'un difficile tournant professionnel lié à une perte d'emploi ; enfin la famille 09 a vu fondre toutes ses économies entre les deux séries d'enquête, le chef de famille ayant perdu l'un de ses deux emplois (tableau 25).

Les dettes au long cours sont beaucoup plus fréquentes et rendent encore plus précaire la vie de tous : elles sont observées dans sept familles, au moins lors de l'une des deux séries d'entretiens. Ces dettes ne sont pas trop élevées, sauf pour les familles 02 et 10. Il s'agit, pour la première famille, de rembourser une partie de l'achat du terrain sur lequel est construit la maison familiale et pour la seconde, de rembourser un prêt utilisé pour payer les inscriptions, les uniformes et fournitures scolaires de l'année en cours. Les 24 bilans mensuels des revenus et des dépenses révèlent, en fin de mois, un léger endettement moyen des familles, égal à 3 % du revenu mensuel moyen (tableau 24, annexe 2C). Ce bilan n'est difficile que pour deux familles, en période B : la famille 07, qui a dû utiliser une partie de ses précédentes économies pour compenser le bas salaire du chef de famille, en cours de reconversion, et surtout, la famille 11, qui s'est largement endettée, malgré les dons exceptionnels reçus en période de détresse (la naissance d'un enfant dans une famille composée de cinq enfants et de leur mère seule, affaiblie et incapable de travailler tous les jours).

Dans la majorité des budgets mensuels observés (annexe 2C), plus de 90 % des revenus sont issus du travail. Les dons se limitent alors le plus souvent à un peu d'argent, un peu de nourriture et quelques vêtements ou quelques produits de toilette, fournis par des parents ou amis. En revanche, dans 9 des 24 budgets, ces dons sont plus importants. Pour deux familles, ils sont réguliers : Eva, chef de la famille 04, chargée de sa petite-nièce Gisela, reçoit de son frère (grand-père de Gisela), qui est agriculteur, de l'argent et de la nourriture représentant plus du quart des revenus de cette famille ; dans la famille 12, le tiers des revenus provient de dons de la belle-mère et des beaux-frères du chef de famille, à peine plus aisés, mais très proches affectivement de leur fille et sœur, récemment accouchée et malade. On note aussi des dons importants, mais exceptionnels, représentés par de la nourriture ou de l'argent, dans l'un des deux budgets mensuels des familles 02, 06, 10 et 11, qui proviennent d'un centre maternel pour la première famille et d'amis pour les autres. Enfin, la famille 01 reçoit, une fois par an, un quintal de pommes de terre pour le champ qu'elle loue dans la province de Carchi et la famille 02 perçoit une somme minime mensuelle pour la location d'une pièce au fond de sa cour.



**Tableau 25**  
**Travail fourni par les 12 familles pauvres de l'étude**  
**en 1988-1989 (périodes A et B)**

<b>Famille</b>	<b>Principaux travaux</b>	<b>Travaux secondaires</b>
A - 01	CFM : vigile d'une banque (salaire mensuel, affilié à la SS)	CFM et conjointe : petit élevage, jardinage Deux filles aînées : vendeuses le samedi au marché Enfants : ramassage de bois
B - 01	idem	CFM et conjointe : idem ; enfants : idem Conjointe : porteuse journalière de légumes au marché
A - 02	CFM : gardien et ouvrier dans une teinturerie (salaires mensuels, SS)	Enfants : ramassage de bois
B - 02	idem	Conjointe : lavandière à la douzaine de pièces Fille aînée : domestique à mi-temps. Enfants : idem
A - 03	CFM : artisan maçon	Conjointe : élevage de porcs et de poulets
B - 03	idem	Conjointe : idem, plus lavandière à la pièce et jardinage
A - 04	CFF : domestique (salaire mensuel)	CFF : couturière Tous : jardinage, ramassage de bois
B - 04	idem	CFF : idem ; tous : idem, plus petit élevage
A - 05	CFM : artisan menuisier	Conjointe : lavandière Fils aîné : vendeur occas. de journaux, assistant de son père CFM et son fils aîné : jardinage Enfants : ramassage de bois
B - 05	idem	Tous : idem
A - 06	CFM et conjointe : chiffonniers et gardiens de chantier	Conjointe : élevage de lapins, ramassage de bois, cueillette de légumes sauvages et d'herbes pour les tisanes
B - 06	idem	Conjointe : idem
A - 07	CFM : conducteur de gros engins des TP (salaire mensuel, SS)	
B - 07	CFM : employé menuisier	
A - 08	CFM : artisan maçon	Conjointe : cuisinière pour les ouvriers de son mari Fils aîné : apprenti bijoutier Fille aînée : gardienne d'enfants
B - 08	idem	Conjointe et fils aîné : idem Trois jeunes maçons vivent temporairement dans la famille
A - 09	CFM : balayeur et vendeur de chaussures (salaires mensuels)	Conjointe : vendeuse de fruits et légumes sur les marchés
B - 09	CFM : balayeur (salaire mensuel)	Conjointe : idem et lavandière
A - 10	CFM, conjointe, 2 fils aînés : chiffonniers CFM : porteur, gardien de chantier	Conjointe : lavandière, gardienne de chantier Fils aîné : porteur Toute la famille : ramassage de bois
B - 10	idem	idem
A - 11	CFF : lavandière (en semaine), cuisinière (le week-end)	Mère du CFF : gardienne des enfants de sa fille (semaine) Enfants : ramassage de bois
B - 11	CFF : cuisinière (le w.e.)	CFF : jardinage, petit élevage, cueillette d'herbes à tisane Enfants : idem
A - 12	CFF : vendeur ambulant de glaces	Enfants : ramassage de bois
B - 12	idem	idem

CFM : chef de famille masculin ; CFF : chef de famille féminin ; SS : Sécurité sociale.

Le travail n'assure des revenus réguliers qu'à cinq familles (tableau 25). Leurs chefs (quatre hommes et une femme) perçoivent un salaire mensualisé qui permet de planifier les dépenses. Cette sécurité est limitée cependant, car elle ne signifie pas que ces travailleurs soient à l'abri d'un renvoi si le travail manque (cas du chef de la famille 07), ou s'ils tombent malades (c'est la plus grande angoisse de tous les adultes). Trois des cinq chefs de famille sont même affiliés à la Sécurité sociale par leurs patrons<sup>1</sup>, ils dirigent les familles 01, 02 et 07 (annexe 2C). Le premier, Jorge, gagne un salaire minimum comme vigile, son épouse et deux de ses filles ne restent pas inactives ; le deuxième, César, occupe deux emplois dans une teinturerie, sa femme malade ne peut guère travailler ; le troisième, Manuel, gagnait plus que le salaire minimum sur des chantiers de travaux publics (sa famille vivait alors avec 73 % des revenus nécessaires pour atteindre le seuil de pauvreté), jusqu'à ce qu'il perde son emploi. Le travail des deux autres chefs de famille, au salaire mensualisé, n'est pas déclaré à la Sécurité sociale. Il s'agit du travail d'Eva, chef de la famille 04, domestique six jours par semaine et qui gagne moins que le salaire minimum et de celui d'Hermeís, chef de la famille 09, balayeur contractuel dans un ministère qui, lors de la première enquête, complétait ses revenus avec un emploi dans un magasin de chaussures, sa femme étant vendeuse sur les marchés.

Dans les sept autres familles, tous les revenus, même ceux des chefs de famille, sont aléatoires. Impossible de planifier les dépenses. Milton et Agustín, chefs des familles 03 et 08, sont tous deux maçons à leur compte, ils ont de bonnes rentrées d'argent quand ils parviennent à trouver de gros chantiers, et le travail de leurs compagnes (lavandière pour la première, cantinière pour la seconde) n'est pas négligeable. Les cinq autres chefs de famille triment pour de petites sommes. Luis et José, chefs des familles 06 et 10, sont chiffonniers et leurs compagnes aussi. Alberto, chef de la famille 05, trouve difficilement des travaux de menuiserie à réaliser et sa compagne lave du linge dans diverses familles. Félix, chef de la famille 12, est vendeur ambulancier de glaces, il travaille temporairement sans sa femme. Enfin, Victoria, chef de la famille 11, est lavandière en semaine et cuisinière le week-end.

Les revenus du travail sont le plus souvent payés en espèces (dans 88 % des cas), mais aussi en nature. Il s'agit alors de nourriture (8 % des revenus du travail), offerte par le patron ou le client, cueillie sur des terrains vagues, ou bien encore produite par la famille qui fait un petit élevage (poules, lapins, porcs) ou un jardin. Parfois (pour 4 % des revenus), il s'agit d'objets donnés en guise de salaire : ainsi Agustín (famille 08) a reçu un poste de télévision pour paiement de sa participation à la construction d'une maison.

---

1. La Sécurité sociale équatorienne ne couvre que les frais médicaux des travailleurs et non ceux de leur famille. Elle assure une retraite à chacun d'eux.

Cependant, hormis ce cas, les objets donnés en échange d'un travail ont peu de valeur : plusieurs patronnes donnent ainsi à leur lavandière des vêtements ou des souliers usagés ; enfin, presque tout le monde ramasse du bois, soit parce que c'est le seul combustible utilisé (familles 06, 10, 11), soit pour économiser du gaz ou du pétrole.

Ainsi, les familles tentent de survivre, non seulement en gagnant de l'argent, mais en économisant leurs revenus monétaires. Le remarquable savoir-faire déployé par les femmes pour dominer une économie alimentaire très précaire n'est donc pas la seule prouesse à mettre à l'actif des personnes interrogées. Cependant, ces femmes ne se vantent pas des exploits économiques dont elles n'ont pas pleinement conscience et qui ne sont d'ailleurs clairement apparus que lors du dépouillement des enquêtes alimentaires. Ces performances sont signes de résistance à la pauvreté, or elles ne sont pas fières de vivre dans la pauvreté. Et leur savoir ne se transforme pas en culture parce qu'il se développe dans la souffrance et que chacune aspire à oublier les calculs quotidiens nécessaires pour se nourrir efficacement. Ces femmes honnissent tout à la fois la pauvreté et les savoirs douloureux qui lui sont attachés. En revanche, le travail est source de fierté pour la plupart de ces gens pauvres. Hommes et femmes aiment à parler de leurs activités lucratives. Tous ont conscience de réaliser des tâches difficiles qui exigent des capacités développées par ceux, riches ou pauvres, qui exercent le même métier, la même activité. Cette pratique signe le partage d'une culture professionnelle qui ne dit rien de la situation de chacun par rapport à la pauvreté (Peltre-Wurtz, 1998a).

Je n'oublierai pas Jorge, le vigile, ou Agustín, le maçon (chefs des familles 01 et 08), qui ont tenu à me donner chacun une photo les représentant, le premier en uniforme, mitraillette à l'épaule, devant la banque qu'il surveille, le second, debout sur tout un ensemble de citernes dont il fut le maître d'œuvre ; je pense aussi à Luis, 19 ans, chef de la famille 06, toujours très propre et habillé avec élégance, qui s'écria « Soy de la basura » (je suis des poubelles), sur le ton de « Je suis de sang bleu », quand je l'interrogeai pour savoir s'il avait choisi ce métier récemment ou si ses parents étaient eux-mêmes chiffonniers. On choisira cinq exemples : ceux de Manuel, d'Agustín, de Natalí, de Luz et de Victoria pour montrer combien ces personnes s'imposent dans leurs métiers, par leur intelligence, leur dynamisme, leur courage, leur ténacité, leur sens pratique ou leur capacité à nouer des relations sociales fondées sur la confiance.

Manuel, 32 ans en 1988 (chef de la famille 07), est la personne la plus instruite de l'échantillon, après Rosa, l'épouse du chef de la famille 12. Son niveau scolaire est celui de la 5<sup>e</sup> des collèges français (tableau 28 et annexe 2A). Venu de Loja, avec son épouse, il a appris à conduire de gros engins motorisés et travaille dans une entreprise de travaux publics, dont l'un des chantiers est à Chone, dans le Manabí (carte 2). Il travaille 21 jours de suite, puis prend 6 jours de repos dans sa famille à Quito. Il

accepte cette vie souvent dangereuse et spartiate, avec cuisine de chantiers et nuits en dortoirs, parce que le salaire est intéressant et qu'il est à l'aise dans un travail qui lui permet d'exercer de nombreuses responsabilités, en particulier l'entretien de ses machines. Quelques mois plus tard, en janvier 1989, pluies et éboulements de terrains conduisent l'entreprise à se séparer d'une partie de ses employés, dont Manuel. Il retrouve du travail à Quito, dans un atelier de menuiserie tenu par des mormons. Il apprend un nouveau métier très rapidement et si, un peu plus tard, il reprend sa place dans l'entreprise de travaux publics qui l'avait licencié, cette expérience lui permettra, en 1992, de monter son propre atelier de menuiserie, avec l'idée de prospecter une clientèle rencontrée lors de ses précédents emplois. La rapidité avec laquelle Manuel a pris de bonnes décisions professionnelles est remarquable, son niveau d'instruction l'a sûrement beaucoup aidé à ne pas craindre l'adaptation à de nouvelles techniques et à de nouveaux milieux.

Agustín, 34 ans en 1988, est chef de la famille 08. C'est un maçon, un maître d'œuvre qui assure très bien se débrouiller sans savoir ni lire ni écrire : il suffit de savoir discuter avec les clients, de laisser un message oral au conducteur du bus qui part à Guaranda (chef-lieu de la province de Bolívar dont Agustín est originaire), pour que des proches viennent l'aider quand il trouve un nouveau chantier. Tout est organisé : la maison mobile, déplacée au gré des chantiers, où s'entassent sa famille et ses ouvriers, et la nourriture pour tous, préparée par son épouse, María. Le travail d'Agustín consiste à trouver des chantiers, acheter les matériaux, répartir les tâches entre tous, contrôler la qualité du travail, être là pour faire face à toutes les difficultés techniques, obtenir, à l'arraché, le paiement des clients et payer les ouvriers (photo 11). Faire la comptabilité d'Agustín est une gageure : ses revenus sont des plus irréguliers, les semaines de plein travail alternant avec de longues périodes de chômage. Mais il se dégage de cet homme une foi en ses capacités professionnelles et un dynamisme peu fréquents.

Natalí, 27 ans en 1988, partage avec son mari, Hermeís, la responsabilité économique de la famille 09. Elle est vendeuse de fruits et légumes, deux à trois jours par semaine, à Ññaquito, un marché situé près du parc de La Carolina, dans un des quartiers aisés de la ville. De Quito Sur (carte 4) où elle réside, elle prend deux bus successifs, avec ses trois enfants âgés de 4 mois, 2 ans et 4 ans, pour se rendre au marché. Elle et son mari sont issus de la vallée du Chota, comme de nombreux Noirs venus vivre à Quito. Aussi connaît-elle les grossistes qui revendent les fruits et légumes de cette région et qui lui font confiance, en acceptant de n'être payés que dans la soirée, une fois la vente terminée. Chaque matin, il suffit à Natalí d'avoir assez d'argent pour payer le bus et le porteur qui l'aidera à transporter ses fruits et légumes de la camionnette du grossiste jusqu'à un coin du marché où elle vend sa marchandise, à même le sol. Quelques fruits de l'étal sont consommés à

midi par la petite famille. Natalí peut aussi louer une place dans une des réserves du marché pour entreposer les marchandises peu périssables non vendues, qu'elle essaiera d'écouler quelques jours plus tard. Le soir, elle rapporte à la maison des fruits et des légumes, achetés au prix de gros, tels que des bananes plantains, des papayes, des ananas, des oranges ou du manioc, en reprenant des bus bondés, avec ses trois enfants (trois heures de voyage aller-retour). Courage, ténacité, sens de l'organisation et du commerce caractérisent cette femme. Mais des années occupées par un travail aussi harassant expliquent qu'en 2000 Natalí soit usée.

Luz, 31 ans, son compagnon, José, 40 ans, leurs deux fils Juan et Heriberto, 14 et 9 ans en 1988, sont les actifs de la famille 10. On sait que le père n'est pas allé à l'école et que la mère sait tout juste lire et écrire. Le fils aîné a été scolarisé quatre ans, le second, deux ans. Ils travaillent le plus souvent ensemble pour nourrir une famille qui compte encore quatre enfants plus jeunes et un petit dernier, qui naîtra en 1989 (photo 9). Dans les poubelles du quartier et sur les bords du Machángara utilisé comme décharge par la municipalité, ils recherchent des cartons, des bouteilles, des sacs de jute vides, des vieilles chaussures, des objets en métal, etc. Sur le chantier du collège dont ils sont les gardiens avec d'autres familles, ils entreposent les cartons et les bouteilles, en attendant les collecteurs qui viennent les y acheter régulièrement (photo 10). Les sacs de pommes de terre sont vendus aux grossistes du marché, les autres marchandises sont négociées dans des échoppes diverses, bien connues de Luz et de José. C'est un travail sale, dangereux, payé de façon irrégulière, à des tarifs aléatoires et dérisoires. Il est pourtant plus rentable que celui de porteur ou de lavandière qu'ils exercent aussi, et, surtout, Luz et José apprécient un métier qu'ils organisent à leur façon, sans maître au-dessus d'eux.

Victoria, chef de la famille 11, 32 ans en 1989, exerce le métier de lavandière pendant la semaine, chez plusieurs patrons. Le week-end, elle a l'opportunité de travailler devant son abri, à Atucucho (carte 4), en vendant des pâtes farcies et des pommes de terre cuites, accompagnées de boissons, aux nombreux habitants qui ne travaillent pas ces jours-là (photo 2). Son négoce est fondé sur des rapports de confiance avec un épicier de Santa Anita, un quartier de Quito, situé au bas de la pente du Pichincha, et qui, chaque vendredi soir, lui fournit à crédit les boissons (bouteilles d'eau minérale, de coca-cola et de bière de diverses tailles), la graisse végétale, la farine, les pommes de terre et les légumes verts (salades, oignons, tomates notamment). Le tout est monté (et redescendu pour les bouteilles) par camions, ce qui renchérit encore un peu le prix de la marchandise. Victoria travaille sans relâche, les samedis et dimanches, à préparer les repas, sans rien gaspiller, et à servir les clients, tout en calculant ses prix au plus juste. Le lundi, elle rembourse l'épicier, en descendant reprendre son emploi de lavandière dans les quartiers du centre de Quito. Nous avons, Victoria et moi, longuement calculé ce que lui rapporte

ce travail : 138 sucres de l'heure en février 1989, c'est un peu moins que le salaire minimum horaire égal à 182 sucres, mais plus que les 105 sucres de l'heure qu'elle perçoit comme lavandière, une fois déduits le prix des bus et le temps de trajet pour se rendre au travail (ce même mois, Victoria paie 301 sucres le kilo de riz).

### **Du pain, mais aussi un toit, la santé et l'instruction**

Manger d'abord. Ces douze familles pauvres ont tant de mal à satisfaire ce besoin qu'elles utilisent la plus grande part de leurs revenus pour y parvenir partiellement. Moins du tiers de leurs gains est donc consacré aux autres besoins essentiels. Et encore 4 % de ces revenus sont utilisés pour pouvoir travailler (tableau 24) : 2 % correspondent, en effet, aux dépenses de transport en bus indispensables pour rejoindre le lieu de travail et 2 % à des frais liés le plus souvent à des achats de semences ou d'animaux d'élevage. L'habitat et l'entretien de la famille sont deux postes de dépenses qui accaparent, le premier 10 %, le second 11 % des revenus en moyenne (tableau 24). On ne s'étendra pas sur les dépenses d'entretien qui concernent les achats de vêtements, de chaussures, de produits de toilette ou de nettoyage et ceux d'ampoules, de bougies et d'allumettes, auxquels s'ajoutent quelques frais de transport non liés au travail ; on notera, mais rarement, que l'entretien comprend aussi l'achat de linge de maison, de vaisselle ou de couvertures.

#### *L'habitat*

Se loger est sûrement le besoin le plus essentiel, après celui de manger (tableau 26), d'abord parce que le climat de Quito est rude. Malgré l'ensoleillement important, à plus de 2 800 mètres d'altitude, même sous l'équateur, il faut en effet se protéger du froid, du vent et de la pluie. Mais surtout, « il existe un rapport direct entre le logement et l'intégrité de la personne. Habiter appartient à la manière d'habiter en soi... » déclare Albert Rouanet, cité par Guillaume Goubert (1995 : 3). Chaque famille a besoin d'un lieu qui lui soit propre, d'un territoire qui lui permette de se différencier des autres : dans la maison, dans la cour ou le jardin s'expriment la liberté, la créativité, l'altérité de chacun. On peut organiser sa vie en relation avec les autres hommes. « Le territoire est la notion la plus archaïque, donc la plus sensible, la seule à laquelle il ne faut pas toucher. Elle est commune à tous les êtres vivants. Des hommes sans territoire sont des hommes perdus », confirme Xavier Emmanuelli, responsable du SAMU (Service médical d'assistance d'urgence) social de Paris (1995 : 228).

**Tableau 26**  
**Caractéristiques de l'habitat et de l'énergie utilisée**  
**chez les 12 familles pauvres de l'étude en 1988-1989**

Famille	Habitat	Eau	Latrines	Fégouts collect.	Ramas. ordures	Énergie utilisée
01	Propriété : murs de parpaings, toit de tôle, sol cimenté, cour de terre battue.	apportée par camions	dans la cour	non	oui	éclairage électrique cuisine : gaz et bois
02	Propriété : murs de parpaings et de brique crue, toit de béton, en vue de construire un étage, sol cimenté, cour terre battue.	apportée par camions	dans la cour	non	oui	éclairage électrique cuisine : gaz et bois
03	Propriété : murs de parpaings, toit de tôle, sol et cour cimentés.	apportée par camions et citerne perso.	dans la cour	non	oui	éclairage électrique cuisine : gaz
04	Propriété : murs de parpaings et de brique crue, toit d'éternit, sol cimenté, jardin.	apportée par camions	dans le jardin	non	oui	éclairage électrique cuisine : pétrole, bois
05	Propriété : murs de planches, toit de tôle, plancher de bois, jardin.	bouche d'eau partagée entre voisins	dans le jardin	non	non	éclairage électrique cuisine : gaz et bois
06	Prêt : murs de planches, toit de tôle, sol de terre, terrain d'un futur collège.	bouche d'eau partagée entre gardiens du chantier	non	non	non	éclairage à la bougie cuisine : bois
07	Location : 2 pièces dans maison, murs de parpaings, toit de tuile, sol et cour cimentés.	sur évier	dans la maison	oui	non	éclairage électrique cuisine : gaz
08	Location du terrain et maison mobile : murs de planches, toit de tôle, sol de terre, terrain vague.	chez les voisins	sur le terrain	non	non	éclairage à la bougie cuisine : gaz et bois
09	Location : 2 pièces dans maison à étage en construction, sol et cour cimentés.	fontaine dans la cour	dans la cour	oui	non	éclairage électrique cuisine : gaz
10	Prêt : murs de planches, toit de tôle, sol de terre, terrain d'un futur collège.	bouche d'eau partagée entre gardiens du chantier	non	non	non	éclairage électrique cuisine : bois
11	Invasion : murs de pieux de bois et cartons collés à l'intérieur, toit de pieux et feuille plastique, jardin.	fontaine publique (45 min aller-retour)	dans le jardin	non	non	éclairage à la bougie cuisine : bois
12	Invasion : murs de planches, cartons collés à l'intérieur, plancher de bois, toit de tôle, jardin.	fontaine publique (45 min aller-retour)	dans le jardin	non	non	éclairage électrique cuisine : gaz et bois

Note : le gaz est vendu en bouteilles de 14 kilos ; la localisation de l'habitat des familles 07 et 08 a changé entre les enquêtes A et B, toutefois le quartier et les conditions de logement sont restés les mêmes.

Eau payée aux camionneurs (familles 01, 02, 03 et 04), au voisin (famille 08), aux propriétaires (familles 07 et 09), gratuite (familles 05, 11 et 12), correspondant à un salaire en nature (familles 06, 10).

Chaque famille aspire à avoir sa propre maison. Cependant, seules les familles 01, 02, 03 et 04, qui habitent au Comité del Pueblo, sont assurées d'avoir un titre de propriété puisque leurs terrains ont été achetés dans les années 1970 à la coopérative du quartier. Peu à peu, chacune a construit sa maison sur des lots tirés au sort et, dans la cour ou le jardin, ont été creusées des latrines. Des travaux collectifs sont toujours demandés aux habitants pour maintenir de bonnes conditions de vie dans le quartier. En 1988-1989, l'électricité est installée depuis peu et chaque famille paie en fonction de la consommation inscrite à son compteur. Les habitants de ce quartier populaire doivent cependant toujours acheter l'eau apportée par des camions-citernes et des éboueurs ne passent ramasser les ordures que dans les principales rues du quartier.

Les familles 05, 11 et 12 possèdent aussi une maison, mais sans titre de propriété. La famille 05, à Las Monjas, n'a pas encore pu payer l'acte de vente, bien que le terrain lui ait été vendu depuis sept ans (photo 1). Les familles 11 et 12 ont payé à une coopérative, pour une somme très modique, des lots qui font partie d'un terrain boisé des pentes du Pichincha, interdit de construction par la municipalité de Quito. On sait que ce terrain a fait l'objet d'une « invasion » un an plus tôt. En une nuit, malgré la police qui surveillait les lieux, tous les membres de la coopérative ont coupé des troncs d'arbres sur place pour se construire des abris de fortune avec des pieux fichés serrés dans le sol et un cadre de bois maintenant une grande bâche de plastique en guise de toit... et ils se sont déclarés propriétaires au petit matin (photo 2). Le rapport de force est tel que les habitants obtiendront un jour ou l'autre des titres de propriété, moyennant finance, mais en 1989, la situation n'est pas encore très claire. Cependant, écouter Victoria (chef de la famille 11), toute vibrante, raconter la nuit où elle a conquis et construit sa maison, à la barbe des gendarmes, ne laisse aucun doute : cette « invasion » réussie est un titre de gloire inoubliable qui unira à jamais les premiers habitants d'Atucucho, qu'ils soient pauvres ou modestes citoyens. Les familles 11 et 12 cherchent l'eau à une fontaine publique, située à 15 minutes à pied en contrebas d'Atucucho et elles comptent généralement 45 minutes pour faire la queue et remonter leurs lourdes charges (photo 4) ; le manque d'eau est si grave que toutes deux descendent leur linge jusqu'au pied du Pichincha, à Santa Anita, pour le laver chez des parents.

Quelles que soient leurs difficultés, ces sept familles ont toutes l'avantage sur les cinq autres de ne pas payer de location. Pour avoir une idée des économies réalisées de ce fait, on a indiqué la valeur locative de leurs maisons en annexe 2C.

Les familles 07 et 09, qui vivent à Quito Sur, sont locataires au sens ordinaire du terme et le paiement de leur loyer inclut l'accès à l'eau et à l'électricité. Elles cuisinent au gaz et toutes deux ont des sanitaires raccordés aux égouts. Les familles 06 et 10, qui vivent à El Calzado, le



long du Machángara, sont dans une situation transitoire : le droit de construire leurs cabanes et d'accéder gratuitement à l'eau sur le chantier d'un futur collège peut être compris comme un salaire de gardiennage en nature. Il reste la famille 08, qui loue le droit d'installer temporairement sa maison mobile sur un terrain, le temps d'un chantier. Cette famille achète l'eau à des voisins et s'éclaire à l'électricité ou à la bougie, selon les cas.

### *La santé*

Seuls 2,5 % des revenus sont consacrés à la santé. À Quito, des centres de santé de quartier permettent aux familles de consulter gratuitement des médecins, mais les traitements prescrits doivent être achetés en pharmacie, si bien que ces centres, déjà surchargés de patients, perdent une grande partie de leur efficacité, car nombre de familles n'ont pas les moyens d'acheter les médicaments. Par périodes, ces centres offrent aussi du lait en poudre pour les enfants de moins de cinq ans, et la famille 02 a su en profiter. Certains proposent encore la pose gratuite de stérilets. Quant aux hôpitaux Isidro Ayora et Del Sur, ils sont presque toujours cités pour les accouchements, assurés gratuitement. Ces hôpitaux pratiquent aussi la ligature des trompes (6 000 sucres en mars 1989, soit le cinquième du salaire minimum, égal à 30 800 sucres à cette date). Parmi les 12 femmes, chefs de famille ou conjointes du chef de famille, une porte un stérilet, 5 ont subi une ligature des trompes et 6 pensent qu'elles devraient utiliser une méthode contraceptive, mais hésitent par peur ou par manque d'argent. Ainsi, malgré un réel effort de politique de santé auprès des mères et des jeunes enfants, le nombre d'enfants par femme et surtout le nombre d'enfants morts en bas âge sont élevés (tableau 27).

Toute hospitalisation endette les familles pendant des années (seuls trois adultes, affiliés à la Sécurité sociale, sont en partie remboursés de ces frais). Plusieurs se souviennent de ces périodes noires, ne serait-ce que Luz (famille 10) : le médecin qui l'accoucha d'urgence, en janvier 1989, dans une clinique proche de chez elle, constata qu'elle était en état de dénutrition. La délivrance s'étant accompagnée d'une hémorragie, l'accouchement coûta 12 000 sucres (salaire minimum de 30 800 sucres, à cette date) et le sang nécessaire fut fourni par José, son compagnon, qui n'était pourtant pas en bonne santé, lui non plus. Tomber malade est bien le pire qui puisse arriver à un adulte pauvre, si ce n'est mourir, chacun en est bien conscient.

### *L'instruction des enfants*

En Amérique latine, l'instruction est généralisée : ainsi, en 1985, 91 % des enfants de ce sous-continent reçoivent une instruction primaire, contre 55,5 % en Afrique subsaharienne. Parmi les pays en développement, seule

**Tableau 27**  
**Nombre d'enfants par femme et mortalité infantile**  
**dans les 12 familles pauvres (fin 1989)**

n° famille	mères classées par âge	nombre total d'enfants	dont nombre d'enfants décédés	âge des enfants lors de leur décès	date des décès
06	26 ans	2			
07	27 ans	4			
09	28 ans	5	1	2 mois	1984
03	28 ans	4			
08	30 ans	6			
10	32 ans	8	1	9 mois	1980
11	33 ans	5	1	6 mois	1989
01	36 ans	6	1	10 jours	1979
12	36 ans	5	1	13 ans*	1988
05	41 ans	7	1	14 mois	1973
02	**44 ans	11	2	{ 9 mois 1 jour	1964
04	49 ans	1			1969
Total :	12 mères	64 enfants	dont 8 décédés		
		5,33 enfants par femme dont 0,66 décédé			

\* Sur les huit enfants morts, un seul est décédé suite à un accident à 13 ans ; les autres sont morts de maladie, de malnutrition ou de cause inconnue, à moins de 14 mois.

\*\* Piedad (famille 02) vit avec 7 de ses 9 enfants vivants, les 2 autres sont élevés par son ancien compagnon.

l'Asie de l'Est fait mieux, avec un taux de 94,5 % d'enfants scolarisés (Banque mondiale, 1990 : 46).

En Équateur, l'école publique est mise à la disposition de tous, à condition de pouvoir payer l'inscription annuelle, l'uniforme, les livres et les fournitures scolaires. Même s'il n'est pas question de représentativité, compte tenu de la faiblesse de l'échantillon, on note que 19 des 25 adultes de l'étude, observés lors de la période B (en 1989), sont allés à l'école en moyenne deux ou trois ans chacun. Le niveau d'instruction est plus élevé chez les jeunes que chez les vieux, ce qui semble normal, mais aussi chez les femmes que chez les hommes, ce qui est plus étonnant (tableau 28).

Les douze familles pauvres interrogées à Quito sont fortes de leurs enfants, souvent seuls à faire confiance à leurs parents et à leur donner une énergie morale, difficile à puiser ailleurs (Peltre-Wurtz, 1998b). Aussi, malgré de grosses difficultés économiques, elles envoient toutes leurs enfants à l'école, au moins jusqu'à 13 ans (tableau 29), en n'y consacrant que 2,5 % du budget familial : elles caressent l'espoir que leurs enfants auront des qualités intellectuelles et un courage tels qu'ils s'adapteront à un enseignement prévu pour des milieux modestes et aisés, jusqu'à obtenir le diplôme qui leur permettra de sortir de la pauvreté. Elles savent,

**Tableau 28**  
**Niveau d'instruction des 25 adultes**  
**membres des 12 familles pauvres de l'étude, en 1989 (période B)**

Niveau d'instruction : systèmes		hommes	femmes	total	adultes de 20 à 39 ans	adultes de plus de 40 ans
équatorien	français					
inconnu		1		1	1	
analphabète		3	2	5	2	3
1 <sup>er</sup> degré	CP	2	1	3	2	1
2 <sup>e</sup> degré	CE1	1	1	2	2	
3 <sup>e</sup> degré	CE2	3	3	6	3	3
4 <sup>e</sup> degré	CM1		1	1		1
5 <sup>e</sup> degré	CM2					
6 <sup>e</sup> degré	6 <sup>e</sup>	1	4	5	5	
1 <sup>er</sup> cours	5 <sup>e</sup>	1		1	1	
2 <sup>e</sup> cours	4 <sup>e</sup>		1	1	1	
total		12	13	25	17	8

bien sûr, qu'une bonne qualification s'obtient aussi dans un autre cadre, celui de l'apprentissage, mais ce dernier n'est efficace que si l'enfant a reçu auparavant un minimum d'instruction générale.

On note néanmoins quelques différences dans les espoirs des parents. Graciela (famille 07) est bien la seule à espérer que ses enfants feront des études universitaires, mais elle et son mari sont allés cinq et six ans à l'école. À l'inverse, Agustín (famille 08), qui réussit dans son métier de maçon, sans savoir lire ni écrire, a mis ses deux aînés de 12 et 10 ans en apprentissage ou au travail et ne les envoie à l'école que le soir (soit 3 heures par jour, 5 jours par semaine) et si Efraín, son fils de 8 ans, l'œil brillant de malice, assure qu'il ne parvient pas à apprendre à lire, c'est peut-être que l'itinéraire paternel l'a convaincu que ce n'est pas indispensable. Enfin, Luz (famille 10), qui aimerait le meilleur pour ses enfants, pense néanmoins qu'elle ne pourra pas payer l'école au-delà des deux ou trois années nécessaires à chaque enfant pour apprendre à lire et écrire.

En 1988-1989, dans cet échantillon, la scolarisation est de règle, dès 5 ans (c'est-à-dire dès la grande classe de maternelle). Seuls les 24 tout-petits, nés après 1983, restent auprès de leur mère ou d'une grand-mère. Les 32 autres, âgés de 5 à 19 ans, sont tous scolarisés, sauf cinq (tableau 29). Économiquement, les familles doivent se préparer plusieurs mois à l'avance, ou s'endetter, pour payer, en un mois, lors de la rentrée annuelle, pratiquement tous les frais scolaires. Elles choisissent massivement les écoles publiques, et les rares écoles privées retenues dépendent d'associations caritatives ou d'écoles confessionnelles dont les prix ne sont pas plus élevés que dans les écoles publiques. En octobre 1988, les frais d'inscription oscillent entre la gratuité (rare) et 1 000 sucres (en

**Tableau 29**  
**Scolarisation et niveau d'instruction des 32 enfants et adolescents**  
**(nés entre 1969 et 1983) des 12 familles pauvres,**  
**année scolaire 1988-1989**

Scolarisation : systèmes		âge normal d'entrée	avance 1 an	âge normal	retard 1 an	retard 2 ans	retard 3 ans	retard 4 ans	cas particulier	total
équatorien	français									
<i>école maternelle</i>										
classe des grands		5 ans		3						3
<i>niveau primaire</i>										
1 <sup>er</sup> degré	CP	6 ans	1	3					(a) 1	5
2 <sup>e</sup> degré	CE1	7 ans	1	2		(b)1				4
3 <sup>e</sup> degré	CE2	8 ans		3	1					4
4 <sup>e</sup> degré	CM1	9 ans		2	(c) 1		(d) 1			4
5 <sup>e</sup> degré	CM2	10 ans					1			1
6 <sup>e</sup> degré	6 <sup>e</sup>	11 ans		1						1
<i>niveau secondaire</i>										
1 <sup>er</sup> cours	5 <sup>e</sup>	12 ans								
2 <sup>e</sup> cours	4 <sup>e</sup>	13 ans				(e)1	(f)1			2
3 <sup>e</sup> cours	3 <sup>e</sup>	14 ans				1		1		2
4 <sup>e</sup> cours	2 <sup>e</sup>	15 ans								
5 <sup>e</sup> cours	1 <sup>re</sup>	16 ans								
6 <sup>e</sup> cours	terminale	17 ans		1						1
Total			2	15	2	3	3	1	1	27

a) William, 6 ans (famille 02), est handicapé et suit des cours dans une école spécialisée. b) Heriberto, 9 ans (famille 10), a un niveau scolaire de 2<sup>e</sup> degré, un jeune du quartier lui donne des cours gratuitement, 4 heures par semaine, ainsi qu'à ses cousins ; il est chiffonnier. c) Carmen, 10 ans (famille 08), garde des enfants et suit les cours le soir. d) Angel, 12 ans (famille 08), est apprenti bijoutier et suit les cours le soir. e) Diego, 15 ans (famille 05), vend des journaux durant les vacances scolaires. f) Jenny, 16 ans (famille 02), est domestique et suit les cours le soir.

Niveau d'instruction de ceux qui ne sont pas ou plus scolarisés									
système scolaire		âge							
équatorien	français	13 ans	14 ans	15 ans	16 ans	17 ans	18 ans	19 ans	total
analphabète					(c) 1	(c)1			2
4 <sup>e</sup> degré	CM1		(a)1						1
5 <sup>e</sup> degré	CM2	(b)1							1
6 <sup>e</sup> degré	6 <sup>e</sup>							(c)1	1
total		1	1		1	1		1	5

a) Juan, 14 ans (famille 10), a un niveau scolaire de 4<sup>e</sup> degré, il est chiffonnier et porteur. b) Dayana, 13 ans (famille 01), a un niveau scolaire de 5<sup>e</sup> degré et vient de quitter l'école (au grand dam de ses parents) pour garder des enfants. c) Eleonor, Eduardo et Nelson sont trois jeunes vivant temporairement dans la famille 08, le temps d'un chantier de construction.

moyenne 370 sucres par enfant, soit le coût de 2,7 kilos de riz à Quito ce mois-là). Les fournitures scolaires obligatoires (livres, cahiers, etc.) peuvent être gratuites (notamment en classe maternelle) ou coûter jusqu'à 6 800 sucres (soit 3 300 sucres en moyenne par enfant). Les uniformes scolaires sont généralement indispensables, mais les familles utilisent ceux des aînés et rafistolent les vêtements usagés ; en moyenne cependant, il faut compter 2 000 sucres par enfant. Le tout atteint en moyenne 5 670 sucres, soit l'équivalent du prix de 41 kilos de riz par enfant scolarisé, ou du cinquième d'un salaire minimum mensuel (30 800 sucres, à cette date). Par ailleurs, si presque tous les enfants vont à l'école du quartier où ils résident, la famille 05, qui vit très isolée, et la famille 01, qui préfère une école confessionnelle éloignée, paient, en plus, 6 000 sucres de transport par an et par enfant. Enfin, à cet effort financier annuel, si pesant pour les familles, s'ajoutent, tout au long de l'année, des choix quotidiens impossibles à faire entre, par exemple, l'achat d'un crayon marqueur exigé par l'institutrice, celui d'un médicament pour le bébé malade, ou celui du riz pour le repas du soir, sans compter les classiques humiliations, telles celles imposées à Luz (famille 10) et à sa fille réprimandées pour une jupe d'uniforme non repassée parce qu'il n'y a pas de fer dans la cabane familiale.

Le niveau de ces écoles et collèges est inégal, ne serait-ce que par le nombre d'heures quotidiennes de cours qui varie largement autour de 5 heures 30 minutes par jour en moyenne (3 h seulement quand ces cours ont lieu le soir), et ce cinq journées par semaine. On remarquera que les retards scolaires apparaissent dès le 3<sup>e</sup> degré (CE2) et deviennent ensuite la norme, avant la mise au travail, qui, dans les cas rencontrés, ne demande aucune qualification (sauf pour le fils aîné de la famille 08 qui apprend la bijouterie, tout en suivant des cours, le soir). Le baccalauréat est organisé par collège (et celui des collèges des quartiers pauvres n'est pas coté), mais c'est un passeport très prisé néanmoins. En 1988-1989, il ne sera obtenu que par une élève (famille 04)<sup>2</sup>. On ne voit donc pas de gros progrès par rapport au niveau d'instruction des adultes. Et pourtant cette scolarisation est appréciée (avec un certain scepticisme dans la famille 08, cependant), les parents aiment évoquer les connaissances scolaires des enfants, discuter des qualités et des défauts des enseignants. Ils sont conscients de vivre une expérience commune à tous les parents équatoriens : élever leurs enfants selon des normes jugées bonnes et respectables par la société.

Deux nouveautés, apparues en 1989, ont reçu un accueil très favorable de la part des familles observées. Tout d'abord, on l'a signalé, la

---

2. L'année scolaire précédente, la fille du chef de cette famille avait, elle aussi, obtenu le baccalauréat, avant de quitter le foyer de sa mère pour prendre un emploi de vendeuse. Les deux jeunes filles de la famille 04 n'ont jamais pu s'acheter de livres scolaires : très studieuses, elles ont dû emprunter, sur place, les livres de la bibliothèque de leur collège.

distribution gratuite, dans les écoles primaires publiques, d'une collation composée d'un bol de chocolat au lait et d'un petit pain, chaque matin, à la faveur de l'arrivée à la présidence de la République de Rodrigo Borja, de centre-gauche sur l'échiquier politique. Cette collation est toujours en vigueur en 2001. Tous les enfants en ont profité. J'ai soigneusement comptabilisé dans mes enquêtes ce supplément alimentaire indispensable.

L'autre nouveauté aurait apporté au moins des changements bénéfiques dans les représentations de la pauvreté et une meilleure intégration des pauvres à la société, si l'expérience avait été poursuivie et améliorée. Il s'agit de la mise en place de relations entre les jeunes du 6<sup>e</sup> cours (le niveau des classes de terminales françaises) et les populations, de tout âge, analphabètes ou à peine scolarisées. Une des épreuves du baccalauréat a donc sanctionné, en 1989, la participation des élèves, comme moniteurs, à un stage d'alphabétisation gratuite, dirigé par un de leurs professeurs. Une telle expérience, qui ne dure que quelques semaines par an, ne permet sûrement pas des progrès significatifs dans l'apprentissage ou le réapprentissage de la lecture et de l'écriture ; d'autres formules seraient plus efficaces. Pourtant, même très imparfaite, cette expérience a eu un impact psychologique intéressant sur les jeunes du 6<sup>e</sup> cours, de condition le plus souvent bourgeoise, qui ont découvert non seulement le dénuement de populations analphabètes ou peu instruites qu'ils ne fréquentent jamais, mais aussi les efforts dont elles sont capables pour suivre ces cours. Ces jeunes, choqués par de telles conditions de vie, ont obligé leurs familles à s'intéresser à ces questions. Et du côté des « élèves », l'expérience fut bienfaisante, parce qu'il leur était donné ainsi l'occasion d'entrer en relation avec des membres d'une société qui d'ordinaire les méprise. J'ai souvenir de Natividad (famille 06), écoutant une conversation avec moi, pour s'envoler, tel un oiseau, son bébé sur le dos, rejoindre deux jeunes filles en uniforme scolaire qui l'appelaient pour le cours d'alphabétisation ou de María (famille 08), pourtant peu intéressée par l'école, qui a suivi ces cours avec son fils Efraín (8 ans), le joyeux dilettante. César (famille 02) donne à cette expérience une autre dimension, je l'ai écrit au début de ce livre, quand il m'a fait partager sa joie d'avoir pu bavarder avec un professeur qui dirigeait les jeunes moniteurs.

Participer à la culture des non-pauvres par le biais de l'instruction est donc encore une façon de devenir respectable, l'un des objectifs des familles interrogées. Aussi, si celles-ci aimaient discuter, avec l'étrangère que j'étais, des valeurs inculquées aux enfants, elles ne toléraient pas de désobéissance à la discipline qu'elles imposaient à leurs enfants. Elles tenaient à leur dignité. Ainsi, c'est dans la honte que des femmes « avouaient » être mères d'enfants non reconnus par leurs pères ou victimes, tout comme leurs enfants, d'un conjoint ivre. Une telle souffrance ne concerne pas que les pauvres mais s'ajoute au poids de la

misère. Très souvent, ce désir de respectabilité se traduisait aussi par le souci de suivre les règles des Églises chrétiennes, dominantes à Quito. Plusieurs de ces femmes souffraient ainsi de ne pas être mariées, ou encore de ne pas avoir fait baptiser leurs enfants. La rigueur ne venait pas du clergé. Ainsi, l'une des femmes voulait changer d'Église parce que la sienne ne faisait pas assez pression sur son compagnon pour le pousser au mariage. De même, les baptêmes n'étaient pas coûteux, mais les familles attendaient, sans trop d'espoir, de trouver un parrain suffisamment riche pour les aider à payer l'instruction de leur enfant. On peut penser aussi que l'aspiration à une plus grande fraternité trouvait son expression dans un sentiment religieux plus profond.

### **Douze ans plus tard... la vie malgré tout**

L'étude de 1988-1989 a montré les prouesses des mères qui savent nourrir au mieux leur famille avec des revenus de misère, et elle souligne la dynamique qui pousse les pauvres à s'investir dans un territoire familial, mais aussi dans l'école ou dans des domaines professionnels bien spécifiques afin d'acquérir un peu d'autonomie, de pouvoir et de dignité, en étant mêlés aux « non-pauvres ».

Les enquêtes rapides menées en 1992 et en 2000, quatre et douze ans après les premières, rendent compte de l'importance capitale de la structure familiale, rarement pour sortir de la pauvreté, mais au moins pour y résister. Il est remarquable en effet de constater que, malgré la souffrance matérielle vécue durant des années, les douze familles rencontrées à Quito ont su préserver l'intégrité psychique de leurs membres (j'ai néanmoins dénombré deux chefs de famille probablement alcooliques et dont le comportement pèse lourdement sur leur famille). La force psychologique, qui a conduit les douze mères de famille à m'accueillir en 1988-1989, n'est sûrement pas étrangère à la cohésion de leur famille, sur le long terme. Ce que j'ai observé n'est donc peut-être pas généralisable.

Cependant, si la « force des pauvres de recommencer tous les jours », comme l'écrit Geneviève de Gaulle-Anthonioz (2001), me semble portée par l'irrésistible désir de retrouver une dignité perdue et par la fierté de réussir dans des activités personnelles ou collectives, elle naît, je le crois, des liens affectifs noués au sein de la famille. Ainsi, Victoria (famille 11), seule avec ses enfants, est forte de l'amour de son père qui, se rappelle-t-elle tendrement, lui a fabriqué le lit de son fils aîné, alors qu'elle était rejetée de tous ; Luz (famille 10), dont l'enfance fut âpre, est pourtant convaincue qu'« un enfant n'a pas seulement besoin qu'on lui lave le visage », cette femme est l'âme de sa famille ; Alberto (famille 05) sait

embellir la vie de ses enfants en leur racontant, avec fougue, les aventures amoureuses et épiques de sa jeunesse ; ou encore Rosa (famille 12) donne toute sa place à son fils aîné, décédé accidentellement à 13 ans, en 1988 : elle prélève chaque semaine sur son maigre budget de quoi fleurir sa tombe ; à l'inverse, Natividad (famille 06) ne se remet pas d'avoir été une enfant adoptée, transformée en domestique et aujourd'hui, elle porte difficilement sa propre famille.

Aucune des douze familles n'a donc éclaté en douze ans. La mort a cependant fauché quatre personnes : une vieille femme (famille 04), un jeune homme dans un accident de la route (famille 05) et deux enfants en bas âge, emportés par la maladie (familles 06 et 11). Une famille est restée démographiquement stable (12) ; cinq se sont agrandies (03, 06, 07, 09 et 11) avec la naissance d'enfants ou d'un petit-enfant ; quatre ont vu leurs enfants les plus âgés les quitter pour créer leur propre famille et aller vivre... dans la maison de leurs parents (famille 10), dans des logements voisins (familles 02 et 08), ou dans un autre quartier de Quito (famille 05) ; enfin trois familles (01, 02 et 04) se sont agrandies, tout en voyant les aînés créer leur foyer dans une maison voisine (annexe 2A).

Quelques rares diplômes scolaires ont été obtenus. Seule la situation de la famille 04 en a été radicalement changée. Les baccalauréats obtenus par Nelly et Gisela ont permis à ces jeunes filles, après avoir occupé divers emplois, de devenir comptable pour la première, vendeuse en pharmacie pour la seconde. Chacune a son foyer et Nelly, 30 ans, définitivement sortie de la pauvreté, a pris en charge sa mère. En revanche, dans la famille 05, Elena, 28 ans et Paulina, 20 ans, vivant toujours chez leurs parents, ont des emplois aléatoires de vendeuses, payés de façon dérisoire, ne correspondant pas aux espoirs des bachelières. Dans deux autres familles, les diplômes sont encore trop récents pour apporter des bouleversements. Marco, 21 ans, le fils aîné de la famille 11, a obtenu un baccalauréat technique et poursuit des études supérieures, tout en travaillant, et Angela, 23 ans, seconde fille de la famille 01, est bachelière et prépare un diplôme d'informatique, entre deux emplois précaires.

Ces deux jeunes gens ont bénéficié d'un parrainage obtenu auprès de l'association Fraternité euro-équatorienne, installée au Comité del Pueblo (carte 4). Cette association a pour but de faire accéder les enfants des familles les plus démunies à l'instruction, à la santé, à la culture et... au droit de jouer. Des Européens parrainent ces enfants (15 en 1988, 200 en 2000) qui, instruits dans des écoles et des collèges choisis par les parents, reçoivent en plus deux repas quotidiens, des soins médicaux, un soutien scolaire et participent à des activités sportives et culturelles. Tous ces enfants quittent l'école au moins après un premier cycle primaire, qui leur donne une bonne armature intellectuelle, et une minorité d'entre eux obtient des diplômes qui les libéreront probablement de la misère. Cet appui pédagogique, affectif et financier, dans la durée, a dynamisé les efforts des plus démunis et a renforcé leurs chances de vaincre la pauvreté ; il pourrait servir de modèle aux responsables politiques chargés de la scolarité.



Parmi les autres enfants des douze familles, la plupart se limitent à des études primaires, quelques-uns suivent des études secondaires, dont la dernière fille d'Agustín (famille 08), bientôt bachelière : elle fait la fierté d'un père pourtant peu intéressé par les bienfaits de la scolarisation, douze ans plus tôt. On note, un cas rare, celui des enfants de la famille 06, âgés de 7, 11 et 12 ans. Ils ont été inscrits dans une école primaire pour la première fois en 1999, grâce au combat mené par Luz (famille 10) pour obtenir la gratuité totale des études des enfants de son amie Natividad, trop démunie, à tous points de vue, pour avoir jamais envisagé d'envoyer ses enfants à l'école et encore moins d'obtenir cette gratuité... quasi miraculeuse.

En attendant les résultats scolaires de leurs enfants, durant ces douze dernières années, les parents, dont l'emploi est toujours précaire, ont constamment été à l'affût d'activités nouvelles. En 2000, rares sont donc ceux qui n'ont pas changé de travail depuis douze ans (tableau 25, annexe 2A).

C'est le cas pourtant dans les familles 02, 06 et 08, où les parents ont gardé les mêmes activités, toutefois les fils aînés des familles 02 et 08, devenus électricien et manœuvre, apportent leur paie au foyer ; par ailleurs, Agustín, chef de la famille 08, cherche un moyen d'émigrer en Espagne quelques années, comme le font tant d'Équatoriens depuis peu, pour se payer un terrain et une maison.

Dans deux familles, le chef s'est arrêté de travailler. Jorge (famille 01), 76 ans, a pris sa retraite, alors qu'il a encore plusieurs enfants à charge ; sa compagne, Teresa, 47 ans, lave le linge dans un hôtel du centre de Quito, six jours par semaine, pour compléter les ressources familiales et sa fille, Angela, la bachelière, âgée de 23 ans, occupe parfois des emplois précaires divers. Eva (famille 04), 60 ans, n'est plus domestique, elle garde sa petite-fille, on l'a vu plus haut.

Au moins une partie des actifs des sept autres familles ont changé d'emploi. Pour la famille 03, ce changement marque une très nette amélioration de sa situation. Le chef de la famille n'est plus maçon depuis 1990. En 2000, il achète chaque semaine trois cochons et une pièce de bœuf dans la campagne proche de Quito, en utilisant les transports en commun pour se rendre dans les fermes et rapporter la viande. Sa compagne vend tous les jours cette viande sur un étal, dans la rue principale de leur quartier ou au marché (photo 12). Elle s'estime sortie de la pauvreté.

Ce n'est pas le cas des autres familles. Alberto (famille 05), 68 ans, n'est plus menuisier, il achète et revend de l'outillage, chaque jour au centre-ville, et sa compagne, Mixmelí, 52 ans, trop usée, ne travaille plus, les deux filles bachelières rapportent de maigres salaires de vendeuses. Manuel (famille 07), 47 ans, ancien conducteur d'engins sur les chantiers de travaux publics, devenu menuisier en 1992, travaille dans un garage en 2000. Hermeís (famille 09), 41 ans, est toujours balayeur dans un ministère, mais sa compagne, Natalí, 38 ans, ne peut plus vendre de fruits et

légumes sur les marchés, incapable désormais de porter de lourdes charges, elle est donc devenue lavandière à domicile... quand elle trouve du travail ; Henry, leur fils aîné de 16 ans, a abandonné ses études au grand dam de sa mère, il parvient à se placer comme maçon, deux jours par semaine. José (famille 10), 52 ans, est toujours chiffonnier, mais « il ne travaille que pour boire », dit sa compagne, pour qui il est devenu une pénible charge. Aussi, avec sa fille Gisela, Luz tient chaque soir, à El Calzado, un étal de restauration rapide, faite de tripes frites accompagnées de pommes de terre. L'achat de la marchandise, sa préparation, le montage du barbecue, la vente jusqu'à minuit sont des tâches quotidiennes pesantes qui exigent un grand sens de l'organisation. Le troisième fils de José et Luz, Hugo, 17 ans, toujours à la maison, est maçon ou homme à tout faire. Victoria (famille 11), 43 ans, est devenue couturière et tricoteuse, c'est elle qui fabrique les uniformes scolaires des enfants parrainés par l'association Fraternité euro-équatorienne ; son fils, Marco, 21 ans, titulaire d'un baccalauréat technique, travaille dans une entreprise distribuant du gaz, tout en poursuivant ses études. Enfin, si Félix (famille 12), 50 ans, est toujours marchand de glaces ambulant, Rosa, son épouse, 46 ans, vend maintenant des bonbons à la sortie d'un établissement scolaire : à la voir quitter le collège, le soir à 17 heures, son sac à dos rempli de friandises invendues, pour prendre le bus qui la reconduira dans sa maison d'Atucucho, on imagine que ses recettes sont bien maigres ; cependant les deux aînés travaillent : Jenny, 20 ans, dans une boulangerie et Mauricio, 19 ans, dans une menuiserie.

Si les changements d'activités observés au cours de ces douze dernières années ne signifient pas nécessairement une amélioration de la condition matérielle des familles, en revanche, ceux observés dans l'habitat en 2000 correspondent toujours à un progrès (carte 4).

On note d'abord que le Comité del Pueblo, où vivent les familles 01, 02, 03 et 04, est désormais relié au réseau d'eau courante depuis 1990 ; le temps du ravitaillement en eau par camions est donc révolu. C'est aussi le cas depuis peu pour le quartier d'Atucucho où vit toujours la famille 12 ; néanmoins, en période de pénurie, des camions chargés d'eau doivent encore monter ravitailler ce quartier, haut perché sur les pentes du Pichincha. Les quatre familles du Comité del Pueblo n'ont pas changé de quartier : la maison de la famille 01 est toujours la même ; celle de la famille 02 compte une pièce supplémentaire au rez-de-chaussée et des murs en cours de construction pour bâtir un éventuel premier étage ; la famille 03 a acheté, dans le quartier, un lot plus grand que celui qui était le sien en 1988-1989, pour y construire sa nouvelle maison ; quant à la famille 04, elle rassemble dans son jardin les matériaux pour construire une maison moderne qui remplacera la petite maison basse, vieille de 23 ans : les bons salaires de la fille et du gendre d'Eva, l'ex-chef de famille, désormais inactive, le permettent.

Les trois familles dont la propriété de la maison n'était pas confirmée par des actes juridiques ont connu des sorts différents : la famille 05 n'a rien modifié de son habitat, mais elle a accès à l'eau chaque jour désormais, elle attend toujours de réunir les fonds qui lui permettront d'obtenir un titre de propriété ; à Atucucho, le statut de propriétaire de la famille 12 n'a pas été bien éclairci, mais les murs de planches et de cartons de la maison ont été remplacés par des murs de parpaings, le compteur électrique est désormais personnel et l'eau arrive au foyer, on l'a noté ; la famille 11, sans adulte pour garder les enfants quand la mère partait travailler au centre-ville, a dû déménager, elle s'est installée d'abord au Comité del Pueblo, puis avec mon aide, a acheté, non loin, un terrain à la Quintana, où elle a construit une maison de parpaings avec un toit de tôle.

Les deux familles de chiffonniers, gardiennes du chantier d'un collègue en construction, ont dû quitter leurs cabanes en 1992, après l'inauguration de celui-ci ; elles ont aussi reçu mon aide pour acheter un terrain au Beaterio, au sud de Quito : c'est là que vit la famille 06, dans une cabane misérable, au toit de tôle et aux murs de parpaings, de planches et de tôles rouillées (photo 3) ; la famille 10 a revendu son terrain du Beaterio pour en acheter un autre, mieux situé, au sud-est de la Balvina : sa maison de parpaings a un étage, elle y abrite aussi les familles des fils aînés. Les familles 06 et 10 ne parviennent pas à obtenir un titre de propriété : la coopérative à qui elles ont acheté les lots n'ayant toujours payé les terrains à leurs propriétaires.

Les trois familles vivant à Quito Sur en 1988-1989 ont toutes déménagé : la famille 09, après avoir plusieurs fois changé de location, a pu acheter un terrain à la limite sud de la ville, en 1999, sur le quartier haut perché de La Esperanza pour y construire une maison préfabriquée, grâce à un crédit obtenu auprès du ministère qui emploie Hermeís comme balayeur : l'électricité parvient jusqu'au foyer, mais l'eau, pompée dans un puits proche et partagée entre voisins, n'y arrive que deux jours par semaine ; la famille 07 s'est installée depuis deux ans dans la maison d'un parent près de Fundeportes, non loin de Quito Sur ; enfin, la famille 08 n'a plus de maison mobile, elle habite à Solanda, au sud de Quito Sur, une maison construite en dur par le chef de famille, Agustín, sur un terrain en location que le propriétaire veut récupérer !

Il était bien difficile de prévoir, en 1988-1989, l'avenir de ces douze familles. En 2000, les familles 03 et 04 sont sorties de la pauvreté. Dans la première, les sept enfants sont correctement nourris, grâce au travail acharné du couple, effectué en étroite collaboration (achat et vente de porc et de bœuf) et, peut-être aussi, grâce aux cours pour adultes que les deux conjoints étaient bien les seuls à suivre en 1988-1989. Les enfants de la famille 04 appartiennent désormais à la classe moyenne, grâce à leurs diplômes et à leurs qualités qui les ont propulsées vers des emplois bien rémunérés et la fille a pris sa mère en charge.

La famille 07, dont le chef avait un bon emploi de conducteurs d'engins lourds en 1988-1989, semblait prête à devenir une famille modeste en 1992 ; il me manque des éléments pour le confirmer, ne l'ayant pas revue en 2000. Les neuf autres familles sont toujours pauvres. Aucune enquête alimentaire n'a été entreprise lors de mes retours rapides à Quito, en 1992 et en 2000, mais les plaintes sont toujours là, notamment pour ce qui concerne la viande toujours hors de prix, et pour la première fois, en 2000, plusieurs familles m'ont affirmé que le pain était devenu une denrée trop chère pour elles. La plus misérable de ces familles est désormais celle de Luis et Natividad, dans leur cabane du Beaterio, avec des enfants de 3, 7, 11 et 12 ans dont les aînés ne vont à l'école que depuis peu. En douze ans, sur douze familles, deux sont donc sorties de la pauvreté, les dix autres survivent toujours et espèrent un avenir meilleur.

## Conclusion

En Équateur comme ailleurs, le combat pour se nourrir de façon satisfaisante porte sur la production et la distribution des aliments. Le progrès technique améliorera encore les rendements, le transport ou le stockage des vivres mais, dans ce pays, ce sont essentiellement les profondes inégalités économiques et sociales qui bloquent l'appareil de production et qui interdisent, à la majorité des Équatoriens, l'accès à un niveau de vie suffisant pour assurer leur santé, leur bien-être et ceux de leur famille, ce droit minimum, proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Avant de transmettre les enseignements que j'ai tirés de l'observation de ce combat, il est nécessaire de rappeler la spécificité et la complexité de l'Équateur, le rôle joué par l'État et celui qui est laissé à ceux qui n'ont pas accès à une nourriture convenable.

Du côté de la production, ce pays possède d'excellents atouts. On peut y développer une agriculture, tempérée dans la Sierra, tropicale sur la Costa et en Oriente, avec quelques limites liées à l'altitude et à la pluviométrie. Pourtant l'observatoire de la FAO, mis en place en 1960, indique qu'il faut attendre l'année 1985 pour que l'Équateur puisse offrir à ses habitants la ration énergétique optimum, fournie par des aliments produits sur place presque en totalité, une petite partie étant importée.

Ce n'est pas tout, optimums depuis une quinzaine d'années, les disponibilités énergétiques n'offrent pas une diète quotidienne équilibrée entre les différents groupes d'aliments qui apportent des nutriments spécifiques, indispensables à la vie. Les denrées produites en quantités suffisantes sont généralement fournies par des plantes tropicales, cultivées sur la Costa : il s'agit du sucre de canne, d'huiles végétales de palme et de soja, de fruits parmi lesquels dominent les bananes douces et plantains, et le riz, qui représente, à lui seul, les deux tiers des céréales et le cinquième de l'énergie alimentaire consommées en Équateur en 1995. Les aliments d'origine animale sont fournis en quantités suffisantes par les élevages installés tant dans la Sierra que sur la Costa, seule la production d'œufs n'assure que la moitié de ce qui est recommandé par les nutritionnistes. Quant aux groupes d'aliments issus de plantes adaptées au climat tempéré de la Sierra, ils sont tous disponibles en quantités gravement insuffisantes. En 1995, les Équatoriens disposent de moins de la moitié des tubercules, du tiers des légumineuses et de moins du cinquième des légumes verts qui

leur sont recommandés. Parmi les céréales, si la production du maïs tendre se maintient à son niveau d'il y a trente ans, celle de l'orge et du blé régresse des deux tiers, laissant la place aux importations croissantes de blé des États-Unis qui représentent près du quart des céréales consommées par les Équatoriens. Un tel bilan focalise sur la Sierra les difficultés de mise en valeur agricole du territoire national.

L'histoire rend compte des drames humains, à l'origine de l'incapacité de la Sierra à produire les plantes de climat tempéré dont les Équatoriens ont besoin pour se nourrir. C'est dans cette région, la plus anciennement peuplée du pays, que les Espagnols se sont installés au XVI<sup>e</sup> siècle, en confisquant les meilleures terres de fonds de vallées, les Indiens non réduits en esclavage se réfugiant sur les pentes moyennes et hautes des Andes. Les réformes foncières des années 1960-1970 n'ont effacé que les inégalités les plus criantes issues de cette appropriation, vieille de quatre cents ans, d'autant que la démographie très soutenue du siècle dernier aggrave la situation des petits paysans, dans une région où il n'existe plus de terres à défricher. Si l'élevage développé dans les haciendas, sur les meilleures terres, offre aux Équatoriens une quantité suffisante de viande et de lait, les cultures moins rentables pour le producteur sont généralement réservées aux terres moins fertiles et aux petits paysans sans moyens pour intensifier une production largement insuffisante pour les besoins du pays.

La production vivrière défailante de la Sierra rend compte du déficit démocratique marquant les relations entre agriculteurs de cette région. Il serait erroné d'en déduire que les bons résultats agricoles obtenus sur la Costa et que la faible part prise par l'Orient dans la production alimentaire de l'Équateur soient liés à des relations plus équilibrées entre agriculteurs de ces deux régions. La mise en valeur de la Costa n'a débuté qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Aussi, un siècle plus tard, en 1950, la taille moyenne des exploitations y est encore trois fois plus élevée que dans la Sierra, tandis que plus d'un cinquième des terres reste à mettre en valeur. Ces atouts ont permis à l'État de mieux faire passer les réformes foncières et de soutenir le développement de deux cultures vivrières de base : le riz et le palmier à huile. Mais la coexistence entre grands planteurs de cultures d'exportation, petits paysans et ouvriers agricoles y est tout aussi âpre que dans la Sierra.

Trente ans plus tard, les surfaces agricoles de la Costa ne progressent plus, les agriculteurs sont 2,5 fois plus nombreux et la taille moyenne des exploitations a été divisée par deux. En Orient, la mise en valeur agricole ne débute que dans les années 1970, mais dans cette région encore très faiblement peuplée, les conflits fonciers entre immigrants et Indiens autochtones y sont d'une actualité brûlante. Ces deux régions risquent donc de connaître aussi des difficultés pour développer une agriculture vivrière qui soit à la mesure de l'augmentation de la population équatorienne, d'autant que le soutien financier et technique accordé par l'État aux petits paysans de l'ensemble du pays s'est considérablement réduit

depuis 1990, dans le cadre d'une politique plus libérale, affaiblissant encore le pouvoir des petits exploitants par rapport aux plus grands.

La mesure du seuil de pauvreté adoptée par les Équatoriens est le meilleur observatoire du mode de redistribution de la nourriture entre les individus. Selon cette mesure, sont pauvres toutes les personnes qui ont des revenus insuffisants, d'abord pour accéder à une ration énergétique optimum, équilibrée entre les nutriments issus de divers groupes d'aliments, et ensuite pour satisfaire les autres besoins indispensables à la vie, dont le coût est égal à celui de la ration alimentaire pour la population située sur le seuil de pauvreté. Cette pauvreté touche la majorité des Équatoriens (54,7 %) en 1990. Ce mal frappe les trois quarts des ruraux, et, parmi eux, les plus vulnérables vivent hors du centre économique du pays, dynamisé par les villes de Guayaquil, Quito et Cuenca. De nombreux petits paysans ne peuvent produire suffisamment d'aliments pour se nourrir eux-mêmes. Dans les villes, l'accès à une alimentation satisfaisante est interdit à 40 % des citadins en 1990. La pauvreté de masse qui ravage le pays ne cesse de progresser depuis plus de dix ans.

On peut donc se demander ce que vaut le combat politique mené par l'État pour démocratiser les structures de la production agricole, indispensable notamment à un accroissement des cultures vivrières de la Sierra. La même question se pose pour le développement du capital humain, santé, scolarisation et justice, et pour les mesures économiques favorisant l'emploi, puisque de l'amélioration des conditions sociales et économiques dépend aussi le recul de la pauvreté et des inégalités d'accès à la nourriture.

Face à ce qui ressemble à un désengagement de l'État, les pauvres des campagnes et des villes ne comptent que sur leurs propres forces pour survivre. Pour les douze familles quiténiennes que j'ai rencontrées en 1988-1989 et que j'ai revues en 1992 et en 2000, manger est un combat quotidien, omniprésent, lancinant. La mesure de leur alimentation et de leur budget classe toutes ces familles parmi les pauvres et même souvent parmi les indigents. J'ai constaté que les femmes savent admirablement faire des choix judicieux entre les aliments pour tenter de fournir à leur famille au moins la ration énergétique optimum qui garantit contre les risques de dénutrition. Deux chiffres le démontrent : en 1988-1989, avec des revenus moyens ne représentant que 45 % de ceux qui permettent de se situer sur le seuil de pauvreté, ces douze familles parviennent à consommer, en moyenne, 85 % de l'énergie alimentaire qui leur est recommandée.

Comment réalisent-elles un tel exploit ? Les mères de famille choisissent, parmi les aliments, ceux qui sont énergétiquement les moins coûteux, et parmi eux, quand c'est possible, ceux qui contiennent le plus de protéines : ainsi, le riz est la nourriture de base qui représente le cinquième de la ration énergétique familiale. En moyenne, chaque

personne consomme très exactement l'énergie qui est recommandée parmi les aliments peu coûteux à la calorie, soit 70 % de l'énergie totale de la ration conseillée. Avec des revenus aussi réduits cependant, les femmes ne peuvent faire mieux et aucune famille n'accède à une diète équilibrée comprenant, dans les proportions recommandées par les nutritionnistes équatoriens, les aliments énergétiquement les plus coûteux dont la consommation garantit contre les risques de malnutrition. Ainsi dans chaque famille, on se nourrit, en moyenne, de moins de la moitié de l'énergie conseillée issue des légumineuses, des fruits, des légumes verts et (ou) des aliments d'origine animale. Le savoir des femmes pauvres rejoint celui des nutritionnistes. Bien que la science et les recommandations de ces derniers leur soient inconnues, les mères de famille savent qu'il faut d'abord vaincre la sous-alimentation et les risques de dénutrition. L'équilibre alimentaire n'a de sens que si ce premier danger est écarté. Ces douze mères ne remportent qu'une demi-victoire, puisque l'équilibre alimentaire reste hors de portée de leur bourse. C'est cependant une performance qui exige une intelligence pratique et un courage de chaque jour, à saluer comme la meilleure adaptation possible à une situation inhumaine.

Ce savoir, aucune femme ne le revendique, car c'est le marqueur d'une pauvreté insupportable comme une brûlure, comme une honte qui lamine chacun. Aussi, bien que la mesure des revenus des familles soit « opérationnelle » pour ceux qui veulent compter les pauvres, le rejet par les intéressés de ce qui constitue une adaptation au malheur suggère que cette mesure reste à la surface des choses. Partager les souvenirs, les choix, les déceptions, les espoirs de douze familles quiténiennes pauvres aide à dépasser cette première approche de la pauvreté. Ces familles souffrent de ne pas trouver leur place dans la société, parce que, et Jean Labbens l'exprime avec force (1978), les pauvres manquent « tout à la fois de fortune ou d'occupation rémunératrice (classe), de force sociale (pouvoir), d'audience et de respectabilité (statut) ». Aussi, quand leur lutte pour survivre les oblige à s'adapter efficacement à des conditions inhumaines, les femmes ne ressentent que le soulagement d'avoir une fois de plus sauté l'obstacle, tout en rêvant d'oublier leurs prouesses et de quitter un jour « ces habits de pauvres » que détestait tant le jeune Marco.

En revanche, quand elles parviennent à partager les activités, les valeurs de la société dont elles sont coupées, les familles pauvres sont très fières, elles se sentent dignes et respectables, elles partagent une culture dont elles ont été exclues. Cette tension pour rejoindre ceux qui ne sont pas méprisés, ceux qui n'ont pas besoin d'assistance, ce besoin d'être simplement comme tout le monde s'exprime au moins dans trois domaines : le travail, l'habitat et l'instruction des enfants.

Sans travail, pas de revenus, la misère devant soi : dans ces douze familles, 88 % des revenus en nature ou en espèces proviennent du travail,



et 70 % des revenus sont utilisés pour se nourrir. Quand un adulte a réussi à créer sa petite entreprise ou à trouver un emploi, le plus souvent temporaire, il entre dans le monde du travail, dur mais tant convoité. L'anxiété de ne pas gagner assez pour survivre est toujours là, mais le « travailleur » acquiert une expérience technique, il apprend à surmonter les conflits avec clients, employeurs ou concurrents, il tisse de nouvelles solidarités. D'autres le reconnaissent pour ses qualités de commerçant efficace, de maçon habile, de bonne cuisinière. Il conquiert ainsi une identité valorisante, qui cache en partie celle du pauvre qu'il demeure. Aussi, il n'est pas besoin de pousser ces adultes pour qu'ils racontent avec précision les techniques, les difficultés particulières, les coups d'éclat du métier, puisqu'ils ont enfin une place dans la société où ils veulent se fondre.

Habiter un lieu, avoir une vraie maison, c'est le rêve de chacun, non seulement pour se protéger du froid, de la pluie et du vent qui balaient les Andes et fragilisent un peu plus les personnes mal nourries, mais aussi pour habiter en soi, en préservant une intimité nécessaire. Depuis cette maison, chacun peut prendre ses marques pour tisser des liens avec les habitants du quartier, pour diversifier ses relations de travail, pour maintenir le contact avec des parents vivant dans d'autres lieux, proches ou éloignés. Les douze familles pauvres de Quito connaissent des situations très variées : la location de pièces, le prêt de terrain pour déplacer une maison mobile ou construire des cabanes temporaires, enfin la propriété plus ou moins assurée, car la légalisation des titres est si coûteuse ! Construire sa maison relève de l'épopée, terrible quand on est seul sur son lot, épuisante mais passionnante quand elle concerne des centaines de familles comme au Comité del Pueblo, dans les années 1970, avec travaux collectifs obligatoires pendant des années, enivrante enfin quand il s'agit d'envahir collectivement un lieu interdit et d'y construire son abri en une nuit, comme à Atucucho en 1988 ! Tous ceux qui ont une maison peuvent se projeter dans l'avenir, ce qui est une façon d'éloigner un peu la précarité.

Évoquez les enfants et le visage tendu, souvent fermé des parents se transformera ! C'est un sujet de fierté, comme le travail et la maison « à soi », mais il touche davantage les adultes, car ces enfants, qui leur font confiance, représentent leur espoir. Si eux-mêmes ne réussissent pas à sortir de la misère, leurs enfants y parviendront peut-être, grâce à l'école qui les aidera à trouver un bon emploi. Les résultats scolaires sont rarement à la hauteur de l'attente des parents, car il est difficile pour ces enfants de réussir dans une structure inadaptée à leurs difficultés matérielles et culturelles. Cependant, la scolarisation permet au moins d'apprendre à lire et à écrire et elle répond aussi aux besoins des pauvres de partager les valeurs de la société équatorienne.

L'État équatorien a bien su repérer les pauvres avec la méthode de mesure mise au point par le Conseil national du développement. Mais

beaucoup reste à faire, non pas pour apprendre à ces populations à s'adapter encore mieux à la misère, elles savent admirablement le faire, mais pour soutenir leur aspiration à devenir des citoyens comme les autres. Trois idées se dégagent des témoignages que j'ai recueillis.

Les pauvres ont besoin d'alliés qui acceptent de plonger dans leur monde, « sans se couper de la société pour autant, et cependant en porte-à-faux avec elle », rappelle Geneviève de Gaulle-Anthonioz (1977). En 1989, des stages d'alphabétisation ont permis à de futurs bacheliers équatoriens de rencontrer des pauvres, de prendre conscience de l'abîme économique qui les séparait et de l'humanité qui les unissait. L'expérience n'a pas duré, elle mériterait d'être repensée et d'être reprise dans le domaine de l'alphabétisation ou dans un autre. Ces rencontres peuvent en effet convaincre les membres les plus libres de la société de jeter des ponts vers l'autre rive.

Ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté ne veulent pas être identifiés par leur condition misérable, mais par les combats qu'ils mènent sous d'autres bannières. J'en ai évoqué trois : le travail, l'habitat, l'éducation des enfants, il y en a d'autres. Tous doivent apporter une stabilité et une permanence, indispensables pour prendre ses distances, s'organiser et faire reculer la précarité. Dans ces combats, les pauvres ont besoin d'être aidés. Ainsi une association soutient depuis quatorze ans, avec efficacité, l'éducation d'enfants de familles démunies qui vont à l'école avec les autres enfants d'un quartier de Quito. L'instruction scolaire unit alors des enfants qui, malgré leurs origines socioéconomiques différentes, ont tous une chance réelle de mieux s'intégrer à la société. De telles structures pourraient être aussi déployées pour aider ponctuellement les pauvres à mieux lutter avec ceux qui exercent un même métier, ou qui résident dans un même quartier.

Enfin, la famille est la structure sociale de base, le dernier rempart contre la pauvreté, contre la mort pour les plus faibles, contre les comportements déviants pour les plus forts qui, dans la solitude, adoptent parfois la violence. En douze ans, seules deux des familles amies de Quito se sont éloignées de la misère, les dix autres luttent toujours pour se nourrir. Elles résistent, ensemble, et c'est aussi une victoire. Cette cellule doit être protégée, en priorité, puisque c'est en son sein que l'humanité est préservée.

## **ANNEXES**

Annexe 1  
**Nature, poids et prix des recommandations nutritionnelles  
du Conade**

**Les tableaux 1A et 1B** indiquent le poids des aliments recommandés par le Conade dans la ration journalière des Équatoriens.

- 1A : pour l'homme type équatorien (Freire et Polanco, 1984 : 29) ;
- 1B : pour les différentes catégories d'individus : enfant de moins de un an, préscolaires, scolaires, adolescents, adultes, femmes enceintes et femmes allaitantes (Freire, 1985 : 150). Les aliments regroupés en céréales, tubercules, graisses, sucre et dérivés, légumineuses, fruits, légumes verts, lait et dérivés, œufs, viande et poisson varient selon les régions. Ici sont pris en compte ceux recommandés pour les habitants de Quito :
- pour 5,5 kilos de céréales : 1 kilo de riz, 500 grammes de flocons d'avoine, 1 kilo de maïs jaune, 1 kilo de farine de blé, 1 kilo de vermicelle, 1 kilo de pain blanc ;
- pour 2 kilos de tubercules : 1 kilo de pommes de terre de variété chola, 1 kilo de pommes de terre de variété roja ;
- pour 1,5 kilo de graisses végétales : 1 litre d'huile, 500 grammes de graisses hydrofugées (type Végétaline) ;
- 1 kilo de sucre ;
- pour 2 kilos de légumineuses : 1 kilo de pois secs, 1 kilo de haricots secs ;
- pour 9 kilos de fruits : 1 kilo d'avocats, 1 kilo de citrons verts, 1 kilo de pommes, 1 kilo d'oranges, 1 kilo d'oranges, 1 kilo de papayes, 1 kilo d'ananas, 1 kilo de bananes douces, 1 kilo de bananes vertes à cuire (plantains) ;
- pour 11 kilos de légumes verts : 1 kilo de petits pois frais, 1 kilo d'oignons blancs, 1 kilo d'oignons violets, 1 kilo de choux blancs, 1 kilo de haricots en grains frais, 1 kilo de fèves fraîches, 1 kilo de laitues, 1 kilo de maïs tendre en épis, 1 kilo de tomates, 1 kilo de carottes, 1 kilo de choux-fleurs.
- 1 litre de lait ;
- 1 œuf de poule (poids moyen 48 g) ;
- pour 4,609 kilos de viande et de poisson : 1 kilo de poisson frais, 1 kilo de poulet, 1 kilo de bœuf sans os, 1 kilo de bœuf avec os, 1 boîte de thon à l'huile (184 g net), 1 boîte de sardines à la sauce tomate (425 g net).

**Les tableaux 1C et 1D** indiquent les prix des aliments et des groupes d'aliments recommandés pour les Quiténiens entre janvier 1988 et juin 1989.

– 1C : prix en sucres (monnaie équatorienne) par kilo d'aliments et par groupes d'aliments.

– 1D : prix en minutes de travail payé au salaire minimum équatorien pour 100 kilocalories d'aliments.

Le salaire minimum équatorien (auquel sont intégrées les primes diverses versées à certaines périodes de l'année) est de 20 300 sucres de janvier à juin 1988, de 26 000 sucres de juillet à septembre 1988, de 30 800 sucres d'octobre 1988 à avril 1989, de 37 800 sucres de mai à juin 1989. Un salaire mensuel est basé sur 20 jours de travail effectivement réalisé, soit 160 heures par mois ou 9 600 minutes.

Ainsi 1 kilo de pommes de terre qui coûte 55 sucres en janvier 1988 (annexe 1C) ne pèse après avoir été épluché que 820 grammes (82 % de cet aliment est consommable, annexe 1E). Ces 820 grammes fournissent 696 kilocalories (85 kcal pour 100 g de pommes de terre consommées, annexe 1E) qui coûtent 55 sucres, ou 26 minutes de travail payé au salaire minimum (55 sucres multiplié par 9 600 minutes, divisé par 20 300 sucres). En janvier 1988, 100 kilocalories de pommes de terre coûtent donc 3,72 minutes de travail payé au salaire minimum (100 kcal multiplié par 26 minutes, divisé par 696 kcal).

Le prix en minutes de travail payé au salaire minimum permet de comparer plus facilement les dépenses en période d'inflation. Ainsi le kilo de pommes de terre coûte 55 sucres en janvier 1988 et 137 sucres en juin 1989. Si on se réfère au salaire minimum, le prix de 100 kilocalories de pommes de terre passe seulement de 3,72 à 5,00 minutes de travail payé au salaire minimum. Il n'en reste pas moins que cette période est marquée par un appauvrissement général des travailleurs, tous les prix des aliments observés, exprimés en minutes de travail ayant augmenté.

**Le tableau 1E** indique le pourcentage de déchets, la valeur calorique, le poids en protéines, lipides et glucides des aliments recommandés par le Conade pour les Quiténiens.

**Annexe 1A**  
**Recommandations nutritionnelles quotidiennes (en kilocalories)**  
**pour l'homme type équatorien résidant à Quito**  
**Coût moyen en minutes de travail payé au salaire minimum**  
**sur 18 mois, 1988-1989**

Aliments (dont le prix est relevé par l'INEC)	Poids avant préparation g	Poids sans les déchets g	Nb de kcal	Poids protéines g	% kcal aliments/ kcal ration	Coût 100 kcal min travail salaire min.	Coût ration min travail	% coût aliments/ coût ration	Rapport* coût énerg monde
<b>Groupes d'aliments coûtant globalement moins de 4,5 min de travail pour 100 kcal</b>									
<i>Céréales</i>	250,00	246,36	871	22,05	39,14	2,62	22,78	25,62	1 à 2
- riz	45,45	45,45	171	3,55		1,72	2,94		
- flocon d'avoine	22,75	22,75	87	2,75		2,00	1,74		
- maïs jaune	45,45	41,81	151	3,93		3,16	4,77		
- farine de blé	45,45	45,45	165	4,41		2,33	3,84		
- vermicelle	45,45	45,45	157	3,18		2,92	4,58		
- pain blanc	45,45	45,45	140	4,23		3,51	4,91		
<i>Bananes à cuire, tubercul.</i>	272,23	220,12	198	4,30	8,90	4,42	8,76	9,85	1 à 2
- banane plantain**	22,23	15,12	24	0,20		1,63	0,39		
- pomme de terre	250,00	205,00	174	4,10		4,81	8,37		
<i>Graisses végétales</i>	45,00	45,00	402	0,00	18,07	1,34	5,37	6,04	2,0
- huile	30,00	30,00	270	0,00		1,36	3,67		
- graisse hydrofugée	15,00	15,00	132	0,00		1,29	1,70		
<i>Sucre</i>	60,00	60,00	240	0,00	10,79	1,01	2,42	2,72	1,0
<i>Total aliments peu onéreux</i>			1 711		76,90		39,33	44,23	
<b>Groupes d'aliments coûtant globalement plus de 4,5 min de travail pour 100 kcal</b>									
<i>Légumineuses</i>	30,00	30,00	104	6,53	4,68	***3,64	3,78	4,25	1,5
- petit pois sec	15,00	15,00	52	3,38		3,08	1,60		
- haricot sec	15,00	15,00	52	3,15		4,19	2,18		
<i>Fruits (sauf bananes pl.)</i>	177,77	120,22	71	0,94	3,19	12,51	8,88	9,99	12,0
- avocat	22,23	11,78	18	0,20		6,46	1,16		
- citron vert	22,22	8,89	2	0,12		62,26	1,25		
- pomme	22,22	16,67	10	0,05		21,95	2,20		
- orange	22,22	14,00	6	0,11		6,23	0,37		
- orangette	22,22	17,78	5	0,12		37,10	1,86		
- papaye	22,22	18,66	6	0,09		11,28	0,68		
- ananas	22,22	17,33	9	0,07		10,36	0,93		
- banane	22,22	15,11	15	0,18		****2,88	0,43		
<i>Légumes verts</i>	150,00	121,22	91	5,21	4,09	10,91	9,93	11,17	12,0
- petit pois frais	13,64	13,64	13	1,04		21,08	2,53		
- oignon blanc	13,64	9,82	4	0,13		11,84	0,47		
- oignon violet	13,64	10,91	6	0,13		9,30	0,56		
- chou blanc	13,63	9,81	2	0,13		8,48	0,17		
- haricot en grains frais	13,64	13,64	22	1,42		7,63	1,68		
- fève fraîche	13,64	13,64	20	1,54		5,50	1,10		
- laitue	13,63	9,40	1	0,07		53,78	0,54		
- maïs tendre en épis	13,64	9,96	13	0,33		6,92	0,90		
- tomate	13,63	11,72	3	0,12		28,66	0,86		
- carotte	13,64	11,05	5	0,09		5,87	0,29		
- chou-fleur	13,63	7,63	2	0,21		27,51	0,83		
<i>Laits et dérivés : lait vache</i>	200,00	200,00	130	6,60	5,84	4,85	6,31	7,10	6,0
<i>Oufs de poule</i>	21,00	18,48	29	2,22	1,30	8,89	2,58	2,90	12,0
<i>Vianes et poissons</i>	80,00	54,30	89	10,91	4,00	20,34	18,10	20,36	12,0
- poisson frais	17,36	8,85	9	1,84		54,91	4,94		
- poulet	17,36	9,72	17	1,77		21,02	3,57		
- bœuf maigre	17,36	16,49	19	3,53		19,78	3,76		
- bœuf avec graisse et os	17,36	8,68	21	1,62		13,99	2,94		
- thon en boîte à l'huile	3,19	3,19	9	0,77		16,10	1,45		
- sardine (boîte) sauce tom.	7,37	7,37	14	1,38		10,27	1,44		
<i>Total des aliments onéreux</i>			514		23,10		49,58	55,77	
<b>Total calculé</b>	<b>1 286,00</b>	<b>1 116,26</b>	<b>2 225</b>	<b>59,76</b>	<b>100,00</b>		<b>88,91</b>	<b>100,00</b>	
<b>Total théorique</b>			<b>2 300</b>	<b>62,00</b>					

Source : Freire (1984 : 29) pour le poids des groupes d'aliments et le total en kcal et en protéines.

Le coût de 100 kcal de certains aliments est parfois différent de celui indiqué dans le tableau 18, parce que dans ce tableau ne sont reprises que les mesures observées par l'INEC pendant les mois d'enquêtes et non pendant 18 mois.

\* Source : Klatzmann (1983 : 77). À mettre en relation avec le coût de 100 kcal en minutes de travail payé au salaire minimum en Équateur.

\*\* Il m'a paru plus logique de classer les bananes à cuire avec les tubercules et les racines plutôt qu'avec les fruits, comme l'a choisi le Conade.

\*\*\* 100 kcal de légumineuses coûtent moins de 4,5 min de travail, mais leur cuisson étant beaucoup plus longue que celle des autres aliments (une à deux heures), elles font partie des aliments onéreux puisqu'il faut ajouter à leur coût la valeur de 1 ou de 1,5 min de travail payé au salaire minimum (1 min de travail pour une cuisson au gaz de 80 min).

\*\*\*\* Les bananes sont énergétiquement très peu coûteuses, mais ne constituent qu'un des huit fruits du panier-type.





## Annexe 1B (suite)

Normes/jour	bébé de 6 à 12 mois				préscolaire de 1 à 6 ans				scolaire de 6 à 14 ans				adolescent de 14 à 20 ans				femme enceinte				mère allaitante				adulte (à partir de 20 ans)			
	g	g cons.	kcal	prot	g	g cons.	kcal	prot	g	g cons.	kcal	prot	g	g cons.	kcal	prot	g	g cons.	kcal	prot	g	g cons.	kcal	prot	g	g cons.	kcal	prot
<b>FRUITS</b>	<b>100,00</b>	<b>67,67</b>	<b>47,34</b>	<b>0,57</b>	<b>200,00</b>	<b>135,33</b>	<b>94,68</b>	<b>1,14</b>	<b>200,00</b>	<b>135,33</b>	<b>94,68</b>	<b>1,14</b>	<b>250,00</b>	<b>169,17</b>	<b>118,34</b>	<b>1,43</b>	<b>200,00</b>	<b>135,33</b>	<b>94,68</b>	<b>1,14</b>	<b>300,00</b>	<b>203,00</b>	<b>142,02</b>	<b>1,71</b>	<b>150,00</b>	<b>101,50</b>	<b>71,01</b>	<b>0,86</b>
avocat	11,11	5,89	9,07	0,10	22,23	11,78	18,14	0,20	22,23	11,78	18,14	0,20	27,78	14,72	22,67	0,25	22,23	11,78	18,14	0,20	33,34	17,67	27,21	0,30	16,67	8,84	13,61	0,15
citron vert	11,11	4,44	1,24	0,06	22,22	8,89	2,49	0,12	22,22	8,89	2,49	0,12	27,77	11,11	3,11	0,14	22,22	8,89	2,49	0,12	33,33	13,33	3,73	0,17	16,66	6,66	1,87	0,09
pomme	11,11	8,33	4,83	0,02	22,22	16,67	9,67	0,05	22,22	16,67	9,67	0,05	27,78	20,84	12,08	0,06	22,22	16,67	9,67	0,05	33,33	25,00	14,50	0,07	16,67	12,50	7,25	0,04
orange	11,11	7,00	2,94	0,06	22,22	14,00	5,88	0,11	22,22	14,00	5,88	0,11	27,78	17,50	7,35	0,14	22,22	14,00	5,88	0,11	33,33	21,00	8,82	0,17	16,67	10,50	4,41	0,08
oranjette	11,11	8,89	2,49	0,06	22,22	17,78	4,98	0,12	22,22	17,78	4,98	0,12	27,77	22,22	6,22	0,16	22,22	17,78	4,98	0,12	33,33	26,66	7,47	0,19	16,66	13,33	3,73	0,09
papeye	11,11	9,33	2,99	0,0	22,22	18,66	5,97	0,09	22,22	18,66	5,97	0,09	27,78	23,34	7,47	0,12	22,22	18,66	5,97	0,09	33,33	28,00	8,96	0,14	16,66	13,99	4,48	0,07
ananas	11,11	8,67	4,51	0,03	22,22	17,33	9,01	0,07	22,22	17,33	9,01	0,07	27,78	21,67	11,27	0,09	22,22	17,33	9,01	0,07	33,33	26,00	13,52	0,10	16,67	13,00	6,76	0,05
banane douce	11,11	7,55	7,25	0,09	22,22	15,11	14,51	0,18	22,22	15,11	14,51	0,18	27,78	18,89	18,13	0,23	22,22	15,11	14,51	0,18	33,34	22,67	21,76	0,27	16,67	11,34	10,88	0,14
banane verte (plantain)	11,12	7,56	12,02	0,10	22,23	15,12	24,04	0,20	22,23	15,12	24,04	0,20	27,78	18,89	30,04	0,25	22,23	15,12	24,04	0,20	33,34	22,67	36,05	0,29	16,67	11,34	18,02	0,15
<b>SUCRES ET DÉRIVÉS</b>	<b>20,00</b>	<b>20,00</b>	<b>80,00</b>	<b>0,00</b>	<b>35,00</b>	<b>35,00</b>	<b>140,00</b>	<b>0,00</b>	<b>45,00</b>	<b>45,00</b>	<b>180,00</b>	<b>0,00</b>	<b>50,00</b>	<b>50,00</b>	<b>200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>45,00</b>	<b>45,00</b>	<b>180,00</b>	<b>0,00</b>	<b>45,00</b>	<b>45,00</b>	<b>180,00</b>	<b>0,00</b>	<b>45,00</b>	<b>45,00</b>	<b>180,00</b>	<b>0,00</b>
sucres	20,00	20,00	80,00	0,00	35,00	35,00	140,00	0,00	45,00	45,00	180,00	0,00	50,00	50,00	200,00	0,00	45,00	45,00	180,00	0,00	45,00	45,00	180,00	0,00	45,00	45,00	180,00	0,00
<b>GRAISSES VÉGÉTALES</b>	<b>10,00</b>	<b>10,00</b>	<b>89,44</b>	<b>0,00</b>	<b>30,00</b>	<b>30,00</b>	<b>268,30</b>	<b>0,00</b>	<b>40,00</b>	<b>40,00</b>	<b>357,73</b>	<b>0,00</b>	<b>50,00</b>	<b>50,00</b>	<b>447,17</b>	<b>0,00</b>	<b>30,00</b>	<b>30,00</b>	<b>268,30</b>	<b>0,00</b>	<b>55,00</b>	<b>55,00</b>	<b>491,88</b>	<b>0,00</b>	<b>30,00</b>	<b>30,00</b>	<b>268,30</b>	<b>0,00</b>
huile	6,70	6,70	60,30	0,00	20,00	20,00	180,00	0,00	26,67	26,67	240,03	0,00	33,34	33,34	300,06	0,00	20,00	20,00	180,00	0,00	36,67	36,67	330,03	0,00	20,00	20,00	180,00	0,00
graisse hydrofuge	3,30	3,30	29,14	0,00	10,00	10,00	88,30	0,00	13,33	13,33	117,70	0,00	16,66	16,66	147,11	0,00	10,00	10,00	88,30	0,00	18,33	18,33	161,85	0,00	10,00	10,00	88,30	0,00
<b>TOTAL CALCULÉ (TC)</b>	<b>359,00</b>	<b>295,36</b>	<b>598,81</b>	<b>14,92</b>	<b>1 066,00</b>	<b>950,54</b>	<b>1 476,95</b>	<b>45,45</b>	<b>1 386,00</b>	<b>1 211,82</b>	<b>2 300,88</b>	<b>61,63</b>	<b>1 721,00</b>	<b>1 509,44</b>	<b>2 646,78</b>	<b>72,04</b>	<b>1 906,00</b>	<b>1 729,20</b>	<b>2 620,97</b>	<b>82,93</b>	<b>2 121,00</b>	<b>1 912,59</b>	<b>2 780,70</b>	<b>81,87</b>	<b>1 365,00</b>	<b>1 191,91</b>	<b>2 257,72</b>	<b>66,97</b>
<b>TOTAL THÉORIQUE (TT)</b>			<b>604,00</b>	<b>16,00</b>			<b>1 530,00</b>	<b>30,00</b>			<b>2 321,00</b>	<b>45,00</b>			<b>2 726,00</b>	<b>58,00</b>			<b>2 400,00</b>	<b>86,00</b>			<b>2 800,00</b>	<b>72,00</b>			<b>2 341,00</b>	<b>56,00</b>
% TC/TT			99,14	93,24			96,53	151,50			99,13	136,95			97,09	124,21			109,21	96,43			99,31	113,71			96,44	119,59

Source : Freire 1985 : 150. Quelques modifications ont été apportées, avec l'aide d'Eric Bénédicte, nutritionniste de l'IRD pour obtenir le total de l'énergie recommandée dans le document de Freire : 1) chez les enfants d'âge scolaire, on recommande 300 g de céréales au lieu de 250 g ; 2) pour les mères allaitantes, 250 g de céréales au lieu de 200 g et 900 g de lait au lieu de 750 g ; 3) pour les adultes, 300 g de céréales au lieu de 200 g.

Pour les bébés de 0 à 6 mois, on ne recommande rien (les bébés de l'enquête se nourrissent de lait maternel, dont la quantité consommée se mesure mal) ; pour les bébés de 6 mois à 1 an, on recommande tous les aliments du CONADE, sauf les 400 g de lait (presque toujours maternel dans l'enquête), fournissant 260 kcal et 13 g de protéines, soit un total théorique de 604 kcal et de 16 g de protéines au lieu de 864 kcal et 29 g de protéines.

Tables alimentaires utilisées : essentiellement celles de l'Institut national de nutrition de l'Équateur (1965), celles de Gallay et Freire (1986) et de Williams (1987) pour le calcul des déchets contenus dans certains aliments.







Annexe 2  
**Informations concernant  
 les douze familles quiténiennes pauvres enquêtées :  
 en 1988-1989 (77 personnes en période A, 81 en période B,  
 77 en 1992 et 81 en 2000)**

**Annexe 2 A**

*Colonne 1* : liste des familles et de leurs membres. Les prénoms des personnes sont précédés d'un numéro utile au repérage des relations familiales.

*Colonne 2* : relations familiales : CF signifie chef de famille ; comp. signifie compagnon.

*Colonne 3* : sexe (S) : M : masculin, F : féminin.

*Colonne 4* : lieu de naissance : Bo pour province de Bolívar, Ca pour celle de Carchi, Co pour celle du Cotopaxi, Im pour celle d'Imbabura et Ri pour celle de Los Ríos. Ces abréviations sont suivies de U quand la naissance a eu lieu en milieu urbain et R quand elle a eu lieu en milieu rural. Q signifie que la personne est née à Quito.

*Colonne 5* : date de naissance.

*Colonnes 6 et 7* : âge de chaque personne en années (ans) et en mois (mo), en période A de l'enquête.

*Colonnes 8 et 9* : poids en kilos et taille en centimètres de chaque individu, en période A de l'enquête.

*Colonne 10* : pour les adultes (plus de 20 ans), calcul de l'indice de Quételet ; pour les enfants et adolescents, mesure de la malnutrition chronique, en période A de l'enquête.

L'indice de Quételet est égal au poids (en kilos), multiplié par 1 000, divisé par la taille (en centimètres) au carré. Il permet de classer la population adulte en 5 groupes :

- les personnes très maigres : indice inférieur à 1,8
- les personnes maigres : de 1,8 à 2,14
- les personnes de corpulence moyenne : de 2,15 à 2,56
- les personnes corpulentes : de 2,57 à 3,05
- les personnes obèses : indice supérieur à 3,05

Mesure de la malnutrition chronique : dans la colonne réservée à l'indice de Quételet de chaque adulte, sont présentés, pour les moins de 20 ans, les cas de malnutrition chronique (rapport de la taille à l'âge). La courbe normale est celle de M. Sempé (1965), établie pour les enfants et adolescents. Les individus non marqués par une malnutrition chronique ont un rapport taille-âge situé à l'intérieur de la courbe normale, dans sa partie supérieure (N+) ou dans sa partie inférieure (N-). Les cas de malnutrition chronique concernent les individus ayant un rapport taille-âge qui les situe au-dessous de la courbe normale (HN-).

**Répartition des adultes (20 ans et plus)  
selon leur corpulence (non compris les femmes enceintes :  
2 en période A et 1 en période B)**

Adultes	Période A			Période B		
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
sans information	1		1	1		1
très maigres	1		1			
maigres	1	2	3	3	2	5
moyens	6	5	11	7	4	11
corpulents	1	3	4	1	4	5
obèses		2	2		2	2
total	10	12	22	12	12	24

*Colonne 11* : métabolisme de base (MB) par kilo, pour les adultes (sauf pour les femmes enceintes et allaitantes), en période A de l'enquête. Le produit du poids de l'adulte (en kilos) par son métabolisme de base par kilo et par son niveau d'activité permet de préciser les recommandations énergétiques de chacun. On a qualifié de moyen le taux d'activité de tous les adultes : selon l'OMS, ce taux est de 1,78 pour les hommes et de 1,64 pour les femmes. On a préféré tenir compte de ces recommandations, plus précises que celles (2 341 kcal) que le Conade propose pour une population adulte dont on ne connaîtrait ni le poids, ni l'âge, ni le niveau d'activité.

**Calcul du métabolisme de base (MB) par kilo**

Poids kg	Hommes			Femmes		
	de 18 à 30 ans	de 30 à 60 ans	plus de 60 ans	de 18 à 30 ans	de 30 à 60 ans	plus de 60 ans
40				27,0	29,5	25,5
45				25,5	27,5	23,5
50	29,0	29,0	23,0	24,5	25,5	22,5
55	27,5	27,5	22,5	23,5	24,0	21,5
60	26,5	26,0	21,5	23,0	22,5	20,5
65	26,0	25,0	21,0	22,5	21,5	19,5
70	25,0	24,0	20,5	22,0	20,5	19,0
75	24,5	23,5	20,0	21,5	20,0	18,5
80	24,0	22,5	19,5			

Source : OMS (1986 : 148-150).

*Colonnes 12 et 13* : nombre de kilocalories (kcal) et poids en protéines (g) recommandés chaque jour pour chaque individu, par le Conade (Freire, 1984 : 150). Le Conade exprime ses recommandations en poids. On a calculé la valeur énergétique de chaque groupe d'aliments, à partir du

panier-type comprenant les aliments recommandés aux Quiténiens (annexe 1A).

### Recommandations alimentaires journalières du Conade

Groupes d'aliments	bébés + 6 mois		préscolaires		scolaires		adolescents		fem. enceintes		fem. allait.		adultes	
	poids	kcal	poids	kcal	poids	kcal	poids	kcal	poids	kcal	poids	kcal	poids	kcal
céréales	70	244	100	348	300	1 045	300	1 045	300	1 045	250	871	300	1 045
tubercules	70	49	100	70	250	174	350	244	300	209	300	209	250	174
sucres	20	80	35	140	45	180	50	200	45	180	45	180	45	180
légumineuses	5	17	50	173	20	69	30	104	40	138	30	104	30	104
fruits	100	47	200	95	200	95	250	118	200	95	300	142	150	71
légumes verts	50	31	100	61	200	122	200	122	150	91	150	91	250	152
graisses végét.	10	89	30	268	40	358	50	447	30	268	55	492	30	268
lait			400	260	250	162	400	260	750	488	900	585	200	130
œufs	14	20	21	29	21	29	21	29	21	29	21	29	40	56
viande poisson	20	22	30	33	60	67	70	78	70	78	70	78	70	78
<b>Recom. calculées</b>		<b>599</b>		<b>1 477</b>		<b>2 301</b>		<b>2 647</b>		<b>2 621</b>		<b>2 781</b>		<b>2 258</b>
Recom. CONADE		604		1 530		2 321		2 726		2 400		2 800		2 341
<b>Recom. Protéinas g</b>		<b>16</b>		<b>30</b>		<b>45</b>		<b>58</b>		<b>86</b>		<b>72</b>		<b>56</b>

Pour obtenir un total énergétique proche de celui recommandé par le Conade, on a dû augmenter le poids de certains groupes d'aliments, sous le contrôle d'Éric Bénédicte, nutritionniste de l'IRD. On recommande donc 300 grammes de céréales au lieu de 250 aux enfants d'âge scolaire ; 250 grammes de céréales au lieu de 200 et 900 grammes de lait au lieu de 750 aux mères allaitantes ; enfin, 300 grammes de céréales au lieu de 200 aux adultes. De cette façon, le total énergétique calculé n'est inférieur que de moins de 4 % au total énergétique théorique, seule la ration des femmes enceintes (à laquelle on n'a rien touché) est supérieure de 9 % au total énergétique théorique recommandé.

Pour les enfants de moins de 6 mois, on ne recommande rien, contrairement au Conade, parce qu'il est difficile de mesurer la quantité de lait maternel consommée par l'enfant. Pour les enfants de 6 à 12 mois, on a gardé toutes les recommandations du Conade, sauf les 400 grammes de lait (fournissant 260 kcal et 13 g de protéines de lait) pour les raisons précédemment indiquées. On admet cependant que ce procédé ne permet pas de vérifier les cas de sous-alimentation des nourrissons (5 bébés en période A, autant en période B).

Dans les colonnes 12 et 13, les recommandations sont celles indiquées en gras dans ce tableau, sauf pour les adultes dont les recommandations énergétiques sont adaptées à chacun (voir le mode de calcul dans la colonne 11). Pour calculer le poids de protéines recommandé pour chaque adulte, on utilise la formule du tableau précédent : 56 grammes de protéines pour un ration de 2 258 kilocalories.

*Colonne 14* : niveau d'instruction ou scolarité pour l'année 1988-1989 : L'abréviation N signifie niveau d'instruction des personnes qui ont terminé leur scolarité ou qui n'ont pas été scolarisées. Quand cette abréviation est suivie de néant, la personne ne sait ni lire ni écrire ; quand elle

est suivie de lec. éc., la personne sait lire et écrire ; les niveaux supérieurs de scolarité sont marqués par un chiffre et deux lettres dont la signification est indiquée ci-dessous et par bacc. pour celle qui a obtenu le baccalauréat.

Certains très jeunes enfants vont à l'école maternelle (abréviation : mat.), mais le plus souvent, ils restent à la maison (signe -). Un enfant légèrement handicapé est dans une école spécialisée (spéc.).

L'école primaire prend les enfants à 6 ans et les instruit depuis le premier degré (1 gr.) jusqu'au sixième (6 gr.). Le collègue accueille les plus grands, depuis le premier cours (1 co.) jusqu'au sixième (6 co.), à l'issue duquel est passé le baccalauréat.

*Colonnes 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22* : pour la période B, mêmes informations que pour la période A.

*Colonnes 23 et 24* : enquêtes sommaires effectuées en 1992 et 2000 : P : présent ; A : absent (reviendra dans la famille) ; Q : famille quittée pour devenir indépendant et le plus souvent pour fonder une famille (sauf pour les 4 personnes parentes ou amies ayant vécu temporairement dans la famille 08, en mai 1989) ; D : décédé (un décès de vieillard dans la famille 04, un décès de jeune adulte dans un accident d'autocar dans la famille 05, deux décès de jeunes enfants par maladie dans les familles 06 et 11).

*Cas particuliers de cinq personnes marquées d'un astérisque :*

– pour Jorge (famille 01), l'indice de Quételet est inférieur à 0,8 en période A : il est très maigre. Pour être considéré comme maigre, ce qui est plus sain, il devrait peser 46 kilos, au moins. Il a semblé juste de recommander une ration journalière correspondant au poids de 46 kilos, soit, dans son cas, 1 932 kilocalories ;

– Dayana (famille 01) a mangé 6 jours dans sa famille en un mois en période B, sa norme énergétique quotidienne de 2 647 kilocalories est divisée par 5. On divisera par 5, sa valeur dans l'échelle d'Oxford, utilisée pour indiquer le revenu individuel journalier en dollars dans chaque famille (graphique 3) ;

– Julio (famille 01) prend un repas sur cinq dans la famille, en périodes A et B, la norme énergétique quotidienne qui lui est recommandée est divisée par 5. On divisera par 5, sa valeur dans l'échelle d'Oxford, utilisée pour indiquer le revenu individuel journalier en dollars dans chaque famille (graphique 3) ;

– pour Mixmelí (famille 05), l'indice de Quételet est de 3,29 en période A et 3,15 en période B : elle est obèse dans les deux cas. Pour être considérée comme corpulente, ce qui est plus sain, elle devrait peser 66,5 kilos au plus. Il a semblé juste de recommander une ration journalière correspondant au poids de 66,5 kilos, soit, dans son cas, 2 214 kilocalories en périodes A et B ;

– Cristina (famille 11) a été pesée et mesurée 11 jours après sa naissance.



**Annexe 2 B**

Dans cette annexe, sont indiquées pour les périodes A et B, les rations journalières effectivement consommées par les douze familles, en fonction des grands groupes d'aliments.

Par ailleurs, sur la partie gauche du tableau, sont indiquées quelques informations économiques essentielles concernant les douze familles, pour les périodes A et B : le coût mensuel du panier recommandé en sucres, le revenu nécessaire pour atteindre le seuil de pauvreté (revenu double de celui nécessaire pour acheter le panier alimentaire recommandé), le revenu effectif mensuel (en évaluant le prix des revenus en nature, des cadeaux, etc.), les dépenses alimentaires effectives mensuelles (en évaluant le prix de la nourriture reçue en salaire, en cadeaux, etc.) et le revenu individuel quotidien en dollars.

Enfin, quelques comparaisons ont été effectuées, concernant notamment les dépenses alimentaires mensuelles par rapport aux revenus mensuels des familles, l'énergie et les protéines consommées par rapport à celles recommandées par le Conade (annexe 2 A), le temps de travail nécessaire pour acheter cette ration (pour un travailleur gagnant un salaire minimum) par rapport à celui nécessaire pour la ration recommandée.

**Annexe 2 C**

Présentation des budgets mensuels des douze familles en périodes A et B.

## Annexe 2A

**Informations démographiques, sanitaires et scolaires concernant les douze familles quiténiennes pauvres rencontrées en 1988-1989 (77 personnes en période A, 81 en période B), 77 en 1992 et 81 en 2000**

n° famille, pers., prénom relations familiales	S	naissance		âge		poids kg	taille cm	Quétel. mal.chr.	MB/ kg	Norme kcal/jour	No. g prot.	scolarité 88-89	âge		poids kg	taille cm	Quétel. mal.chro	MB/ kg	Norme kcal/jour	No. g prot.					
		lieu	date	ans	mo								ans	mo											
<b>FAMILLE 01</b>				<b>Période A - janvier 1988</b>										<b>Période B - avril 1989</b>										<b>1992</b>	<b>2000</b>
01/1 Jorge*	CF	M	Ca R	01/01/24	64	0	44,0	160,0	1,72	23,6	1 932	48	N néant	65	3	46,5	160,0	1,82	23,3	1 929	48	P	P		
01/2 Teresa	compagne de 1	F	Q	25/04/53	34	9	62,0	145,0	2,95	22,1	2 247	56	N 6 gr.	36	0	61,5	145,0	2,93	22,1	2 229	55	P	P		
01/3 Dayana*	filie de 1x2	F	Q	16/03/75	12	9	31,0	140,0	N-		2 301	45	N 5 gr.	14	1	42,0	148,0	N-		529	12	P	Q		
01/4 Angela	filie de 1x2	F	Q	25/07/77	10	5	24,5	130,0	N-		2 301	45	6 gr.	11	9	27,5	136,0	N-		2 301	45	P	P		
01/5 Anita	filie de 1x2	F	Q	16/05/81	6	7	17,0	109,0	N-		2 301	45	2 gr.	7	11	19,0	115,0	N-		2 301	45	P	P		
01/6 Cristina	filie de 1x2	F	Q	24/07/83	4	5	12,0	93,5	HN-		1 477	30	mat.	5	9	14,0	101,0	HN-		1 477	30	P	Q		
01/7 Lorena	filie de 1x2	F	Q	12/04/86	1	8	9,5	77,0	N-		1 477	30	-	3	0	11,2	87,0	N-		1 477	30	P	P		
01/8 Julio*	filis de 1x ex-épouse	M	incon	??/??/63	25		55,0	incon.	incon.	27,5	538	13	N inc.	26	?	55,0	incon.	incon.	27,5	538	13	Q	Q		
01/9 Georgina	filie de 1x2	F	Q	??/11/93	n'est pas encore née										n'est pas encore née									idem	P
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière				8							14 575	312		8						12 781	278	7	6		
<b>FAMILLE 02</b>				<b>Période A - février 1988</b>										<b>Période B - avril 1989</b>										<b>1992</b>	<b>2000</b>
02/1 César	CF	M	Co. R	24/04/36	51	9	60,0	153,0	2,56	26,0	2 777	69	N lec.éc.	53	0	56,5	153,0	2,41	26,9	2 705	67	P	P		
02/2 Piedad	compagne de 1	F	Q	06/08/45	42	6	54,5	141,0	2,74	24,0	2 145	53	N néant	43	8	55,0	141,0	2,77	24,0	2 165	54	P	P		
02/3 Jenny	filie d'ex-comp. x2	F	Q	09/11/72	15	3	49,0	148,0	N-		2 647	58	2 co.	16	5	50,0	149,0	N-		2 647	58	P	P		
02/4 Beatriz	filie d'ex-comp. x2	F	Q	02/11/75	12	3	33,0	135,0	N-		2 301	45	5 gr.	13	5	41,0	142,0	N-		2 301	45	Q	Q		
02/5 Rodrigo	filis de 1x2	M	Q	09/04/79	8	10	23,0	121,0	N-		2 301	45	4 gr.	9	0	26,0	123,5	N-		2 301	45	P	P		
02/6 William	filis de 1x2	M	Q	07/07/82	5	7	15,0	99,0	HN-		1 477	30	spéc.	6	9	16,5	105,0	HN-		2 301	45	P	P		
02/7 Raquel	filie de 1x2	F	Q	24/11/85	2	2	10,0	78,0	N-		1 477	30	-	3	5	11,8	86,5	HN-		1 477	30	P	P		
02/8 Robert	filis de 1x2	M	Q	25/11/86	1	2	6,0	69,0	N-		1 477	30	-	2	5	10,0	78,5	HN-		1 477	30	P	P		
02/9 Elisabeth	filie de 1x2	F	Q	25/11/86	1	2	6,5	70,0	N-		1 477	30	-	2	5	10,0	78,5	HN-		1 477	30	P	P		
02/10 Gabriela	filie d'ex-comp. x3	F	Q	??/??/93	n'est pas encore née										n'est pas encore née									idem	P
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière				9							18 079	390		9						18 851	404	8	9		

## Annexe 2A (suite)

n° famille, pers., prénom relations familiales	S	naissance		âge		poids kg	taille cm	Quétel. mal.chr.	MB/ kg	Norme kcal/jour	No. g prot.	scolarité 88-89	âge		poids kg	taille cm	Quétel. mal.chro	MB/ kg	Norme kcal/jour	No. g prot.					
		lieu	date	ans	mo								ans	mo											
<b>FAMILLE 03</b>				<b>Période A - février 1988</b>								<b>Période B - avril 1989</b>								<b>1992</b>	<b>2000</b>				
03/1 Milton	CF	M	Ca R	13/11/59	28	3	63,0	164,0	2,34	26,2	2 938	73	N 3 gr.	29	5	63,0	164,0	2,34	26,2	2 938	73	P	P		
03/2 Emma	compagne de 1	F	Im R	11/03/61	26	11	51,0	150,0	2,27	allaite	2 781	72	N 3 gr.	28	1	47,0	150,0	2,09	25,1	1 935	48	P	P		
03/3 Anita	fille de 1x2	F	Q	05/09/81	6	5	17,0	105,0	HN-		2 301	45	2 gr.	7	7	15,0	111,5	HN-		2 301	45	P	P		
03/4 William	fils de 1x2	M	Q	13/04/83	4	10	14,5	95,0	HN-		1 477	30	mat.	6	1	17,0	101,0	HN-		2 301	45	P	P		
03/5 Lenny	fils de 1x2	M	Q	30/06/85	2	8	10,5	81,5	HN-		1 477	30	-	3	10	13,5	91,0	N-		1 477	30	P	P		
03/6 Cristian	fils de 1x2	M	Q	29/01/87	0	11	7,0	68,0	N-		599	16	-	2	3	10,4	74,0	HN-		1 477	30	P	P		
03/7 Fernando	fils de 1x2	M	Q	????/94	n'est pas encore né									n'est pas encore né									idem	P	
03/8 Alejandro	fils de 1x2	M	Q	????/96	n'est pas encore né									n'est pas encore né										idem	P
03/9 Jaqueline	fille de 1x2	F	Q	????/97	n'est pas encore née									n'est pas encore née										idem	P
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière				6							11 573	266		6						12 429	271	6	9		
<b>FAMILLE 04</b>				<b>Période A - mai 1988</b>								<b>Période B - avril 1989</b>								<b>1992</b>	<b>2000</b>				
04/1 Eva	CF	F	Bo R	23/11/40	47	6	54,0	148,0	2,47	24,3	2 152	53	N 4 gr.	48	5	53,0	148,0	2,42	24,6	2 138	53	P	P		
04/2 Gisela	petite-nièce de 1	F	Bo R	07/04/71	17	1	50,0	162,0	N-		2 647	58	6 co.	18	0	55,5	162,5	N-		2 647	58	A	Q		
04/3 Rosita	mère de 1	F	Bo R	????/11	77		40,0	145,0	1,90	25,5	1 673	41	N 3 gr.	78		39,0	145,0	1,85	25,7	1 644	41	P	D		
04/4 Nelly	fille d'ex-comp. x1	F	Bo R	18/05/70	18	0	42,0	156,0	N-		2 647	58	N bacc.	absence de longue durée									P	P	
04/5 Miguel	compagnon de 4	M	inc.	inconnu	ne fait pas encore partie de la famille									ne fait pas encore partie de la famille									idem	P	
04/6 Daniela	fille de 5x4	F	Q	??/04/94	n'est pas encore née									n'est pas encore née									idem	P	
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière				4							9 119	210		3						6 429	152	3	4		

## Annexe 2A (suite)

158

ALIMENTATION ET PAUVRETE EN EQUATEUR

n° famille, pers., prénom relations familiales	S	naissance		âge		poids		taille		Quétel.		MB/ kg	Norme kcal/jour	No. g prot.	scolarité 88-89	âge		poids		taille		Quétel.		MB/ kg	Norme kcal/jour	No. g prot.			
		lieu	date	ans	mo	kg	cm	mal.chr.	ans	mo	kg					cm	mal.chro	ans	mo	kg	cm	mal.chro	kg						kcal/jour
<b>FAMILLE 05</b>				Période A - mai 1988												Période B - mai 1989												1992	2000
05/1 Alberto	CF	M	Q	02/02/32	56	3	55,5	150,5	2,45	27,4	2 707	67	N 3 gr.	57	3	52,5	150,5	2,32	28,1	2 626	65	P	P						
05/2 Mixmeli*	compagne de 1	F	Bo R	18/02/48	40	3	72,0	148,0	3,29	20,3	2 214	55	N 3 gr.	41	3	69,0	148,0	3,15	20,7	2 214	55	P	P						
05/3 Lorena	fille de 1x2	F	Q	16/11/69	18	6	50,0	147,0	HN-		2 647	58	4 co.	19	6	50,0	147,0	HN-		2 647	58	P	Q						
05/4 Elena	fille de 1x2	F	Q	18/10/71	16	7	48,0	142,0	HN-		2 647	58	4 co.	17	7	51,5	142,0	HN-		2 647	58	P	P						
05/5 Diego	filis de 1x2	M	Q	03/03/73	15	2	44,5	150,0	N-		2 647	58	2 co.	16	2	52,2	156,0	N-		2 647	58	P	Q et D						
05/6 Paulina	fille de 1x2	F	Q	02/07/80	7	10	21,0	112,5	HN-		2 301	45	3 gr.	8	10	24,0	119,0	N-		2 301	45	P	P						
05/7 Verónica	fille de 1x2	F	Q	15/03/84	4	2	14,5	92,0	HN-		1 477	30	-	5	2	17,0	98,0	HN-		1 477	30	P	P						
05/8 Karina	fille de 1x2	F	Q	08/03/85	3	2	12,5	76,0	HN-		1 477	30	-	4	2	13,5	87,0	HN-		1 477	30	P	P						
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière				8							18 117	401		8						18 036	399	8	6						
<b>FAMILLE 06</b>				Période A - octobre 1988												Période B - mai 1989												1992	2000
06/1 Luis	CF	M	Q	01/12/68	19	10	57,5	168,5	N+		2 647	58	N lec.éc.	20	5	56,0	168,5	1,97	27,3	2 721	67	P	P						
06/2 Natividad	compagne de 1	F	Co R	29/03/63	25	7	38,5	142,5	1,90	allaite	2 781	72	N néant	26	3	41,0	142,5	2,02	enceinte	2 621	86	P	P						
06/3 Gladys	fille de 1x2	F	Q	05/02/88	0	8	6,5	65,0	N-		599	16	-	1	3	7,5	68,5	HN-		1 477	30	P	P						
06/4 Jaky	fille de 1x2	F	Q	??/09/89	n'est pas encore née										n'est pas encore née								P	P					
06/5 Enrique	filis de 1x2	M	Q	10/08/91	n'est pas encore né										n'est pas encore né								P	D					
06/6 Armando	filis de 1x2	M	Q	??/??/93	n'est pas encore né										n'est pas encore né								idem	P					
06/7 Gabriel	filis de 1x2	M	Q	??/??/97	n'est pas encore né										n'est pas encore né								idem	P					
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière				3							6 027	146		3						6 819	183	5	6						

## Annexe 2A (suite)

n° famille, pers., prénom relations familiales	S	naissance		âge		poids		taille		Quétel.		MB/	Norme	No. g	scolarité		âge		poids		taille		Quétel.	MB/	Norme	No. g							
		lieu	date	ans	mo	kg	cm	mal.chr.	kg	kcal/jour	prot.				88-89	ans	mo	kg	cm	mal.chro	kg	kcal/jour							prot.				
<b>FAMILLE 07</b>				<b>Période A - octobre 1988</b>										<b>Période B - mai 1989</b>												<b>1992</b>	<b>2000</b>						
07/1 Manuel	CF	M	Lo R	26/09/56	32	1	63,5	165,5	2,32		25,2	2 848	71	N 1 co.	32	8	63,5	165,5	2,32		25,2	2 848	71	P	P								
07/2 Graciela	épouse de 1	F	Lo R	04/08/62	26	2	72,0	173,0	2,41	allaite	2 781	72	N 6 gr.	26	9	72,5	173,0	2,42	allaite	2 781	72	P	P										
07/3 Darwin	fils de 1x2	M	Lo R	28/06/82	6	4	18,5	116,5	N+		2 301	45	1 gr.	6	11	19,0	121,0	N+		2 301	45	P	Q										
07/4 Amparo	fille de 1x2	F	Q	25/02/84	4	8	12,0	98,5	N-		1 477	30	-	5	3	16,5	102,0	N-		1 477	30	P	P										
07/5 Vanessa	fille de 1x2	F	Q	22/02/86	2	8	10,5	82,0	HN-		1 477	30	-	3	3	11,0	89,0	N-		1 477	30	P	P										
07/6 Henry	fils de 1x2	M	Q	19/08/88	0	2	5,8	62,0	N+		-		-	0	9	10,0	76,0	N+		599	16	P	P										
07/7 Joselina	fille de 1x2	F	Q	??/??/96	n'est pas encore née										n'est pas encore née																	idem	P
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière				6							10 884	248			6							11 483	264	6	6								
<b>FAMILLE 08</b>				<b>Période A - novembre 1988</b>										<b>Période B - mai 1989</b>												<b>1992</b>	<b>2000</b>						
08/1 Agustín	CF	M	Bo U	16/12/53	34	11	68,0	161,5	2,61	24,4	2 953	73	N néant	35	5	69,0	161,5	2,65	24,2	2 972	74	P	P										
08/2 María	épouse de 1	F	Bo U	07/03/59	29	8	48,5	149,0	2,18	24,9	1 981	49	N lec.éc.	30	2	50,0	149,0	2,25	25,5	2 091	52	P	P										
08/3 Angel	fils de 1x2	M	Bo U	23/07/76	12	4	26,5	124,0	HN-		2 301	45	4 gr.	12	10	28,0	124,5	HN-		2 301	45	P	Q										
08/4 Carmen	fille de 1x2	F	Q	01/03/78	10	8	26,0	120,0	HN-		2 301	45	4 gr.	11	2	29,0	126,5	HN-		2 301	45	P	Q										
08/5 Efraín	fils de 1x2	M	Bo U	??/??/80	8		19,0	110,0	HN-		2 301	45	3 gr.	9		20,0	110,0	HN-		2 301	45	P	P										
08/6 Verónica	fille de 1x2	F	Bo U	22/06/82	6	4	16,0	100,0	HN-		2 301	45	1 gr.	6	11	17,0	100,5	HN-		2 301	45	P	P										
08/7 Jimmy	fils de 1x2	M	Bo U	10/10/84	4	1	13,5	91,5	HN-		1 477	30	-	4	7	15,0	93,0	HN-		1 477	30	P	P										
08/8 Amparita	fille de 1x2	F	Q	07/11/86	2	0	9,5	70,0	HN-		1 477	30	-	2	6	10,0	76,5	HN-		1 477	30	P	P										
08/9 Segundo	cousin de 1	M	Bo U	17/07/66	ne fait pas encore partie de la famille										N 6 gr.	22		52,0	154,5	2,18	28,4	2 629	65	Q	Q								
08/10 Eleonor	épouse de 9	F	Bo R	??/??/71	ne fait pas encore partie de la famille										N néant	17		44,0	139,2	HN-		2 647	58	Q	Q								
08/11 Eduardo	frère de 1	M	Bo U	??/??/72	ne fait pas encore partie de la famille										N néant	16		48,0	158,5	N-		2 647	58	Q	Q								
08/12 Nelson	voisin parent de 1	M	Bo U	02/10/69	ne fait pas encore partie de la famille										N 6 gr.	19	8	52,0	161,5	N-		2 647	58	Q	Q								
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière				8							17 092	362			12							27 791	605	8	6								

## Annexe 2A (suite)

160

ALIMENTATION ET PAUVRETÉ EN ÉQUATEUR

n° famille, pers., prénom relations familiales		S	naissance		âge		poids kg	taille cm	Quétel. mal.chr.	MB/ kg	Norme kcal/jour	No. g prot.	scolarité		âge		poids kg	taille cm	Quétel. mal.chro	MB/ kg	Norme kcal/jour	No. g prot.		
			lieu	date	ans	mo							88-89	ans	mo									
<b>FAMILLE 09</b>				<b>Période A - novembre 1988</b>								<b>Période B - juin 1989</b>										<b>1992</b>	<b>2000</b>	
09/1	Hermeis	CF	M	Ca R	29/07/59	29	4	70,5	178,5	2,21	25,0	3 137	78	N 3 gr.	29	11	70,5	178,5	2,21	25,0	3 137	78	P	P
09/2	Natalí	épouse de 1	F	Ca R	29/11/61	27	0	77,5	170,0	2,68	allaite	2 781	72	N 6 gr.	27	7	80,0	170,0	2,77	allaite	2 781	72	P	P
09/3	Henry	fils de 1x2	M	Q	20/01/84	4	10	20,5	113,5	N+		1 477	30	-	5	5	21,0	116,0	N+		1 477	30	P	P
09/4	Andrea	fille de 1x2	F	Q	21/04/86	2	7	13,5	90,0	N+		1 477	30	-	3	2	15,0	96,5	N+		1 477	30	P	P
09/5	Carlos	fils de 1x2	M	Q	04/07/88	0	4	6,5	56,0	N+		-	-	-	0	11	9,0	76,0	N+		599	16	P	P
09/6	Jhonn	fils de 1x2	M	Q	06/04/91	n'est pas encore né						n'est pas encore né								P	P			
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière					5						8 872	210		5							9 471	226	6	6
<b>FAMILLE 10</b>				<b>Période A - décembre 1988</b>								<b>Période B - juin 1989</b>										<b>1992</b>	<b>2000</b>	
10/1	José	CF	M	Co R	29/05/48	40	7	45,0	154,5	1,89	30,5	2 443	61	N néant	41	1	45,0	154,5	1,89	30,5	2 443	61	P	P
10/2	Luz	compagne de 1	F	Ri R	07/04/57	31	8	48,5	141,0	2,44	enceinte	2 621	86	N 2 gr.	32	2	46,0	141,0	2,31	allaite	2 781	72	P	P
10/3	Juan	fils de 1x2	M	Co R	21/07/74	14	6	48,0	158,0	N-		2 647	58	N 4 gr.	14	11	46,5	162,0	N-		2 647	58	P	Q
10/4	Heriberto	fils de 1x2	M	Co R	23/03/79	9	9	31,0	132,5	N-		2 301	45	2 gr.	10	3	30,0	134,0	N-		2 301	45	P	Q
10/5	Gisela	fille de 1x2	F	Q	09/03/82	6	9	18,0	114,5	N-		2 301	45	2 gr.	7	3	19,0	116,6	N-		2 301	45	P	P
10/6	Hugo	fils de 1x2	M	Q	10/03/83	5	9	16,5	100,0	HN-		1 477	30	1 gr.	6	3	16,5	105,0	N-		2 301	45	P	P
10/7	Franky	fils de 1x2	M	Q	05/03/85	3	9	14,0	90,0	N-		1 477	30	-	4	3	14,0	93,0	N-		1 477	30	P	P
10/8	Edwin	fils de 1x2	M	Q	26/09/86	2	3	10,0	74,0	HN-		1 477	30	-	2	9	11,0	78,0	HN-		1 477	30	P	P
10/9	Pedro	fils de 1x2	M	Q	30/01/89	n'est pas encore né						n'est pas encore né								P	P			
10/10	Juanito	compagnon de 5	M	inc.	??/??/81	ne fait pas encore partie de la famille						ne fait pas encore partie de la famille								idem	P			
10/11	Paula	compagne de 6	F	inc.	??/??/84	ne fait pas encore partie de la famille						ne fait pas encore partie de la famille								idem	P			
10/12	Alex	fils de 6x11	M	Q	??/??/99	n'est pas encore né						n'est pas encore né								idem	P			
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière					8						16 744	385		9							17 728	386	9	10

## Annexe 2A (suite)

n° famille, pers., prénom relations familiales	S		naissance		âge	poids	taille	Quétel.	MB/	Norme	No. g	scolarité	âge	poids	taille	Quétel.	MB/	Norme	No. g										
	lieu	date	ans	mo	kg	cm	mal.chr.	kg	kcal/jour	prot.	88-89	ans	mo	kg	cm	mal.chro	kg	kcal/jour	prot.										
<b>FAMILLE 11</b>			<b>Période A - février 1989</b>										<b>Période B - juin 1989</b>										<b>1992</b>	<b>2000</b>					
11/1 Victoria	CF	F	Q	02/11/56	32	3	50,0	137,5	2,64	enceinte	2 621	86	N 6 gr.	32	7	48,5	137,5	2,57	allaite	2 781	72	P	P						
11/2 Marco	fils d'ex-comp. x1	M	Q	16/07/79	9	7	23,0	119,5	HN-		2 301	45	3 gr.	9	11	21,5	121,0	HN-		2 301	45	P	P						
11/3 Leonardo	fils d'ex-époux x1	M	Q	02/03/82	6	11	16,5	102,0	HN-		2 301	45	1 gr.	7	3	14,0	104,0	HN-		2 301	45	P	P						
11/4 Paulina	fille d'ex-époux x1	F	Q	17/07/83	5	7	16,5	100,0	HN-		1 477	30	mat.	5	11	17,5	104,0	N-		1 477	30	P	P						
11/5 Maribel	fille d'ex-époux x1	F	Q	12/02/86	3	0	10,5	78,0	HN-		1 477	30	-	3	4	11,0	82,0	HN-		1 477	30	P	P						
11/6 Mercedes	mère de 1	F	Q	????/32	56		45,0	134,0	2,51	27,5	2 030	50	N lec.éc.	n'est pas dans la famille												A	P		
11/7 Cristina*	fille d'ex-comp. x1	F	Q	18/05/89	n'est pas encore née									-	0	1	2,0	48,0	N-				-	-	D	D			
11/8 Noemí	fille d'ex-comp. x4	F	Q	??/12/96	n'est pas encore née										n'est pas encore née													idem	P
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière					6						12 207	286		6							10 337	222	5	7					
<b>FAMILLE 12</b>				<b>Période A - mars 1989</b>										<b>Période B - juin 1989</b>										<b>1992</b>	<b>2000</b>				
12/1 Félix	CF	M	Ch R	08/02/50	39	1	66,5	172,0	2,25	24,7	2 924	73	N 2 gr.	39	4	66,0	172,0	2,23	24,8	2 914	72	P	P						
12/2 Rosa	épouse de 1	F	Ch R	21/09/53	35	6	67,5	142,5	3,32	allaite	2 781	72	N 2 co.	35	9	66,5	142,5	3,27	allaite	2 781	72	P	P						
12/3 Jenny	fille de 1x2	F	Q	05/11/79	9	4	24,5	123,5	N-		2 301	45	4 gr.	9	7	24,0	125,0	N-		2 301	45	P	P						
12/4 Mauricio	fils de 1x2	M	Q	23/12/80	8	3	21,5	117,0	N-		2 301	45	3 gr.	8	6	22,0	119,0	N-		2 301	45	P	P						
12/5 Lorenita	fille de 1x2	F	Q	16/04/84	4	11	17,5	100,0	N-		1 477	30	-	5	2	17,5	102,0	N-		1 477	30	P	P						
12/6 Germania	fille de 1x2	F	Q	16/02/89	0	1	4,5	incon.	incon.		-	-	-	0	4	5,0	60,0	N-		-	-	P	P						
Nb de personnes et norme énergétique familiale journalière					6						11 784	265		6							11 774	264	6	6					

Annexe 2B  
**Consommation alimentaire quotidienne des douze familles pauvres en périodes A et B, 1988-1989**  
**(coût du panier alimentaire, revenus et dépenses en sucres)**

Famille 01	Période A	Période B	Période A - janvier 1988	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.	Période B - avril 1989	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.
Coût mensuel du panier recommandé	30 315,49	67 735,85	Lait et dérivés	230	13	10,4	18	Lait et dérivés	302	14	23,2	26
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	60 630,98	135 471,70	Œufs	26	2	1,9	10	Œufs	67	5	12,5	28
Revenus mensuels en esp. et en nat.	26 033,99	59 359,47	Viande et poisson	105	9	31,8	24	Viande et poisson	151	16	23,7	40
Dépenses aliment. mensuel esp. nat.	15 547,28	35 085,87	Céréales	7 695	187	97,8	128	Céréales	3 986	98	110,5	77
Revenu individuel quotidien (dollar)	1,86	2,66	Tubercules	1 341	31	21,8	131	Tubercules	2 337	50	85,6	260
% revenus / seuil de pauvreté	43	43	Légumineuses	459	31	6,4	60	Légumineuses	0	0	0,0	0
% dépenses alimentaires / revenus	60	60	Légumes verts	276	11	14,3	35	Légumes verts	201	6	23,9	28
% kcal consom. / recommandations	96	87	Fruits (sans banane pl.)	155	2	8,1	33	Fruits (sans banane pl.)	477	6	28,7	116
% kcal animales cons. / recommand.	18	29	Banane plantain	542	4	6,8	344	Banane plantain	1 661	13	21,3	1 190
% prot. consom. / recommandations	94	75	Sucre et dérivés	2 187	0	18,8	183	Sucre et dérivés	1 327	0	15,3	126
% coût consom. / coût panier recom.	51	52	Graisses végétales	894	0	11,9	41	Graisses végétales	617	0	9,6	33
			Divers végét. non recom.	135	4	11,9		Divers végét. non recom.	27	1	5,2	
			TOTAL	14 045	294	241,7	96	TOTAL	11 153	209	359,5	87
<b>Famille 02</b>	<b>Période A</b>	<b>Période B</b>	<b>Période A - février 1988</b>	<b>kcal</b>	<b>prot. g</b>	<b>prix mn</b>	<b>% kcal recom.</b>	<b>Période B - avril 1989</b>	<b>kcal</b>	<b>prot. g</b>	<b>prix mn</b>	<b>% kcal recom.</b>
Coût mensuel du panier recommandé	39 917,70	99 222,08	Lait et dérivés	3 396	173	203,7	178	Lait et dérivés	2 121	108	103,3	117
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	79 835,40	198 444,15	Œufs	61	5	5,3	19	Œufs	53	4	7,4	16
Revenus mensuels en esp. et en nat.	55 324,75	88 082,66	Viande et poisson	64	9	11,8	13	Viande et poisson	121	15	36,2	22
Dépenses aliment. mensuel esp. nat.	30 196,91	58 732,06	Céréales	5 826	134	64,4	86	Céréales	3 655	87	123,7	49
Revenu individuel quotidien (dollar)	3,09	2,82	Tubercules	2 553	56	47,8	204	Tubercules	2 478	56	101,4	183
% revenus / seuil de pauvreté	69	44	Légumineuses	753	51	12,2	65	Légumineuses	717	50	24,9	68
% dépenses alimentaires / revenus	55	67	Légumes verts	309	13	25,0	33	Légumes verts	334	12	44,3	33
% kcal consom. / recommandations	109	97	Fruits (sans banane pl.)	337	5	16,0	54	Fruits (sans banane pl.)	304	5	17,6	49
% kcal animales cons. / recommand.	128	86	Banane plantain	924	7	8,5	433	Banane plantain	2 265	18	25,5	1 063
% prot. consom. / recommandations	117	89	Sucre et dérivés	3 045	0	27,8	201	Sucre et dérivés	3 213	0	44,3	208
% coût consom. / coût panier recom.	76	59	Graisses végétales	2 385	0	25,8	85	Graisses végétales	2 863	0	44,5	99
			Divers végét. non recom.	101	5	21,0		Divers végét. non recom.	72	3	28,7	
			TOTAL	19 754	458	469,4	109	TOTAL	18 196	358	601,8	97



## Annexe 2B (suite)

<b>Famille 03</b>	Période A	Période B	<b>Période A - février 1988</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.	<b>Période B - avril 1989</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.
Coût mensuel du panier recommandé	25 784,15	65 969,99	Lait et dérivés	43	2	1,9	3	Lait et dérivés	214	11	12,3	19
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	51 568,50	131 939,97	Œufs	191	14	13,5	92	Œufs	0	0	0,0	0
Revenus mensuels en esp. et en nat.	19 718,67	66 256,59	Viande et poisson	126	11	20,5	38	Viande et poisson	228	21	31,8	62
Dépenses aliment. mensuel. esp. nat.	12 662,13	41 869,12	Céréales	4 642	105	49,6	110	Céréales	5 591	132	177,1	111
Revenu individuel quotidien (dollar)	1,55	2,98	Tubercules	640	3	7,4	80	Tubercules	573	3	17,8	66
% revenus / seuil de pauvreté	38	50	Légumineuses	446	28	8,1	67	Légumineuses	1 276	82	33,7	180
% dépenses alimentaires / revenus	64	63	Légumes verts	121	5	9,9	22	Légumes verts	600	28	38,6	87
% kcal consom./ recommandations	86	99	Fruits (sans banane pl.)	103	3	14,2	24	Fruits (sans banane pl.)	111	4	22,2	28
% kcal animales cons. / recommand.	18	26	Banane plantain	188	2	1,4	131	Banane plantain	739	6	8,9	547
% prot. consom. / recommandations	66	107	Sucre et dérivés	1 846	0	13,8	193	Sucre et dérivés	2 178	0	28,9	211
% coût consom./ coût panier recom.	49	63	Graisses végétales	1 282	0	13,9	70	Graisses végétales	628	0	9,8	34
			Divers végét. non recom.	340	3	42,8		Divers végét. non recom.	205	3	48,0	
			<b>TOTAL</b>	<b>9 968</b>	<b>176</b>	<b>196,9</b>	<b>86</b>	<b>TOTAL</b>	<b>12 343</b>	<b>290</b>	<b>429,0</b>	<b>99</b>
<b>Famille 04</b>	Période A	Période B	<b>Période A - mai 1988</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.	<b>Période B - avril 1989</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.
Coût mensuel du panier recommandé	23 921,66	34 535,25	Lait et dérivés	154	13	10,0	21	Lait et dérivés	200	16	20,4	42
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	47 843,32	69 070,49	Œufs	15	1	1,6	10	Œufs	33	2	5,4	27
Revenus mensuels en esp. et en nat.	17 096,23	27 593,17	Viande et poisson	104	15	23,5	36	Viande et poisson	84	9	18,0	41
Dépenses aliment. mensuel. esp. nat.	12 704,52	21 568,17	Céréales	3 528	90	54,3	91	Céréales	1 941	50	56,8	69
Revenu individuel quotidien (dollar)	1,38	1,91	Tubercules	455	9	112,6	58	Tubercules	395	7	18,5	74
% revenus / seuil de pauvreté	36	40	Légumineuses	323	22	6,8	84	Légumineuses	257	17	7,2	93
% dépenses alimentaires / revenus	74	78	Légumes verts	288	14	30,4	57	Légumes verts	275	9	34,3	73
% kcal consom./ recommandations	92	87	Fruits (sans banane pl.)	81	2	15,3	30	Fruits (sans banane pl.)	79	2	14,6	45
% kcal animales cons. / recommand.	23	39	Banane plantain	721	6	9,7	796	Banane plantain	624	5	9,4	1 036
% prot. consom. / recommandations	83	79	Sucre et dérivés	1 463	0	8,3	208	Sucre et dérivés	717	0	9,6	143
% coût consom./ coût panier recom.	53	62	Graisses végétales	1 186	0	13,5	68	Graisses végétales	944	0	15,0	106
			Divers végét. non recom.	61	3	11,5		Divers végét. non recom.	42	2	11,9	
			<b>TOTAL</b>	<b>8 379</b>	<b>175</b>	<b>197,5</b>	<b>92</b>	<b>TOTAL</b>	<b>5 591</b>	<b>119</b>	<b>221,0</b>	<b>87</b>

## Annexe 2B (suite)

164

ALIMENTATION ET PAUVRETÉ EN ÉQUATEUR

Famille 05	Période A	Période B	Période A - mai 1988	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.	Période B - mai 1989	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.
Coût mensuel du panier recommandé	47 592,38	95 709,12	Lait et dérivés	206	11	11,3	12	Lait et dérivés	135	7	6,5	8
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	95 184,76	191 418,23	Œufs	38	3	5,4	13	Œufs	38	3	5,8	13
Revenus mensuels en esp. et en nat.	27 239,55	61 667,74	Viande et poisson	292	22	43,5	54	Viande et poisson	144	13	13,9	27
Dépenses aliment. mensuel. esp. nat.	23 003,70	35 556,74	Céréales	6 630	158	127,3	93	Céréales	5 113	123	103,7	72
Revenu individuel quotidien (dollar)	1,28	1,88	Tubercules	1 074	25	23,9	75	Tubercules	667	16	21,4	47
% revenus / seuil de pauvreté	29	32	Légumineuses	0	0	0,0	0	Légumineuses	25	2	0,4	3
% dépenses alimentaires / revenus	84	58	Légumes verts	171	6	24,1	18	Légumes verts	1 611	72	57,5	172
% kcal consom. / recommandations	77	72	Fruits (sans banane pl.)	203	4	15,9	34	Fruits (sans banane pl.)	328	6	14,5	56
% kcal animales cons. / recommand.	21	12	Banane plantain	379	3	6,7	188	Banane plantain	1 657	13	10,9	825
% prot. consom. / recommandations	58	64	Sucre et dérivés	2 003	0	29,2	137	Sucre et dérivés	1 965	0	27,3	136
% coût consom. / coût panier recom.	48	37	Graisses végétales	2 926	0	41,7	104	Graisses végétales	1 257	0	17,7	45
			Divers végét. non recom.	55	2	28,7		Divers végét. non recom.	54	2	17,2	
			TOTAL	13 977	234	357,6	77	TOTAL	12 994	257	296,9	72
Famille 06	Période A	Période B	Période A - octobre 1988	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.	Période B - mai 1989	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.
Coût mensuel du panier recommandé	20 117,57	36 887,18	Lait et dérivés	59	3	4,8	7	Lait et dérivés	36	1	5,3	4
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	40 235,15	73 774,36	Œufs	140	11	14,1	180	Œufs	57	4	8,3	46
Revenus mensuels en esp. et en nat.	28 447,50	32 357,07	Viande et poisson	199	24	43,7	112	Viande et poisson	58	6	8,1	28
Dépenses aliment. mensuel. esp. nat.	19 909,08	23 315,77	Céréales	2 394	58	44,1	111	Céréales	2 526	59	73,3	95
Revenu individuel quotidien (dollar)	2,15	1,93	Tubercules	402	9	17,4	80	Tubercules	432	10	11,7	88
% revenus / seuil de pauvreté	71	44	Légumineuses	0	0	0,0	0	Légumineuses	50	5	2,7	11
% dépenses alimentaires / revenus	70	72	Légumes verts	133	5	11,6	55	Légumes verts	86	3	25,0	26
% kcal consom. / recommandations	77	73	Fruits (sans banane pl.)	167	3	16,0	73	Fruits (sans banane pl.)	112	2	10,9	55
% kcal animales cons. / recommand.	36	22	Banane plantain	45	0	0,6	57	Banane plantain	0	0	0,0	0
% prot. consom. / recommandations	79	49	Sucre et dérivés	356	0	8,4	77	Sucre et dérivés	263	0	17,9	49
% coût consom. / coût panier recom.	99	63	Graisses végétales	530	0	9,5	52	Graisses végét. et anim.	1 322	0	18,4	141
			Divers végét. non recom.	218	2	34,1		Divers végét. non recom.	55	0	13,1	
			TOTAL	4 643	115	204,0	77	TOTAL	4 997	90	194,7	73

## Annexe 2B (suite)

<b>Famille 07</b>	Période A	Période B	<b>Période A - octobre 1988</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.	<b>Période B - mai 1989</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.
Coût mensuel du panier recommandé	35 816,86	61 165,44	Lait et dérivés	195	10	7,9	14	Lait et dérivés	247	19	19,5	17
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	71 633,71	122 330,88	Œufs	174	13	17,3	93	Œufs	115	9	15,3	56
Revenus mensuels en esp. et en nat.	52 565,88	40 513,25	Viande et poisson	235	38	46,8	76	Viande et poisson	239	28	47,0	72
Dépenses aliment. mensuel. esp. nat.	27 419,83	38 769,55	Céréales	4 382	98	68,7	112	Céréales	3 621	80	76,7	87
Revenu individuel quotidien (dollar)	2,90	1,77	Tubercules	259	6	10,7	35	Tubercules	710	14	27,7	90
% revenus / seuil de pauvreté	73	33	Légumineuses	842	55	19,9	130	Légumineuses	228	29	15,2	34
% dépenses alimentaires / revenus	52	96	Légumes verts	171	8	17,4	33	Légumes verts	502	29	42,2	90
% kcal consom./ recommandations	95	91	Fruits (sans banane pl.)	233	4	11,9	61	Fruits (sans banane pl.)	236	5	13,0	71
% kcal animales cons. / recommand.	32	31	Banane plantain	286	2	3,2	219	Banane plantain	1 396	11	16,0	610
% prot. consom. / recommandations	97	86	Sucre et dérivés	1 426	0	21,0	164	Sucre et dérivés	1 215	0	18,3	128
% coût consom./ coût panier recom.	77	63	Graisses végétales	1 936	0	23,6	112	Graisses végétales	1 874	0	23,9	103
			Divers végét. non recom.	200	6	32,5		Divers végét. non recom.	46	2	9,0	
			<b>TOTAL</b>	<b>10 339</b>	<b>240</b>	<b>281,0</b>	<b>95</b>	<b>TOTAL</b>	<b>10 429</b>	<b>226</b>	<b>323,7</b>	<b>91</b>
<b>Famille 08</b>	Période A	Période B	<b>Période A - novembre 1988</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.	<b>Période B - mai 1989</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.
Coût mensuel du panier recommandé	58 865,52	147 525,48	Lait et dérivés	270	15	12,8	19	Lait et dérivés	650	33	30,5	27
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	71 633,71	122 330,88	Œufs	29	2	3,5	10	Œufs	10	1	1,3	2
Revenus mensuels en esp. et en nat.	107 874,68	150 144,06	Viande et poisson	1 205	108	115,5	240	Viande et poisson	578	69	67,7	70
Dépenses aliment. mensuel. esp. nat.	42 770,92	97 995,98	Céréales	9 952	236	161,9	139	Céréales	9 889	217	239,8	85
Revenu individuel quotidien (dollar)	4,52	3,23	Tubercules	1 324	29	35,8	109	Tubercules	4 954	111	202,2	229
% revenus / seuil de pauvreté	92	51	Légumineuses	48	3	1,2	6	Légumineuses	48	3	1,2	4
% dépenses alimentaires / revenus	40	65	Légumes verts	199	8	21,7	21	Légumes verts	356	13	40,7	24
% kcal consom./ recommandations	102	106	Fruits (sans banane pl.)	192	3	20,9	36	Fruits (sans banane pl.)	929	17	50,8	107
% kcal animales cons. / recommand.	67	34	Banane plantain	477	4	4,3	260	Banane plantain	6 644	53	54,5	2 247
% prot. consom. / recommandations	114	87	Sucre et dérivés	2 049	1	19,3	147	Sucre et dérivés	2 799	1	62,1	127
% coût consom./ coût panier recom.	73	66	Graisses végétales	1 458	0	17,3	57	Graisses végétales	2 283	0	34,2	54
			Divers végét. non recom.	169	3	24,0		Divers végét. non recom.	300	6	33,3	
			<b>TOTAL</b>	<b>17 372</b>	<b>412</b>	<b>438,2</b>	<b>102</b>	<b>TOTAL</b>	<b>29 440</b>	<b>524</b>	<b>818,1</b>	<b>106</b>

## Annexe 2B (suite)

166

ALIMENTATION ET PAUVRETÉ EN ÉQUATEUR

Famille 09	Période A	Période B	Période A - novembre 1988	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.	Période B - juin 1989	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.
Coût mensuel du panier recommandé	31 299,38	52 821,65	Lait et dérivés	278	14	10,7	22	Lait et dérivés	666	36	34,0	52
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	62 598,76	105 643,30	Œufs	7	0	0,8	4	Œufs	0	0	0,0	0
Revenus mensuels en esp. et en nat.	43 893,08	50 373,98	Viande et poisson	290	22	67,4	115	Viande et poisson	195	16	40,6	71
Dépenses aliment. mensuel. esp. nat.	34 220,23	49 347,63	Céréales	2 624	67	51,8	87	Céréales	3 964	92	125,8	121
Revenu individuel quotidien (dollar)	2,70	2,46	Tubercules	515	12	20,7	87	Tubercules	475	11	12,7	74
% revenus / seuil de pauvreté	70	48	Légumineuses	78	6	7,8	13	Légumineuses	193	18	8,5	32
% dépenses alimentaires / revenus	78	98	Légumes verts	355	16	68,7	84	Légumes verts	199	10	33,4	44
% kcal consom. / recommandations	100	110	Fruits (sans banane pl.)	650	11	52,2	203	Fruits (sans banane pl.)	336	5	37,2	94
% kcal animales cons. / recommand.	34	49	Banane plantain	522	4	8,9	478	Banane plantain	617	5	19,0	509
% prot. consom. / recommandations	73	86	Sucre et dérivés	2 030	0	25,0	285	Sucre et dérivés	2 171	0	52,7	274
% coût consom. / coût panier recom.	109	93	Graisses végétales	1 307	0	18,9	93	Graisses végétales	1 451	0	25,6	97
			Divers végét. non recom.	217	1	18,0		Divers végét. non recom.	131	1	22,5	
			TOTAL	8 873	153	350,6	100	TOTAL	10 398	194	412,0	110
<b>Famille 10</b>	<b>Période A</b>	<b>Période B</b>	<b>Période A - décembre 1988</b>	<b>kcal</b>	<b>prot. g</b>	<b>prix mn</b>	<b>% kcal recom.</b>	<b>Période B - juin 1989</b>	<b>kcal</b>	<b>prot. g</b>	<b>prix mn</b>	<b>% kcal recom.</b>
Coût mensuel du panier recommandé	63 594,69	97 234,32	Lait et dérivés	227	38	32,1	11	Lait et dérivés	830	42	36,0	42
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	127 189,37	194 468,64	Œufs	0	0	0,0	0	Œufs	95	7	9,4	36
Revenus mensuels en esp. et en nat.	21 155,34	40 467,41	Viande et poisson	0	0	0,0	0	Viande et poisson	89	10	9,5	18
Dépenses aliment. mensuel. esp. nat.	14 775,56	21 904,71	Céréales	2 268	57	59,6	36	Céréales	1 591	42	40,8	23
Revenu individuel quotidien (dollar)	0,86	1,22	Tubercules	1 870	44	22,1	156	Tubercules	1 522	36	32,1	117
% revenus / seuil de pauvreté	17	21	Légumineuses	160	11	4,6	16	Légumineuses	92	9	3,8	11
% dépenses alimentaires / revenus	70	54	Légumes verts	210	7	6,2	26	Légumes verts	88	4	9,3	10
% kcal consom. / recommandations	39	39	Fruits (sans banane pl.)	128	2	4,7	22	Fruits (sans banane pl.)	68	1	3,6	11
% kcal animales cons. / recommand.	17	55	Banane plantain	175	2	2,0	90	Banane plantain	382	3	5,0	186
% prot. consom. / recommandations	42	40	Sucre et dérivés	857	0	7,9	63	Sucre et dérivés	899	1	11,7	64
% coût consom. / coût panier recom.	23	23	Graisses végét. et anim.	707	0	8,4	28	Graisses végét. et anim.	1 132	0	10,2	40
			Divers végét. non recom.	3	0	4,0		Divers végét. non recom.	76	1	11,5	
			TOTAL	6 605	161	151,4	39	TOTAL	6 864	156	182,9	39

## Annexe 2B (suite)

<b>Famille 11</b>	Période A	Période B	<b>Période A - février 1989</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.	<b>Période B - juin 1989</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.
Coût mensuel du panier recommandé	56 784,40	56 235,87	Lait et dérivés	291	16	18,0	20	Lait et dérivés	928	47	43,5	65
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	113 568,80	112 471,74	Œufs	0	0	0,0	0	Œufs	59	4	9,0	41
Revenus mensuels en esp. et en nat.	42 344,65	38 015,21	Viande et poisson	409	37	35,8	118	Viande et poisson	235	25	41,4	85
Dépenses aliment. mensuel. esp. nat.	27 265,95	39 646,44	Céréales	3 739	97	112,7	78	Céréales	3 045	78	98,3	83
Revenu individuel quotidien (dollar)	2,04	1,70	Tubercules	617	13	23,6	72	Tubercules	338	7	15,9	48
% revenus / seuil de pauvreté	37	34	Légumineuses	43	3	1,3	6	Légumineuses	165	11	4,9	28
% dépenses alimentaires / revenus	64	104	Légumes verts	79	3	21,6	13	Légumes verts	1 537	40	54,5	337
% kcal consom. / recommandations	64	87	Fruits (sans banane pl.)	138	2	6,1	35	Fruits (sans banane pl.)	183	3	9,8	49
% kcal animales cons. / recommand.	35	72	Banane plantain	33	0	0,3	24	Banane plantain	266	2	7,3	201
% prot. consom. / recommandations	61	99	Sucre et dérivés	1 870	0	34,3	191	Sucre et dérivés	1 422	0	23,9	173
% coût consom. / coût panier recom.	48	71	Graisses végétales	520	0	8,6	29	Graisses végét. et anim.	746	0	10,5	43
			Divers végét. non recom.	80	4	17,2		Divers végét. non recom.	58	3	12,0	
			<b>TOTAL</b>	<b>7 819</b>	<b>175</b>	<b>279,4</b>	<b>64</b>	<b>TOTAL</b>	<b>8 982</b>	<b>220</b>	<b>331,0</b>	<b>87</b>
<b>Famille 12</b>	Période A	Période B	<b>Période A - mars 1989</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.	<b>Période B - juin 1989</b>	kcal	prot. g	prix mn	% kcal recom.
Coût mensuel du panier recommandé	59 950,03	65 038,47	Lait et dérivés	361	16	31,2	27	Lait et dérivés	362	19	18,3	27
Seuil mensuel de pauvreté (sucres)	119 900,05	130 076,93	Œufs	14	1	2,6	8	Œufs	38	3	2,9	20
Revenus mensuels en esp. et en nat.	45 990,49	42 853,32	Viande et poisson	204	17	25,3	59	Viande et poisson	114	10	17,1	33
Dépenses aliment. mensuel. esp. nat.	36 931,15	33 655,20	Céréales	5 170	131	153,9	111	Céréales	4 456	113	134,0	96
Revenu individuel quotidien (dollar)	2,14	1,81	Tubercules	1 728	41	56,5	203	Tubercules	549	13	23,5	64
% revenus / seuil de pauvreté	38	33	Légumineuses	280	21	14,9	51	Légumineuses	334	21	10,6	61
% dépenses alimentaires / revenus	80	79	Légumes verts	126	4	16,4	21	Légumes verts	265	8	16,4	45
% kcal consom. / recommandations	88	71	Fruits (sans banane pl.)	70	1	4,2	18	Fruits (sans banane pl.)	67	1	4,3	17
% kcal animales cons. / recommand.	31	26	Banane plantain	123	1	2,5	94	Banane plantain	371	3	5,8	283
% prot. consom. / recommandations	89	73	Sucre et dérivés	1 133	0	28,6	124	Sucre et dérivés	1 017	0	21,9	112
% coût consom. / coût panier recom.	62	52	Graisses végétales	1 063	0	17,0	58	Graisses végétales	779	0	10,1	43
			Divers végét. non recom.	71	2	25,4		Divers végét. non recom.	24	1	16,2	
			<b>TOTAL</b>	<b>10 343</b>	<b>235</b>	<b>378,4</b>	<b>88</b>	<b>TOTAL</b>	<b>8 376</b>	<b>192</b>	<b>281,0</b>	<b>71</b>

Note : les prix des aliments sont donnés en minutes de travail payées au salaire minimum.

Annexe 2C  
Budgets mensuels des douze familles quiténiennes pauvres de l'étude en périodes A et B 1988-1989

168

ALIMENTATION ET PAUVRETE EN EQUATEUR

	FAMILLE 01		FAMILLE 02		FAMILLE 03		FAMILLE 04		FAMILLE 05		FAMILLE 06	
	A - janvier 1988	B - avril 1989	A - février 1988	B - avril 1989	A - février 1988	B - avril 1989	A - mai 1988	B - avril 1989	A - mai 1988	B - mai 1989	A - octobre 1988	B - mai 1989
Valeur locative maison propre (sucres)	3 000,00	5 000,00	2 500,00	4 000,00	3 000,00	4 000,00	3 000,00	5 000,00	2 000,00	3 000,00		
Endettement (-) ou économie (sucres)		-5 000,00	-45 000,00	-45 000,00		88 000,00			-1 200,00	-9 000,00		-500,00
<i>A titre indicatif</i>												
- montant du salaire minimum (sucres)	20 300,00	30 800,00	20 300,00	30 800,00	20 300,00	30 800,00	20 300,00	30 800,00	20 300,00	37 800,00	30 800,00	37 800,00
- prix du kilo de riz (sucres)	77,00	389,00	84,00	389,00	84,00	389,00	117,00	389,00	117,00	389,00	137,00	337,00
- prix du kilo de sucre (sucres)	69,00	183,00	81,00	183,00	81,00	183,00	90,00	183,00	90,00	183,00	99,00	179,00
Revenus nécessaires pour atteindre le seuil de pauvreté (sucres)	60 630,98	135 471,70	79 835,40	198 444,15	51 568,50	131 939,97	47 843,32	69 070,49	95 184,76	191 418,23	40 235,15	73 774,36
<b>Total des revenus mensuels (sucres)</b>	<b>26 033,99</b>	<b>58 359,47</b>	<b>55 324,75</b>	<b>88 082,66</b>	<b>19 718,67</b>	<b>66 256,59</b>	<b>17 096,23</b>	<b>27 593,17</b>	<b>27 239,55</b>	<b>61 667,74</b>	<b>28 447,50</b>	<b>32 357,07</b>
<b>Revenus du travail %</b>	<b>95,60</b>	<b>86,58</b>	<b>81,58</b>	<b>90,29</b>	<b>96,62</b>	<b>95,90</b>	<b>72,40</b>	<b>69,68</b>	<b>99,70</b>	<b>99,68</b>	<b>87,34</b>	<b>98,71</b>
- en espèces %	87,35	75,61	78,24	80,59	96,62	95,87	50,88	46,64	94,90	82,47	78,96	93,01
- en nourriture %	7,99	10,67	3,25	9,58	0,00	0,03	20,93	22,32	3,88	15,59	0,02	0,32
- en nature autre qu'alimentaire %	0,27	0,29	0,09	0,11	0,00	0,00	0,58	0,72	1,62	0,87	5,38	
<b>Dons ou subventions reçus %</b>	<b>3,12</b>	<b>6,20</b>	<b>16,61</b>	<b>8,35</b>	<b>3,38</b>	<b>4,10</b>	<b>27,60</b>	<b>30,32</b>	<b>0,30</b>	<b>0,32</b>	<b>12,66</b>	<b>1,29</b>
- en espèces %	0,00	2,26	0,62	0,77	0,85	0,00	14,03	21,05	0,00	0,00	0,00	0,00
- en nourriture %	2,52	3,37	12,31	4,50	0,00	3,35	13,57	7,15	0,00	0,00	11,97	0,00
- en nature autre qu'alimentaire %	0,60	0,57	3,69	3,07	2,54	0,75	0,00	2,11	0,30	0,32	0,68	1,29
<b>Rente %</b>	<b>1,28</b>	<b>7,23</b>	<b>1,81</b>	<b>1,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- en espèces %	1,28	0,71	1,81	1,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en nourriture %	0,00	6,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>A - janvier 1988</b>	<b>B - avril 1989</b>	<b>A - février 1988</b>	<b>B - avril 1989</b>	<b>A - février 1988</b>	<b>B - avril 1989</b>	<b>A - mai 1988</b>	<b>B - avril 1989</b>	<b>A - mai 1988</b>	<b>B - mai 1989</b>	<b>A - octobre 1988</b>	<b>B - mai 1989</b>
<b>Total des dépenses mensuelles (sucres)</b>	<b>26 696,25</b>	<b>52 441,96</b>	<b>55 814,73</b>	<b>94 167,66</b>	<b>22 686,30</b>	<b>56 235,01</b>	<b>16 749,80</b>	<b>28 252,38</b>	<b>27 753,10</b>	<b>55 120,07</b>	<b>27 797,75</b>	<b>31 379,07</b>
Nourriture %	58,24	66,90	54,10	62,37	55,81	74,45	75,85	76,34	82,89	64,51	71,62	74,30
Habitat, énergie, eau %	4,69	4,35	4,30	3,95	6,80	4,97	7,84	4,69	4,33	3,69	9,33	11,36
Santé %	1,87	1,91	6,94	4,88	1,32	0,53	5,97	5,45	1,80	1,53	2,70	0,10
Instruction des enfants %	12,27	5,82	2,02	1,25	1,21	2,09	3,38	3,10	1,89	8,69	0,00	0,00
Entretien de la famille %	10,04	5,84	12,50	18,56	10,70	14,39	6,11	8,45	6,73	7,76	4,15	9,04
Frais liés au travail %	9,54	5,33	14,62	0,00	1,86	2,49	0,57	1,98	0,62	0,22	1,92	0,00
Transport au travail %	1,80	1,91	1,72	2,41	4,65	1,07	0,29	0,00	1,73	5,37	3,12	0,00
Divers %	1,56	7,95	3,80	6,58	17,63	0,00	0,00	0,00	0,00	8,24	7,17	5,20

## Annexe 2C (suite)

	FAMILLE 07		FAMILLE 08		FAMILLE 09		FAMILLE 10		FAMILLE 11		FAMILLE 12	
	A - octobre 1988	B - mai 1989	A - novembre 1988	B - mai 1989	A - novembre 1988	B - juin 1989	A - décembre 1988	B - juin 1989	A - février 1989	B - juin 1989	A - mars 1989	B - juin 1989
Valeur locative maison propre (sucres)									1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
Endettement (-) ou économie (sucres)	80 000,00	27 000,00			20 000,00		-15 000,00	-15 000,00	-2 500,00	-2 500,00	-6 700,00	-6 900,00
<i>A titre indicatif</i>												
- montant du salaire minimum (sucres)	30 800,00	37 800,00	30 800,00	37 800,00	30 800,00	37 800,00	30 800,00	37 800,00	30 800,00	37 800,00	30 800,00	37 800,00
- prix du kilo de riz (sucres) INEC	137,00	337,00	201,00	337,00	201,00	296,00	252,00	296,00	266,00	296,00	430,00	296,00
- prix du kilo de sucre (sucres) INEC	99,00	184,00	107,00	184,00	107,00	184,00	126,00	184,00	150,00	184,00	174,00	184,00
Revenus nécessaires pour atteindre le seuil de pauvreté (sucres)	71 633,71	122 330,88	71 633,71	122 330,88	62 598,76	105 643,30	127 189,37	194 468,64	113 568,80	112 471,74	119 900,05	130 076,93
<b>Total des revenus mensuels (sucres)</b>	<b>52 565,88</b>	<b>40 513,25</b>	<b>107 874,68</b>	<b>150 144,06</b>	<b>43 893,08</b>	<b>50 373,98</b>	<b>21 155,34</b>	<b>40 467,41</b>	<b>42 344,65</b>	<b>38 015,21</b>	<b>45 990,49</b>	<b>42 853,32</b>
<b>Revenus du travail %</b>	<b>100,00</b>	<b>96,86</b>	<b>94,16</b>	<b>100,00</b>	<b>94,57</b>	<b>95,35</b>	<b>82,98</b>	<b>94,00</b>	<b>93,30</b>	<b>50,20</b>	<b>62,68</b>	<b>68,16</b>
- en espèces %	90,68	85,90	72,36	98,58	82,77	86,77	61,93	75,62	78,06	28,08	61,59	67,00
- en nourriture %	9,32	10,97	4,74	1,42	11,80	8,58	0,02	0,31	6,04	15,26	0,00	0,00
- en nature autre qu'alimentaire %	0,00	0,00	17,07	0,00	0,00	0,00	21,02	18,08	9,20	6,87	1,09	1,17
<b>Dons ou subventions reçus %</b>	<b>0,00</b>	<b>3,14</b>	<b>5,84</b>	<b>0,00</b>	<b>5,43</b>	<b>4,65</b>	<b>17,02</b>	<b>6,00</b>	<b>6,70</b>	<b>49,80</b>	<b>37,32</b>	<b>31,84</b>
- en espèces %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,97	0,00	0,00	0,98	39,46	7,32	1,40
- en nourriture %	0,00	3,14	2,10	0,00	5,43	0,68	16,55	5,01	4,90	10,33	25,98	26,02
- en nature autre qu'alimentaire %	0,00	0,00	3,73	0,00	0,00	0,00	0,47	0,99	0,81	0,01	4,03	4,42
<b>Rente %</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- en espèces %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en nourriture %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	A - octobre 1988	B - mai 1989	A - novembre 1988	B - mai 1989	A - novembre 1988	B - juin 1989	A - décembre 1988	B - juin 1989	A - février 1989	B - juin 1989	A - mars 1989	B - juin 1989
<b>Total des dépenses mensuelles (sucres)</b>	<b>46 300,83</b>	<b>59 254,05</b>	<b>80 846,77</b>	<b>159 596,22</b>	<b>46 118,49</b>	<b>65 195,63</b>	<b>21 349,15</b>	<b>40 280,32</b>	<b>42 124,79</b>	<b>53 228,40</b>	<b>46 980,29</b>	<b>42 807,70</b>
Nourriture %	59,22	65,43	52,90	61,40	74,20	75,69	69,21	54,38	64,73	74,48	78,61	78,62
Habitat, énergie, eau %	17,94	20,76	9,70	4,51	13,99	9,82	22,71	19,40	16,29	7,77	3,70	3,40
Santé %	3,24	2,14	3,36	0,13	1,06	1,68	2,34	4,97	0,02	3,19	1,96	0,00
Instruction des enfants %	0,84	0,65	0,53	0,27	0,00	0,00	1,83	6,45	1,82	1,03	1,48	1,67
Entretien de la famille %	14,01	7,49	33,51	23,43	7,87	8,39	3,71	11,65	12,86	10,15	12,13	11,49
Frais liés au travail %	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,08	2,23	3,37	0,00	0,00
Transport au travail %	4,75	3,52	0,00	0,00	2,88	4,43	0,00	0,00	2,06	0,00	2,13	3,66
Divers %	0,00	0,00	0,00	10,27	0,00	0,00	0,21	2,07	0,00	0,00	0,00	1,17





## Bibliographie

- Adrian Jean, 1984, *Clefs pour la diététique*, Seghers (coll. « Clefs »), Paris, 248 p.
- Banque mondiale, 1990, *Rapport sur le développement dans le monde. La pauvreté*, Washington, 287 p.
- , 1992, *Rapport sur le développement dans le monde. Le développement et l'environnement*. Washington, 299 p.
- , 1993a, *Rapport sur le développement dans le monde. Investir dans la santé*, Washington, 339 p.
- , 1993b, *Implementing the World Bank's Strategy to Reduce Poverty, Progress and Change*, Washington, 95 p.
- , 2001, *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001. Combattre la pauvreté*, Washington, 381 p.
- , 2002, « De nombreux pays en développement ne pourront pas atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté fixés pour 2015 », Communiqué de presse n° 2002/277/S, Washington, 7 p.
- Boltvinik Julio, 1991, « La medición de la pobreza en América Latina », *Comercio Exterior*, Mexico, vol. 41, n° 5, p. 423-428.
- , 1996, « La pauvreté en Amérique latine : analyse critique de trois études », in *La pauvreté, Revue internationale des sciences sociales*, Unesco, Paris, n° 148, p. 279-295.
- Bonnet Nicole, 1998, « L'Équateur est confronté à la pire des crises économiques depuis les années 30 », *Le Monde*, mardi 1<sup>er</sup> décembre 1998, Paris, p. VI.
- Brisset Claire, 1992, « Croissance des inégalités, au Nord comme au Sud », in Cordellier Serge et Lapautre Catherine (éds.), *L'État du monde 1993*, La Découverte, Paris, p. 567-572.
- Brunel Sylvie, 1995, *Le Sud dans la nouvelle économie mondiale*, PUF (coll. « Major »), Paris, 406 p.
- Bueno Jaime, 1985, « ¿Quiénes hacen las harinas ? », *Impulso 2000*, Quito, n° 3, p. 15-17 et n° 5, p. 2.
- Carrion Fernando et Vallejo René, 2000, « Quito », in Dureau Françoise et al. (éd.) : *Métropoles en mouvement, une comparaison internationale*, Anthropos/IRD (coll. « Villes »), Paris, p. 603-611.
- Cépède Michel, Gounelle de Pontanel Hugues et Autret Marcel, 1983, *La faim*, PUF (« Que sais-je »), Paris, n° 719, 127 p.
- Chalmin Philippe et Gombeaud Jean-Louis, 1985, *Les marchés mondiaux en 1984-1985. Agriculture, énergie, matières premières, transports*, Economica, Paris, 249 p.

- Chiriboga Manuel, 1985, « El sistema alimentario ecuatoriano : situación y perspectivas », in *La cuestión alimentaria, Ecuador Debate*, CAAP, Quito, n° 9, p. 35-84.
- Cogneau Denis, Loup Jacques, Dumont Jean-Christophe et Robillard Anne-Sophie, 1996, *Pauvreté et développement. Un bilan malaisé*, DIAL, Paris, 21 p. multigr.
- Cohen Daniel, 1997, *Richesse du monde, pauvretés des nations*, Flammarion (« Essais »), Paris, 162 p.
- Collin Delavaud Anne (éd.), 1982, *Atlas del Ecuador*, Jeune Afrique, Paris, 77 p.
- Couret Dominique, 1994, *Système d'information géographique, inégalité dans le logement et ségrégation spatiale à Quito (Équateur)*, Orstom (coll. « Études et thèses »), Paris, 235 p.
- Deler Jean-Paul, 1991, « L'Équateur bipolaire », in Bataillon Claude, Deler Jean-Paul et Théry Hervé, *Amérique latine*, in Brunet Roger (éd. de la série), Géographie universelle, Hachette-Reclus. Paris, p. 264-277.
- Emmanuelli Xavier, 1995, *Dernier avis avant la fin du monde*, Albin Michel, Paris, 244 p.
- FAO, 1982, 1982. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, Rome, 199 p.
- , 1987, 1985. *La cinquième enquête mondiale sur l'alimentation*, Rome, 75 p.
- , 1992, 1992. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, Rome, 262 p.
- , 1998, *Bilans alimentaires. Moyenne 1994-1996*, Rome, 595 p.
- FAO/OMS/UNU, 1986, *Besoins énergétiques et besoins en protéines*, OMS (Série de rapports techniques), Genève, n° 724, 226 p.
- FAO/WHO, 1973, *Energy and Protein Requirements*, Technical Reports, Genève, n° 525.
- Fauroux Emmanuel, 1988, « Las transformaciones de los sistemas de producción en el mundo rural ecuatoriano de 1960 a 1980 », in Gondard Pierre, León V. Juan Bernardo et Sylva Ch. Paola (éds), *Transformaciones agrarias en el Ecuador*, in *Geografía básica del Ecuador*. Cedig/IPGH/Orstom/IGM, Quito, tome V, vol. 1, p. 109-132.
- Freire Wilma et Polanco Nancy, 1984, *La situación alimentaria y nutricional de la población ecuatoriana. Evolución de la oferta y demanda de alimentos entre 1968-1974 y 1980*, Conade, Quito, 53 p.
- Freire Wilma B., 1985, « La situación nutricional en Ecuador », in *La cuestión alimentaria, Ecuador Debate*, CAAP, Quito, n° 9, p. 123-150.
- Freire Wilma et Callay Susana, 1986, *Manual de la encuestadora*, Conade-MSP, Quito, 139 p.
- Gaule-Anthonioz Geneviève de, 1977, Discours prononcé à la Mutualité, cité par Francine de la Gorce. *Feuille de route Quart-monde*, Pierre-

- laye, n° 307, février 2002, supplément spécial Geneviève de Gaulle-Anthonioz, p. 1.
- , 1995, *Évaluation des politiques publiques de lutte contre la grande pauvreté*, Journal officiel de la République française, Avis et rapports du Conseil économique et social, Paris, n° 3, 176 p.
- , 2001, *Le secret de l'espérance*, Fayard, Éditions Quart-monde, Paris, 193 p.
- Gestión Economía, 2001, *Empobrecimiento real*, Quito, n° 86, août, p. 19-20.
- Goubert Guillaume, 1995, « Habiter l'humanité », *La Croix*, Paris, 15 février 1995, p. 3.
- Gourou Pierre, 1976, *L'Amérique tropicale et australe*, Hachette (Hachette Université), Paris, 432 p.
- Hercberg Serge, Dupin Henri, Papoz Laure et Galan Pilar (éds), 1985, *Nutrition et santé publique*, Lavoisier (« Technique et documentation »), Paris, 696 p.
- Huttel Charles, Zebrowski Claude et Gondard Pierre, 2000, *Paisajes agrarios del Ecuador*, in *Geografía básica del Ecuador*, IRD/IGM/PUCE/IPGH, Quito, tome V, vol. 2, 285 p. et annexes.
- INEC, 1988, *Encuesta de superficie y producción por muestreo de áreas. Resultados de 1987*, Quito, tome I : 84 p., tome II : 89 p.
- INEM, OIT, 1990, *Encuesta nacional urbana sobre empleo, desempleo, subempleo, 1988*, Quito, 167 p.
- Instituto Nacional de Nutrición, 1965, *Tabla de composición de los alimentos ecuatorianos*, Quito, 36 p.
- Izraelewicz Erik, 1997, *Ce monde qui nous attend*, Grasset, Paris, 266 p.
- Janvry Alain (de), Sadoulet Elisabeth et Fargeix André, 1991, *Ajustement et équité en Équateur*, in Morrisson Christian (éd. de la série), *Ajustement et équité dans les pays en développement*, OCDE, Paris, 178 p.
- Klatzmann Joseph, 1983, *Nourrir dix milliards d'hommes ?*, PUF (« Le géographe »), Paris, 296 p.
- Kempf Hervé, 2002, « Alerte pour 800 millions d'hommes sous-alimentés », *Le Monde*, vendredi 23 août 2002, p. 2.
- Labbens Jean, 1978, *Sociologie de la pauvreté. Le tiers-monde et le quart-monde*, Gallimard (« Idées »), Paris, 312 p.
- Larrea Carlos, Andrade Jaime, Brborich Wladimir, Jarrín Diego et Reed Carolina, 1996, *La geografía de la pobreza en el Ecuador*, Secretaría Técnica del Frente Social, Quito, 87 p.
- Laure Joseph, 1991, « Le pouvoir d'achat du salaire minimum, indicateur socio-économique et alimentaire », in Courade Georges et Peltre-Wurtz Jacqueline (éds), *La sécurité alimentaire à l'heure du néolibéralisme*, Cahiers des sciences humaines, Orstom, Paris, vol. 27, n° 1-2, p. 205-216.

- Lautier Bruno, 1995, « Les malheureux sont les puissants de la terre... », (Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine), in Lautier Bruno et Salama Pierre (éds), *Pauvretés, Revue Tiers-Monde*, Iedes, Paris, n° 142, p. 383-409.
- Lautier Bruno et Salama Pierre, 1995, « De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le tiers monde », in Lautier Bruno et Salama Pierre (éds), *Pauvretés, Revue Tiers-Monde*, Iedes, Paris, n° 142, p. 245-255.
- León V. Juan Bernardo (éd.), 1997, *Ecuador, espacio y sociedad*, PUCE/ORSTOM/INEC/IPGH, Quito, 128 p.
- Lewis Oscar, 1963, *Les enfants de Sanchez*, Paris, Gallimard, 638 p.
- Malassis Louis et Padilla Martine, 1986, *Économie agroalimentaire*, Tome III, *L'économie mondiale*, Cujas, Paris, 449 p.
- Metzger Pascale et Bermúdez Nury, 1996, *El medio ambiente urbano en Quito*, Municipio del Distrito Metropolitano de Quito/Orstom (coll. « Quito metropolitano »), Quito, 179 p.
- Naranjo A., 1984, *El trigo : producción, comercialización, industrialización y consumo*, Inédit, Quito.
- National Academy of Science, 1980, *Recommended Dietary Allowances* (9<sup>e</sup> édition), National Academy Press, Washington, 185 p.
- Olascoaga José Quintin, 1983, *Tablas de valores nutritivos para cálculos dietéticos*, Méndez Cervantes, Mexico, 65 p.
- Oleas M., 1983, *Recomendaciones nutricionales para le población ecuatoriana*, ININMS, Quito.
- Organisation mondiale de la santé, 1986, *Besoins énergétiques et besoins en protéines*, Rapport d'une consultation conjointe d'experts FAO/OMS/UNV, Série de rapports techniques 724, Genève, 226 p.
- Paugam Serge, 1994, « Les sociologues et la pauvreté », in *À la découverte des pauvretés et exclusions. Regards croisés : Géoforum 93, Géographes associés*, AFDG, Lyon, n° 14-15, p. 17-24.
- , 1997, « Représentation et perception de la pauvreté », in *Pauvreté et exclusion, Problèmes économiques*, Paris, n° 2 508, p. 8-11.
- Peeters E. G., 1977, *Le guide de la diététique*, Marabout, Verviers, 474 p.
- Peltre-Wurtz Jacqueline, 1988, « Le blé en Équateur ou le prix de l'indépendance alimentaire », *Cahiers de sciences humaines*, Orstom, Paris, vol. 4, n° 2, p. 213-223.
- , 1998a, « Le gouffre de la pauvreté. Quito 1988-89 », in Guillaud Dominique, Seysset Maorie et Walter Annie (éds), *Le Voyage inachevé... à Joël Bonnemaison*, Orstom/Prodig, Paris, p. 627-633.
- , 1998b, « Pauvreté, famille et enfance », *Cahiers de Marjovia*, Paris, n° 7, p. 14-33.
- , 2001, « Repérer les mal nourris d'abord », contribution pour le colloque Pauvreté et développement durable organisé par l'Unesco, université Bordeaux-IV, 22 et 23 novembre, Bordeaux, 18 p.

- Peltre-Wurtz Jacqueline et Gallegos Herrera Raúl Lenin, 1989, *Documentos de trabajo. Comida y pobreza. El testimonio de doce familias de Quito*, 1988-1989, Orstom, Quito, 362 p.
- PNUD, 1992a, *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica, Paris, 262 p.
- , 1992b, Magnitud y evolución de la pobreza en América Latina, *Comercio Exterior*, Mexico, vol. 42, n° 4, p. 340-353.
- , 1996, *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica, Paris, 250 p.
- , 1997, *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica, Paris, 268 p.
- , 1998, *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica, Paris, 254 p.
- Procacci Giovanna, 1993, *Gouverner la misère. La question sociale en France, 1789-1848*, Seuil (« L'Univers historique »), Paris, 358 p.
- Quéré France, 1991, *L'éthique et la vie*, Odile Jacob, Paris, 341 p.
- Ravallion Martin, 1992, *Poverty, comparisons. A guide to concepts and methods*, Banque mondiale (LSMS, Working Papers), n° 88, Washington.
- Ravallion Martin, 1997, « La mesure de la pauvreté », in *Pauvreté et exclusion. Problèmes économiques*, Paris, n° 2 508, p. 1-8.
- Rudel Christian, 1992, *L'Équateur* (2<sup>e</sup> éd.) Karthala, Paris, 214 p.
- Salama Pierre et Valier Jacques, 1994, *Pauvretés et inégalités dans le tiers monde*, La Découverte (Textes à l'appui, série économie), Paris, 221 p.
- Sen Amartya, 1981, *Poverty and Famines. An essay on entitlement and deprivation*, Clarendon Press, Oxford, 257 p.
- , 1985, *Commodities and Capabilities*, North-Holland, Amsterdam, 130 p.
- , 2000, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Odile Jacob, Paris, 140 p.
- Simmel Georg, 1971, *On Individuality and Social Forms. Selected Writings*, Introduction de Levine Donald D., The University of Chicago Press, Chicago et Londres, 395 p.
- Solagrail, 1996, « Repères », in « La sécurité alimentaire à long terme », *Courrier de la planète*, Paris, septembre-octobre, p. 48-52.
- , 1997, « Repères », in « Vieille charité et nouvelle pauvreté », *Courrier de la planète*, Paris, n° 38, p. 43-55.
- Urriola Rafael et Cuví María, 1986, *La agroindustria alimentaria en el Ecuador en los años 80*, Ildis, Ceplaes, Quito, 172 p.
- Vallejo A. René et Laspina A. Iván, 1995, *Quito, Ciudad y Pobreza*, Municipio del Distrito Metropolitano de Quito (coll. Quito metropolitano), Quito, 122 p.
- Vercauteren P., 1970, *Les sous-prolétaires*, Bruxelles.
- Williams S. Robert, 1987, *Manual práctico de nutrición*, Editorial Pax, Mexico, 262 p.



## Sigles

- CEDIME** : Centro de Investigación de los Movimientos Sociales del Ecuador (Centre de recherche sur les mouvements sociaux de l'Équateur)
- CEPAL** : Comisión Económica Para América Latina y el Caribe (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes)
- CONADE** : Consejo Nacional de Desarrollo (Conseil national du développement)
- FAO** : Food and Agricultural Organization of the United Nations (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)
- FMI** : Fonds monétaire international
- IDH** : Indicateur de développement humain
- INEC** : Instituto Nacional de Estadística y Censos (Institut national pour la statistique et le recensement)
- INEM** : Instituto Nacional de Empleo (Institut national de l'emploi)
- ININMS** : Instituto de Investigaciones Nutricionales y Médico Sociales (Institut de recherches nutritionnelles et médico-sociales)
- IRD** : Institut de recherche pour le développement (anciennement Orstom)
- MAG** : Ministerio de Agricultura y Ganadería (ministère de l'Agriculture et de l'Élevage)
- OIT** : Organización Internacional del Trabajo (Bureau international du travail)
- OMS** : Organisation mondiale de la santé
- ORSTOM** : Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (devenu IRD en 1999)
- PIB/PPA** : produit intérieur brut par parité de pouvoir d'achat
- PNA** : Programa Nacional del Arroz (Programme national du riz)
- PNUD** : Programme des Nations unies pour le développement
- SAMU** : Service d'assistance médicale d'urgence
- SEAN** : Sistema Estadístico Agropecuario Nacional (Système statistique agricole national). Le SEAN est une division de l'INEC.
- SOLAGRAL** : Solidarités agricoles et alimentaires
- UNESCO** : United Nations Educational Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture)
- UNU** : Université des Nations unies
- WHO** : World Health Organization (voir OMS)

## **Adresse Internet**

**FAO** : base de données [http://apps.fao.org/lim500/agri\\_db.pl](http://apps.fao.org/lim500/agri_db.pl)



## **Cartes, graphiques, tableaux, annexes, photographies**

### **Cartes**

1. Situation de l'Amérique latine	14
2. Les grandes régions de l'Équateur	17
3. La pauvreté en milieux urbain et rural équatorien (1990)	70
4. La pauvreté à Quito en 1990	80

### **Graphiques**

1. Classement mondial par rapport à l'IDH	22
2. Le blé en Équateur de 1961 à 1998. Production et importations	49
3. Résultats d'enquêtes sur la pauvreté menées à Quito en 1988-1989 auprès de 12 familles rencontrées chacune à deux reprises	87

### **Tableaux**

1. Répartition de la population équatorienne	18
2. Place de l'Équateur parmi les 174 pays observés par le PNUD (données 1995)	23
3. Disponibilités alimentaires mondiales moyennes par personne et par jour (1975-1977). Valeur nutritionnelle en pourcentage des apports énergétiques totaux pour chaque groupe d'aliments	25
4. Recommandations alimentaires pour l'homme type équatorien et grands modèles alimentaires mondiaux	27
5. Recommandations alimentaires du Conade pour l'homme type équatorien. Ration énergétique et principaux nutriments	28
6. Recommandations pour l'homme type équatorien et disponibilités alimentaires journalières par Équatorien en 1964-1966, 1974-1976, 1984-1986 et 1994-1996	30
7. Disponibilités alimentaires journalières de l'Équatorien moyen en 1994-1996. Localisation de la production alimentaire nationale et importations	32
8. Équateur : production, importations, exportations de produits alimentaires	34

9. Évolution de la répartition des terres agricoles de l'Équateur entre les exploitants de 1954 à 1982	38
10. Production de maïs dur et de maïs tendre en Équateur de 1970 à 1992	46
11. Mesure de la sous-alimentation et du mauvais équilibre de la diète alimentaire de 12 familles quiténiennes situées sous le seuil équatorien de pauvreté, 1988-1989	61
12. La pauvreté dans le monde selon la Banque mondiale	62
13. Application du seuil mondial de pauvreté de la Banque mondiale aux membres des 12 familles quiténiennes, 1988-1989	63
14. Mesure intégrée de la pauvreté en Amérique latine en 1986 et 1990.	67
15. Personnes situées sous le seuil équatorien de pauvreté en 1990	72
16. Mesure intégrée de la pauvreté dans le district métropolitain de Quito en 1990	83
17. Prévalence de la malnutrition chronique chez 56 enfants et adolescents de 12 familles pauvres de Quito en 1989	88
18. Alimentation quotidienne individuelle moyenne de 158 personnes pauvres, en relation avec les recommandations du Conade	98
19. Consommation quotidienne individuelle moyenne de protéines de 158 personnes pauvres, en relation avec les recommandations du Conade	101
20. Caractéristiques de trois cas types de pauvreté observés en 1988-1989 à Quito	102
21. Exemple de sous-alimentation et de déficit en protéines très graves. Alimentation journalière moyenne de la famille 10 en décembre 1988	105
22. Exemple de sous-alimentation et de déficit en protéines graves. Alimentation journalière moyenne de la famille 05 en mai 1988	108
23. Exemple d'alimentation suffisante, mais mal équilibrée dans l'alimentation journalière moyenne de la famille 03 en avril 1989	111
24. Moyenne mensuelle (en pourcentage) des revenus et des dépenses de 12 familles pauvres, 1988-1989	113
25. Travail fourni par les 12 familles pauvres de l'étude, en 1988-1989	115
26. Caractéristiques de l'habitat et de l'énergie utilisée chez les 12 familles pauvres de l'étude, en 1988-1989	121
27. Nombre d'enfants par femme et mortalité infantile dans les 12 familles pauvres (fin 1989)	124

28. Niveau d'instruction des 25 adultes, membres des 12 familles pauvres de l'étude, en 1989	125
29. Scolarisation et niveau d'instruction des 32 enfants et adolescents (nés entre 1969 et 1983) des 12 familles pauvres (année scolaire 1988-1989)	126

## Annexes

1. Nature, poids et prix des recommandations nutritionnelles du Conade	142
1A. Recommandations nutritionnelles quotidiennes pour l'homme type équatorien résidant à Quito	144
1B. Recommandations nutritionnelles journalières du Conade pour les habitants de Quito	146
1C. Prix des aliments et des groupes d'aliments recommandés par le Conade pour les habitants de Quito, de janvier 1988 à juin 1989	148
1D. Prix de 100 kilocalories fournies par les aliments recommandés par le Conade aux habitants de Quito, de janvier 1988 à juin 1989	149
1E. Composition des aliments recommandés par le Conade aux habitants de Quito, pour 100 grammes comestibles	150
2. Informations concernant les douze familles quiténiennes pauvres enquêtées : en 1988-1989 (77 personnes en période A, 81 en période B), 77 en 1992 et 81 en 2000	151
2 A. Informations démographiques, sanitaires et scolaires concernant les douze familles quiténiennes pauvres rencontrées en 1988-1989, en 1992 et en 2000	156
2 B. Consommation alimentaire quotidienne des douze familles quiténiennes pauvres de l'étude en périodes A et B (1988-1989)	161
2 C. Budgets mensuels des douze familles quiténiennes pauvres de l'étude en périodes A et B (1988-1989)	167

## Photographies hors-texte

- 1 - 2 - 3 - L'habitat des plus pauvres
- 4 - 5 - 6 - La vie quotidienne : corvée d'eau, repas, lessive
- 7 - 8 - 9 - Le cadre de vie des enfants
- 10 - 11 - 12 - Le travail



# Table des matières

Avant-propos .....	5
--------------------	---

## PREMIÈRE PARTIE LA QUESTION ALIMENTAIRE EN ÉQUATEUR

Introduction.....	11
-------------------	----

### 1 : Des disponibilités alimentaires suffisantes

<b>sinon équilibrées.....</b>	15
Un pays très varié, marqué par de profondes inégalités sociales.....	15
Des potentialités agricoles multiples, une mise en valeur contrastée.....	16
Un développement freiné par des structures sociales rigides.....	20
Les normes alimentaires équatoriennes et les grands modèles mondiaux.....	23
L'approvisionnement alimentaire en Équateur.....	29
L'évolution des disponibilités alimentaires.....	29
Les sources d'approvisionnement.....	31
Les choix politiques récents et le poids de la colonisation.....	36
La Costa, première région productrice d'aliments d'origine végétale.....	39
L'élevage, une richesse partagée entre la Costa et la Sierra.....	42
Les productions alimentaires végétales peu performantes de la Sierra ...	43
Les importations : le blé des Équatoriens produit aux États-Unis.....	47

### 2 : La pauvreté, principal obstacle

<b>à une alimentation satisfaisante.....</b>	51
La pauvreté à la fin du XX <sup>e</sup> siècle.....	52
Le concept de pauvreté.....	54
Une question de représentations.....	54
Une question de classe, de pouvoir et de statut – et non de subsistance.....	55
La sortie de la pauvreté : une question de capacités, de justice et de liberté.....	58
Les mesures de la pauvreté.....	59
Les seuils de pauvreté relative et absolue.....	59
Le seuil équatorien de pauvreté.....	60
Le seuil mondial de pauvreté.....	62
Les besoins essentiels non satisfaits.....	65
La mesure intégrée de la pauvreté.....	66
L'amorce d'une caractérisation des pauvres : l'exemple latino-américain.....	67
La répartition de la pauvreté en Équateur.....	69

**SECONDE PARTIE  
DES PROUESSES QUOTIDIENNES POUR SURVIVRE  
EN FAMILLE À QUITO**

<b>Introduction</b> .....	77
<b>3 : À la rencontre de douze familles quiténiennes</b> .....	79
La ville de Quito.....	79
Situation et histoire de la ville.....	79
La pauvreté à Quito.....	82
La méthode de travail.....	84
Douze familles confrontées à la pauvreté.....	88
<b>4 : Quand se nourrir est un défi</b> .....	95
Une sous-alimentation réduite, des déséquilibres alimentaires généralisés.....	95
Une famille indigente en détresse : sa ration énergétique est très gravement insuffisante.....	103
Six familles indigentes : leur ration énergétique est insuffisante.....	106
Cinq familles pauvres et parfois indigentes : leur ration énergétique est suffisante.....	109
<b>5 : La force de recommencer tous les jours</b> .....	113
Du travail pour survivre... la fierté des professionnels.....	113
Du pain, mais aussi un toit, la santé et l'instruction.....	120
L'habitat.....	120
La santé.....	123
L'instruction des enfants.....	123
Douze ans plus tard... la vie malgré tout.....	129
<b>Conclusion</b> .....	135
Annexes.....	141
Bibliographie.....	171
Sigles.....	177
Adresse Internet.....	178
Cartes, graphiques, tableaux, annexes, photos.....	179

## ÉDITIONS KARTHALA

### Collection *Méridiens*

- Les Açores, *Christian Rudel*  
L'Afrique du Sud, *Georges Lory*  
L'Azerbaïdjan, *Antoine Constant*  
Le Bénin, *Philippe David*  
Le Botswana, *Marie Lory*  
Le Burkina Faso, *Frédéric Lejeal*  
La Côte d'Ivoire, *Philippe David*  
Le Cambodge, *Soizick Crochet*  
La Colombie, *Catherine Fougère*  
Les Comores, *Pierre Vérin*  
Le Congo-Kinshasa, *A. Malu-Malu*  
Le Costa Rica, *Christian Rudel*  
Cuba, *Maryse Roux*  
Djibouti, *André Laudouze*  
Les Émirats arabes unis, *Frauke Heard-Bey*  
L'Équateur, *Christian Rudel*  
L'Estonie, *S. Champonnois et F. de Labriolle*  
Le Ghana, *Patrick Puy-Denis*  
La Guinée, *Muriel Devey*  
Hawaii, *Alain Ricard*  
L'Indonésie, *Robert Aarsse*  
L'Irak, *Pierre Pinta*  
Le Laos, *Carine Hann*  
La Lettonie, *S. Champonnois et F. de Labriolle*  
La Lituanie, *Leonas Teiberis*  
Madagascar, *Pierre Vérin*  
Malte, *Marie Lory*  
La Mauritanie, *Muriel Devey*  
Mayotte, *Guy Fontaine*  
Le Mexique, *Christian Rudel*  
Le Mozambique, *Daniel Jouanneau*  
Le Nigeria, *Marc-Antoine de Montclos*  
La Nouvelle-Calédonie, *Antonio Ralluy*  
Le Portugal, *Christian Rudel*  
La Roumanie, *Mihai E. Serban*  
São Tomé et Príncipe, *Dominique Gallet*  
Le Sénégal, *Muriel Devey*  
Les Seychelles, *Jean-Louis Guébourg*  
Le Sultanat d'Oman, *Bruno Le Cour Grandmaison*  
La Syrie, *Jean Chaudouet*  
Le Togo, *Yvonne François*  
La Tunisie, *Ezzedine Mestiri*  
La Turquie, *Jane Hervé*  
Le Vietnam, *Joël Luguern*

## Collection *Économie et développement*

### 1. Essais (13,5 x 21,5)

Afrique peut gagner (L'), *P. Merlin*  
Afrique s'invente (Une), *Enda Graf Sahel*  
Agriculture urbaine à Lomé (L'), *C. Schilter*  
A la recherche des logiques paysannes, *P.M. Decoudras*  
Approches participatives du développement, *M. Lammerink*  
Arachide au Sénégal (L'), *Cl. Freud et al.*  
Comment les pauvres gèrent leur argent, *S. Rutherford*  
Désarroi camerounais (Le), *G. Courade (éd.)*  
Développement local, *G. Lazarev*  
Eau au Proche-Orient, *H. Ayebe*  
Économie pol. du post-ajustement, *H. Ben Hammouda*  
Économie urbaine en Afrique (L'), *E.S. Ndione*  
Éleveurs d'Éthiopie, *B. Faye*  
État-entrepôt au Bénin (L'), *J. Igué*  
Femmes pionnières de Guinée, *K. De Boodt*  
Forêt et État en Afrique (La), *G. Buttoud*  
Insertion urbaine à Bamako (L'), *D. Ouédraogo*  
Manioc en Afrique de l'Est (Le), *A. Barampama*  
Monnaie unique pour toute l'Afrique de l'Ouest (Une), *O. Ouedraogo*  
Mort de la brousse (La), *K. Mariko*  
Naissance d'une ville au Sénégal, *P. Nicolas*  
Nouvelles paroles de brousse, *Le Graap*  
Participation paysanne et aménagements, *G. Belloncle*  
Plaidoyer macroéconomique pour l'Al., *O. Ouedraogo*  
Question énergétique au Sahel (La), *J.-P. Minvielle*  
Relève paysanne en Côte-d'Iv. (La), *Y. Affou*  
Repenser l'aide à l'Afrique, *N. van de Walle*  
Réveil des campagnes africaines, *J.-Cl. Devèze*  
Santé et médecine en Bolivie, *E. Valdez*  
Transports urbains en Afrique, *X. Godard*  
Zones franches industrielles d'export., *J.-P. Barbier*  
Zone franc à l'heure de l'euro (La), *Ph. Hugon*

### 2. Études et synthèses (16 x 24)

Afrique de l'Ouest dans la compétition mondiale (L'), *J. Damon*  
Afrique et les défis de l'OMC (L'), *D. Njinkeu*  
Afrique peut-elle être compétitive (L'), *Cl. Maingy*  
Agriculture et ruralité au Brésil, *M. Zanoni*  
Agricultures familiales, *Rafac*  
Ajustement structurel et au-delà, *R. van der Hoeven et al.*  
Alimentation et nutrition, *D. Lemonnier*  
Avenir des planteurs camerounais (L'), *P. Janin*  
Barons du caoutchouc (Les), *J.B. Serier*



Barrages internationaux et coopération, *F. Conac*  
Bibliographie et lexique du foncier, *M. Cubrilo et C. Goislard*  
Booms et crises du cacao, *F. Ruf*  
Carences nutritionnelles, *D. Lemonnier*  
Champs du cacao (Les), *E. Hanak-Freud et al.*  
Comment réduire pauvreté et inégalités, *M. Lévy*  
Compagnie générale des oléagineux (La), *M. Diallo Côt-Trung*  
Conservation de la nature et développement, *E. Rodary*  
Construire la ville africaine, *C. Girard*  
Développement durable au Sahel, *Ch. Becker*  
Développement urbain en Côte-d'Ivoire, *Th. Paulais*  
Dimension humaine dans le développement, *M. Cernea*  
Économie informelle au Mexique (L'), *F. Roubaud*  
État et monde rural à Mayotte (L'), *Carole Barthès*  
États, politiques et développement en Asie de l'Est, *Gemdev*  
Financement de la santé dans les pays d'Afrique et d'Asie à faible revenu, *J. Mathonnat*  
Gérer le foncier rural, *Ph. Lavigne-Delville*  
Gestion de l'eau selon l'islam (La), *N. Fariqui*  
Hommes et les termitières en Afrique (L'), *F. Iroko*  
Innovation technol. Dans les pays du Sud, *R. Treillon*  
Intégration et coopération région. en Afr. Ouest, *R. Lavergne*  
Intégration régionale dans le monde (L'), *Gemdev*  
Marchés d'Afrique, *Th. Paulais*  
Médecine traditionnelle au Rwanda, *P.C. Rwangabo*  
Office du Niger, grenier à mil du Mali, *P. Bonneval*  
Pêche dans le Delta central du Niger (La), *J. Quensière*, un volume de texte (496 p.) et un volume de cartes avec notice.  
Les 2 vol. sont vendus ensemble  
Politiques alimentaires en Afrique du Nord, *M. Padilla*  
Politique du médicament en Afrique (Une), *C. Klimek*  
Quelles politiques foncières pour l'A. ?, *Ph. Lavigne-Delville*  
Reconnaissance du savoir rural, *Ian Scoones*  
Ressource humaine (La), *Enda Graf*  
Riz à Madagascar (Le), *H. de Laulanié*  
Savoirs paysans et développement, *G. Dupré et al.*  
Sécurisation foncière en Afrique, *E. Le Roy et al.*  
Sécurité alimentaire en questions, *N. Stäuble*  
Sénégal en quête d'une croissance durable (Le), *A. Diagne*  
Sociétés rurales et environnement, *G. Rossi et al.*  
Terres méditerranéennes, *A. M. Jouve*  
Transport dans les villes du Sud, *X. Godard et al.*  
Vallée du fleuve Sénégal (La), *B. Crousse et al.*  
Village à l'heure de l'ajustement (Le), *G. Courade*

Collection *Espace caribéen et haïtien*

- Antilles, terres à risque, *Burac M.*  
Apports du nouveau monde à l'ancien (Les), *Yacou A. (éd.)*  
Au temps des isles à sucre, *De Cauna J.*  
Caraïbe et la Guyane au temps de la Révolution (La), *Adélaïde J.*  
Caraïbes des Petites Antilles (Les), *Lafleur G.*  
Catastrophes naturelles aux Antilles (Les), *Yacou A.*  
Chute de la maison Duvalier (La), *Bonnardot M.-L. et Danroc G.*  
Condition des paysans haïtiens (La), *Blancpain Fr.*  
Contes diaboliques d'Haïti, *Barthélémy M.*  
Créoles de la Caraïbe, *Yacou A. (éd.)*  
Delgrès ou la Guadeloupe en 1802, *Adélaïde J.*  
Démocraties antillaises en crise, *Martin D. C.*  
École aux Antilles (L'), *Giraud L. et Manesse D.*  
Écrivain antillais au miroir de sa littérature (L'), *Moudileno L.*  
Émigration antillaise : La troisième Ile (L'), *Anselin A.*  
Esclavage aux Antilles françaises (L'), *Gisler A.*  
Expériences non violentes en Haïti, *Störk J. (éd.)*  
Guadeloupe face à son patrimoine (La), *Giordani J.-P.*  
Guadeloupe, Martinique et Guyane dans le monde américain, *Burac M.*  
Haïti au XVIII<sup>e</sup> siècle (Lettres), *Wimpffen A.S. de*  
Haïti et République Dominicaine, *Théodat J.-M.*  
Haïti, paysage et société, *Ans A.-M. d'*  
Image des quartiers populaires dans le roman antillais (L'), *De Cauna A.*  
Insurrection des esclaves à Saint-Domingue (L'), *Hurbon L.*  
Lettres d'amour créoles, *Goguet A. et M.*  
Louis des Étages, *Mauvois G. B.*  
Mayotte capecia, *Mackward Ch.*  
Paysan haïtien et sa famille (Le), *Bastien R.*  
Petites Antilles avant Christophe Colomb (Les), *Montbrun Ch.*  
Petites Antilles de Christophe Colomb à Richelieu (Les), *Moreau J.-P.*  
Pour une sociologie d'Haïti au XXI<sup>e</sup> siècle, *Hurbon L.*  
Pouvoir politique en Haïti, de 1957 à nos jours (Le), *Etzer G.*  
Révolution de Haïti (La), *Lacroix G<sup>al</sup> Pamphile de*  
Vaudou, sorciers et empoisonneurs, *Pluchon P.*  
Vie de Toussaint Louverture, *Schoelcher V.*  
Ville aux îles, la ville dans l'île. Basse-Terre et Pointe-à-Pitre,  
Guadeloupe, 1650-1820, *Pérotin-Dumon A.*  
Volcans dans l'histoire des Antilles (Les), *Adélaïde J. et Hervieu J.-P.*

Achévé d'imprimer en septembre 2004  
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery  
58500 Clamecy  
Dépôt légal : septembre 2004  
Numéro d'impression : 409107

*Imprimé en France*

La dénutrition et la malnutrition affectent les régions qui ne disposent pas d'une alimentation suffisante et variée. Plus généralement, elles touchent les populations pauvres des pays marqués par de fortes inégalités sociales, quelles que soient les potentialités agricoles locales. En Équateur, ce fléau frappe plus de la moitié de la population. Jacqueline Peltre-Wurtz en a recherché les causes puis les effets concrets : à Quito, elle a suivi au quotidien douze familles pauvres pour qui manger est un combat constant. Leur témoignage, et particulièrement celui des femmes dont les visages ouvrent ce livre, montre comment ces familles parviennent à survivre dans la très grande précarité.

Une géographie des productions alimentaires et des importations de l'Équateur établit que le pays dispose théoriquement, depuis 1985, d'une ration calorique optimum qui devrait protéger ses habitants de la sous-alimentation, mais qu'on y manque toujours de légumes verts, de légumineuses et de tubercules pour que cette ration soit équilibrée. Néanmoins, c'est avant tout la pauvreté qui empêche la plus grande partie de la population d'accéder à une alimentation convenable.

Près de deux années d'enquêtes précises, réparties sur plus d'une décade, démontrent que les douze femmes rencontrées à Quito réalisent des prouesses pour nourrir au mieux leurs familles. Mais leur combat dépasse largement ce cadre. Dans ces familles, adultes et enfants rêvent de devenir des gens ordinaires pour qui manger ne serait plus un souci lancinant. Ils veulent être reconnus sous d'autres étiquettes que celle de la pauvreté : les adultes sont fiers des métiers qu'ils exercent, de la maison qu'ils parviennent parfois à construire, de leurs enfants scolarisés, dont pas un n'a été abandonné. Dans tous ces domaines, ils tentent d'accéder à la dignité tant recherchée des vrais citoyens, qui ont des devoirs mais aussi des droits.

Douze ans après les premières enquêtes, seules deux familles semblent être sorties de la pauvreté. Les autres résistent toujours ensemble à la misère et c'est déjà une victoire. Pour elles, c'est bien la cellule familiale qui est le dernier rempart contre la pauvreté.

*Jacqueline Peltre-Wurtz est géographe, directeur de recherche à l'IRD. Elle a débuté ses travaux en Côte-d'Ivoire en observant les systèmes agraires du Pays baoulé. A Madagascar, elle a étudié ensuite les rapports sociaux et les structures foncières dans la plaine d'Antananarivo. Puis elle a suivi une vaste opération de développement rural dans le Nord-Ouest ivoirien, portant sur la progression de la culture cotonnière conjointement au lancement de la culture attelée. Enfin, elle s'est intéressée à la question de la sécurité alimentaire et de ses relations avec la pauvreté ; ce livre expose les résultats de sa dernière étude, effectuée en Équateur.*

## ***Économie et développement***

***Collection dirigée par Georges Courade***



ISBN (KARTHALA) : 2-84586-563-5  
ISBN (IRD) : 2-7099-1538-3